

Rapport sur l'occupation du parc locatif social et son évolution

**Loi n°96-162 du 4 mars 1996
modifiée par la loi n°98-657 du 29 juillet 1998
et la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002**

L'OCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET SON ÉVOLUTION

Exploitation de l'enquête nationale de 2003

Note de synthèse

Juillet 2004

L'enquête sur l'occupation du parc social instituée par la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité vise à permettre une meilleure connaissance des caractéristiques socio-économiques des locataires de logements sociaux. En application de cette loi, le gouvernement transmet aux assemblées un rapport triennal fondé sur les renseignements recueillis par les bailleurs sociaux auprès de leurs locataires.

L'enquête de 2003 a été marquée par deux modifications importantes par rapport aux deux enquêtes précédentes (1997 et 2000) :

- l'extension du champ de l'enquête au parc conventionné des collectivités publiques et des organismes privés personnes morales, en application de la loi n°2002-73 de modernisation sociale du 17 janvier 2002,
- l'obligation de transmission des données pour chaque unité urbaine de plus de 50000 habitants.

❑ Conditions de réalisation de l'enquête 2003

Bien qu'en baisse de 5 points par rapport à 2000, le taux de couverture (nombre de logements enquêtés par les bailleurs rapporté au parc total) reste élevé pour les HLM et les SEM (89,7%). Aucune donnée n'est disponible pour les départements de l'Ariège, de la Haute Corse et du Gers ; la représentativité est faible (inférieure à 60%) dans le Bas-Rhin, la Somme et la Corse du Sud. Par ailleurs, 13 agglomérations de plus de 50 000 habitants ne sont pas ou peu renseignées.

Pour les bailleurs nouvellement inclus dans le champ de l'enquête, le calcul est plus délicat faute d'inventaire du parc de référence. Dans 11 départements, l'enquête n'a pas été réalisée auprès de ces organismes. Il est en tout état de cause plus faible, inférieur à 40 % pour les autres bailleurs sociaux (organismes agréés pour le logement des personnes défavorisées, Sociétés Civiles Immobilières filiales de la Caisse des Dépôts et Consignations, administrations publiques et les personnes morales autres que des sociétés civiles immobilières). Pour ces logements, seules des exploitations nationales sont permises.

Le taux de réponse (nombre de ménages ayant répondu à l'enquête rapporté au parc enquêté) est également en baisse par rapport à 1997 et 2000 ; il reste plus faible en ZUS (80%). Ce taux varie entre 87% dans les HLM et SEM et 66% pour les bailleurs privés (sociétés civiles immobilières non filiales de la CDC). Si les variables relatives aux caractéristiques du ménage et à ses ressources (du moins dans les HLM et SEM) sont fiables (pourcentage de réponse de 99% par rapport au nombre de répondants), celles relatives aux minima sociaux et à l'activité professionnelle le sont beaucoup moins (taux respectifs de 86% et de 79%); les résultats concernant ces deux variables devront donc être interprétés avec précaution.

DONNEES DE CADRAGE SUR LE PARC LOCATIF SOCIAL

En 2003, le parc des organismes HLM et le parc des SEM représente **3 571 681 logements en métropole** et **88 711 logements dans les départements d'outre mer (DOM)** soit 16% des résidences principales en métropole et 16,5 % dans les DOM. En métropole, **97,1% de ces logements sont conventionnés**. Le parc situé dans une zone urbaine sensible représente 28 % des logements en métropole et 32% dans les DOM. En métropole, 22,5% du parc est situé en région parisienne, 43,5% en zone 2 et 34 % en zone 3.

Les logements enquêtés appartenant aux organismes nouvellement soumis à cette enquête représentent 80 000 logements en métropole, les DOM n'ayant pas de parc conventionné.

LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'OCCUPATION SOCIALE

□ Un accueil privilégié de familles généralement nombreuses et de ménages plus jeunes que la moyenne

Malgré une augmentation de la part des personnes seules, le parc HLM et SEM garde une vocation **d'accueil des familles** (45,5 % de ménages avec enfants contre 41 % au recensement général de la population (RGP 99)). Cette vocation est particulièrement marquée pour les familles monoparentales (18 % contre 8% au RGP).

La part des ménages avec un ou deux enfants (34,1 % en moyenne pour la France métropolitaine) est peu différente de celle observé pour l'ensemble des ménages. Concernant les ménages sans enfants, les personnes seules sont sur-représentées (35 %) et les couples sans enfant sous-représentés (27,6%) par rapport à l'ensemble de la population.

Le parc social accueille beaucoup de mineurs qui représentent 30% des occupants alors qu'ils ne sont que 22% dans l'ensemble de la population ; en revanche, seulement 11% des occupants du parc HLM sont âgés de plus 65 ans contre 16% pour l'ensemble de la population.

Pour les logements nouvellement inclus dans le champ de l'enquête, les caractéristiques globales des locataires ne se distinguent pas sensiblement de celles des HLM et SEM, sur-représentation des familles monoparentales et des personnes seules et sous-représentation des couples sans enfant. Un examen plus fin par catégories de bailleurs fait apparaître un pourcentage élevé de familles monoparentales, et notamment de familles ayant trois enfants et plus dans le parc géré par les organismes agréés (8,7% des ménages contre 2,9% dans le parc HLM et SEM), alors que les personnes seules se retrouvent davantage dans le parc géré par les autres personnes morales et les administrations publiques. Ces ménages sont également plus jeunes (sauf pour les SCI filiales de la Caisse des dépôts) que les locataires HLM et SEM.

□ Des évolutions marquées par le vieillissement des locataires et par l'accroissement des familles monoparentales et des personnes seules

Les titulaires d'un bail HLM et SEM sont plus jeunes que la moyenne des ménages, mais cette spécificité a tendance à s'atténuer, avec une réduction de la part des moins de 40 ans au profit notamment de la tranche d'âge 50-64 ans. Même si le vieillissement de la population n'est pas propre au parc HLM, l'analyse des enquêtes nationales logement permet de mettre en évidence que les modifications de la structure par âge observées au cours des deux dernières décennies sont plus marquées dans les logements HLM que dans les autres types de logements. Tout se passe comme si une fraction significative des occupants du parc HLM est stable et vieillit sur place.

Le pourcentage des ménages avec enfants a diminué entre 1997 et 2000, puis de nouveau entre 2000 et 2003 avec des écarts qui sont néanmoins faibles (inférieurs à un point). Cette diminution ne concerne que les couples avec enfants, qui sont passés de 31,6 % en 1997 à 27,6 % en 2003. Inversement, le pourcentage des familles monoparentales augmente passant de 15,3 % en 1997 à 17,9 % en 2003. Pour les ménages sans enfant, l'augmentation de la proportion des personnes seules contraste avec la diminution de celle des couples sans enfant. L'augmentation de la part des personnes seules et des familles monoparentales est une tendance ancienne observée au cours des vingt dernières années. Elle n'est pas spécifique au parc social mais les évolutions sont, là aussi, plus marquées que pour l'ensemble de la population française. En revanche, la diminution de la proportion des couples avec enfants dans le parc des HLM et des SEM est une tendance récente puisque,

d'après les enquêtes nationales logement, cette proportion était restée stable entre 1992 et 1996.

❑ **Des locataires aux ressources faibles et souvent en situation de précarité professionnelle**

Trois indicateurs permettent d'appréhender la situation économique des ménages : le niveau de ressources, l'activité professionnelle et la perception des minima sociaux, le premier étant le plus fiable.

- **Une part importante de ménages aux revenus modestes**: 60,3 % des locataires HLM/SEM ont des ressources inférieures à 60 % du plafond réglementaire pour l'accès au parc locatif social et 38,3 % ont des ressources inférieures à 40 % du plafond. Dans le même temps, 10,4 % des locataires se situent en dessus du plafond.

Les résultats relatifs aux autres bailleurs sont à interpréter avec prudence, compte-tenu du taux de réponse plus faible que dans les HLM et SEM ; il font apparaître une part de personnes à faibles ressources plus élevée que dans le parc HLM et SEM chez les autres bailleurs sociaux notamment les organismes agréés (78,3 %). A l'inverse, cette proportion est plus basse au sein des logements appartenant aux bailleurs privés (56,1 % de ménages en dessous de 60 % du plafond). La part des locataires ayant des ressources supérieures au plafond s'établit à 13,6 % chez les bailleurs privés et 7 % chez les autres bailleurs sociaux.

Entre 2000 et 2003, la part des ménages ayant des ressources les plus faibles a légèrement augmenté : 60,3% de locataires ont des ressources inférieures à 60 % du plafond en 2003 contre 58,8 % en 2000. De même la part des locataires au dessus du plafond a diminué d'un point.

Une sur-représentation des bénéficiaires des minima sociaux Si les données issues de l'enquête sur l'occupation du parc social concernant les minima sociaux et l'activité professionnelle doivent être exploitées avec prudence (pourcentage important de non-réponses, présence de valeurs aberrantes¹, parfois écarts constatés avec les informations détenues par les CAF), elles confirment la précarité des ressources de nombreux locataires :

Les bénéficiaires des minima sociaux, et notamment de l'API, sont sur-représentés parmi les locataires du parc social. 5,6 % des locataires des organismes d'HLM et SEM en métropole perçoivent le RMI, 1,6 % l'API, 3,5 % pour l'AAH et 1,4 % le minimum vieillesse. Pour les trois premières prestations, ces pourcentages sont supérieurs à ceux de la moyenne des ménages (respectivement 1,3, 2,3 et 1,2 fois). L'analyse des résultats des autres bailleurs fait apparaître à nouveau la distinction entre les locataires des bailleurs privés (3,6 % de bénéficiaires du RMI) et les autres bailleurs sociaux et notamment les organismes agréés (respectivement 6% et 14% de bénéficiaires du RMI).

Un tiers des actifs en situation de précarité : 36 % des personnes occupant le parc HLM/SEM sont des inactifs. Les actifs se répartissent entre 67,3 % de titulaires d'emplois stables, 14,2 % d'emplois précaires et de 18,5 % de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

La diminution de la part des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE entre 2000 et 2003 (de 20,2 à 18,5 %) s'effectue plus au bénéfice des emplois précaires qui augmentent de 1,1 point plus que des emplois stables (0,6 point).

¹ Pour l'exploitation de l'enquête, les non-réponses sont assimilées à la non perception d'aides et les valeurs aberrantes ont été écartées.

❑ **Emménagés récents : des ménages aux ressources plus faibles que les locataires en place**

Les emménagés récents représentent 30,2% des locataires des organismes d'HLM et des SEM contre 32,9% en 2000. La part des emménagés récents est élevée dans le parc de logements sociaux des administrations publiques, des organismes agréés et des bailleurs privés puisqu'elle représente plus de 40% des locataires. Elle est en revanche plus faible dans le parc appartenant aux SCI filiales de la CDC (25,2%) ou aux autres personnes morales.

Le niveau de ressources des emménagés récents est plus faible que celui de l'ensemble des locataires (5 points d'écart), situation probablement liée à l'âge, moins élevé que la moyenne des locataires, des ménages entrant dans le parc. La répartition des emménagés récents en fonction du niveau de ressources est la même en 2003 qu'en 2000. Ceci laisse penser que l'appauvrissement observé entre 2000 et 2003 est moins dû au profil des entrants qu'à l'évolution des locataires stables ou au profil des ménages qui ont quitté le parc social.

LES TRAITS SPECIFIQUES AUX ZONES URBAINES SENSIBLES

❑ **des familles plus nombreuses avec des enfants majeurs résidant encore chez leurs parents.**

Comme en 1997 et 2000, les ZUS se caractérisent par une sur-représentation de la tranche d'âge 50-64 ans ainsi que des familles avec enfants (29% contre 27,5% dans l'ensemble). La sur-représentation des ménages avec enfants est uniquement le fait des familles nombreuses (trois enfants et plus) qu'il s'agisse de couples ou de familles monoparentales. En effet, les familles monoparentales avec un ou deux enfants sont représentés dans les HLM et SEM des ZUS dans les mêmes proportions qu'ailleurs. Les couples avec un ou deux enfants, les ménages sans enfant, les personnes seules et les couples sans enfant y sont moins représentés. Du fait de la sur-représentation des familles dans les ZUS, la proportion des moins de 25 ans est plus élevée qu'ailleurs, mais avec un écart relativement faible pour les moins de 18 ans et plus significatif pour les jeunes âgés entre 18 et 25 ans.

❑ **Des ménages plus pauvres**

Tous les indicateurs de l'enquête OPS (niveau des ressources, perception des aides personnelles et des minima sociaux, activité professionnelle) sont convergents sur ce point : 69,6% des ménages ont des ressources inférieures à 60% du plafond (au lieu de 56,9% pour les territoires situés hors zones prioritaires), 62,4% bénéficient d'une allocation logement (au lieu de 52,5%), 9 % du RMI (au lieu de 4,4%), 25,6 % sont inscrits à l'ANPE (au lieu de 18,5%).

❑ **Un creusement des écarts**

La plupart des indicateurs enregistrent un accroissement des écarts entre les ZUS et le reste du territoire, qu'il s'agisse des bénéficiaires du RMI dont la proportion est restée stable sur l'ensemble du parc mais a progressé de 10% (de 9 à 9,9%) en ZUS ou de la part des ménages percevant moins de 60 % du plafond PLUS (progression de 1,5 point en moyenne mais de 2,2 points en ZUS). Si la part des demandeurs d'emploi a continué à baisser en ZUS (de 26,5% à 25,6% des actifs entre 2000 et 2003, après une forte baisse entre 1997 et

2000), c'est au profit des contrats précaires (de 14,5% à 15,8% des actifs) alors que la part des contrats stables est en légère baisse (de 59 à 58,6% des actifs).

❑ **Une mobilité plus faible**

Comme en 2000, la mobilité est moins importante en ZUS (28,1% d'emménagés récents contre 30,2%).

LES CARACTÉRISTIQUES RÉGIONALES

Les résultats de l'enquête sur l'occupation du parc social connaissent des variations régionales sensibles, liées aux caractéristiques régionales de la population ou aux caractéristiques spécifiques des occupants du parc social.

❑ **Une précarité particulièrement marquée dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Bretagne, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, PACA, Corse**

Dans ces régions, plus de 65 % des locataires du parc social ont des revenus inférieurs à 60 % du plafond PLUS ; le pourcentage de bénéficiaires des aides au logement, de bénéficiaires du RMI et la proportion de personnes actives mais n'occupant pas un emploi stable (emplois précaires ou inscrits à l'ANPE) y sont également supérieurs à la moyenne nationale.

Le recours au parc social est plus important² pour les familles monoparentales en Bretagne, Poitou-Charentes et Aquitaine, pour les personnes isolées en Bretagne, Limousin et Poitou-Charentes, pour les familles avec enfants en Languedoc-Roussillon et la région PACA. Inversement en Champagne-Ardenne, les ménages avec enfants sont faiblement représentés dans le parc social.

❑ **l'Ile de France : plus d'actifs et corrélativement moins de faibles revenus, avec de nettes différenciations selon les zones**

Alors que la proportion des titulaires des baux d'âge actif (30 à 64 ans) oscille entre 63 et 66 % selon les régions, elle dépasse 70 % en **Ile-de-France**. Cette proportion globale varie peu selon les départements (69 % à Paris, 72 % en Essonne) mais la part des ménages de 50 ans à 64 ans décroît fortement du centre vers la périphérie (21 % en Seine et Marne, 29,4 % à Paris).

Pour la composition des ménages, la spécialisation des différentes couronnes ressort nettement : beaucoup de personnes seules à Paris, plus de ménages sans enfants en première couronne, plus de ménages avec enfants dans la deuxième couronne.

C'est en Ile de France que la part des locataires ayant des revenus inférieurs à 60 % du plafond est la plus faible (54,5 %), mais avec de fortes disparités entre les départements (41 % dans les Hauts de Seine, 62 % en Seine Saint Denis et Seine et Marne).

La région se caractérise également par l'écart entre le parc en ZUS et le reste du parc (66 % de ménages ayant des ressources inférieures à 60 % du plafond PLUS contre 51 % hors ZUS, soit 15 points d'écart, contre 13 points en France métropolitaine, 46 % de bénéficiaires d'aides personnelles au logement en ZUS contre 30,5 %, soit 15,5 points d'écart, contre 13 points sur l'ensemble du territoire).

² Par rapport à la population régionale

❑ **DOM : des ménages particulièrement fragiles**

Les familles monoparentales ont un poids particulièrement élevé (30%) et les couples sans enfant plutôt faible (11,7 %) dans le parc social des DOM, tandis que la part des ménages dont la personne de référence a plus de 65 ans est presque deux fois plus faible (3,4% contre 20,6%) qu'en métropole.

Ce parc accueille des ménages particulièrement précarisés (31 % au dessous de 20 % du plafond PLUS, 63,9 % au dessous de 60 % du plafond, 10,2 % de bénéficiaires du RMI). 46% des locataires sont inactifs³ et 24 % des actifs sont au chômage.

LES PARTICULARITES DU PARC DANS LES AGGLOMERATIONS

Même si certaines agglomérations sont moins bien couvertes par l'enquête, la part des logements HLM et SEM implantés dans les unités urbaines de plus de 50 000 habitants peut être évaluée à 65 % de l'ensemble du parc. Leur profil d'occupation global diffère peu de la moyenne nationale, tous types de territoires confondus. En revanche, les écarts sont plus marqués entre les unités urbaines et le département ou la région auxquels elles appartiennent.

❑ **Le parc social en milieu urbain accueille plus d'isolés et des ménages plus âgés que le reste du parc régional**

L'occupation sociale des logements sociaux de la plupart des grandes unités urbaines se caractérise par une représentation des personnes seules, le plus souvent des personnes âgées, plus importante que dans les logements sociaux du reste de la région dans lesquelles ces agglomérations sont implantées. Parmi les unités urbaines de plus grande taille, celles de Toulouse et de Nantes font exception.

❑ **Des locataires du parc social moins pauvres dans les grandes unités urbaines que dans le reste du parc, en lien avec l'âge plus avancé de ces ménages.**

La pauvreté parmi les occupants du parc HLM et SEM est, dans la plupart des grandes agglomérations, moins marquée que dans la région dans lesquelles celles-ci sont implantées : c'est le cas des unités urbaines de Lille, de Toulouse et de Toulon. La situation est inverse dans les unités urbaines de Nantes et de Grenoble.

Le pourcentage de ménages à faibles ressources croît de la zone 1 bis (51,2 % de ménages en dessous de 60 % du plafond) à la zone 3 (62,8 %). Le niveau plus faible des ressources des locataires dans les zones rurales ou dans les villes de plus petite taille semble dû moins à des écarts de niveau de vie entre zones urbaines et rurales qu'au fait que les logements sociaux de ces dernières accueillent des ménages ayant des ressources plus faibles parce que moins avancés dans le cycle de vie.

Les caractéristiques des locataires en zones de revitalisation rurale sont peu différentes de celles de la zone III.

³ Contre 36 % en métropole, alors que les ménages logés dans le parc social sont plus jeunes qu'en métropole.

**Rapport présentant les résultats de
l'enquête sur l'occupation du parc social
et son évolution de 2003**

**Etude réalisée par le CRESGE à la demande
de la Direction Générale de l'Urbanisme,
de l'Habitat et de la Construction**

Juillet 2004

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1	
PRESENTATION DE L'ENQUETE SUR L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL ET DE LA QUALITE DES RESULTATS	3
L'enquête sur l'occupation du parc social	5
Champ de l'enquête	5
Elargissement du champ pour l'enquête 2003	6
Les différents niveaux d'agrégation des données	6
L'organisation de l'enquête	6
Collecte des informations	7
Représentativité et qualité de l'information obtenue	9
Le taux de couverture de l'enquête OPS	9
Les taux de réponse à l'enquête OPS	20
La cohérence des données	29
CHAPITRE 2	
LES CARACTERISTIQUES DU PARC LOCATIF SOCIAL	31
La part des logements en zone prioritaire	33
Logements HLM et SEM	33
Logements appartenant aux autres bailleurs	41
Part des logements conventionnés, vacants et loués à des associations	42
Logements HLM et SEM	42
Logements appartenant aux autres bailleurs	51

CHAPITRE 3	
LES CARACTERISTIQUES DES OCCUPANTS	
DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	53
Composition des ménages	55
Logements HLM et SEM	55
Logements appartenant aux autres bailleurs	73
Taille des ménages avec enfants	74
Logements HLM et SEM	74
Logements appartenant aux autres bailleurs	91
Age du titulaire du contrat de location	92
Logements HLM et SEM	92
Logements appartenant aux autres bailleurs	107
Age des occupants	108
Logements HLM et SEM	108
Logements appartenant aux autres bailleurs	119
Le niveau de ressources des ménages	120
Logements HLM et SEM	120
Logements appartenant aux autres bailleurs	133
Aides au logement perçues	134
Logements HLM et SEM	134
Logements appartenant aux autres bailleurs	146
Minima sociaux perçus	147
Logements HLM et SEM	147
Logements appartenant aux autres bailleurs	158
Activité professionnelle	159
Logements HLM et SEM	159
Logements appartenant aux autres bailleurs	168

CHAPITRE 4	
LES CARACTERISTIQUES DES EMMENAGES RECENTS	169
La part des emménages récents	171
Logements HLM et SEM	171
Logements appartenant aux autres bailleurs	181
Le niveau de ressources des emménagés récents	182
Logements HLM et SEM	182
Logements appartenant aux autres bailleurs	189
Aides au logement perçues par les emménagés récents	190
Logements HLM et SEM	190
Logements appartenant aux autres bailleurs	200
Minima sociaux perçus par les emménagés récents	201
Logements HLM et SEM	201
Logements appartenant aux autres bailleurs	210
Activité professionnelle des emménagés récents	211
Logements HLM et SEM	211
Logements appartenant aux autres bailleurs	220
ANNEXES	
Annexe 1	
Tests de cohérence et corrections des données	223
Annexe 2	
Circulaire du 29 mars 2003 relative à l'enquête OPS	235
Annexe 3	
Questionnaire locataire	241
Annexe 4	
Règles de détermination des plafonds de ressources	245
Annexe 5	
Evolution des plafonds de ressources depuis 1998	251
Annexe 6	
Comparaison du champ des enquêtes OPS, PLS, conventionnement et SRU	255
Annexe 7	
Questionnaire de l'enquête d'occupation du parc social 2003	259

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	
Nombre de bailleurs et de logements couverts par l'enquête OPS par catégorie de bailleurs (France métropolitaine et DOM)	9
Tableau 2	
Taux de couverture de l'enquête OPS pour les organismes d'HLM et les SEM	11
Tableau 3	
Effectifs de logements des enquêtes OPS et conventionnement par catégories de bailleurs (autres qu'organismes d'HLM et SEM)	16
Tableau 4	
Départements et agglomérations ne comportant aucune donnée ou un faible taux de couverture de l'enquête OPS	19
Tableau 5	
Taux de réponse par catégorie de bailleurs : ensemble de l'enquête ménage et détail par variable (France métropolitaine et DOM)	20
Tableau 6	
Taux de réponse (ensemble de l'enquête ménage et détail par variables) par région, département et agglomération (organismes d'HLM et SEM)	22
Tableau 7	
Taux de réponse (ensemble de l'enquête ménage et détail par variables) par région et zones prioritaires (organismes d'HLM et SEM)	27
Tableau 8	
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) notamment en zones prioritaires dans le parc des résidences principales (RGP 99) par région, par département et par agglomération – Logements HLM et SEM	34
Tableau 9	
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) par zones prioritaires et par zones de prix	39
Tableau 10	
Part des logements locatifs sociaux, hors HLM et SEM, en zones prioritaires par catégorie de bailleurs	41
Tableau 11	
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par région, département et agglomération	43
Tableau 12	
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par région et zone prioritaire	48
Tableau 13	
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par zone de prix et zone prioritaire	50
Tableau 14	
Part des logements locatifs sociaux (autres qu'organismes d'HLM et SEM), vacants et loués à des associations par catégorie de bailleurs	51

Tableau 15	
Composition des ménages par région, département et agglomération	
Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales	57
Tableau 16	
Composition des ménages par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	70
Tableau 17	
Composition des ménages par zones de prix - Logements HLM et SEM	72
Tableau 18	
Evolution de la composition des ménages depuis 1997 - Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales	73
Tableau 19	
Composition des ménages par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	73
Tableau 20	
Taille des ménages avec enfants par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales	75
Tableau 21	
Taille des ménages avec enfants par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	88
Tableau 22	
Taille des ménages avec enfants par zones de prix - Logements HLM et SEM	90
Tableau 23	
Taille des ménages avec enfants par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	91
Tableau 24	
Age du titulaire du contrat de location par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales	94
Tableau 25	
Age du titulaire du contrat de location par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	104
Tableau 26	
Age du titulaire du contrat de location par zones de prix - Logements HLM et SEM	106
Tableau 27	
Evolution de l'âge du titulaire du contrat de location depuis 2000 - Logements HLM et SEM	107
Tableau 28	
Age du titulaire du contrat de location par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	107
Tableau 29	
Age des occupants par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales	109
Tableau 30	
Age des occupants par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	116
Tableau 31	
Age des occupants par zones de prix - Logements HLM et SEM	118

Tableau 32	
Evolution de l'âge des occupants depuis 1997- Logements HLM et SEM	119
Tableau 33	
Age des occupants par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	119
Tableau 34	
Niveau de ressources des ménages par région, département et agglomération Logements HLM et SEM	122
Tableau 35	
Niveau de ressources des ménages par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	130
Tableau 36	
Niveau de ressources des ménages par zone de prix et zone prioritaire - Logements HLM et SEM	132
Tableau 37	
Evolution du niveau de ressource des ménages depuis 1997 Logements HLM et SEM	132
Tableau 38	
Niveau de ressources des ménages par catégories de bailleurs Logements appartenant aux autres bailleurs	133
Tableau 39	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM	136
Tableau 40	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par région et zone prioritaire - Logements HLM et SEM	143
Tableau 41	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par zone de prix et zone prioritaire - Logements HLM et SEM	145
Tableau 42	
Evolution de la part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement depuis 1997 - Logements HLM et SEM	146
Tableau 43	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	146
Tableau 44	
Part des minima sociaux perçus par régions, départements et agglomérations Logements HLM et SEM	149
Tableau 45	
Part des minima sociaux perçus par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	155
Tableau 46	
Part des minima sociaux perçus par zones de prix - Logements HLM et SEM	157
Tableau 47	
Evolution de la part des minima sociaux perçus depuis 1997 Logements HLM et SEM	157
Tableau 48	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	158

Tableau 49	
Activité professionnelle des personnes majeures par régions, départements et agglomérations	
Logements HLM et SEM	160
Tableau 50	
Activité professionnelle des personnes majeures par zones prioritaires	
Logements HLM et SEM	165
Tableau 51	
Activité professionnelle des personnes majeures par zones de prix	
Logements HLM et SEM	167
Tableau 52	
Evolution de l'activité professionnelle des personnes majeures lors des enquêtes précédentes	
Logements HLM et SEM	167
Tableau 53	
Activité professionnelle des personnes majeures par catégories de bailleurs	
Logements appartenant aux autres bailleurs	168
Tableau 54	
Part des emménagés récents par région, département et agglomération	
Logements HLM et SEM	172
Tableau 55	
Part des emménagés récents par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	179
Tableau 56	
Part des emménagés récents par zones de prix – Logements HLM et SEM	181
Tableau 57	
Part des emménagés récents par catégories de bailleurs	
Logements appartenant aux autres bailleurs	181
Tableau 58	
Niveau de ressources des emménagés récents par région, département et agglomération	
Logements HLM et SEM	183
Tableau 59	
Niveau de ressources des emménagés récents par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	187
Tableau 60	
Niveau de ressources des emménagés récents par zones de prix - Logements HLM et SEM	188
Tableau 61	
Evolution du niveau de ressources des emménagés récents depuis 1997	
Logements HLM et SEM	189
Tableau 62	
Niveau de ressources des emménagés récents par catégories de bailleurs	
Logements appartenant aux autres bailleurs	189
Tableau 63	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement	
parmi les emménagés récents par région, département et agglomération	
Logements HLM et SEM	191
Tableau 64	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement	
parmi les emménagés récents par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	196

Tableau 65	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les emménagés récents par zones de prix - Logements HLM et SEM	199
Tableau 66	
Evolution de la part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les emménagés récents depuis 1997 - Logements HLM et SEM	199
Tableau 67	
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les emménagés récents par catégories de bailleurs Logements appartenant aux autres bailleurs	200
Tableau 68	
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM	202
Tableau 69	
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par zones prioritaires Logements HLM et SEM	207
Tableau 70	
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par zones de prix Logements HLM et SEM	209
Tableau 71	
Evolution de la part des minima sociaux perçus par les emménagés récents depuis 1997 Logements HLM et SEM	210
Tableau 72	
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	210
Tableau 73	
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par région, département et agglomération - Logements HLM et SEM	212
Tableau 74	
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par zones prioritaires - Logements HLM et SEM	217
Tableau 75	
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par zones de prix - Logements HLM et SEM	219
Tableau 76	
Evolution de l'activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes – Logements HLM et SEM	220
Tableau 77	
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs	220

LISTE DES CARTES

Carte 1	
Part des logements HLM et SEM par rapport au total des résidences principales. Données départementales. France métropolitaine. RGP 99.	40
Carte 2	
Part des logements HLM et SEM par rapport au total des résidences principales. Données départementales. DOM.RGP 99.	40
Carte 3	
Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine	61
Carte 4	
Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales. Données départementales, France métropolitaine.	61
Carte 5	
Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	62
Carte 6	
Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	62
Carte 7	
Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.	63
Carte 8	
Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Départements d'outre-mer.	63
Carte 9	
Part des personnes seules. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	64
Carte 10	
Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales. Données départementales, France métropolitaine.	64
Carte 11	
Part des personnes seules. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France	65
Carte 12	
Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	65
Carte 13	
Part des personnes seules. Logements HLM et SEM. Données départementales. Départements d'outre-mer.	66
Carte 14	
Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Département d'outre-mer.	66

Carte 15	
Part des couples. Logements HLM et SEM.	
Données départementales, France métropolitaine.	67
Carte 16	
Part des couples. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales, France métropolitaine.	67
Carte 17	
Part des couples. Logements HLM et SEM.	
Données départementales, Ile-de-France.	68
Carte 18	
Part des couples. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales, Ile-de-France.	68
Carte 19	
Part des couples. Logements HLM et SEM.	
Données départementales. Départements d'outre-mer.	69
Carte 20	
Part des couples. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales. Départements d'outre-mer.	69
Carte 21	
Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.	
Données départementales, France métropolitaine,	79
Carte 22	
Part des familles de 3 enfants et plus. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales, France métropolitaine.	79
Carte 23	
Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.	
Données départementales, Ile-de-France.	80
Carte 24	
Part des familles de trois enfants et plus. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales, Ile-de-France.	80
Carte 25	
Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.	
Données départementales, DOM.	81
Carte 26	
Part des familles de 3 enfants et plus. Ensemble des résidences principales.	
Données départementales, DOM.	81
Carte 27	
Part des familles ayant des enfants (couples et familles monoparentales).	
Logements HLM et SEM. France métropolitaine.	82
Carte 28	
Part des familles ayant des enfants (couples et familles monoparentales).	
Ensemble des résidences principales. France métropolitaine.	82
Carte 29	
Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).	
Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	83
Carte 30	
Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).	
Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	83

Carte 31	
Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales). Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.	84
Carte 32	
Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales). Ensemble des résidences principales. Données départementales, DOM.	84
Carte 33	
Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM. Données départementales. France métropolitaine.	85
Carte 34	
Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales. Données départementales. France métropolitaine.	85
Carte 35	
Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	86
Carte 36	
Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	86
Carte 37	
Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.	87
Carte 38	
Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales. Données départementales. Départements d'outre-mer.	87
Carte 39	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	98
Carte 40	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales. Données départementales, France métropolitaine.	98
Carte 41	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	99
Carte 42	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	99
Carte 43	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales. Départements d'outre-mer.	100
Carte 44	
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales. Données départementales. Départements d'outre-mer.	100
Carte 45	
Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	101

Carte 46	Part des titulaires des baux âgés de 65 ans et plus. Ensemble des résidences principales. Données départementales, France métropolitaine.	101
Carte 47	Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	102
Carte 48	Part des titulaires des baux âgés de 65 ans et plus. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	102
Carte 49	Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.	103
Carte 50	Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Ensemble des résidences principales. Données départementales. Départements d'outre-mer.	103
Carte 51	Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	113
Carte 52	Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales. Données départementales, France métropolitaine.	113
Carte 53	Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	114
Carte 54	Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.	114
Carte 55	Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM. Données départementales. Départements d'outre-mer.	115
Carte 56	Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales. Données départementales, Départements d'outre-mer.	115
Carte 57	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond. Logements HLM et SEM. France métropolitaine.	126
Carte 58	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond. Logements HLM et SEM. Ile-de-France.	127
Carte 59	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond. Logements HLM et SEM. Départements d'outre-mer.	127
Carte 60	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond. Logements HLM et SEM. France métropolitaine.	128

Carte 61	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond. Logements HLM et SEM. Ile-de-France.	129
Carte 62	Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond. Logements HLM et SEM. Départements d'outre-mer.	129
Carte 63	Part des bénéficiaires de l'APL. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	141
Carte 64	Part des bénéficiaires de l'APL. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	142
Carte 65	Part des bénéficiaires de l'allocation logement. Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.	142
Carte 66	Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine.	153
Carte 67	Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	154
Carte 68	Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM. Données départementales, DOM.	154
Carte 69	Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM. Données départementales, France métropolitaine	177
Carte 70	Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.	178
Carte 71	Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'Outre Mer.	178

Le présent rapport relatif à l'occupation des logements sociaux a été élaboré en application de la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité modifiée par la loi n° 98-657 du 28 juillet 1998 et la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale.

Il présente les résultats de l'exploitation des données recueillies dans le cadre de l'enquête nationale – enquête dite d'occupation du parc social (OPS) – fixée par les dispositions de l'article L.442-5 du Code de la Construction et de l'Habitat, du décret n° 96-1163 du 26 décembre 1996, de l'arrêté du 6 mars 2003, puis de la circulaire du 29 mars 2003.

Le rapport a été établi par le CRESGE sous la responsabilité du Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, Secrétariat d'Etat au logement (Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat et de la Construction).

Après une présentation de l'enquête OPS et de la qualité des résultats dans le chapitre 1, puis des caractéristiques du parc couvert par cette enquête dans le chapitre 2, l'essentiel du rapport est consacré à la présentation des caractéristiques des occupants du parc social. Le chapitre 3 porte sur l'ensemble des occupants au 1^{er} janvier 2003 et le chapitre 4 aux ménages ayant emménagé entre le 1^{er} janvier 2000, date de la précédente enquête, et le 1^{er} janvier 2003. La synthèse des résultats de cette enquête et l'analyse des principales évolutions observées depuis les enquêtes de 1997 et de 2000 est présentée en introduction de ce rapport.

CHAPITRE 1
PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE SUR
L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL ET DE LA
QUALITÉ DES RÉSULTATS

L'ENQUÊTE SUR L'OCCUPATION DU PARC SOCIAL

La loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité a institué le principe d'une meilleure connaissance des caractéristiques socio-économiques des locataires de logements sociaux. Pour cela, il est apparu nécessaire de compléter les sources d'information existantes, à savoir le recensement général de la population et l'enquête logement de l'INSEE, en organisant tous les trois ans une enquête auprès des locataires. Le gouvernement doit, en application de cette loi, transmettre aux assemblées un rapport présentant les résultats de cette enquête. La première a été organisée en 1997, une deuxième en 2000 et une troisième en 2003. Le présent rapport présente les résultats de cette dernière enquête.

L'enquête de 2003 a été marquée par deux modifications importantes :

- l'extension du champ de l'enquête au parc conventionné des collectivités publiques et des organismes privés personnes morales, en application de la loi n°2002-73 de modernisation sociale du 17 janvier 2002,
- l'obligation de transmission des données pour chaque unité urbaine de plus de 50000 habitants.

CHAMP DE L'ENQUETE

Le parc des logements locatifs sociaux soumis à l'enquête est défini par l'article L.442-5 du code de la construction et de l'habitation (voir annexe 2). Il correspond au parc de logements locatifs sociaux soumis à condition de ressource.

Les deux premières enquêtes concernaient les logements gérés par des organismes d'HLM (offices, OPAC, sociétés anonymes ou coopératives) ainsi que les logements appartenant aux SEM (sociétés d'économie mixte). Dans le but de rendre plus cohérente l'enquête sur l'occupation du parc social et son évolution avec la nouvelle définition des logements locatifs sociaux donnée par la loi de solidarité et de renouvellement urbains, l'article 165 de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a élargi le champ d'application de cette enquête. Cette extension porte sur les logements conventionnés appartenant à des bailleurs privés personnes morales et aux collectivités publiques.

Suite aux modifications introduites par cet article, le champ du parc soumis à l'enquête correspond pour l'année 2003 :

. pour les organismes d'HLM,

- aux logements appartenant ou gérés par les organismes d'HLM, dès lors que ceux-ci ont été construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat ;

. pour les autres organismes,

- aux logements conventionnés propriétés des SEM, des collectivités publiques et autres personnes morales. Entrent notamment dans cette catégorie, les organismes exerçant une activité d'utilité sociale, c'est-à-dire les organismes sans but lucratif, les organismes agréés par le préfet dont l'objet est l'insertion par le logement des personnes en difficulté, les unions d'économie sociale et les sociétés civiles immobilières à l'exception des SCI «familiales»,

- aux logements non conventionnés appartenant aux SEM des DOM et aux ILM 28 des SEM en métropole, dès lors que ceux-ci ont été construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat.

Tous les logements répondant aux critères ci-dessus entrent dans le champ de l'enquête, qu'ils soient donnés à bail, conventionnés au titre de l'allocation de logement temporaire (ALT) ou de l'aide à la médiation locative (AML).

ELARGISSEMENT DU CHAMP POUR L'ENQUETE 2003

L'enquête de 2003 est marquée par l'extension du champ d'application aux bailleurs privés personnes morales. Plus précisément, sont assujettis à l'enquête les organismes bailleurs propriétaires des logements conventionnés suivants :

- les organismes concourant aux objectifs de la politique d'aide au logement, à savoir les organismes sans but lucratif (association, union d'économie sociale, groupement d'intérêt économique, etc.) exerçant une activité d'utilité sociale, en particulier les organismes agréés par le préfet au titre de la mise en œuvre du droit au logement et de la lutte contre l'exclusion,
- les autres personnes morales y compris les collectivités publiques, à l'exclusion des sociétés civiles immobilières constituées exclusivement des parents et alliés.

Les départements d'outre-mer (DOM) ne sont pas concernés par l'extension du champ de l'enquête à de nouvelles catégories de bailleurs.

LES DIFFERENTS NIVEAUX D'AGREGATION DES DONNEES

Chaque bailleur est tenu de remplir un formulaire pour le patrimoine locatif social qu'il détient ou qu'il gère, pour chaque zone géographique définie à l'arrêté du 26 avril 2002 publié au J.O. du 3 mai 2002 et pour chaque agglomération de 50 000 habitants et plus. Cette agrégation à l'échelle des agglomérations constitue l'une des principales nouveautés de l'enquête de 2003. L'agglomération s'entend ici au sens d'unité urbaine de l'INSEE. Ces territoires correspondent aux secteurs géographiques où un inventaire des logements locatifs sociaux est réalisé chaque année.

Comme lors des enquêtes précédentes, les résultats sont restitués pour l'ensemble du parc entrant dans le champ de l'enquête, puis pour les logements situés dans une zone urbaine sensible (ZUS) d'une part, dans une zone de revitalisation rurale (ZRR) d'autre part.

La liste de référence des grands ensembles et les quartiers d'habitat dégradé, et leur commune d'appartenance, situés en zone urbaine sensible (ZUS) a été fixée par le décret n°96-1156 du 26 décembre 1996 (J.O. du 28 décembre 1996). La liste de communes définissant les zones de revitalisation rurale (ZRR) est celle fixée par le décret n°96-119 du 14 février 1996 (J.O. du 15 février 1996).

L'ORGANISATION DE L'ENQUETE

L'organisation de l'enquête de l'occupation du parc social comporte une série d'étapes que nous rappelons ici :

- élaboration par la DGUHC (Direction Générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction) de l'arrêté définissant les renseignements statistiques à transmettre par les organismes et les modalités de transmission des données,

- envoi par la DGUHC d'une circulaire aux préfets et aux Directions départementales de l'Équipement fournissant l'information réglementaire relative à l'enquête OPS ;
- envoi par les DDE d'un courrier assorti du questionnaire réglementaire à chacun des bailleurs concernés par l'enquête précisant l'obligation qu'ils ont de fournir des renseignements statistiques et fournissant des indications pratiques relatives à l'organisation de l'enquête auprès des locataires ;
- collecte, par les bailleurs, des renseignements auprès des locataires avec le support d'un questionnaire, relance en cas de non réponse et vérifications diverses ;
- transmission aux DDE, par les bailleurs, des données agrégées à l'échelle des départements, des zones de prix et des agglomérations, sur support papier ou sur support informatique ;
- relance par les DDE des bailleurs n'ayant pas répondu, vérifications diverses et transmission des données à la DGUHC ;
- recueil des données par la DGUHC, relance des DDE n'ayant pas répondu, vérification sommaire de la cohérence des données et constitution d'une base nationale.

COLLECTE DES INFORMATIONS

Les données transmises par les bailleurs correspondent soit à l'extraction d'informations qu'ils détiennent (patrimoine géré, logements conventionnés à l'APL, bénéficiaires d'aides au logement), soit aux résultats de l'enquête réalisée auprès des locataires en application de l'art.R.442-13 du code de la construction et de l'habitation.

Pour recueillir les informations demandées, les organismes gestionnaires adressent un questionnaire aux locataires, ceux-ci étant tenus de répondre dans un délai d'un mois faute de quoi ils sont redevables d'une pénalité de 7,62 € par mois entier de retard. Les réponses aux questionnaires sont déclaratives. Seule l'information sur les ressources est accompagnée d'un justificatif. Les organismes réceptionnent les réponses, les vérifient et effectuent des relances. Ils transmettent ensuite les données agrégées à la Direction départementale de l'équipement de leur département sur support papier ou en utilisant un logiciel de saisie mis au point par la DGUHC (Cf. en annexe 2 le document présentant les données à transmettre aux DDE). La loi prévoit la restitution des données agrégées par département et par zone de prix en faisant apparaître les données relatives aux logements implantés dans des zones urbaines sensibles (ZUS) d'une part et les zones de revitalisation rurale (ZRR) d'autre part.

La structure du questionnaire est la suivante :

- identification du bailleur (A),
- patrimoine locatif social du bailleur (B),
- nombre de réponses à l'enquête (C),
- composition des ménages pour tous les ménages (D),
- répartition des ménages par âge du titulaire du contrat de location pour tous les ménages (E),
- ressources des ménages pour tous les ménages (F),
- aides au logement perçues pour tous les ménages (G),
- minima sociaux perçus pour tous les ménages (H)
- effectif et âge des occupants des logements pour tous les ménages (I),
- nature de l'activité professionnelle pour tous les ménages (J),

- nombre d'emménagés récents (K),
- ressources des ménages pour les emménagés récents (L),
- aides au logement perçues pour les emménagés récents (M),
- minima sociaux perçus pour les emménagés récents (N),
- nature de l'activité professionnelle (O).

Les emménagés récents sont les ménages qui ont emménagé depuis le 1^{er} janvier 2000. Pour la quasi-totalité des questions (variables), le ménage constitue l'unité de compte. Pour l'âge des personnes, on considère l'ensemble des occupants et pour l'activité professionnelle, on considère les personnes majeures (occupants de plus de 18 ans).

Quelques modifications ont été introduites lors de l'enquête de 2000 par rapport à celle de 1997 :

- la composition des ménages reprend désormais l'intégralité des structures familiales pouvant être rencontrées de sorte que la somme des catégories corresponde au nombre de ménages interrogés ;
- de même pour l'activité professionnelle, le nombre d'inactifs a été introduit ;
- la taille de la famille a été développée en fonction du nombre d'enfants présents dans le ménage et non de leur âge comme c'était le cas en 1997 ;
- l'âge du titulaire du contrat de location a été introduit ;
- l'information sur le nombre de ménages bénéficiant au moins d'un minimum social cité (RMI, API, AAH ou revenu minimum) est recueillie afin de prendre en compte les situations de cumul de minima sociaux au sein d'un même ménage.

Entre 2000 et 2003, quelques modifications mineures destinées à améliorer la lisibilité et la cohérence du questionnaire ont été réalisées, à savoir :

- l'identification du bailleur (remplacement du numéro SIREN par le numéro SIRET afin d'identifier non plus l'entreprise mais chacun des établissements),
- une classification des bailleurs qui prend en compte l'extension du champ de l'enquête et qui est identique à la codification utilisée pour l'inventaire SRU et l'enquête PLS,
- le libellé de quelques questions.

Les tranches de ressources de l'enquête ont été modifiées lors de l'enquête 2000. L'évolution des règles de calcul des plafonds de ressources entre 1997 et 2000 rendent difficiles les comparaisons des résultats entre les deux dates. Entre 2000 et 2003, seule intervient l'indexation du barème¹.

¹ Les annexes 4 et 5 apportent des précisions sur le mode de calcul des plafonds de ressources et sur les modifications intervenues depuis 1998.

REPRESENTATIVITE ET QUALITE DE L'INFORMATION OBTENUE

Pour appréhender la représentativité de l'enquête OPS, nous nous intéressons à deux indicateurs : le taux de couverture en comparant le nombre de logements recensés par cette enquête avec le nombre de logements indiqués par deux autres enquêtes (enquêtes PLS et conventionnement) ; le taux de réponse, à savoir le pourcentage de logements pour lesquels nous disposons d'une réponse des occupants. C'est l'absence de réponses des bailleurs qui affecte le taux de couverture de l'enquête OPS, alors que c'est la réponse des locataires qui affecte le taux de réponse.

LE TAUX DE COUVERTURE DE L'ENQUETE OPS

Le tableau ci-dessous présente le nombre de logements couverts par l'enquête et le nombre d'organismes gérant ces logements², en distinguant les différentes catégories de bailleurs apparaissant dans l'enquête. On dénombre au total 3 742 385 logements couverts par l'enquête de 2003, dont 3 660 392 logements gérés par des organismes d'HLM ou des SEM, soit 97,8 % de l'ensemble des logements enquêtés.

*Tableau 1
Nombre de bailleurs et de logements couverts par l'enquête OPS par catégorie de bailleurs
(France métropolitaine et DOM)*

	Nombre de logements
Office HLM ou OPAC	1 909 939
SA ou fondation d'HLM	1 542 472
Coopérative ou autre bailleur HLM	11 636
Société d'Economie Mixte	196 345
Organisme agréé pour le logement des personnes défavorisées	7 901
SCI, filiale de la CDC	19 430
Autre SCI	6 978
Administration publique	20 869
Autre personne morale	25 308
Non renseigné	1 507
Ensemble	3 742 385

Dans l'exploitation des résultats de l'enquête, nous distinguerons :

- les autres bailleurs sociaux comprenant les organismes agréés pour le logement des personnes défavorisées (associations, fondations, unions d'économie sociale), les sociétés civiles immobilières (SCI) filiales de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), les administrations publiques (collectivités locales, Etat, EPA) et les autres personnes morales ;

² Un organisme couvrant plusieurs départements est comptabilisé autant de fois qu'il couvre de départements.

- les bailleurs privés autres que les particuliers, à savoir les sociétés civiles immobilières (SCI) non filiales de la CDC.

La base de données présentant les résultats de l'enquête OPS a fait l'objet de différentes corrections, le nombre de logements issus de l'enquête OPS a été comparé avec le nombre de logements issus de deux autres sources³ :

- l'enquête PLS, au 31 décembre 2001⁴, réalisée par la DAEI auprès des bailleurs, nous informant sur le nombre de logements gérés par les organismes d'HLM et le nombre de logements appartenant aux SEM à l'échelle des départements et des agglomérations,
- l'enquête conventionnement, au 31 décembre 2001, réalisée par la DGUHC auprès des DDE, indiquant, pour chaque département, le nombre de logements conventionnés pour chaque catégorie de bailleurs (organismes d'HLM, SEM, autres bailleurs sociaux et bailleurs privés).

Précisons que les champs des trois enquêtes, OPS, PLS et conventionnement, présente des différences qui sont identifiées dans un tableau repris en annexe (annexe 6). L'absence de base nationale de l'inventaire des logements sociaux, dit inventaire SRU, n'a pas permis le rapprochement des données de cette source avec les résultats de l'enquête OPS.

Pour les logements gérés par les catégories « autres bailleurs sociaux » et « bailleurs privés », nous ne disposons donc pas de données de référence. C'est pourquoi sont présentées dans un premier temps les informations sur le nombre de logements couverts par l'enquête OPS, pour les régions et les départements et pour les trois catégories de parc, les logements gérés par les organismes d'HLM et les logements appartenant aux SEM (tableau 2), ceux gérés par les autres bailleurs sociaux et ceux gérés par les bailleurs privés (tableau 3). Précisons que la comparaison entre les données de l'enquête OPS et celles de l'enquête conventionnement est délicate pour les deux catégories « autres bailleurs sociaux » et « bailleurs privés ». En effet, les catégories de l'enquête conventionnement correspondent à des financements et non au statut juridique des organismes. Un certain nombre d'entre eux peuvent se retrouver dans ces deux catégories. Aussi la catégorie « bailleurs sociaux » est probablement surévaluée tandis que la part respective des personnes morales et des personnes physiques n'est pas connue précisément pour les « bailleurs privés ».

Le tableau 2 présente le ratio « nombre de logements OPS/nombre de logements PLS » pour les logements gérés par les organismes d'HLM et les logements appartenant aux SEM. Au dénominateur figure la somme des logements gérés par les organismes d'HLM, les logements appartenant aux SEM.

Le tableau 2, comme ceux de même type qui suivront, présentent les données par régions, par départements et par unités urbaines. Celles-ci figurent à la suite du département dans lequel elles ont l'effectif de population le plus important. Les données présentées concernent l'ensemble de l'unité urbaine y compris la partie située dans le département voisin. Ainsi, dans le cas du tableau qui suit, c'est l'ensemble des réponses à l'enquête OPS pour l'unité urbaine qui apparaît dans le tableau. Il en va de même pour les effectifs provenant de l'enquête PLS. Le taux de couverture prend donc en compte, pour les unités urbaines situées sur plusieurs départements, l'ensemble de leur territoire.

Le tableau 3 compare les effectifs de logements de l'enquête OPS et de l'enquête conventionnement pour les bailleurs nouvellement inclus dans le champ de l'OPS.

³ Cf. en annexe 6 une description plus détaillée de ces sources.

⁴ Les résultats de l'enquête PLS réalisée au 1^{er} janvier 2003 ne sont pas disponibles au moment de l'exploitation de l'enquête OPS.

Tableau 2
Taux de couverture de l'enquête OPS pour les organismes d'HLM et les SEM

Région	Nbe de logements PLS au 1 janvier 2002	Nbe de logements OPS	Taux de couverture
Département			
<i>Agglomérations</i>			
Ile de France	1 065 449	867 675	81,4
<i>Paris</i>	1 002 138	772 483	77,1
75-Paris	148 761	132 934	89,4
77-Seine et Marne	88 275	81 132	91,9
<i>Meaux</i>	10 672	9 799	91,8
78-Yvelines	107 532	93 535	87,0
91-Essonnes	93 237	72 076	77,3
92-Hauts de Seine	176 445	137 800	78,1
93-Seine Saint Denis	197 423	137 349	69,6
94-Val de Marne	147 926	121 719	82,3
95-Val-d'Oise	105 850	91 130	86,1
Champagne-Ardenne	135 927	131 254	96,6
08-Ardenne	24 206	23 685	97,8
<i>Charleville-Mézières</i>	10 508	10 157	96,7
10-Aube	29 004	28 444	98,1
<i>Troyes</i>	19 618	14 622	74,5
51-Marne	65 988	62 657	95,0
<i>Châlons-en-Champagne</i>	9 444	9 730	103,0
<i>Reims</i>	40 377	37 215	92,2
52-Haute-Marne	16 729	16 468	98,4
Picardie	128 620	109 588	85,2
02-Aisne	36 852	35 595	96,6
<i>Saint-Quentin</i>	8 201	2 950	36,0
60-Oise	58 414	54 463	93,2
<i>Beauvais</i>	9 069	8 976	99,0
<i>Compiègne</i>	8 659	8 349	96,4
<i>Creil</i>	14 037	11 370	81,0
80-Somme	33 354	19 530	58,6
<i>Amiens</i>	21 219	15 708	74,0
Haute-Normandie	164 597	159 308	96,8
27-Eure	37 113	35 925	96,8
<i>Evreux</i>	11 378	9 212	81,0
76-Seine Maritime	127 484	123 383	96,8
<i>Elbeuf</i>	8 750	7 266	83,0
<i>Rouen</i>	53 720	44 370	82,6
<i>Le Havre</i>	34 733	32 576	93,8
Centre	179 953	168 557	93,7
18-Cher	22 690	21 985	96,9
<i>Bourges</i>	12 221	6 139	50,2
28-Eure et Loir	30 942	23 048	74,5
<i>Chartres</i>	13 340	11 587	86,9
36-Indre	17 587	17 348	98,6
<i>Châteauroux</i>	9 330		-
37-Indre et Loire	43 665	42 174	96,6
<i>Tours</i>	32 466	31 068	95,7
41-Loir et Cher	20 291	19 634	96,8
<i>Blois</i>	9 202	8 563	93,1

Région	Nbe de logements PLS au 1 janvier 2002	Nbe de logements OPS	Taux de couverture
Département			
<i>Agglomérations</i>			
45-Loiret	44 778	44 368	99,1
<i>Montargis</i>	6 769	4 541	67,1
<i>Orléans</i>	23 743	23 773	100,1
Basse Normandie	110 348	108 007	97,9
14-Calvados	51 869	51 888	100,0
<i>Caen</i>	25 153	22 984	91,4
50-Manche	35 798	34 829	97,3
<i>Cherbourg</i>	14 780	10 771	72,9
61-Orne	22 681	21 290	93,9
Bourgogne	104 683	98 328	93,9
21-Côte-d'Or	29 384	28 543	97,1
<i>Dijon</i>	18 799	18 144	96,5
58-Nièvre	13 467	10 411	77,3
<i>Nevers</i>	7 360	1 414	19,2
71-Saône et Loire	42 953	40 724	94,8
<i>Chalon-sur-Saône</i>	10 267	9 386	91,4
89-Yonne	18 879	18 650	98,8
Nord-Pas-de-Calais	309 533	283 035	91,4
59-Nord	211 542	186 885	88,3
<i>Armentières</i>	4 064	2 582	63,5
<i>Douai</i>	43 634	42 055	96,4
<i>Dunkerque</i>	24 669	22 910	92,9
<i>Lille</i>	104 416	95 926	91,9
<i>Maubeuge</i>	11 044	4 222	38,2
<i>Valenciennes</i>	29 583	24 093	81,4
62-Pas de Calais	97 991	96 150	98,1
<i>Arras</i>	9 394	9 231	98,3
<i>Béthune</i>	15 935	15 895	99,7
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	11 465	12 297	107,3
<i>Calais</i>	10 886	11 109	102,0
<i>Saint-Omer</i>	4 665	5 557	119,1
Lorraine	145 000	137 980	95,2
54-Meurthe et Moselle	53 284	46 836	87,9
<i>Nancy</i>	33 416	30 132	90,2
55-Meuse	11 180	11 177	100,0
57-Moselle	56 145	55 556	99,0
<i>Forbach</i>	6 128	5 401	88,1
<i>Metz</i>	29 043	28 191	97,1
<i>Thionville</i>	10 728	10 547	98,3
88-Vosges	24 391	24 411	100,1
<i>Epinal</i>	80 530		-
Alsace	91 757	60 985	66,5
67-Bas-Rhin	51 681	21 184	41,0
<i>Haguenau</i>	1 528	702	45,9
<i>Strasbourg</i>	42 359	16 434	38,8
68-Haut-Rhin	40 076	39 801	99,3
<i>Colmar</i>	9 520	9 626	101,1
<i>Mulhouse</i>	16 755	16 327	97,4
Franche-Comté	73 457	70 283	95,7
25-Doubs	36 307	33 844	93,2
<i>Besançon</i>	15 526	9 343	60,2
<i>Montbéliard</i>	14 889	14 887	100,0
39-Jura	14 011	13 805	98,5

Région	Nbe de logements PLS au 1 janvier 2002	Nbe de logements OPS	Taux de couverture
Département			
<i>Agglomérations</i>			
70-Haute-Saône	9 723	9 781	100,6
90-Belfort	13 416	12 853	95,8
<i>Belfort</i>	10 580	9 998	94,5
Pays de Loire	191 075	186 888	97,8
44-Loire Atlantique	65 677	65 266	99,4
<i>Nantes</i>	45 788	45 540	99,5
<i>Saint-Nazaire</i>	11 058	10 793	97,6
49-Maine et Loire	56 783	54 265	95,6
<i>Angers</i>	30 050	29 532	98,3
<i>Cholet</i>	5 263	36	0,7
53-Mayenne	15 120	15 134	100,1
<i>Laval</i>	7 318	7 754	106,0
72-Sarthe	37 292	35 863	96,2
<i>Le Mans</i>	24 263	20 285	83,6
85-Vendée	16 203	16 360	101,0
Bretagne	132 099	139 028	105,2
22-Côte d'Armor	16 920	17 235	101,9
<i>Saint-Brieuc</i>	6 169	46	0,7
29-Finistère	37 047	37 618	101,5
<i>Brest</i>	15 241	15 259	100,1
<i>Quimper</i>	5 245	5 489	104,7
35-Ille et Vilaine	50 568	55 210	109,2
<i>Rennes</i>	25 513	25 588	100,3
<i>Saint-Malo</i>	5 838	6 126	104,9
56-Morbihan	27 564	28 965	105,1
<i>Lorient</i>	11 069	13 152	118,8
<i>Vannes</i>	5 448	5 559	102,0
Poitou-Charentes	77 184	67 630	87,6
16-Charente	15 103	15 519	102,8
<i>Angoulême</i>	10 661	10 742	100,8
17-Charente Maritime	22 456	21 034	93,7
<i>La Rochelle</i>	12 395	10 860	87,6
79-Deux-Sèvres	13 498	8 368	62,0
<i>Niort</i>	5 619	1 359	24,2
86-Vienne	26 127	22 709	86,9
<i>Poitiers</i>	14 627	14 361	98,2
Aquitaine	125 331	118 383	94,5
24-Dordogne	12 412	12 249	98,7
<i>Bergerac</i>	2 969		-
<i>Périgueux</i>	4 813	4 047	84,1
33-Gironde	70 059	61 221	87,4
<i>Arcachon</i>	1 902	1 552	81,6
<i>Bordeaux</i>	57 381	26 269	45,8
40-Landes	8 536	8 699	101,9
47-Lot-et-Garonne	8 788	8 710	99,1
64-Pyrénées Atlantiques	25 536	27 504	107,7
<i>Bayonne</i>	9 933	10 379	104,5
<i>Pau</i>	10 841	11 549	106,5
Midi-Pyrénées	98 795	85 808	86,9
09-Ariège	2 891	7	0,2
12-Aveyron	6 727	6 684	99,4
31-Haute-Garonne	52 203	46 794	89,6
<i>Toulouse</i>	48 722	44 782	91,9

Région	Nbe de logements PLS au 1 janvier 2002	Nbe de logements OPS	Taux de couverture
Département			
<i>Agglomérations</i>			
32-Gers	3 935	0	0,0
46-Lot	3 905	4 133	105,8
65-Hautes Pyrénées	11 280	10 058	89,2
<i>Tarbes</i>	7 477		-
81-Tarn	12 010	12 076	100,5
<i>Albi</i>	4 042	4 147	102,6
<i>Castres</i>	2 879	2 772	96,3
82-Tarn et Garonne	5 844	6 056	103,6
<i>Montauban</i>	3 248	3 212	98,9
Limousin	36 618	35 443	96,8
19-Corrèze	8 192	7 113	86,8
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	3 282	3 207	97,7
23-Creuse	5 172	5 184	100,2
87-Haute Vienne	23 254	23 146	99,5
<i>Limoges</i>	18 727	17 252	92,1
Rhône-Alpes	392 455	365 873	93,2
01-Ain	34 302	33 370	97,3
<i>Bourg-en-Bresse</i>	7 142	7 397	103,6
07-Ardèche	10 395	10 410	100,1
26-Drôme	21 756	19 041	87,5
<i>Romans-sur-Isère</i>	4 494	4 181	93,0
<i>Valence</i>	8 161	8 078	99,0
38-Isère	73 494	68 295	92,9
<i>Grenoble</i>	32 046	23 539	73,5
42-Loire	55 440	52 979	95,6
<i>Roanne</i>	7 027	1 650	23,5
<i>Saint-Chamond</i>	10 304	2 899	28,1
<i>Saint-Etienne</i>	30 141	21 293	70,6
69-Rhône	137 318	126 558	92,2
<i>Lyon</i>	125 257	118 174	94,3
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	7 166	7 028	98,1
73-Savoie	28 445	27 291	95,9
<i>Chambéry</i>	11 233	10 670	95,0
74-Haute-Savoie	31 305	27 929	89,2
<i>Annecy</i>	8 211	7 794	94,9
<i>Annemasse</i>	7 256	5 972	82,3
<i>Cluses</i>	3 926	3 763	95,8
<i>Thonon-les-Bains</i>	4 261	1 863	43,7
Auvergne	60 889	57 236	94,0
03-Allier	18 330	16 443	89,7
<i>Montluçon</i>	5 411	5 442	100,6
<i>Vichy</i>	4 177	1 866	44,7
15-Cantal	4 824	4 812	99,8
43-Haute-Loire	7 379	7 501	101,7
63-Puy-de-Dôme	30 356	28 480	93,8
<i>Clermont-Ferrand</i>	23 040	21 259	92,3
Languedoc-Roussillon	104 173	97 930	94,0
11-Aude	12 974	12 858	99,1
30-Gard	33 588	30 636	91,2
<i>Alès</i>	6 438	819	12,7
<i>Nîmes</i>	13 961	12 597	90,2

Région	Nbe de logements PLS au 1 janvier 2002	Nbe de logements OPS	Taux de couverture
Département			
<i>Agglomérations</i>			
34-Hérault	40 719	42 664	104,7
<i>Béziers</i>	6 093	30	0,5
<i>Montpellier</i>	20 424	22 036	107,9
<i>Sète</i>	4 714	616	13,1
48-Lozère	2 484	2 465	99,2
66-Pyrénées orientales	14 408	9 327	64,7
<i>Perpignan</i>	8 807	8 761	99,5
Provence Alpes Côte d'Azur	244 522	220 047	90,0
04-Alpes de Haute Provence	5 086	5 129	100,8
05-Hautes Alpes	6 777	6 779	100,0
06-Alpes Maritimes	40 781	33 590	82,4
<i>Menton</i>	2 449	2 040	83,3
<i>Nice</i>	36 972	28 313	76,6
13-Bouches du Rhône	128 999	112 821	87,5
<i>Arles</i>	4 150	241	5,8
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	100 966	21 838	21,6
<i>Salon-de-Provence</i>	3 471	435	12,5
83-Var	34 838	33 921	97,4
<i>Fréjus</i>	2 585	2 707	104,7
<i>Toulon</i>	26 637	21 448	80,5
84-Vaucluse	28 041	27 807	99,2
<i>Avignon</i>	19 785	18 529	93,7
Corse	11 148	2 415	21,7
2a-Corse du Sud	4 612	2 415	52,4
<i>Ajaccio</i>	3 461	340	9,8
2b-Haute Corse	6 536	0	0,0
<i>Bastia</i>	46 540		-
France métropolitaine	3 983 613	3 571 681	89,7
DOM	101 569	88 711	87,3
971-Guadeloupe	24 969	24 783	99,3
<i>Point-à-Pitre</i>	183 390		-
972-Martinique	22 587	23 764	105,2
<i>Fort-de-France</i>	10 703		-
973-Guyane	8 763	5 270	60,1
<i>Cayenne</i>	4 780		-
974-Réunion	45 250	34 894	77,1-
<i>Le Port</i>	7 788	7 655	98,3
<i>Saint-Denis</i>	17 856	18 007	100,8
<i>Saint-Paul</i>	2 425	2 439	100,6
<i>Saint-Pierre</i>	7 068	7 042	99,6

Tableau 3
Effectifs de logements des enquêtes OPS et conventionnement par catégories de bailleurs
(autres qu'organismes d'HLM et SEM)

Région Département Agglomérations	Autres bailleurs sociaux		Bailleurs privés	
	Enquête conventionnement au 1er janvier 2002	OPS	Enquête conventionnement au 1er janvier 2002	OPS
Ile de France	51 183	16 506	13 484	3 265
75-Paris	1 326	624	1 830	808
77-Seine et Marne	916	178	888	
78-Yvelines	6 147	78	1 083	518
91-Essonnes	2 847	798	346	328
92-Hauts de Seine	4 731	1 927	3 187	253
93-Seine Saint Denis	9 979	3 453	4 143	486
94-Val de Marne	11 478	3 678	993	53
95-Val-d'Oise	13 759	5 770	1 014	819
Champagne-Ardenne	2 457	322	5 404	22
08-Ardenne	431	256	1 607	22
10-Aube	745		1 362	
51-Marne	225	66	808	
52-Haute-Marne	1 056		1 627	
Picardie	1 674	566	2 307	164
02-Aisne	797	381	860	32
60-Oise	86	77	557	128
80-Somme	791	108	890	4
Haute-Normandie	4 368	113	5 381	
27-Eure	839	24	391	
76-Seine Maritime	3 529	89	4 990	
Centre	3 602	1 832	4 760	400
18-Cher	417	405	923	
28-Eure et Loir	473	162	346	4
36-Indre	569	343	822	14
37-Indre et Loire	1 234	290	789	382
41-Loir et Cher	598	412	723	
45-Loiret	311	220	1 157	
Basse Normandie	3 533	794	3 559	11
14-Calvados	2 154	224	1 331	11
50-Manche	770	284	1 440	
61-Orne	609	286	788	
Bourgogne	3 795	927	4 494	18
21-Côte-d'Or	784	249	927	
58-Nièvre	772	660	778	18
71-Saône et Loire	1 744	18	2 234	
89-Yonne	495		555	
Nord-Pas-de-Calais	25 441	15 375	6 799	163
59-Nord	9 494	6 863	3 993	2
62-Pas de Calais	15 947	8 512	2 806	161
Lorraine	19 267	12 585	10 418	331
54-Meurthe et Moselle	4 809	574	2 989	
55-Meuse	925	262	886	22
57-Moselle	12 626	11 623	3 753	309
88-Vosges	907	126	2 790	
Alsace	4 477	238	7 101	339
67-Bas-Rhin	3 328	126	5 385	294
68-Haut-Rhin	1 149	112	1 716	45

Région Département Agglomérations	Autres bailleurs sociaux		Bailleurs privés	
	Enquête conventionne ment au 1er janvier 2002	OPS	Enquête conventionne ment au 1 janvier 2002	OPS
Franche-Comté	2 967	1 090	8 565	33
25-Doubs	1 227	195	2 730	
39-Jura	944	474	2 397	
70-Haute-Saône	689	352	2 774	33
90-Belfort	107	69	664	
Pays de Loire	8 031	2 486	12 034	
44-Loire Atlantique	1 828	536	3 898	
49-Maine et Loire	1 661	352	2 922	
53-Mayenne	1 931	924	2 460	
72-Sarthe	1 006	409	871	
85-Vendée	1 605	265	1 883	
Bretagne	5 476	2 010	13 179	
22-Côte d'Armor	1 876	18	3 671	
29-Finistère	448	488	4 113	
35-Ille et Vilaine	1 629	648	2 341	
56-Morbihan	1 523	856	3 054	
Poitou-Charentes	2 888	989	8 536	234
16-Charente	561		2 070	
17-Charente Maritime	277	119	1 423	
79-Deux-Sèvres	1 227	565	2 522	112
86-Vienne	823	305	2 521	122
Aquitaine	14 159	4 854	18 797	58
24-Dordogne	885		1 337	
33-Gironde	8 996	1 617	8 927	21
40-Landes	1 101	650	803	
47-Lot-et-Garonne	324		2 755	
64-Pyrénées Atlantiques	2 853	2 587	4 975	37
Midi-Pyrénées	7 873	2 674	20 428	245
09-Ariège	645		1 657	
12-Aveyron	1 123	944	3 278	24
31-Haute-Garonne	2 638		7 671	
32-Gers	677		1 623	
46-Lot	795	747	2 340	
65-Hautes Pyrénées	610	273	833	
81-Tarn	942	498	1 952	215
82-Tarn et Garonne	443	212	1 074	6
Limousin	1 958	609	5 438	12
19-Corrèze	918	262	780	
23-Creuse	557	256	783	4
87-Haute Vienne	483	91	3 875	8
Rhône-Alpes	10 414	3 233	35 380	726
01-Ain	661	349	2 390	
07-Ardèche	1 246		4 897	
26-Drôme	1 246	502	4 897	
38-Isère	1 494	440	5 607	42
42-Loire	756		10 600	
69-Rhône	4 422	1 660	5 282	684
73-Savoie	350	53	882	
74-Haute-Savoie	239	229	825	

Région Département Agglomérations	Autres bailleurs sociaux		Bailleurs privés	
	Enquête conventionne ment au 1er janvier 2002	OPS	Enquête conventionne ment au 1 janvier 2002	OPS
Auvergne	3 375	3 697	5 769	788
03-Allier	553	288	1 207	108
15-Cantal	305	287	1 286	25
43-Haute-Loire	248	125	1 235	
63-Puy-de-Dôme	2 269	2 997	2 041	655
Languedoc-Roussillon	7 032	859	8 636	52
11-Aude	1 887	501	1 464	52
30-Gard	853	71	3 316	
34-Hérault	2 480	0	2 357	
48-Lozère	366	219	420	
66-Pyrénées orientales	1 446	68	1 079	
Provence Alpes Côte d'Azur	4 465	1 749	6 381	117
04-Alpes de Haute Provence	781	440	1 462	80
05-Hautes Alpes	783	414	84	
06-Alpes Maritimes	1 183	536	1 146	
13-Bouches du Rhône	1 036	172	1 635	36
83-Var	322	89	1 446	
84-Vaucluse	360	98	608	1
Corse	537		226	
2a-Corse du Sud	243		168	
2b-Haute Corse	294		58	
France métropolitaine	193 437	73 508	213 457	6 978

Notons que l'on ne dispose d'aucune donnée de l'enquête OPS pour les départements de l'Ariège⁵, du Gers et de la Haute-Corse. Dans trois autres départements, la part de logements couverts par l'enquête OPS s'avère faible (inférieur ou égal à 60 %).

*Tableau 4
Départements et agglomérations ne comportant aucune donnée
ou un faible taux de couverture de l'enquête OPS*

	Départements	Agglomérations
Aucune donnée	Ariège, Gers, Haute-Corse	Bastia (2b), Bergerac (24), Cayenne (973), Châteauroux (36), Epinal (88), Fort-de-France (972), Pointe-à-Pitre (971), Tarbes (65)
Très faible taux de couverture : inférieur à 10 %		Ajaccio (2a), Arles (13), Béziers (34), Cholet (49), Saint-Brieuc (22)
Faible taux de couverture : inférieur à 60 %	Bas-Rhin, Somme, Guyane	Saint-Quentin (02), Vichy (03), Marseille (13), Salon-de-Provence (13), Bourges (18), Alès (30), Sète (34), Saint-Chamond (42), Roanne (42), Nevers (58), Maubeuge (59), Haguenau (67), Strasbourg (67), Thonon-les-Bains (74), Niort (79)

Les résultats ne sont pas présentés pour les agglomérations ayant un taux de couverture inférieur à 10 %. Dans le cas où la couverture est faible (inférieure à 60 %), les résultats présentés ici sont à prendre avec précaution.

L'enquête 2003 couvre 3 567 1681 logements en métropole pour le parc géré par les organismes d'HLM ou les SEM, ce qui représente un taux de couverture de 89,7 %. Ce pourcentage est inférieur à ceux observés lors des enquêtes précédentes : 94,3 % en 2000 et 93,1 % en 1997. La confusion entre l'agrégation des données à l'échelon des zones de prix et celle devant être effectuée à l'échelon des agglomérations peut expliquer pour partie la moins bonne couverture apparente de l'enquête 2003. Celle-ci peut également s'expliquer par une mauvaise affectation géographique des données⁶. En tout cas, cette année comme lors des enquêtes précédentes, certains propriétaires se sont soustraits à l'obligation de transmettre des informations sur les caractéristiques des occupants de leur patrimoine. Ce cas est beaucoup plus fréquent dans le nouveau champ de l'enquête (autres bailleurs sociaux et bailleurs privés) mais perdure également dans l'ancien champ.

De nombreuses raisons expliquent que la couverture est nettement moins bonne pour le nouveau champ de l'enquête OPS :

- le manque d'informations actualisées sur les bailleurs (en particulier pour les SCI, les données disponibles en DDE ne permettant pas de faire la distinction entre SCI familiales et les autres) et sur le patrimoine des communes et des organismes agréés,

⁵ Quatre organismes d'HLM et une SEM ont répondu, mais des données sur les locataires n'ont été transmises que pour 7 logements au total. Ces données n'ont pas été reprises.

⁶ L'effectif des logements couverts par l'enquête est la somme des logements agrégés à l'échelon des zones de prix. Dès lors que quelques organismes ont agrégé des données à l'échelon des agglomérations seulement, et pas à l'échelon des zones de prix, les logements concernés ne sont pas repris dans la sommation réalisée à l'échelon départemental.

- le manque de moyens des petites communes pour collecter les informations auprès des locataires et pour les transmettre ensuite auprès de la DDE après les avoir traitées,
- la difficulté pour répondre à la partie de l'enquête relative aux ressources : soit pour collecter l'information auprès des locataires, soit pour l'exploiter afin d'effectuer le calcul en pourcentage du plafond de ressources,
- le retour des réponses sur papier (parfois le questionnaire locataires directement) et donc la nécessité pour les DDE de saisir manuellement les réponses.

LES TAUX DE REPONSE A L'ENQUETE OPS

Les propriétaires des logements ne pouvant renseigner l'enquête que pour les logements pour lesquels ils disposent d'une réponse des occupants, il est utile de calculer le taux de réponse. Il s'agit du rapport entre le nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (question 7) et le nombre de logements occupés, donnés en gestion ou en location (question 4). A également été calculé le taux de réponse pour chaque thème (ou variable) du questionnaire. Pour la composition des ménages, l'âge du titulaire du contrat de location, les ressources des ménages et les minima sociaux, le total des réponses pour chacune des variables (somme des effectifs de l'ensemble des modalités) a été rapporté au nombre de ménages ayant répondu à l'enquête. Pour l'activité professionnelle, le total des réponses a été rapporté au nombre de personnes majeures (question 24). Les taux de réponse présentés ci-dessous sont calculés après élimination des valeurs aberrantes pour les variables relatives aux minima sociaux et à l'activité professionnelle.

*Tableau 5
Taux de réponse par catégorie de bailleurs : ensemble de l'enquête ménage et détail par variable (France métropolitaine et DOM)*

	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composition des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité professionnelle
Organismes d'HLM et SEM	86,6	99,4	99,9	99,9	85,2	78,3
Autres bailleurs sociaux	86,4	100,0	100,0	94,9	76,4	84,5
Bailleurs privés	66,0	98,3	98,4	81,9	45,7	85,5

Cette analyse permet de relever les éléments suivants :

- des taux de réponse moyens par catégorie d'organismes allant de 66 % pour les bailleurs privés à 86,7 % pour les organismes d'HLM et les SEM ;
- comme lors des enquêtes précédentes, le taux est plus bas pour les secteurs en zones urbaines sensibles (80,4 %) : les résidents de ces quartiers ne sont pas concernés par l'enquête annuelle SLS (surloyer de solidarité) ;
- l'examen du taux de réponse à l'échelon des départements fait apparaître des valeurs qui sont dans la grande majorité des cas supérieures à 80 %. Les départements de la Guyane et de la Dordogne ont des valeurs plus basses : respectivement 42,4 et 67,4 %.

Si l'on détaille les observations par bloc de variables, on peut également formuler quelques remarques :

- l'âge et la composition familiale sont bien renseignés dans la quasi-totalité des territoires et pour les différentes catégories de bailleurs.
- les niveaux de ressources sont bien renseignés pour les organismes d'HLM, moins pour les autres catégories de bailleurs.

- les données sur les minima sociaux et l'activité professionnelle comptent plus de non-réponses, (avec également des moins bons résultats pour les bailleurs autres que les organismes d'HLM pour les minima sociaux, mais pas pour l'activité professionnelle). Pour ces deux variables, les résultats sont également moins bons dans les territoires en ZUS.

Le taux de réponse des locataires est plus faible en 2003 qu'en 2000, que l'on considère l'ensemble du patrimoine (88,4 % en 2000), ou le patrimoine de logements implantés en ZUS (82,9 % en 2000) ou en ZRR (89,0 % en 2000). Rappelons que l'on avait déjà observé en 2000 une baisse par rapport aux pourcentages de 1997 (90 % pour l'ensemble des locataires).

Les tableaux 6 et 7, qui suivent, présentent le taux de réponse à l'ensemble de l'enquête et les taux de réponse partiels, c'est-à-dire aux principales questions de l'enquête. Ils ont été calculés comme suit :

- taux de réponse global : nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7)/ nombre de logements occupés, donnés en gestion ou en location (Q4),
- taux de réponse « âge du titulaire du contrat de location » : somme du nombre de logements dont l'âge du locataire en titre est renseigné (Q12)/ nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7),
- taux de réponse « composition des ménages » : somme du nombre de ménages dont la composition est renseignée (Q8 à Q11)/ nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7),
- taux de réponse « ressources » : somme du nombre de ménages dont le niveau de ressources est renseigné (Q13)/ nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7),
- taux de réponse « minima sociaux » : somme du nombre de ménages ayant répondu aux questions relatives aux minima sociaux (Q16 à Q21)/ nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7),
- taux de réponse « activité professionnelle » : somme du nombre de personnes dont on connaît l'activité professionnelle (Q26 à Q29)/ nombre de personnes majeures (Q24).

Dans certains cas, les pourcentages sont supérieurs à 100. C'est l'indicateur d'une incohérence dans la restitution des données.

Tableau 6
Taux de réponse (ensemble de l'enquête ménage et détail par variables) par région, département et agglomération (organismes d'HLM et SEM)

Région Département Agglomérations	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composi- tion des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité profession nelle
Ile de France	85,7	98,3	99,5	102,1	83,1	78,7
Paris	85,9	98,4	99,7	102,2	83,7	78,4
75-Paris	92,6	97,0	99,4	117,2	87,3	87,1
77-Seine et Marne	83,2	96,2	97,7	101,1	70,5	80,7
Meaux	63,3	98,4	100,2	115,1	27,8	81,0
78-Yvelines	85,8	99,1	100,2	99,6	87,7	78,7
91-Essonnes	83,1	99,4	99,6	99,4	86,6	73,4
92-Hauts de Seine	85,5	99,4	100,1	98,8	84,2	70,9
93-Seine Saint Denis	83,2	98,1	98,9	97,7	79,1	82,9
94-Val de Marne	86,6	97,7	99,9	98,5	90,9	82,2
95-Val-d'Oise	82,9	99,6	100,0	99,5	72,5	69,7
Champagne-Ardenne	87,8	99,9	100,0	99,8	74,7	66,0
08-Ardenne	87,7	100,0	100,0	100,0	99,8	42,3
Charleville-Mézières	87,1	100,0	100,0	100,0	102,5	38,8
10-Aube	84,7	99,4	100,0	100,0	61,8	83,0
Troyes	83,7	99,6	100,0	99,9	42,2	85,3
51-Marne	91,2	100,0	100,0	100,0	65,1	64,4
Châlons-en-Champagne	91,9	100,0	100,0	100,0	98,8	38,0
Reims	91,8	100,0	100,0	100,0	55,6	80,5
52-Haute-Marne	80,4	100,0	100,0	98,4	99,8	80,2
Picardie	82,6	99,6	100,1	99,7	92,3	73,1
02-Aisne	82,1	100,0	99,6	99,9	92,0	85,2
Saint-Quentin	72,6	97,6	97,6	97,4	97,6	95,5
60-Oise	80,6	99,4	100,7	99,9	89,8	91,8
Beauvais	71,6	100,0	100,0	99,6	74,4	31,0
Compiègne	77,7	100,0	127,9	99,8	94,0	103,5
Creil	85,7	97,6	100,0	100,0	100,3	85,6
80-Somme	89,2	99,4	99,4	98,8	99,3	2,5
Amiens	89,1	99,2	99,3	98,4	92,3	82,8
Haute-Normandie	85,5	99,9	98,3	99,8	84,4	77,1
27-Eure	82,6	99,6	92,2	99,2	66,6	66,8
Evreux	83,6	99,3	100,0	99,6	90,3	70,4
76-Seine Maritime	86,3	100,0	100,0	100,0	89,4	80,0
Elbeuf	87,4	100,0	100,0	99,9	93,2	80,3
Rouen	87,3	100,0	100,0	100,0	96,1	89,6
Le Havre	80,4	100,0	100,0	100,0	93,6	49,2
Centre	88,9	99,8	99,7	99,8	88,3	80,8
18-Cher	86,3	99,8	100,0	99,6	77,6	82,8
Bourges	86,1	100,0	100,0	99,9	97,9	91,9
28-Eure et Loir	87,7	99,7	100,0	99,7	99,4	50,4
Chartres	87,0	100,0	100,0	100,0	99,6	42,1
36-Indre	92,7	100,0	98,2	99,3	47,3	89,7
Châteauroux	—	—	—	—	—	—
37-Indre et Loire	89,2	100,0	100,0	99,8	100,4	96,6
Tours	89,6	100,0	100,0	99,7	99,8	96,1
41-Loir et Cher	91,2	100,0	100,0	100,0	100,0	96,2
Blois	90,7	100,0	100,0	100,0	100,0	95,0

Région	Département <i>Agglomérations</i>	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composi- tion des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité profession nelle
	45-Loiret	88,0	99,4	99,4	99,9	87,4	71,5
	<i>Montargis</i>	86,1	100,0	100,0	100,0	100,0	1,6
	<i>Orléans</i>	87,4	98,7	98,9	99,7	91,8	61,0
Basse Normandie		90,2	99,6	100,0	99,7	74,3	83,2
	14-Calvados	92,8	99,4	100,0	99,4	48,1	88,0
	<i>Caen</i>	91,9	98,6	100,0	99,9	33,1	87,6
	50-Manche	92,7	100,0	99,9	100,0	99,8	92,1
	<i>Cherbourg</i>	94,3	100,0	99,7	99,9	97,6	79,8
	61-Orne	79,7	99,5	100,0	100,0	100,7	49,2
Bourgogne		87,2	99,6	100,1	99,5	99,5	78,8
	21-Côte-d'Or	88,7	100,0	100,0	100,0	98,7	81,3
	<i>Dijon</i>	88,0	100,0	100,0	100,0	98,1	80,7
	58-Nièvre	80,5	99,2	100,0	100,0	100,0	20,5
	<i>Nevers</i>	85,6	99,9	100,0	100,0	100,0	93,1
	71-Saône et Loire	88,5	99,5	100,3	98,9	99,7	91,9
	<i>Chalon-sur-Saône</i>	86,3	99,8	100,0	100,0	100,0	84,3
	89-Yonne	86,3	99,5	99,9	99,8	99,8	77,2
Nord-Pas-de-Calais		85,5	100,7	100,0	98,7	89,2	89,8
	59-Nord	84,6	101,0	100,0	98,6	87,3	90,6
	<i>Armentières</i>	86,3	100,0	100,0	99,8	79,8	90,9
	<i>Douai</i>	86,6	100,0	100,0	98,9	94,7	84,5
	<i>Dunkerque</i>	82,6	99,9	99,4	99,8	96,2	96,6
	<i>Lille</i>	83,5	99,0	100,0	97,3	98,9	94,9
	<i>Maubeuge</i>	84,0	100,0	100,0	100,0	90,4	87,8
	<i>Valenciennes</i>	81,4	100,0	100,0	100,0	93,7	81,8
	62-Pas de Calais	87,4	100,2	99,9	99,0	93,1	88,4
	<i>Arras</i>	82,0	99,9	100,0	100,0	100,0	76,8
	<i>Béthune</i>	87,9	99,8	99,9	97,8	89,5	85,8
	<i>Boulogne-sur-Mer</i>	89,9	99,4	99,8	99,4	81,7	92,1
	<i>Calais</i>	91,3	100,0	100,0	100,0	90,7	95,3
	<i>Saint-Omer</i>	87,9	98,7	98,7	98,7	60,8	89,7
Lorraine		88,1	100,0	101,2	99,8	82,0	81,4
	54-Meurthe et Moselle	88,7	100,0	100,0	98,5	98,0	55,9
	<i>Nancy</i>	88,5	100,0	100,0	100,0	99,8	47,0
	55-Meuse	85,8	100,0	100,0	100,0	98,1	98,6
	57-Moselle	86,6	100,0	100,0	100,0	99,6	98,7
	<i>Forbach</i>	87,1	100,0	100,0	100,0	99,7	99,4
	<i>Metz</i>	84,2	100,0	100,0	100,0	100,0	96,3
	<i>Thionville</i>	89,4	100,0	100,0	100,0	98,7	99,0
	88-Vosges	91,5	100,2	106,4	101,8	7,4	82,5
	<i>Epinal</i>	—	—	—	—	—	—
Alsace		87,5	99,5	100,4	99,3	81,7	88,2
	67-Bas-Rhin	84,4	100,9	101,1	97,8	81,4	81,4
	<i>Haguenau</i>	89,4	99,7	100,3	99,8	55,4	79,7
	<i>Strasbourg</i>	82,8	101,2	101,4	95,6	84,7	81,1
	68-Haut-Rhin	89,2	98,7	100,0	100,0	81,9	91,7
	<i>Colmar</i>	88,3	100,0	100,0	100,0	35,4	78,8
	<i>Mulhouse</i>	89,1	96,8	100,0	100,0	98,9	95,9
Franche-Comté		87,0	100,0	100,0	99,9	79,4	90,8
	25-Doubs	83,2	99,9	99,9	99,9	56,8	92,0
	<i>Besançon</i>	84,1	100,0	100,0	100,0	98,7	92,5
	<i>Montbéliard</i>	85,8	100,0	100,0	100,0	100,0	96,7
	39-Jura	90,1	100,0	100,0	100,0	97,3	81,2

Région	Département Agglomérations	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composi- tion des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité profession nelle
	70-Haute-Saône	89,3	100,0	100,0	100,0	99,2	90,1
	90-Belfort	91,8	100,0	100,0	100,0	100,0	99,2
	<i>Belfort</i>	91,8	100,0	100,0	100,0	98,1	99,8
Pays de Loire		89,9	99,6	100,0	98,1	90,7	86,1
	44-Loire Atlantique	85,5	98,8	99,8	95,3	99,9	88,5
	<i>Nantes</i>	85,3	99,7	99,7	93,2	99,9	89,7
	<i>Saint-Nazaire</i>	85,0	100,0	100,0	99,9	97,8	83,9
	49-Maine et Loire	92,9	99,9	100,0	99,1	91,4	79,1
	<i>Angers</i>	93,3	100,0	100,1	98,8	85,9	82,6
	<i>Cholet</i>	—	—	—	—	—	—
	53-Mayenne	91,3	100,0	100,0	100,0	93,1	93,7
	<i>Laval</i>	91,1	100,0	100,0	100,0	94,9	95,6
	72-Sarthe	90,5	100,0	100,1	100,0	67,7	84,0
	<i>Le Mans</i>	88,7	100,0	100,0	100,0	41,8	94,6
	85-Vendée	95,6	100,0	100,0	100,0	100,0	98,7
Bretagne		94,1	100,0	100,0	99,9	81,7	73,4
	22-Côte d'Armor	92,4	100,0	99,9	100,0	95,4	14,1
	<i>Saint-Brieuc</i>	—	—	—	—	—	—
	29-Finistère	93,4	99,9	100,0	99,9	71,9	95,5
	<i>Brest</i>	94,3	100,0	100,0	99,9	96,4	99,1
	<i>Quimper</i>	86,0	100,0	100,0	99,9	9,0	92,4
	35-Ille et Vilaine	94,6	100,0	100,0	99,7	75,9	94,2
	<i>Rennes</i>	95,4	100,0	100,0	99,6	98,1	94,2
	<i>Saint-Malo</i>	92,0	100,0	100,0	99,9	6,5	98,4
	56-Morbihan	95,2	100,0	99,8	100,0	97,7	35,7
	<i>Lorient</i>	96,5	100,0	100,0	100,0	97,0	74,3
	<i>Vannes</i>	94,4	100,0	99,2	100,0	98,4	2,0
Poitou-Charentes		87,5	99,9	100,0	99,8	97,7	76,5
	16-Charente	91,9	100,0	99,0	99,9	99,3	88,4
	<i>Angoulême</i>	92,3	100,0	98,5	100,0	99,8	90,0
	17-Charente Maritime	90,7	99,7	100,0	100,0	96,2	57,6
	<i>La Rochelle</i>	92,0	99,5	100,0	100,0	47,6	45,2
	79-Deux-Sèvres	95,2	100,0	101,6	100,0	100,0	81,3
	<i>Niort</i>	97,0	100,0	100,0	100,0	99,9	94,3
	86-Vienne	78,6	99,9	100,0	99,3	97,1	82,9
	<i>Poitiers</i>	76,0	99,9	100,0	98,9	95,4	77,2
Aquitaine		87,4	99,3	100,0	98,9	81,5	72,8
	24-Dordogne	67,4	99,9	100,0	92,7	94,2	30,7
	<i>Bergerac</i>	—	—	—	—	—	—
	<i>Périgueux</i>	93,9	100,0	100,0	100,0	100,0	3,8
	33-Gironde	88,8	98,8	100,0	99,0	77,8	89,0
	<i>Arcachon</i>	92,0	98,9	105,0	98,9	98,9	83,3
	<i>Bordeaux</i>	90,1	99,7	100,0	100,0	100,0	85,7
	40-Landes	92,5	99,8	100,0	100,0	96,0	92,6
	47-Lot-et-Garonne	85,6	99,5	100,0	99,5	63,5	47,1
	64-Pyrénées Atlantiques	91,9	100,0	100,0	100,0	86,1	52,3
	<i>Bayonne</i>	93,7	100,0	100,0	100,0	100,0	73,1
	<i>Pau</i>	89,5	100,0	100,0	100,0	67,1	33,0
Midi-Pyrénées		87,5	99,4	101,5	99,2	97,9	69,5
	09-Ariège	—	—	—	—	—	—
	12-Aveyron	91,2	100,0	100,0	100,0	98,6	99,1
	31-Haute-Garonne	87,4	99,9	100,0	99,9	98,4	55,7
	<i>Toulouse</i>	87,4	99,8	100,0	99,9	98,4	54,1
	32-Gers	—	—	—	—	—	—

Région	Département Agglomérations	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composi- tion des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité profession nelle
	46-Lot	96,9	100,0	127,4	100,0	84,1	68,7
	65-Hautes Pyrénées	88,5	100,0	100,0	100,0	100,0	98,6
	<i>Tarbes</i>	—	—	—	—	—	—
	81-Tarn	87,3	96,1	100,0	94,7	99,7	88,7
	<i>Albi</i>	82,7	97,9	100,0	93,2	100,0	99,8
	<i>Castres</i>	92,6	100,0	100,0	100,0	98,8	95,2
	82-Tarn et Garonne	75,7	100,0	100,0	100,0	96,1	58,2
	<i>Montauban</i>	77,2	100,0	100,0	100,0	94,9	40,7
Limousin		91,5	99,6	99,9	97,8	79,0	74,3
	19-Corrèze	82,8	100,0	100,0	100,0	98,1	76,0
	<i>Brive-la-Gaillarde</i>	90,7	100,0	100,0	100,0	99,6	78,5
	23-Creuse	90,2	99,5	99,7	99,7	99,8	95,1
	87-Haute Vienne	94,5	99,6	99,9	96,9	69,5	69,4
	<i>Limoges</i>	93,4	100,4	100,0	95,8	79,5	67,6
Rhône-Alpes		87,6	99,7	100,2	99,3	89,7	78,9
	01-Ain	93,6	100,0	100,0	100,0	98,8	85,9
	<i>Bourg-en-Bresse</i>	87,5	103,9	106,3	106,2	99,1	90,8
	07-Ardèche	88,9	99,7	100,0	99,2	53,9	97,8
	26-Drôme	92,6	100,0	100,0	100,0	53,0	55,0
	<i>Romans-sur-Isère</i>	91,7	100,0	100,0	100,0	78,9	94,3
	<i>Valence</i>	89,5	100,0	100,0	100,0	74,9	75,6
	38-Isère	85,8	99,2	99,8	99,2	90,2	85,5
	<i>Grenoble</i>	79,7	98,4	100,0	98,6	97,4	76,3
	42-Loire	91,4	100,0	101,4	98,7	73,3	58,2
	<i>Roanne</i>	97,6	100,0	100,0	100,0	100,0	68,4
	<i>Saint-Chamond</i>	88,6	100,0	100,0	99,6	89,9	12,8
	<i>Saint-Etienne</i>	87,0	100,0	100,0	97,4	37,0	79,4
	69-Rhône	83,4	99,8	100,0	99,0	98,0	86,3
	<i>Lyon</i>	83,1	99,5	99,8	98,9	97,8	85,7
	<i>Villefranche-sur-Saône</i>	88,7	100,0	100,0	100,0	100,0	84,6
	73-Savoie	89,2	99,9	100,0	99,7	100,4	88,9
	<i>Chambéry</i>	87,1	100,0	100,0	100,0	102,1	93,5
	74-Haute-Savoie	91,0	99,6	100,0	99,9	99,9	60,8
	<i>Annecy</i>	92,5	99,2	100,0	100,0	100,2	47,9
	<i>Annemasse</i>	89,2	97,8	100,0	100,0	97,2	44,1
	<i>Cluses</i>	84,2	100,0	100,0	99,0	100,0	29,7
	<i>Thonon-les-Bains</i>	94,6	99,6	100,0	100,0	100,0	55,0
Auvergne		90,6	98,4	100,0	99,8	85,2	81,2
	03-Allier	89,2	100,0	100,3	100,0	78,0	89,6
	<i>Montluçon</i>	88,1	100,0	100,0	100,0	96,5	97,2
	<i>Vichy</i>	97,0	99,7	100,0	99,9	100,0	36,8
	15-Cantal	97,6	100,0	100,0	100,0	66,2	92,2
	43-Haute-Loire	89,4	88,5	99,5	98,8	98,8	24,9
	63-Puy-de-Dôme	90,6	99,8	100,0	99,8	89,1	88,4
	<i>Clermont-Ferrand</i>	90,8	99,8	100,0	99,9	88,2	89,3
Languedoc-Roussillon		79,4	97,9	98,9	97,2	82,5	63,2
	11-Aude	90,1	100,0	100,0	100,0	65,2	78,5
	30-Gard	74,9	100,0	100,0	100,0	75,1	55,5
	<i>Alès</i>	78,6	99,7	100,0	100,0	100,0	76,5
	<i>Nîmes</i>	69,7	99,3	100,0	100,0	100,0	47,6
	34-Hérault	78,1	98,8	99,2	97,2	97,6	73,8
	<i>Béziers</i>	—	—	—	—	—	—
	<i>Montpellier</i>	76,2	99,7	99,9	99,3	99,3	80,9
	<i>Sète</i>	77,4	98,9	100,0	96,4	100,0	46,4

Région	Département Agglomérations	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composi- tion des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité profession nelle
	48-Lozère	85,0	99,5	100,0	99,8	11,9	33,6
	66-Pyrénées orientales	83,1	84,7	84,2	84,7	83,7	14,5
	<i>Perpignan</i>	82,5	83,6	83,6	83,6	82,6	13,8
Provence Alpes Côte d'Azur		85,1	98,4	99,2	97,9	88,8	75,1
	04-Alpes de Haute Provence	92,2	99,7	100,0	100,0	12,9	92,5
	05-Hautes Alpes	81,7	98,6	100,0	100,0	94,5	12,5
	06-Alpes Maritimes	91,2	94,6	95,6	89,3	90,5	85,5
	<i>Menton</i>	94,3	96,0	103,4	90,3	90,3	86,8
	<i>Nice</i>	90,8	94,6	97,0	89,5	92,1	82,4
	13-Bouches du Rhône	82,0	98,9	100,0	99,4	91,2	76,5
	<i>Arles</i>	—	—	—	—	—	—
	<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	80,3	97,5	100,0	100,0	61,4	77,9
	<i>Salon-de-Provence</i>	79,5	100,0	100,0	100,0	34,8	70,6
	83-Var	86,2	99,7	99,6	100,0	97,7	69,2
	<i>Fréjus</i>	92,5	99,8	100,0	100,0	91,3	77,5
	<i>Toulon</i>	80,5	98,6	99,8	100,0	97,4	76,7
	84-Vaucluse	88,2	99,1	100,0	100,0	81,0	74,9
	<i>Avignon</i>	87,5	99,9	100,0	100,0	73,9	74,0
Corse		79,5	100,0	100,0	100,0	0,0	80,3
	2a-Corse du Sud	79,5	100,0	100,0	100,0	0,0	80,3
	<i>Ajaccio</i>	88,4	100,0	100,0	100,0	0,0	95,0
	2b-Haute Corse	—	—	—	—	—	—
	<i>Bastia</i>	—	—	—	—	—	—
France métropolitaine		86,9	99,3	99,8	99,9	85,8	78,8
DOM		72,4	102,0	94,3	100,5	55,4	57,4
	971-Guadeloupe	68,2	95,7	94,4	100,0	93,6	98,6
	<i>Point-à-Pitre</i>	—	—	—	—	—	—
	972-Martinique	75,5	100,0	97,9	100,0	29,0	59,3
	<i>Fort-de-France</i>	—	—	—	—	—	—
	973-Guyane	42,4	100,0	100,0	100,0	87,7	61,8
	<i>Cayenne</i>	—	—	—	—	—	—
	974-Réunion	77,7	107,4	91,7	101,1	46,7	32,8
	<i>Le Port</i>	74,2	114,1	114,4	103,4	49,3	40,5
	<i>Saint-Denis</i>	78,1	105,7	105,9	100,4	52,0	15,5
	<i>Saint-Paul</i>	82,8	107,4	107,5	101,8	58,6	86,3
	<i>Saint-Pierre</i>	81,1	104,5	104,5	100,3	42,1	63,3

Tableau 7
Taux de réponse (ensemble de l'enquête ménage et détail par variables)
par région et zones prioritaires (organismes d'HLM et SEM)

Région	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composition des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité professionnelle
Ile de France	85,7	98,3	99,5	102,1	83,1	78,7
Hors ZUS	89,0	98,4	99,6	103,2	83,5	80,3
ZUS	77,4	98,0	99,3	98,6	81,9	74,4
Champagne-Ardenne	87,8	99,9	100,0	99,8	74,7	66,0
Hors ZUS ZRR	91,2	99,8	100,0	100,0	74,5	67,8
ZUS	83,4	100,0	100,0	99,4	67,7	59,4
ZRR	86,3	99,6	100,0	100,3	98,8	79,6
Picardie	82,6	99,6	100,1	99,7	92,3	73,1
Hors ZUS ZRR	84,3	99,6	100,0	99,6	90,5	76,8
ZUS	78,4	99,7	100,3	99,9	96,4	67,6
ZRR	94,9	98,6	98,6	98,6	95,8	5,0
Haute-Normandie	85,5	99,9	98,3	99,8	84,4	77,1
Hors ZUS ZRR	87,6	99,9	98,1	99,8	81,4	80,0
ZUS	79,0	99,8	98,9	100,0	94,7	68,0
ZRR	83,7	100,0	100,0	100,0	0,0	77,0
Centre	88,9	99,8	99,7	99,8	88,3	80,8
Hors ZUS ZRR	90,7	101,5	99,7	99,8	90,2	85,4
ZUS	82,8	99,5	99,7	99,7	86,2	62,9
ZRR	90,3	89,3	99,3	99,5	80,3	92,5
Basse Normandie	90,2	99,6	100,0	99,7	74,3	83,2
Hors ZUS ZRR	91,7	99,7	100,0	99,7	74,6	85,7
ZUS	84,4	99,3	99,9	100,0	68,4	73,9
ZRR	82,4	99,0	100,0	100,0	100,9	60,6
Bourgogne	87,2	99,6	100,1	99,5	99,5	78,8
Hors ZUS ZRR	89,3	99,6	100,0	99,5	99,1	82,9
ZUS	82,2	99,6	100,3	99,3	100,1	68,9
ZRR	87,6	99,8	100,0	100,0	100,0	78,1
Nord-Pas-de-Calais	85,5	100,7	100,0	98,7	89,2	89,8
Hors ZUS ZRR	88,4	101,2	99,9	98,7	87,2	88,2
ZUS	78,3	99,5	100,0	98,7	95,0	94,6
ZRR	93,5	100,0	98,3	100,0	72,4	75,7
Lorraine	88,1	100,0	101,2	99,8	82,0	81,4
Hors ZUS ZRR	90,6	99,9	100,4	99,6	81,7	81,6
ZUS	82,7	100,0	103,1	100,0	81,6	79,3
ZRR	84,4	101,8	101,8	101,8	89,6	93,1
Alsace	87,5	99,5	100,4	99,3	81,7	88,2
Hors ZUS ZRR	88,3	100,0	100,4	99,2	81,5	88,1
ZUS	85,2	97,9	100,4	99,5	82,3	88,6
ZRR	—	—	—	—	—	—
Franche-Comté	87,0	100,0	100,0	99,9	79,4	90,8
Hors ZUS ZRR	90,2	100,0	100,0	100,0	85,4	91,0
ZUS	81,8	99,9	99,9	99,9	67,6	91,1
ZRR	89,8	100,0	100,0	100,0	100,0	84,3
Pays de Loire	89,9	99,6	100,0	98,1	90,7	86,1
Hors ZUS ZRR	92,0	99,5	100,1	98,8	92,4	85,6
ZUS	83,6	99,9	99,6	95,8	84,9	87,6
ZRR	90,2	99,3	99,9	99,6	96,5	84,2

Région	Ensemble de l'enquête	Age du titulaire du bail	Composition des ménages	Ressources	Minima sociaux	Activité professionnelle
Bretagne	94,1	100,0	100,0	99,9	81,7	73,4
Hors ZUS ZRR	94,8	100,0	100,0	99,9	80,5	75,0
ZUS	91,9	100,0	99,9	99,8	85,9	69,0
ZRR	93,8	100,0	100,0	100,0	74,6	51,5
Poitou-Charentes	87,5	99,9	100,0	99,8	97,7	76,5
Hors ZUS ZRR	87,6	99,9	100,2	99,7	97,5	75,2
ZUS	87,2	99,7	99,3	100,0	98,5	77,6
ZRR	87,3	100,0	100,6	99,9	97,0	86,0
Aquitaine	87,4	99,3	100,0	98,9	81,5	72,8
Hors ZUS ZRR	88,9	99,3	100,0	98,7	83,0	69,5
ZUS	86,3	99,2	100,0	99,3	75,4	82,4
ZRR	70,7	99,9	100,0	99,4	97,3	68,9
Midi-Pyrénées	87,5	99,4	101,5	99,2	97,9	69,5
Hors ZUS ZRR	88,3	99,4	100,0	99,2	98,8	73,9
ZUS	83,2	99,1	100,0	98,9	98,2	43,5
ZRR	89,7	99,4	110,4	99,4	93,2	86,9
Limousin	91,5	99,6	99,9	97,8	79,0	74,3
Hors ZUS ZRR	94,6	99,8	100,3	98,7	72,8	71,4
ZUS	90,7	100,4	99,2	92,5	94,2	66,2
ZRR	86,5	98,8	99,5	99,7	81,4	86,4
Rhône-Alpes	87,6	99,7	100,2	99,3	89,7	78,9
Hors ZUS ZRR	89,9	99,8	100,2	99,5	89,8	78,4
ZUS	79,8	99,5	100,0	98,6	91,5	81,2
ZRR	91,4	99,5	100,3	99,8	65,0	72,0
Auvergne	90,6	98,4	100,0	99,8	85,2	81,2
Hors ZUS ZRR	92,3	99,0	100,9	100,5	88,9	78,3
ZUS	87,5	99,2	99,9	99,8	78,8	89,4
ZRR	90,8	94,5	96,5	96,5	83,4	75,4
Languedoc-Roussillon	79,4	97,9	98,0	97,2	82,5	63,2
Hors ZUS ZRR	83,4	97,3	97,4	97,1	84,6	65,8
ZUS	71,6	99,2	99,3	97,2	86,6	60,6
ZRR	81,4	98,6	98,9	98,7	28,6	47,4
Provence Alpes Côte d'Azur	85,1	98,4	99,2	97,9	88,8	75,1
Hors ZUS ZRR	89,1	98,6	99,5	98,3	89,4	73,1
ZUS	76,1	97,6	98,5	97,0	87,9	82,3
ZRR	81,6	100,0	99,9	99,6	74,9	47,2
Corse	79,5	100,0	100,0	100,0	–	80,3
Hors ZUS ZRR	78,9	100,0	100,0	100,0	–	80,3
ZUS	79,8	100,0	100,0	100,0	–	–
ZRR	80,0	100,0	100,0	100,0	–	–
France métropolitaine	86,9	99,3	99,8	99,9	85,8	78,8
Hors ZUS ZRR	89,5	99,5	99,8	100,2	85,9	79,8
ZUS	80,4	99,1	99,8	98,7	85,3	76,1
ZRR	87,1	97,5	100,8	99,6	85,3	79,0
DOM	72,4	102,0	94,3	100,5	55,7	55,4
Hors ZUS ZRR	74,1	101,1	95,3	100,6	50,9	53,6
ZUS	68,7	104,1	92,2	100,3	70,9	59,2
ZRR	71,9	100,0	90,2	100,0	100,0	100,0

LA COHERENCE DES DONNEES

Les bailleurs ne transmettant aux DDE que des données agrégées à l'échelle des zones de prix et des agglomérations, les contrôles de cohérence n'ont pu être effectués qu'à ce niveau agrégé et non pas au niveau des ménages. Le logiciel de saisie fourni aux bailleurs prévoit une série de tests permettant de vérifier la cohérence des données au fur et à mesure de la saisie, mais ces tests ne sont pas bloquants. Nous avons procédé à des contrôles de cohérence (cf. détail en annexe 1) à partir desquels nous avons réalisé une série de corrections et, pour certaines variables, à éliminer les organismes pour lesquels ont été repérées des valeurs aberrantes.

Pour les minima sociaux et l'activité professionnelle des occupants, non seulement le taux de réponse est plus faible, mais la qualité de l'information est moins bonne. En effet, ont pu être repérées un certain nombre de valeurs aberrantes (valeurs très faibles ou très élevées), ce qui laisse penser que, dans ces cas, la question a été mal comprise ou mal interprétée.

CHAPITRE 2
LES CARACTERISTIQUES
DU PARC LOCATIF SOCIAL

Sont présentés en premier lieu les résultats relatifs aux caractéristiques du patrimoine qui font l'objet de la première partie du questionnaire OPS. Dans ce chapitre, comme dans ceux qui suivent, nous distinguons dans la présentation des résultats :

- les logements gérés par les organismes d'HLM (offices, OPAC, sociétés anonymes, coopératives) ainsi que les logements appartenant aux SEM, c'est-à-dire le champ couvert par les enquêtes de 1997 et 2000 ;
- les logements appartenant aux autres bailleurs sociaux et aux bailleurs privés, correspondant au nouveau champ couvert par l'enquête 2003.

Pour la seconde catégorie, on se limitera à une présentation des résultats à l'échelle de la France entière. La première catégorie qui représente 97,6 % des logements couverts par l'enquête OPS fera l'objet d'une analyse détaillée par territoires géographiques. Nous présenterons systématiquement trois séries de tableaux : un tableau ventilant les résultats par zones géographiques (régions, départements et agglomérations), un tableau présentant les résultats à l'échelle des régions avec une distinction entre les territoires en zone prioritaire (ZUS et ZRR) et ceux qui n'y sont pas, un tableau présentant les résultats à l'échelle des zones de prix.

Les zones de prix correspondent à un découpage particulier du territoire métropolitain qui induit des montants de plafond de loyer différents pour l'attribution d'un logement social. Les communes sont réparties en quatre zones :

- zone 1 bis : Paris et communes limitrophes,
- zone 1 hors 1 bis : zone d'urbanisation de la région Ile-de-France, en dehors de la zone 1 bis,
- zone 2 : région Ile-de-France hors zone 1, agglomérations et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants auxquelles s'ajoutent quelques autres communes,
- zone 3 : reste du territoire métropolitain.

LA PART DES LOGEMENTS EN ZONE PRIORITAIRE

LOGEMENTS HLM ET SEM

Un rappel de l'importance du poids du parc HLM et SEM dans chaque territoire est utile pour pouvoir ensuite appréhender les caractéristiques des locataires de ce segment de parc et les comparer, pour certaines variables, avec celles des occupants de l'ensemble des résidences principales. Il s'agit des données du recensement général de la population (RGP) de 1999. Le tableau présente également les effectifs et pourcentages des logements implantés en ZUS et en ZRR dans chaque territoire. Sur les 3 571 681 logements gérés par des organismes d'HLM ou appartenant à des SEM en France métropolitaine, 991 866 sont situés en ZUS et 111 261 en ZRR, soit respectivement 27,8 % et 3,1 % des logements couverts par l'enquête. Deux régions se caractérisent par un pourcentage de logements en ZUS allant bien au-delà de cette moyenne : la région Champagne-Ardenne (38,2 %) dans laquelle le parc social est important (23,7 % des résidences principales) et la région Franche-Comté (39,2 %). Six régions ont une proportion de logements HLM implantés en ZRR qui dépasse 10 % : la Champagne-Ardenne, le Centre, le Limousin, Midi-Pyrénées, l'Auvergne et la Corse. Dans les départements d'outre-mer (DOM), le pourcentage des logements situés en ZUS est élevé à la Guadeloupe et à la Réunion, la part des logements en ZRR étant marginale pour l'ensemble des DOM. On relève très peu d'écarts avec les proportions de logements en zones prioritaires en 2000 qui étaient, rappelons-le, de 28 % pour les ZUS et de 3,1 % pour les ZRR.

Tableau 8
Part des logements locatifs sociaux notamment en zones prioritaires dans le parc des résidences principales (RGP 99) par région, par département et par agglomération – Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	RGP	OPS			
	% de logements HLM/R.P. en 1999	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
Ile de France	23,4	244 909	28,2	0	0,0
Paris	24,7	225 251	29,2	0	0,0
75-Paris	16,7	14 872	11,2	0	0,0
77-Seine et Marne	18,5	21 397	26,4	0	0,0
Meaux	36,7	7 453	76,1	0	0,0
78-Yvelines	20,5	26 462	28,3	0	0,0
91-Essonne	21,1	30 039	41,7	0	0,0
92-Hauts de Seine	26,5	34 391	25,0	0	0,0
93-Seine Saint Denis	35,9	52 566	38,3	0	0,0
94-Val de Marne	29,0	34 764	28,6	0	0,0
95-Val-d'Oise	25,3	30 418	33,4	0	0,0
Champagne-Ardenne	23,7	50 189	38,2	13 905	10,6
08-Ardenne	20,2	9 289	39,2	1 044	4,4
Charleville-Mézières	36,0	5 689	56,0	0	0,0
10-Aube	22,3	11 814	41,5	2 598	9,1
Troyes	33,6	7 647	52,3	0	0,0
51-Marne	27,5	24 634	39,3	745	1,2
Châlons-en-Champagne	39,3	5 601	57,6	0	0,0
Reims	40,2	13 788	37,0	0	0,0
52-Haute-Marne	20,0	4 452	27,0	9 518	57,8
Picardie	17,4	34 123	31,1	1 175	1,1
02-Aisne	16,7	11 176	31,4	65	0,2
Saint-Quentin	25,6	1 125	38,1	0	0,0
60-Oise	19,8	15 153	27,8	0	0,0
Beauvais	36,7	5 075	56,5	0	0,0
Compiègne	29,3	3 408	40,8	0	0,0
Creil	36,6	4 938	43,4	0	0,0
80-Somme	14,8	7 794	39,9	1 110	5,7
Amiens	30,4	5 811	37,0	0	0,0
Haute-Normandie	22,6	42 485	26,7	94	0,1
27-Eure	16,6	8 455	23,5	94	0,3
Evreux	37,2	5 272	57,2	0	0,0
76-Seine Maritime	25,1	34 030	27,6	0	0,0
Elbeuf	26,3	1 999	27,5	0	0,0
Rouen	30,9	11 904	26,8	0	0,0
Le Havre	32,9	12 827	39,4	0	0,0
Centre	16,7	41 306	24,5	17 866	10,6
18-Cher	15,2	7 546	34,3	4 179	19,0
Bourges	27,1	1 940	31,6	0	0,0
28-Eure et Loir	18,2	9 365	40,6	813	3,5
Chartres	35,4	4 688	40,5	0	0,0
36-Indre	15,9	3 281	18,9	7 197	41,5
Châteauroux	29,1	–	–	–	–
37-Indre et Loire	18,8	7 935	18,8	2 707	6,4
Tours	25,3	7 508	24,2	0	0,0

Région Département <i>Agglomérations</i>	RGP	OPS			
	% de logements HLM/R.P. en 1999	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
41-Loir et Cher	14,3	6 753	34,4	2 495	12,7
<i>Blois</i>	29,5	4 995	58,3	0	0,0
45-Loiret	16,1	6 426	14,5	475	1,1
<i>Montargis</i>	26,9	0	0,0	0	0,0
<i>Orléans</i>	19,5	4 651	19,6	0	0,0
Basse Normandie	17,6	19 317	17,9	2 828	2,6
14-Calvados	18,5	7 207	13,9	5	0,0
<i>Caen</i>	26,9	6 576	28,6	0	0,0
50-Manche	17,1	5 502	15,8	184	0,5
<i>Cherbourg</i>	37,5	3 848	35,7	0	0,0
61-Orne	16,7	6 608	31,0	2 639	12,4
Bourgogne	14,3	27 117	27,6	9 258	9,4
21-Côte-d'Or	13,4	7 908	27,7	3 858	13,5
<i>Dijon</i>	17,0	7 680	42,3	0	0,0
58-Nièvre	13,0	3 508	33,7	1 867	17,9
<i>Nevers</i>	27,0	0	0,0	0	0,0
71-Saône et Loire	16,7	7 058	17,3	1 369	3,4
<i>Chalon-sur-Saône</i>	27,0	3 707	39,5	0	0,0
89-Yonne	12,6	8 643	46,3	2 164	11,6
Nord-Pas-de-Calais	20,4	84 184	29,7	65	0,0
59-Nord	21,2	60 582	32,4	0	0,0
<i>Armentières</i>	19,1	0	0,0	0	0,0
<i>Douai</i>	25,6	11 892	28,3	0	0,0
<i>Dunkerque</i>	32,8	8 073	35,2	0	0,0
<i>Lille</i>	24,8	38 685	40,3	0	0,0
<i>Maubeuge</i>	27,8	1 661	39,3	0	0,0
<i>Valenciennes</i>	22,9	7 029	29,2	0	0,0
62-Pas de Calais	19,1	23 602	24,5	65	0,1
<i>Arras</i>	26,8	3 379	36,6	0	0,0
<i>Béthune</i>	19,0	2 241	14,1	9	0,1
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	30,2	2 297	18,7	0	0,0
<i>Calais</i>	26,4	5 673	51,1	0	0,0
<i>Saint-Omer</i>	21,1	0	0,0	8	0,1
Lorraine	15,5	40 364	29,3	7 064	5,1
54-Meurthe et Moselle	16,4	16 622	35,5	292	0,6
<i>Nancy</i>	20,1	13 218	43,9	47	0,2
55-Meuse	13,5	1 160	10,4	5 290	47,3
57-Moselle	15,3	15 766	28,4	771	1,4
<i>Forbach</i>	18,5	1 808	33,5	0	0,0
<i>Metz</i>	22,6	7 587	26,9	0	0,0
<i>Thionville</i>	22,0	3 403	32,3	0	0,0
88-Vosges	15,4	6 816	27,9	711	2,9
<i>Epinal</i>	28,8	–	–	–	–
Alsace	12,5	16 018	26,3	0	0,0
67-Bas-Rhin	11,8	5 684	26,8	0	0,0
<i>Haguenau</i>	7,9	0	0,0	0	0,0
<i>Strasbourg</i>	21,2	5 684	34,6	0	0,0
68-Haut-Rhin	13,6	10 334	26,0	0	0,0
<i>Colmar</i>	25,5	2 792	29,0	0	0,0
<i>Mulhouse</i>	16,4	7 542	46,2	0	0,0

Région Département <i>Agglomérations</i>	RGP	OPS			
	% de logements HLM/R.P. en 1999	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
Franche-Comté	15,0	27 623	39,3	1 621	2,3
25-Doubs	16,7	17 140	50,6	407	1,2
<i>Besançon</i>	24,2	4 663	49,9	0	0,0
<i>Montbéliard</i>	29,6	8 897	59,8	0	0,0
39-Jura	12,7	3 956	28,7	603	4,4
70-Haute-Saône	10,2	2 585	26,4	611	6,2
90-Belfort	20,7	3 942	30,7	0	0,0
<i>Belfort</i>	26,6	4 012	40,1	0	0,0
Pays de Loire	13,9	47 835	25,6	2 128	1,1
44-Loire Atlantique	13,4	19 595	30,0	58	0,1
<i>Nantes</i>	18,4	15 339	33,7	0	0,0
<i>Saint-Nazaire</i>	17,7	4 256	39,4	0	0,0
49-Maine et Loire	18,5	12 596	23,2	537	1,0
<i>Angers</i>	29,1	7 554	25,6	0	0,0
<i>Cholet</i>	19,6	–	–	–	–
53-Mayenne	12,6	2 630	17,4	1 052	7,0
<i>Laval</i>	25,3	2 630	33,9	0	0,0
72-Sarthe	15,9	10 628	29,6	481	1,3
<i>Le Mans</i>	25,1	9 714	47,9	0	0,0
85-Vendée	7,3	2 386	14,6	0	0,0
Bretagne	10,9	31 324	22,5	640	0,5
22-Côte d'Armor	8,1	3 168	18,4	309	1,8
<i>Saint-Brieuc</i>	16,0	–	–	–	–
29-Finistère	10,0	5 256	14,0	331	0,9
<i>Brest</i>	16,9	3 517	23,0	0	0,0
<i>Quimper</i>	13,5	1 739	31,7	0	0,0
35-Ille et Vilaine	13,9	16 679	30,2	0	0,0
<i>Rennes</i>	19,9	12 736	49,8	0	0,0
<i>Saint-Malo</i>	25,6	1 547	25,3	0	0,0
56-Morbihan	10,4	6 221	21,5	0	0,0
<i>Lorient</i>	21,2	3 130	23,8	0	0,0
<i>Vannes</i>	19,1	2 785	50,1	0	0,0
Poitou-Charentes	10,1	18 653	27,6	3 738	5,5
16-Charente	10,1	7 061	45,5	989	6,4
<i>Angoulême</i>	22,0	6 275	58,4	0	0,0
17-Charente Maritime	8,6	8 072	38,4	319	1,5
<i>La Rochelle</i>	21,5	6 078	56,0	0	0,0
79-Deux-Sèvres	9,6	0	0,0	728	8,7
<i>Niort</i>	18,1	0	0,0	0	0,0
86-Vienne	12,7	3 520	15,5	1 702	7,5
<i>Poitiers</i>	22,0	1 243	8,7	143	1,0
Aquitaine	10,0	31 560	26,7	5 469	4,6
24-Dordogne	6,9	180	1,5	1 792	14,6
<i>Bergerac</i>	10,2	–	–	–	–
<i>Périgueux</i>	15,7	180	4,4	10	0,2
33-Gironde	12,7	21 670	35,4	404	0,7
<i>Arcachon</i>	7,2	0	0,0	0	0,0
<i>Bordeaux</i>	17,2	11 772	44,8	0	0,0
40-Landes	6,4	770	8,9	1 645	18,9
47-Lot-et-Garonne	6,3	1 502	17,2	645	7,4

Région Département <i>Agglomérations</i>	RGP	OPS			
	% de logements HLM/R.P. en 1999	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
64-Pyrénées Atlantiques	9,9	7 438	27,0	983	3,6
<i>Bayonne</i>	11,7	2 918	28,1	0	0,0
<i>Pau</i>	13,9	4 322	37,4	0	0,0
Midi-Pyrénées	8,5	18 377	21,4	11 545	13,5
09-Ariège	4,7	—	—	—	—
12-Aveyron	6,1	235	3,5	3 042	45,5
31-Haute-Garonne	10,6	12 479	26,7	211	0,5
<i>Toulouse</i>	13,2	12 479	27,9	0	0,0
32-Gers	5,0	—	—	—	—
46-Lot	5,5	0	0,0	4 133	100,0
65-Hautes Pyrénées	11,3	1 799	17,9	3 507	34,9
<i>Tarbes</i>	19,9	—	—	—	—
81-Tarn	8,0	3 864	32,0	330	2,7
<i>Albi</i>	12,7	1 689	40,7	0	0,0
<i>Castres</i>	12,8	937	33,8	0	0,0
82-Tarn et Garonne	6,5	0	0,0	315	5,2
<i>Montauban</i>	12,5	0	0,0	0	0,0
Limousin	10,9	6 482	18,3	10 421	29,4
19-Corrèze	7,6	0	0,0	3 646	51,3
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	11,4	0	0,0	62	1,9
23-Creuse	8,8	0	0,0	5 184	100,0
87-Haute Vienne	13,9	6 482	28,0	1 591	6,9
<i>Limoges</i>	21,3	6 201	35,9	0	0,0
Rhône-Alpes	16,0	88 737	24,3	7 363	2,0
01-Ain	16,3	4 393	13,2	499	1,5
<i>Bourg-en-Bresse</i>	27,2	2 130	28,8	0	0,0
07-Ardèche	8,3	1 016	9,8	1 322	12,7
26-Drôme	11,0	6 836	35,9	1 487	7,8
<i>Romans-sur-Isère</i>	18,7	1 783	42,6	0	0,0
<i>Saint-Chamond</i>	14,6	3 695	45,7	0	0,0
<i>Valence</i>	15,6	14 526	21,3	296	0,4
38-Isère	16,2	7 598	32,3	0	0,0
<i>Grenoble</i>	17,4	7 132	13,5	466	0,9
42-Loire	18,5	38	2,3	0	0,0
<i>Roanne</i>	30,8	647	22,3	0	0,0
<i>Saint-Etienne</i>	22,1	3 772	17,7	0	0,0
69-Rhône	19,8	47 947	37,9	230	0,2
<i>Lyon</i>	20,9	46 642	39,5	0	0,0
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	29,3	3 164	45,0	0	0,0
73-Savoie	17,2	5 030	18,4	3 063	11,2
<i>Chambéry</i>	22,4	5 030	47,1	0	0,0
74-Haute-Savoie	11,4	1 857	6,6	0	0,0
<i>Annecy</i>	13,0	0	0,0	0	0,0
<i>Annemasse</i>	14,9	1 769	29,6	0	0,0
<i>Cluses</i>	17,8	802	21,3	0	0,0
<i>Thonon-les-Bains</i>	17,4	0	0,0	0	0,0
Auvergne	10,3	17 841	31,2	8 029	14,0
03-Allier	11,2	6 149	37,4	1 896	11,5
<i>Montluçon</i>	17,9	2 871	52,8	73	1,3
<i>Vichy</i>	11,4	594	31,8	0	0,0
15-Cantal	6,8	0	0,0	1 899	39,5
43-Haute-Loire	8,0	623	8,3	1 908	25,4

Région Département <i>Agglomérations</i>	RGP	OPS			
	% de logements HLM/R.P. en 1999	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
63-Puy-de-Dôme	11,4	11 069	38,9	2 326	8,2
<i>Clermont-Ferrand</i>	18,5	10 712	50,4	0	0,0
Languedoc-Roussillon	9,6	33 832	34,5	4 504	4,6
11-Aude	9,2	2 402	18,7	942	7,3
30-Gard	11,5	12 626	41,2	670	2,2
<i>Alès</i>	18,3	0	0,0	0	0,0
<i>Nîmes</i>	18,2	7 017	55,7	0	0,0
34-Hérault	9,6	15 110	35,4	427	1,0
<i>Béziers</i>	15,6	—	—	—	—
<i>Montpellier</i>	13,6	7 450	33,8	0	0,0
<i>Sète</i>	15,4	0	0,0	0	0,0
48-Lozère	6,8	0	0,0	2 465	100,0
66-Pyrénées orientales	7,5	3 694	39,6	0	0,0
<i>Perpignan</i>	10,9	3 694	42,2	0	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	12,0	68 785	31,3	2 867	1,3
04-Alpes de Haute Provence	7,3	260	5,1	593	11,6
05-Hautes Alpes	11,8	0	0,0	1 548	22,8
06-Alpes Maritimes	8,3	9 781	29,1	410	1,2
<i>Menton</i>	7,3	0	0,0	0	0,0
<i>Nice</i>	8,5	9 781	34,5	338	1,2
13-Bouches du Rhône	16,2	46 759	41,4	160	0,1
<i>Arles</i>	22,3	—	—	—	—
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	16,8	10 511	48,1	0	0,0
<i>Salon-de-Provence</i>	17,3	310	71,3	0	0,0
83-Var	8,4	5 195	15,3	0	0,0
<i>Fréjus</i>	7,0	220	8,1	0	0,0
<i>Toulon</i>	10,9	2 566	12,0	0	0,0
84-Vaucluse	13,3	6 790	24,4	156	0,6
<i>Avignon</i>	17,5	5 874	31,7	0	0,0
Corse	9,5	805	33,3	681	28,2
2a-Corse du Sud	8,3	805	33,3	681	28,2
<i>Ajaccio</i>	13,4	—	—	—	—
2b-Haute Corse	10,5	0	—	0	—
<i>Bastia</i>	20,1	—	—	—	—
France métropolitaine	16,0	991 866	27,8	111 261	3,1
DOM	18,9*	28 442	32,1	248	0,3
971-Guadeloupe	17,2*	8 625	34,8	0	0,0
<i>Pointe-à-Pitre</i>		—	—	—	—
972-Martinique	17,3*	3 269	13,8	0	0,0
<i>Fort-de-France</i>		—	—	—	—
973-Guyane	19,0*	490	9,3	0	0,0
<i>Cayenne</i>		—	—	—	—
974-Réunion	21,0*	16 058	46,0	248	0,7
<i>Le Port</i>		1 890	24,7	0	0,0
<i>Saint-Denis</i>		11 782	65,4	171	0,9
<i>Saint-Paul</i>		1 402	57,5	0	0,0
<i>Saint-Pierre</i>		1 682	23,9	77	1,1

* En l'absence de données du RGP relatives au nombre de logements HLM dans les DOM, nous avons estimé un pourcentage de logements HLM en rapportant au nombre de résidences principales au dernier recensement, l'effectif de logements HLM au 1 janvier 2002 fournis par l'enquête PLS.

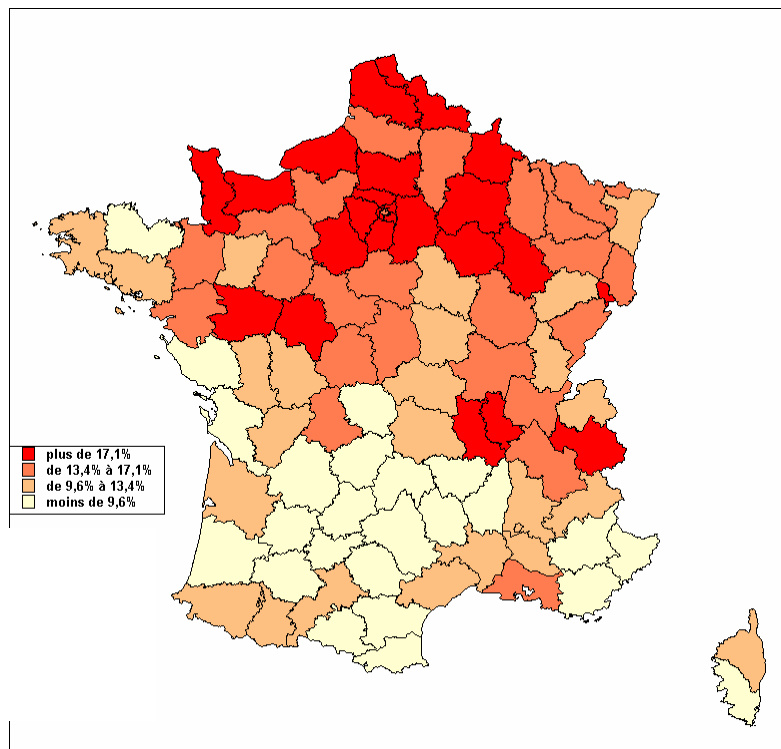
*Tableau 9
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) par zones prioritaires et par zones de prix*

Zone de prix	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
Zone 1 bis	34 456	13,7		
Zone 1	192 607	34,9		
Zone 2	538 774	34,6		
Zone 3	226 029	18,7	111 261	9,2
France métropolitaine	991 866	27,8	111 261	3,1
DOM	28 442	32,1	248	0,3

Les ZRR sont concentrées en zone 3 alors que les ZUS sont réparties dans toutes les zones de prix. Elles sont plus représentées dans la zone 1 hors 1 bis et la zone 2 et moins représentées dans la zone 1 bis et la zone 3.

Carte 1

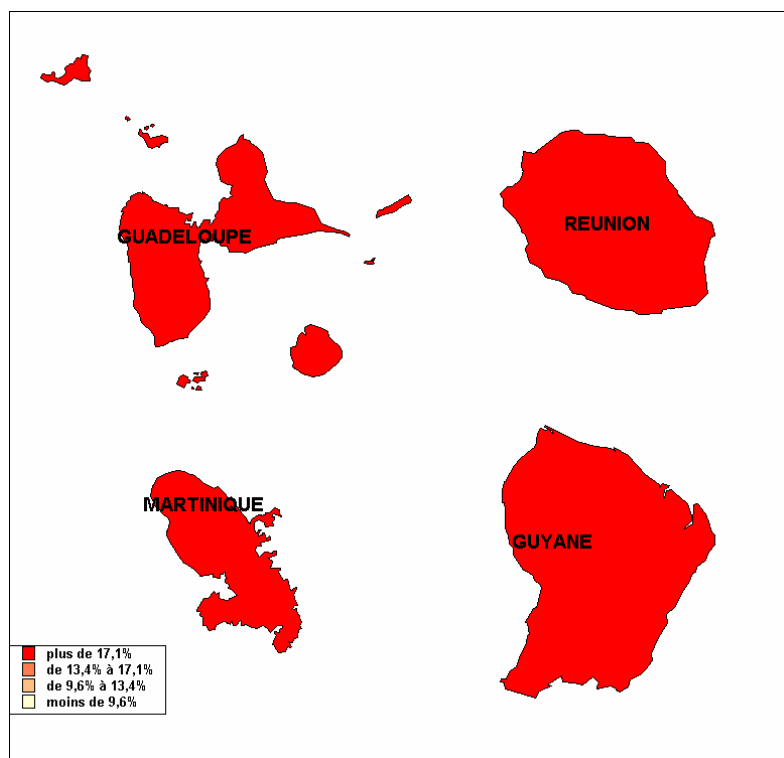
Part des logements HLM et SEM par rapport au total des résidences principales.
Données départementales. France métropolitaine. RGP 99.



Source : INSEE, RGP 1999

Carte 2

Part des logements HLM et SEM par rapport au total des résidences principales.
Données départementales. DOM. RGP 99.



Source : INSEE, RGP 1999

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part des logements en zones prioritaires varie nettement d'un type de bailleurs à un autre :

- plus de la moitié des logements gérés par les SCI filiales de la CDC sont en ZUS et quasi aucun en ZRR ;
- pour les autres personnes morales, on compte également une part élevée de logements en ZUS et un pourcentage faible de logements en ZRR ;
- ce sont pour les administrations publiques, c'est-à-dire principalement les communes, que le pourcentage des logements en ZRR est le plus élevé ;
- pour les organismes agréés et surtout pour les bailleurs privés, on relève une faible part de logements en zones prioritaires.

*Tableau 10
Part des logements locatifs sociaux, hors HLM et SEM,
en zones prioritaires par catégorie de bailleurs*

Zone de prix	Effectif de logements en ZUS	Part de logements en ZUS	Effectif de logements en ZRR	Part de logements en ZRR
Administrations publiques	197	0,9	6 249	28,9
SCI filiales de la CDC	11 280	58,1	66	0,3
Organismes agréés	1 477	18,7	300	3,8
Autres personnes morales	9 643	38,1	318	1,3
Total autres bailleurs sociaux	22 597	30,7	6 933	9,4
Bailleurs privés	495	7,1	151	2,2

PART DES LOGEMENTS CONVENTIONNES, VACANTS ET LOUES A DES ASSOCIATIONS

L'enquête OPS permet un dénombrement des logements conventionnés (Q2), des logements vacants (Q3) et des logements loués à des associations (Q5). Ces effectifs sont rapportés au nombre total de logements (Q1).

LOGEMENTS HLM ET SEM

L'essentiel des logements HLM en France métropolitaine est conventionné. D'après les résultats de l'enquête OPS, le pourcentage de logements HLM conventionnés est au 1^{er} janvier 2003 de 97,1 % pour la France métropolitaine. Il était de 96,3 % lors de l'enquête de 2000. La proportion varie peu selon les régions, la plupart d'entre elles ayant un taux supérieur à 98 %. Le pourcentage des logements conventionnés est un peu plus élevé dans les zones prioritaires.

L'enquête OPS fait état de 3,5 % logements vacants dans le parc HLM. Ce taux est légèrement plus élevé que celui issu de l'exploitation de l'enquête PLS à la date du 1^{er} janvier 1997 (2,8 %), mais quasi identique à celui de l'enquête OPS de 2000 (3,6 %). Ce pourcentage dépasse 5 % dans quelques régions : Champagne-Ardenne, Centre, Bourgogne et Limousin. La vacance a augmenté, depuis 2000, en Champagne-Ardenne, alors qu'elle était déjà supérieure à 5 % dans les trois autres régions.

La vacance est plus fréquente en ZUS : 6,1 % contre 2,4 % dans les territoires situés hors zones prioritaires. Elle se situe à un niveau intermédiaire dans les ZRR (4,9 %).

La part de logements appartenant à des organismes d'HLM ou SEM et donnés en location à des organismes tiers à des fins de sous-location à des ménages défavorisés est de 1,2 %, soit une proportion plus élevée qu'en 2000 (0,5 %). Le pourcentage est plus élevé en Ile-de-France, d'une part, dans les ZRR, d'autre part.

Tableau 11
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par région, département et agglomération

Région Département Agglomérations	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Ile de France	92,5	3,1	1,6	867 675
Paris	92,4	2,9	1,6	772 483
75-Paris	89,6	2,3	1,5	132 934
77-Seine et Marne	95,7	5,6	0,5	81 132
Meaux	99,0	13,2	1,2	9 799
78-Yvelines	96,5	3,6	0,8	93 535
91-Essonnes	95,6	3,2	2,9	72 076
92-Hauts de Seine	86,4	3,0	1,4	137 800
93-Seine Saint Denis	96,6	3,1	0,1	137 349
94-Val de Marne	89,0	2,8	5,2	121 719
95-Val-d'Oise	94,6	2,3	0,3	91 130
Champagne-Ardenne	99,2	5,3	0,3	131 254
08-Ardenne	99,5	4,6	0,2	23 685
Charleville-Mézières	99,6	3,8	0,0	10 157
10-Aube	98,4	6,6	0,4	28 444
Troyes	98,4	5,2	0,3	14 622
51-Marne	99,3	4,8	0,2	62 657
Châlons-en-Champagne	100,0	2,1	0,6	9 730
Reims	99,9	4,4	0,2	37 215
52-Haute-Marne	99,7	5,7	0,4	16 468
Picardie	99,4	2,7	3,2	109 588
02-Aisne	99,1	2,3	0,2	35 595
Saint-Quentin	100,0	0,9	0,8	2 950
60-Oise	99,5	2,5	0,1	54 463
Beauvais	100,0	2,9	0,4	8 976
Compiègne	99,5	1,7	0,1	8 349
Creil	98,7	4,4	0,1	11 370
80-Somme	99,8	4,3	17,1**	19 530
Amiens	99,8	5,1	1,6	15 708
Haute-Normandie	98,9	4,8	0,5	159 308
27-Eure	98,1	4,2	0,6	35 925
Evreux	96,3	5,9	0,6	9 212
76-Seine Maritime	99,2	5,0	0,4	123 383
Elbeuf	98,6	5,3	1,2	7 266
Rouen	98,6	4,8	0,5	44 370
Le Havre	99,6	7,2	0,6	32 576
Centre	98,5	5,5	0,4	168 557
18-Cher	99,7	8,7	0,1	21 985
Bourges	100,0	3,4	0,0	6 139
28-Eure et Loir	92,3	7,2	0,1	23 048
Chartres	98,2	4,7	0,3	11 587
36-Indre	99,3	5,8	1,1	17 348
Châteauroux	—	—	—	—
37-Indre et Loire	99,2	3,3	0,5	42 174
Tours	99,0	3,2	0,3	31 068
41-Loir et Cher	99,3	8,1	0,3	19 634
Blois	98,4	11,2	0,2	8 563

Région	Département Agglomérations	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
	45-Loiret	99,6	3,9	0,4	44 368
	<i>Montargis</i>	100,0	3,7	1,7	4 541
	<i>Orléans</i>	99,5	4,7	0,4	23 773
Basse Normandie		99,4	3,3	0,5	108 007
	14-Calvados	98,9	2,8	0,3	51 888
	<i>Caen</i>	99,1	3,1	0,2	22 984
	50-Manche	100,0	2,7	0,5	34 829
	<i>Cherbourg</i>	100,0	3,6	0,2	10 771
	61-Orne	99,9	5,7	0,6	21 290
Bourgogne		98,7	6,0	0,3	98 328
	21-Côte-d'Or	99,9	3,7	0,3	28 543
	<i>Dijon</i>	99,9	4,2	0,3	18 144
	58-Nièvre	99,9	0,4	0,6	10 411
	<i>Nevers</i>	100,0	0,8	1,0	1 414
	71-Saône et Loire	97,6	9,1	0,2	40 724
	<i>Chalon-sur-Saône</i>	93,9	10,4	0,2	9 386
	89-Yonne	98,6	6,1	0,3	18 650
Nord-Pas-de-Calais		100,0	1,7	0,9	283 035
	59-Nord	100,0	1,8	1,3	186 885
	<i>Armentières</i>	99,1	0,6	0,0	2 582
	<i>Douai</i>	96,8	1,9	0,2	42 055
	<i>Dunkerque</i>	99,8	1,7	0,3	22 910
	<i>Lille</i>	98,9	1,8	2,1	95 926
	<i>Maubeuge</i>	98,1	5,9	0,0	4 222
	<i>Valenciennes</i>	99,9	1,2	0,4	24 093
	62-Pas de Calais	98,4	1,7	0,3	96 150
	<i>Arras</i>	99,9	1,1	0,2	9 231
	<i>Béthune</i>	99,1	0,6	0,1	15 895
	<i>Boulogne-sur-Mer</i>	99,4	1,1	0,4	12 297
	<i>Calais</i>	99,8	3,4	0,4	11 109
	<i>Saint-Omer</i>	98,3	1,4	0,0	5 557
Lorraine		98,8	4,8	0,6	137 980
	54-Meurthe et Moselle	98,2	4,9	0,2	46 836
	<i>Nancy</i>	98,7	5,4	0,3	30 132
	55-Meuse	98,5	9,1	0,6	11 177
	57-Moselle	99,0	3,9	0,6	55 556
	<i>Forbach</i>	100,0	7,4	0,8	5 401
	<i>Metz</i>	99,4	3,7	0,7	28 191
	<i>Thionville</i>	98,3	2,3	0,5	10 547
	88-Vosges	99,9	5,0	1,0	24 411
	<i>Epinal</i>	–	–	–	
Alsace		96,3	3,3	1,6	60 985
	67-Bas-Rhin	94,0	2,2	0,7	21 184
	<i>Haguenau</i>	95,4	2,8	0,1	702
	<i>Strasbourg</i>	92,9	2,1	0,8	16 434
	68-Haut-Rhin	97,6	3,8	2,1	39 801
	<i>Colmar</i>	96,5	2,9	4,6	9 626
	<i>Mulhouse</i>	98,3	5,8	0,3	16 327

Région Département Agglomérations	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Franche-Comté	99,9	4,9	0,5	70 283
25-Doubs	99,9	4,6	0,8	33 844
<i>Besançon</i>	100,0	4,5	0,3	9 343
<i>Montbéliard</i>	99,4	6,4	0,5	14 887
39-Jura	99,9	6,2	0,0	13 805
70-Haute-Saône	99,7	4,0	0,5	9 781
90-Belfort	99,9	5,1	–	12 853
<i>Belfort</i>	99,9	4,8	0,0	9 998
Pays de Loire	99,4	2,8	0,6	186 888
44-Loire Atlantique	99,1	1,6	1,3	65 266
<i>Nantes</i>	98,6	1,7	1,5	45 540
<i>Saint-Nazaire</i>	99,9	1,6	0,2	10 793
49-Maine et Loire	99,7	3,1	0,1	54 265
<i>Angers</i>	99,5	2,5	0,1	29 532
<i>Cholet</i>	–	–	–	36
53-Mayenne	99,8	2,5	0,4	15 134
<i>Laval</i>	99,7	1,0	1,0	7 754
72-Sarthe	98,9	4,9	0,4	35 863
<i>Le Mans</i>	99,7	6,8	0,3	20 285
85-Vendée	99,8	1,7	0,1	16 360
Bretagne	99,7	1,7	1,6	139 028
22-Côte d'Armor	100,0	2,3	1,3	17 235
<i>Saint-Brieuc</i>	–	–	–	46
29-Finistère	99,9	1,0	3,3	37 618
<i>Brest</i>	100,0	1,1	3,4	15 259
<i>Quimper</i>	98,0	1,9	2,7	5 489
35-Ille et Vilaine	99,4	1,1	0,5	55 210
<i>Rennes</i>	99,5	0,9	0,5	25 588
<i>Saint-Malo</i>	99,8	0,8	1,1	6 126
56-Morbihan	99,5	3,6	1,6	28 965
<i>Lorient</i>	99,0	3,5	0,6	13 152
<i>Vannes</i>	100,0	5,9	1,4	5 559
Poitou-Charentes	95,8	3,0	0,6	67 630
16-Charente	85,3	3,7	0,5	15 519
<i>Angoulême</i>	83,0	3,9	0,5	10 742
17-Charente Maritime	99,2	2,2	1,0	21 034
<i>La Rochelle</i>	99,5	2,6	1,0	10 860
79-Deux-Sèvres	99,3	2,2	0,4	8 368
<i>Niort</i>	99,0	0,1	0,0	1 359
86-Vienne	98,5	3,7	0,4	22 709
<i>Poitiers</i>	98,2	1,6	0,1	14 361
Aquitaine	99,3	2,0	3,7	118 383
24-Dordogne	99,3	3,9	0,4	12 249
<i>Bergerac</i>	–	–	–	–
<i>Périgueux</i>	100,0	3,8	0,8	4 047
33-Gironde	99,5	1,5	0,8	61 221
<i>Arcachon</i>	100,0	0,5	0,2	1 552
<i>Bordeaux</i>	99,3	1,7	0,5	26 269
40-Landes	100,0	2,3	0,1	8 699
47-Lot-et-Garonne	99,9	4,0	39,0**	8 710

Région	Département	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
	<i>Agglomérations</i>				
	64-Pyrénées Atlantiques	98,5	1,6	1,5	27 504
	<i>Bayonne</i>	100,0	0,4	0,2	10 379
	<i>Pau</i>	96,9	2,6	3,4	11 549
	Midi-Pyrénées	99,1	4,4	0,7	85 808
	09-Ariège	—	—	—	7
	12-Aveyron	99,8	4,4	0,4	6 684
	31-Haute-Garonne	98,9	3,5	1,0	46 794
	<i>Toulouse</i>	99,0	3,6	1,0	44 782
	32-Gers	—	—	—	0
	46-Lot	99,5	4,4	0,4	4 133
	65-Hautes Pyrénées	99,8	6,0	0,1	10 058
	<i>Tarbes</i>	—	—	—	
	81-Tarn	100,0	5,7	0,4	12 076
	<i>Albi</i>	100,0	3,6	—	4 147
	<i>Castres</i>	100,0	4,8	0,0	2 772
	82-Tarn et Garonne	97,2	6,4	1,2	6 056
	<i>Montauban</i>	96,7	7,6	1,9	3 212
	Limousin	98,2	5,2	0,4	35 443
	19-Corrèze	99,9	6,6	0,4	7 113
	<i>Brive-la-Gaillarde</i>	100,0	1,5	0,6	3 207
	23-Creuse	100,0	4,1	1,3	5 184
	87-Haute Vienne	97,3	5,1	0,2	23 146
	<i>Limoges</i>	97,5	6,1	0,1	17 252
	Rhône-Alpes	98,6	3,8	0,5	365 873
	01-Ain	99,5	1,8	0,4	33 370
	<i>Bourg-en-Bresse</i>	99,2	3,5	0,6	7 397
	07-Ardèche	96,7	4,5	0,8	10 410
	26-Drôme	100,0	5,3	2,0	19 041
	<i>Romans-sur-Isère</i>	100,0	4,8	1,5	4 181
	<i>Saint-Chamond</i>	99,7	6,5	3,3	8 078
	<i>Valence</i>	99,4	2,2	0,3	68 295
	38-Isère	99,5	2,5	0,0	23 539
	<i>Grenoble</i>	98,4	7,4	0,3	52 979
	42-Loire	100,0	3,0	0,7	1 650
	<i>Roanne</i>	99,3	3,1	0,6	2 899
	<i>Saint-Etienne</i>	96,8	8,4	0,5	21 293
	69-Rhône	98,1	4,4	0,2	126 558
	<i>Lyon</i>	98,0	4,4	0,9	118 174
	<i>Villefranche-sur-Saône</i>	100,0	2,2	0,0	7 028
	73-Savoie	98,3	2,4	0,8	27 291
	<i>Chambéry</i>	98,8	2,9	1,3	10 670
	74-Haute-Savoie	97,6	0,6	0,7	27 929
	<i>Annecy</i>	100,0	0,1	1,2	7 794
	<i>Annemasse</i>	99,9	0,5	0,3	5 972
	<i>Cluses</i>	100,0	1,3	0,8	3 763
	<i>Thonon-les-Bains</i>	98,9	0,5	0,5	1 863
	Auvergne	99,8	3,4	0,6	57 236
	03-Allier	100,0	4,8	0,3	16 443
	<i>Montluçon</i>	99,9	9,6	2,7	5 442
	<i>Vichy</i>	99,7	1,7	0,0	1 866
	15-Cantal	99,6	3,3	2,0	4 812
	43-Haute-Loire	99,1	5,0	0,4	7 501

Région	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Département				
<i>Agglomérations</i>				
63-Puy-de-Dôme	100,0	2,2	0,6	28 480
<i>Clermont-Ferrand</i>	99,8	2,2	0,7	21 259
Languedoc-Roussillon	83,9*	3,9	0,7	97 930
11-Aude	98,9	1,5	0,4	12 858
30-Gard	53,6*	6,7	0,5	30 636
<i>Alès</i>	0,0	0,9	0,2	819
<i>Nîmes</i>	2,2	8,7	0,5	12 597
34-Hérault	99,7	3,2	1,0	42 664
<i>Béziers</i>	–	–	–	30
<i>Montpellier</i>	99,4	3,1	0,1	22 036
<i>Sète</i>	100,0	0,3	0,0	616
48-Lozère	98,7	1,9	0,7	2 465
66-Pyrénées orientales	87,2	1,6	0,1	9 327
<i>Perpignan</i>	86,4	1,6	0,1	8 761
Provence Alpes Côte d'Azur	97,5	2,8	2,6	220 047
04-Alpes de Haute Provence	98,7	0,8	0,7	5 129
05-Hautes Alpes	99,7	3,7	0,4	6 779
06-Alpes Maritimes	99,0	2,8	5,6	33 590
<i>Menton</i>	97,8	0,3	0,1	2 040
<i>Nice</i>	94,1	2,8	2,9	28 313
13-Bouches du Rhône	96,7	2,2	1,0	112 821
<i>Arles</i>	–	–	–	241
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	100,0	3,1	0,1	21 838
<i>Salon-de-Provence</i>	100,0	0,2	2,8	435
83-Var	96,1	4,9	0,9	33 921
<i>Fréjus</i>	92,6	1,1	0,3	2 707
<i>Toulon</i>	99,3	4,2	4,1	21 448
84-Vaucluse	100,0	2,8	8,4	27 807
<i>Avignon</i>	99,7	3,1	8,0	18 529
Corse	99,2	2,2	0,1	2 415
2a-Corse du Sud	99,2	2,2	0,1	2 415
<i>Ajaccio</i>	–	–	–	340
2b-Haute Corse	–	–	–	0
<i>Bastia</i>	–	–	–	
France métropolitaine	97,1	3,5	1,2	3 571 681
DOM***		2,1	0,2	88 711
971-Guadeloupe		3,0	0,0	24 783
<i>Pointe-à-Pitre</i>		–	–	
972-Martinique		3,1	0,0	23 764
<i>Fort-de-France</i>		–	–	
973-Guyane		1,6	1,7	5 270
<i>Cayenne</i>		–	–	
974-Réunion		0,9	0,3	34 894
<i>Le Port</i>		1,1	0,1	7 655
<i>Saint-Denis</i>		0,6	0,3	18 007
<i>Saint-Paul</i>		0,4	0,0	2 439
<i>Saint-Pierre</i>		1,4	0,8	7 042

*Ces données ne sont pas significatives, plusieurs organismes du Gard n'ayant pas renseigné la variable relative au conventionnement..

** Ces données sont à prendre à précaution, certains organismes ayant déclaré la totalité ou la quasi-totalité de leur parc géré par des associations.

*** Il n'y a pas de logements conventionnés dans les DOM.

*Tableau 12
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par région et zone prioritaire*

Région	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Ile de France	92,5	3,1	1,6	867 675
Hors ZUS ZRR	91,2	2,6	1,6	622 766
ZUS	95,7	4,5	1,6	244 909
Champagne-Ardenne	99,2	5,3	0,3	131 254
Hors ZUS ZRR	99,2	2,6	0,2	67 160
ZUS	99,4	9,2	0,4	50 189
ZRR	98,6	4,1	0,0	13 905
Picardie	99,4	2,7	3,2	109 588
Hors ZUS ZRR	99,2	2,0	0,2	74 290
ZUS	100,0	4,3	6,7	34 123
ZRR	98,7	0,8	90,0	1 175
Haute-Normandie	98,9	4,8	0,5	159 308
Hors ZUS ZRR	98,9	2,5	0,5	116 729
ZUS	99,1	11,1	0,4	42 485
ZRR	100,0	2,1	0,0	94
Centre	98,5	5,5	0,4	168 557
Hors ZUS ZRR	97,8	3,1	0,4	109 385
ZUS	99,6	12,0	0,4	41 306
ZRR	99,7	5,1	0,7	17 866
Basse Normandie	99,4	3,3	0,5	108 007
Hors ZUS ZRR	99,3	2,6	0,5	85 862
ZUS	99,9	6,6	0,3	19 317
ZRR	100,0	3,0	0,2	2 828
Bourgogne	98,7	6,0	0,3	98 328
Hors ZUS ZRR	98,2	5,0	0,3	61 953
ZUS	99,5	9,0	0,2	27 117
ZRR	99,4	4,4	0,5	9 258
Nord-Pas-de-Calais	102,0	1,7	0,9	283 035
Hors ZUS ZRR	103,1	1,1	0,8	198 786
ZUS	99,2	3,4	1,2	84 184
ZRR	98,5	4,6	0,0	65
Lorraine	98,8	4,8	0,6	137 980
Hors ZUS ZRR	98,7	2,9	0,5	90 552
ZUS	99,8	8,3	0,7	40 364
ZRR	95,0	9,3	0,6	7 064
Alsace	96,3	3,3	1,6	60 985
Hors ZUS ZRR	95,5	2,8	2,0	44 967
ZUS	98,7	4,6	0,7	16 018
ZRR	-	-	-	-
Franche-Comté	99,9	4,9	0,5	70 283
Hors ZUS ZRR	99,8	3,4	0,3	41 039
ZUS	100,0	7,3	0,7	27 623
ZRR	99,9	2,7	0,4	1 621

Région	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Pays de Loire	99,4	2,8	0,6	186 888
Hors ZUS ZRR	99,1	1,6	0,5	136 925
ZUS	100,0	6,2	0,8	47 835
ZRR	99,8	2,5	0,3	2 128
Bretagne	99,7	1,7	1,6	139 028
Hors ZUS ZRR	99,6	1,6	1,8	107 064
ZUS	99,9	2,1	0,8	31 324
ZRR	100,0	1,1	4,4	640
Poitou-Charentes	95,8	3,0	0,6	67 630
Hors ZUS ZRR	97,3	2,2	0,4	45 239
ZUS	91,7	4,6	1,2	18 653
ZRR	98,5	5,0	0,2	3 738
Aquitaine	99,3	2,0	3,7	118 383
Hors ZUS ZRR	99,5	1,8	4,4	81 354
ZUS	99,7	2,1	0,6	31 560
ZRR	93,9	4,6	10,6	5 469
Midi-Pyrénées	99,1	4,4	0,7	85 808
Hors ZUS ZRR	99,0	2,7	1,0	55 886
ZUS	99,2	9,5	0,3	18 377
ZRR	99,7	4,5	0,4	11 545
Limousin	98,2	5,2	0,4	35 443
Hors ZUS ZRR	97,1	4,1	0,3	18 540
ZUS	99,0	6,2	0,1	6 482
ZRR	99,8	6,6	0,7	10 421
Rhône-Alpes	98,6	3,8	0,5	365 873
Hors ZUS ZRR	98,2	2,5	0,4	269 773
ZUS	99,5	7,7	0,5	88 737
ZRR	98,9	4,8	0,9	7 363
Auvergne	99,8	3,4	0,6	57 236
Hors ZUS ZRR	99,8	1,7	0,7	31 366
ZUS	100,0	6,1	0,5	17 841
ZRR	99,8	4,3	0,5	8 029
Languedoc-Roussillon	83,9	3,9	0,7	97 930
Hors ZUS ZRR	87,9	2,0	1,0	59 594
ZUS	76,2	7,4	0,2	33 832
ZRR	90,4	1,8	0,4	4 504
Provence Alpes Côte d'Azur	97,5	2,8	2,6	220 047
Hors ZUS ZRR	96,9	1,8	2,4	148 395
ZUS	99,0	4,9	2,6	68 785
ZRR	94,1	8,9	14,4	2 867
Corse	99,2	2,2	0,1	2 415
Hors ZUS ZRR	98,9	3,2	0,0	929
ZUS	100,0	1,6	0,2	805
ZRR	98,7	1,5	0,0	681

Région	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
France métropolitaine	97,1	3,5	1,2	3 571 681
Hors ZUS ZRR	96,8	2,4	1,1	2 468 554
ZUS	97,6	6,1	1,2	991 866
ZRR	98,3	4,9	2,3	111 261
DOM		2,1	0,9	88 711
Hors ZUS ZRR		2,3	0,1	60 021
ZUS		1,8	2,4	28 442
ZRR		2,4	–	248

*Tableau 13
Part des logements locatifs sociaux (HLM et SEM) conventionnés, vacants et loués à des associations par zone de prix et zone prioritaire*

Zone de prix	Part des logements conventionnés	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Zone 1 bis	89,1	2,9	1,3	250 709
Hors ZUS	88,5	2,7	1,5	216 253
ZUS	92,8	3,8	0,1	34 456
Zone 1	93,5	3,0	1,8	552 173
Hors ZUS	91,9	2,5	1,7	359 566
ZUS	96,4	3,9	1,9	192 607
Zone 2	98,5	3,5	0,9	1 557 636
Hors ZUS	98,8	2,1	0,9	1 018 862
ZUS	98,0	6,2	0,9	538 774
Zone 3	98,5	3,7	1,2	1 211 158
Hors ZUS ZRR	98,5	2,5	1,0	874 230
ZUS	98,5	8,0	1,4	226 029
ZRR	98,5	4,8	2,3	110 899
France métropolitaine	97,1	3,5	1,2	3 571 681
Hors ZUS ZRR	96,8	2,4	1,1	2 468 554
ZUS	97,6	6,1	1,2	991 866
ZRR	98,3	4,9	2,3	111 261
DOM		2,1	0,9	88 711
Hors ZUS ZRR		2,3	0,1	60 021
ZUS		1,8	2,4	28 442
ZRR		2,4	0,0	248

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Le pourcentage des logements vacants est, chez les autres bailleurs, inférieur à celui du parc HLM et SEM, à l'exception des administrations publiques et des bailleurs privés affectés par des situations de vacance un peu plus fréquentes : respectivement 4,4 % et 3,6 %.

Le pourcentage des logements loués à des organismes tiers est plus élevé chez les bailleurs autres que les organismes d'HLM et SEM à l'exception des SCI, filiales de la CDC. Il est de 8,3 % pour les bailleurs privés.

Tableau 14

Part des logements locatifs sociaux (autres qu'organismes d'HLM et SEM)¹, vacants et loués à des associations par catégorie de bailleurs

Zone de prix	Part des logements vacants	Part des logements loués à des associations	Effectif de logements OPS
Administrations publiques	3,1	2,5	20 869
SCI filiales de la CDC	2,2	0,3	19 430
Organismes agréés	3,3	5,6	7 901
Autres personnes morales	1,5	1,1	25 308
Total autres bailleurs sociaux	2,3	1,8	73 508
Bailleurs privés	3,6	8,3	6 978

¹ Dans ce tableau, ne figurent pas les pourcentages de logements conventionnés, puisque pour ces catégories de bailleurs, le conventionnement constitue un critère d'inscription dans le champ de l'enquête OPS.

CHAPITRE 3
LES CARACTERISTIQUES DES OCCUPANTS
DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

COMPOSITION DES MENAGES

La part de chaque catégorie de ménages (Q8 à Q11) est calculée par rapport au nombre de ménages pour lesquels cette variable est renseignée, soit 99,9 % pour les organismes d'HLM et les SEM, 100 % pour les autres bailleurs sociaux et 98,4 % pour les bailleurs privés. Pour les variables relatives à la composition des ménages et à l'âge, nous rapprochons les résultats de l'enquête OPS avec les données du recensement général de la population (RGP) de 1999. Cette variable distingue des personnes isolées et les couples, ainsi que la présence ou non d'enfants. Une catégorie dite « autres ménages » rassemble les ménages de plusieurs personnes ne comportant pas de famille.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Les deux catégories les plus représentées dans le parc des HLM et des SEM sont les personnes seules (35 %) et les couples avec enfants (27,6 %). La comparaison avec les données du recensement de 1999 relatives à l'ensemble des ménages fait apparaître une nette surreprésentation des familles monoparentales : 17,9 % parmi les locataires du parc HLM contre 8 % dans l'ensemble des résidences principales. Au total, le peuplement du secteur HLM se caractérise par une fonction d'accueil des familles : 45,5 % contre 40,9 % dans l'ensemble des ménages.

Au niveau régional, le parc social accueille une proportion élevée des familles monoparentales en Bretagne, en Poitou-Charentes, en Aquitaine, en Midi-Pyrénées, dans le Languedoc-Roussillon, en PACA, en Corse et dans les DOM. C'est ce qui avait déjà été constaté lors des enquêtes précédentes. Le poids des familles monoparentales dans le parc social s'explique par un plus grand recours de leur part au parc social dans les quatre premières régions (Bretagne, Poitou-Charentes, Aquitaine et Midi-Pyrénées). Il correspond dans les quatre autres régions à leur part dans la population régionale. En revanche, la vocation d'accueil des familles monoparentales est moins marquée en Ile-de-France et en Nord - Pas-de-Calais où leur part dans le parc social régional est peu différente de la moyenne nationale (17,9 %), alors que leur part dans la population de la région est plus élevée (respectivement 8,8 % et 9,4 % contre 8 %).

Par ailleurs, les personnes seules ont un poids important dans les logements sociaux en Bourgogne, en Pays de Loire, en Bretagne, en Poitou-Charentes, en Aquitaine, dans le Limousin et en Auvergne. Le poids des personnes seules parmi l'ensemble des ménages est également supérieur à la moyenne nationale en Bretagne, dans le Limousin et en Auvergne. En revanche, dans les autres régions, le poids élevé des personnes seules est dû à une plus grande utilisation du parc HLM par cette catégorie.

Les régions où les couples avec enfants sont très représentés sont l'Ile-de-France - en particulier les Yvelines -, la Picardie, l'Alsace et le Rhône-Alpes, ce qui correspond à la structure de la population régionale. Inversement, en Bretagne, en Poitou-Charentes, en Midi-Pyrénées, et dans le Limousin, le pourcentage des couples avec enfants est nettement plus faible parmi les occupants du logement social que dans l'ensemble de la population.

Le pourcentage des couples sans enfants varie peu d'une région à l'autre. On notera néanmoins leur faible proportion en Bretagne, dans le Languedoc-Roussillon et dans les DOM.

En région Ile-de-France, la structure des ménages est variable selon les départements : une relative concentration des familles monoparentales dans la couronne Nord et Est,

importance des couples sans enfants dans la Seine-et-Marne. Mis à part le département de Seine-et-Marne, les départements de la première couronne comprennent relativement plus de ménages sans enfants. Enfin, et au contraire de tous les autres départements de la région, Paris regroupe beaucoup de personnes seules.

L'occupation des logements HLM et SEM en zones prioritaires se caractérise par une représentation plus importante des familles – familles monoparentales et couples avec enfants – en ZUS et des personnes seules en ZRR. Ces résultats sont identiques à ceux qui étaient apparus lors des deux enquêtes précédentes.

La répartition des zones de prix fait apparaître, comme en 1997 et en 2000, une surreprésentation des personnes seules en zone 1 bis et des couples avec enfants en zone 1 hors 1 bis.

En termes d'évolution, on observe, entre 1997 et 2003, une augmentation de la part des familles monoparentales et des personnes seules, et une diminution de la part des deux autres catégories. L'augmentation des familles monoparentales n'a pas compensé la diminution de la proportion des couples avec enfants. La diminution des ménages avec enfants, observée entre 1997 et 2000, se prolonge entre 2000 et 2003. La vocation familiale du parc social demeure mais a tendance à s'atténuer au cours du temps.

L'augmentation de la part des personnes seules et des familles monoparentales est une tendance ancienne observée au cours des vingt dernières années. Elle n'est pas spécifique au parc social mais les évolutions sont, là aussi, plus marquées que pour l'ensemble de la population française. En revanche, la diminution de la proportion des couples avec enfants dans le parc HLM et SEM est une tendance récente puisque, d'après les enquêtes nationales logement, cette proportion était restée stable entre 1992 et 1996.

Tableau 15
Composition des ménages par région, département et agglomération
Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales

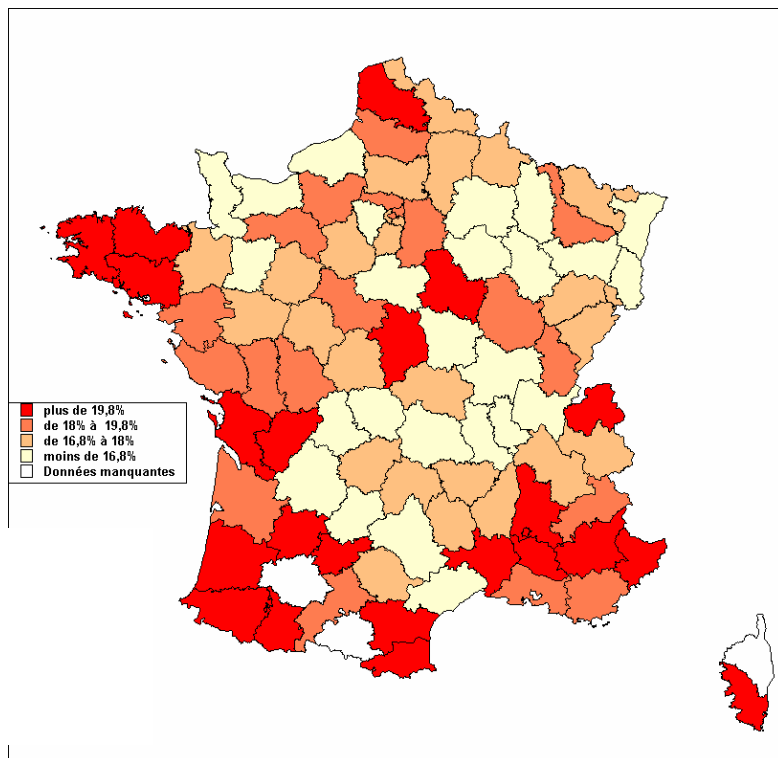
Région Département Agglomérations	Familles monoparentales		Couples sans enfant		Couples avec enfants		Personnes seules		Autres	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Ile de France	18,2	8,8	15,6	21,8	29,8	32,2	31,1	34,6	5,3
<i>Paris</i>	18,3		15,5		29,6		31,5		5,1	
75-Paris	19,3	7,1	13,3	18,5	23,0	17,7	40,9	52,4	3,6	4,3
77-Seine et Marne	18,4	8,6	17,8	24,2	29,7	42,8	28,0	22,9	6,1	1,5
<i>Meaux</i>	18,0		15,1		31,5		31,3		4,1	
78-Yvelines	16,7	8,2	15,3	24,6	34,9	40,5	27,7	25,1	5,4	1,6
91-Essonnes	17,8	8,9	14,6	24,7	33,6	40,4	26,1	24,4	7,9	1,5
92-Hauts de Seine	17,6	8,9	16,9	22,2	26,5	28,5	33,7	38	5,3	2,5
93-Seine Saint Denis	19,1	11,4	16,1	20,3	32,4	35,6	27,7	30,2	4,7	2,5
94-Val de Marne	17,7	10,0	16,4	22,6	28,7	32,8	31,0	32,4	6,2	2,3
95-Val-d'Oise	18,6	9,8	14,8	22,6	35,1	42,3	26,9	23,7	4,6	1,7
Champagne-Ardenne	15,5	7,8	17,5	27,0	27,3	33,9	36,3	29,7	3,4	1,7
08-Ardenne	17,1	8,4	16,2	26,8	29,1	36,0	36,1	27,4	1,6	1,5
<i>Charleville-Mézières</i>	17,3		15,6		27,4		38,2		1,5	
10-Aube	16,3	8,0	16,1	28,0	24,8	32,1	38,9	30,3	4,0	1,6
<i>Troyes</i>	16,2		15,8		21,7		43,5		2,8	
51-Marne	14,7	7,5	19,0	26,0	27,9	34,0	34,7	30,7	3,8	1,9
<i>Châlons-en-Champagne</i>	15,2		16,0		27,7		37,6		3,5	
<i>Reims</i>	13,9		20,6		27,0		34,2		4,2	
52-Haute-Marne	15,2	7,6	15,7	28,5	26,2	33,2	39,3	29,2	3,6	1,5
Picardie	17,5	8,0	15,4	26,8	30,0	38,2	32,6	25,5	4,4	1,6
02-Aisne	17,2	8,0	14,3	27,5	25,1	36,7	38,1	26,3	5,3	1,5
<i>Saint-Quentin</i>	23,0		18,9		35,1		19,6		3,4	
60-Oise	17,2	7,8	16,0	26,2	34,1	41,1	30,3	23,4	2,3	1,5
<i>Beauvais</i>	21,0		13,7		29,9		34,3		1,1	
<i>Compiègne</i>	13,6		12,8		24,2		27,1		22,3	
<i>Creil</i>	16,4		16,9		32,8		30,2		3,8	
80-Somme	18,2	8,3	15,6	27,0	28,9	36,0	30,9	26,6	6,4	2,1
<i>Amiens</i>	17,4		16,2		26,9		31,7		7,8	
Haute-Normandie	16,3	8,0	18,0	26,7	29,2	35,9	33,6	28	2,9	1,4
27-Eure	19,0	7,7	14,9	27,8	29,2	38,3	33,0	24,9	3,8	1,3
<i>Evreux</i>	18,8		13,9		27,1		36,2		4,0	
76-Seine Maritime	15,6	8,1	18,8	26,2	29,3	34,9	33,7	29,3	2,6	1,5
<i>Elbeuf</i>	19,1		15,7		28,0		34,9		2,3	
<i>Rouen</i>	15,4		19,1		25,7		37,9		2,0	
<i>Le Havre</i>	17,2		18,0		29,9		31,2		3,7	
Centre	17,5	6,8	16,8	29,5	27,7	32,6	36,4	29,7	1,7	1,5
18-Cher	19,8	6,9	19,5	30,0	23,4	30,7	35,7	30,8	1,7	1,5
<i>Bourges</i>	19,1		15,7		23,9		39,7		1,5	
28-Eure et Loir	17,6	6,7	15,5	28,6	32,2	37,2	33,7	26,2	1,0	1,3
<i>Chartres</i>	17,6		15,3		31,5		35,2		0,4	
36-Indre	16,8	6,8	15,1	31,6	21,2	28,6	46,0	31,2	0,9	1,7
<i>Châteauroux</i>	-		-		-		-		-	
37-Indre et Loire	17,5	6,7	17,5	28,6	25,0	31,2	38,4	31,8	1,6	1,7
<i>Tours</i>	17,0		17,4		23,9		40,2		1,5	
41-Loir et Cher	18,1	6,3	17,3	31,9	26,1	31,7	37,2	28,8	1,3	1,3
<i>Blois</i>	18,7		17,6		23,3		39,2		1,2	
45-Loiret	16,4	7,0	15,9	28,5	33,4	34,0	31,8	29	2,6	1,5
<i>Montargis</i>	16,9		13,0		25,3		39,5		5,3	
<i>Orléans</i>	17,5		15,3		31,2		32,8		3,2	
Basse Normandie	16,1	7,1	16,3	27,7	28,3	33,9	37,0	29,7	2,4	1,6
14-Calvados	15,8	8,0	16,9	26,0	31,2	34,2	32,8	30	3,3	1,8
<i>Caen</i>	17,7		16,6		28,9		34,0		2,7	
50-Manche	15,4	6,4	17,0	28,9	26,5	34,2	39,9	29,2	1,2	1,4
<i>Cherbourg</i>	16,3		17,2		22,7		41,0		2,8	
61-Orne	18,0	6,5	13,5	29,4	23,2	32,8	43,5	30	1,8	1,3
Bourgogne	16,4	6,9	16,8	29,0	25,4	31,1	38,5	31,2	2,9	1,7
21-Côte-d'Or	18,2	7,1	15,5	26,5	29,8	32,1	35,3	32,2	1,2	2,1
<i>Dijon</i>	18,2		15,8		30,2		34,5		1,3	
58-Nièvre	16,5	7,0	17,5	30,4	21,2	27,5	41,3	33,4	3,5	1,6
<i>Nevers</i>	14,9		18,0		19,7		44,9		2,5	
71-Saône et Loire	13,5	6,6	19,2	30,3	22,1	31,4	41,1	30,3	4,1	1,4
<i>Chalon-sur-Saône</i>	14,7		18,4		24,2		39,4		3,3	
89-Yonne	19,8	7,0	13,4	29,8	27,8	31,9	36,3	29,7	2,8	1,6

Région Département Agglomérations	Familles monoparentales		Couples sans enfant		Couples avec enfants		Personnes seules		Autres	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
Nord-Pas-de-Calais	18,7	9,4	14,3	24,4	27,8	37,8	34,8	26,6	4,4	1,8
59-Nord	17,7	9,5	14,5	23,9	27,5	37,1	35,6	27,6	4,8	1,9
Armentières	16,1		17,7		29,3		36,1		0,8	
Douai	20,2		14,0		26,0		33,2		6,5	
Dunkerque	15,9		17,0		33,2		31,0		3,0	
Lille	17,9		15,2		25,5		37,6		3,9	
Maubeuge	21,0		10,8		31,3		28,5		8,5	
Valenciennes	15,1		12,7		27,9		36,5		7,8	
62-Pas de Calais	20,6	9,2	14,1	25,4	28,3	39,0	33,4	24,8	3,5	1,7
Arras	25,4		10,2		18,7		38,6		7,0	
Béthune	17,7		14,5		26,6		37,5		3,7	
Boulogne-sur-Mer	22,7		15,2		28,7		31,0		2,4	
Calais	20,6		14,4		32,8		31,5		0,8	
Saint-Omer	21,0		13,3		28,9		34,0		2,8	
Lorraine	17,5	8,1	15,8	26,2	27,5	35,7	35,4	28,3	3,7	1,7
54-Meurthe et Moselle	18,8	8,2	14,2	25,2	23,6	32,9	35,7	31,7	7,7	1,9
Nancy	19,3		12,7		22,0		37,1		8,9	
55-Meuse	16,6	7,6	16,6	27,5	25,2	34,9	41,3	28,3	0,3	1,6
57-Moselle	17,9	8,2	17,2	26,3	31,1	38,4	31,7	25,6	2,1	1,6
Forbach	17,3		17,6		29,8		32,5		2,8	
Metz	17,9		17,1		29,7		33,1		2,2	
Thionville	17,7		18,0		28,9		32,7		2,7	
88-Vosges	14,9	8,1	15,4	27,2	28,0	34,3	40,3	28,9	1,3	1,5
Epinal	-		-		-					
Alsace	15,4	7,4	17,4	26,5	31,3	36,6	32,1	27,7	3,8	1,8
67-Bas-Rhin	16,1	7,3	18,3	26,2	31,1	36,3	30,0	28,2	4,5	2
Haguenau	15,5		27,3		31,0		24,3		1,8	
Strasbourg	15,7		18,0		30,4		31,4		4,5	
68-Haut-Rhin	15,0	7,6	17,0	26,9	31,4	37,0	33,2	27	3,5	1,5
Colmar	16,1		14,0		30,3		38,4		1,1	
Mulhouse	14,9		17,3		31,4		31,3		5,1	
Franche-Comté	17,9	7,6	15,3	26,9	29,0	33,7	36,6	30,0	1,2	1,8
25-Doubs	17,7	8,0	15,7	25,6	28,2	33,8	37,3	30,7	1,0	2
Besançon	18,6		15,3		21,1		43,7		1,4	
Montbéliard	16,2		17,2		32,3		33,5		0,9	
39-Jura	18,8	6,9	14,1	28,6	31,0	32,5	35,2	30,5	0,9	1,6
70-Haute-Saône	17,8	7,5	15,1	28,4	26,4	34,9	38,2	27,5	2,5	1,6
90-Belfort	17,5	8,1	15,9	26,0	30,8	33,4	35,0	30,8	0,8	1,7
Belfort	17,2		16,6		29,8		35,6		0,9	
Pays de Loire	17,8	6,3	15,3	28,1	24,8	34,5	39,5	29,5	2,6	1,6
44-Loire Atlantique	19,2	7,1	13,8	25,9	24,0	33,9	39,9	31,3	3,0	1,8
Nantes	18,7		13,6		23,9		40,3		3,5	
Saint-Nazaire	23,2		13,7		24,3		36,8		2,0	
49-Maine et Loire	17,4	6,4	16,4	27,0	28,2	35,4	36,8	29,5	1,2	1,8
Angers	19,5		15,2		26,3		38,0		0,9	
Cholet	-		-		-		57,6		15,2	
53-Mayenne	14,7	4,9	16,5	29,7	25,9	35,2	42,2	29	0,7	1,2
Laval	16,1		15,7		25,4		42,1		0,7	
72-Sarthe	16,9	6,1	16,5	30,3	23,4	33,5	40,3	28,9	3,0	1,2
Le Mans	17,7		16,3		22,5		41,5		2,0	
85-Vendée	19,0	5,6	13,8	31,1	18,2	35,3	43,1	26,7	5,8	1,4
Bretagne	19,5	6,9	12,8	26,5	21,9	32,0	43,3	32,6	2,5	1,9
22-Côte d'Armor	20,8	7,1	10,7	26,5	18,9	32,1	46,2	32,3	3,4	1,6
Saint-Brieuc	-		-		-		24,4		0,0	
29-Finistère	19,9	7,5	11,9	25,3	20,7	31,3	46,0	33,9	1,5	2
Brest	20,6		13,2		21,9		43,5		1,0	
Quimper	17,9		9,2		19,0		50,6		3,3	
35-Ille et Vilaine	17,7	6,3	14,3	25,7	24,4	33,4	40,3	32,3	3,3	2,3
Rennes	17,1		13,4		24,0		38,8		6,7	
Saint-Malo	20,5		14,0		23,7		41,6		0,2	
56-Morbihan	21,8	7,1	12,0	26,8	20,5	32,6	43,8	31,7	1,8	1,8
Lorient	19,8		10,8		18,8		49,1		1,4	
Vannes	22,0		13,7		20,6		38,6		5,1	
Poitou-Charentes	19,5	6,8	14,3	31,2	20,1	30,7	41,5	29,6	4,3	1,8
16-Charente	20,0	7,3	13,1	31,1	19,6	31,2	44,0	28,6	3,3	1,7
Angoulême	19,7		13,3		18,4		45,3		3,3	
17-Charente Maritime	21,8	7,2	11,2	32,3	17,6	29,1	39,6	29,7	6,9	1,7
La Rochelle	19,2		14,3		18,8		38,1		8,6	
79-Deux-Sèvres	18,0	5,8	17,5	32,1	22,0	33,9	38,2	26,7	4,3	1,5
Niort	23,5		17,8		28,2		30,4		0,1	
86-Vienne	18,7	6,5	15,3	29,1	20,7	29,8	43,0	32,6	2,3	2,1
Poitiers	18,2		15,0		19,2		45,4		2,2	
Aquitaine	19,1	8,0	16,0	28,2	23,4	31,0	37,3	30,8	4,1	2,1
24-Dordogne	15,4	7,2	21,0	33,1	15,2	28,8	42,3	29	6,1	1,9
Bergerac	-		-		-					
Périgueux	17,7		15,8		14,3		46,4		5,8	

Région Département Agglomérations	Familles monoparentales		Couples sans enfant		Couples avec enfants		Personnes seules		Autres	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	33-Gironde	18,4	8,3	15,9	26,3	24,8	31,2	36,8	32	4,2
<i>Arcachon</i>	18,8		16,3		24,4		30,0		10,6	
<i>Bordeaux</i>	19,6		15,1		26,3		35,9		3,1	
40-Landes	22,4	7,5	13,7	30,7	27,2	32,6	35,5	27,3	1,2	1,9
47-Lot-et-Garonne	22,5	7,7	11,7	31,0	19,4	29,8	44,0	29,6	2,4	1,9
64-Pyrénées Atlantiques	20,0	8,3	16,8	26,0	23,1	31,7	35,4	31,7	4,7	2,3
<i>Bayonne</i>	20,0		16,7		22,3		35,2		5,8	
<i>Pau</i>	19,8		16,8		23,8		37,5		2,2	
Midi-Pyrénées	19,0	7,6	14,1	27,8	21,5	30,7	39,5	31,1	5,9	2,4
09-Ariège	-	-	-	-	-	-	16,7	31	0,0	2,3
12-Aveyron	14,0	6,0	17,9	30,6	22,4	31,3	39,4	30,3	6,3	1,9
31-Haute-Garonne	19,6	8,0	13,6	24,2	23,0	30,4	38,8	34,7	5,0	2,8
<i>Toulouse</i>	19,4		13,5		22,8		39,2		5,1	
32-Gers	-	7,4	-	31,2	-	30,4	-	28,4	-	2,6
46-Lot	16,6	6,5	9,8	32,0	18,7	28,8	33,4	30,9	21,5	1,8
65-Hautes Pyrénées	22,0	8,4	13,8	28,2	18,2	30,0	41,9	31	4,1	2,4
<i>Tarbes</i>	-		-		-		-		-	
81-Tarn	17,0	7,2	15,7	30,9	19,0	31,9	43,9	28	4,4	2
<i>Albi</i>	17,2		13,1		15,0		48,8		5,9	
<i>Castres</i>	21,6		12,2		18,0		47,4		0,9	
82-Tarn et Garonne	21,8	8,1	14,8	29,8	21,5	33,1	38,7	27	3,2	1,9
<i>Montauban</i>	20,1		14,9		22,7		38,7		3,7	
Limousin	15,9	6,7	17,8	30,1	18,7	27,8	42,3	33,3	5,4	2,0
19-Corrèze	17,4	6,8	15,6	31,2	24,6	28,6	37,0	31,5	5,3	1,9
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	20,7		12,7		25,6		37,5		3,5	
23-Creuse	10,5	7,0	20,8	31,1	13,5	26,3	45,5	33	9,7	2,5
87-Haute Vienne	16,6	6,6	17,7	29,0	18,2	27,9	43,0	34,6	4,5	1,9
<i>Limoges</i>	16,3		17,9		18,6		41,6		5,6	
Rhône-Alpes	16,7	7,8	16,1	25,4	29,3	34,1	34,6	30,8	3,3	1,9
01-Ain	16,7	7,0	15,7	26,8	33,6	37,9	33,3	27,1	0,8	1,3
<i>Bourg-en-Bresse</i>	17,0		14,8		26,7		40,5		1,0	
07-Ardèche	17,3	7,2	15,8	28,6	26,7	33,0	39,3	29,5	0,9	1,7
26-Drôme	19,9	8,0	14,2	27,4	30,5	33,6	34,8	29,3	0,6	1,7
<i>Romans-sur-Isère</i>	23,0		13,3		29,8		33,8		0,0	
<i>Valence</i>	18,5		13,9		29,6		36,7		1,3	
38-Isère	17,0	7,8	17,5	25,4	30,6	36,0	31,9	28,5	3,0	2,2
<i>Grenoble</i>	17,7		15,8		28,9		32,2		5,4	
42-Loire	14,3	7,5	19,2	26,2	24,7	33,3	39,0	31,4	2,8	1,6
<i>Roanne</i>	21,1		16,5		25,2		33,0		4,2	
<i>Saint-Chamond</i>	13,4		19,1		27,0		37,0		3,5	
<i>Saint-Etienne</i>	13,0		19,1		25,0		40,8		2,1	
69-Rhône	15,7	8,2	15,5	23,8	28,3	32,0	35,5	33,8	5,0	2,2
<i>Lyon</i>	15,9		15,4		28,2		35,6		5,0	
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	14,3		15,5		32,7		33,8		3,7	
73-Savoie	17,8	7,7	13,4	25,2	29,6	32,6	35,7	32,4	3,5	2
<i>Chambéry</i>	18,0		13,4		25,1		38,2		5,2	
74-Haute-Savoie	21,0	8,0	14,0	24,8	33,2	35,8	27,8	29,6	4,0	1,8
<i>Anney</i>	22,0		14,4		28,6		30,1		5,0	
<i>Annemasse</i>	21,2		14,6		33,3		27,3		3,6	
<i>Cluses</i>	21,9		11,9		38,2		24,2		3,9	
<i>Thonon-les-Bains</i>	21,1		14,1		29,4		30,4		5,0	
Auvergne	17,1	7,3	15,8	27,6	25,6	30,6	39,3	32,5	2,1	2
03-Allier	17,9	7,2	14,8	29,8	23,6	27,8	41,2	33,5	2,5	1,7
<i>Montluçon</i>	19,6		15,4		16,9		45,8		2,2	
<i>Vichy</i>	20,0		12,6		23,3		41,3		2,8	
15-Cantal	17,7	7,2	17,5	28,4	28,7	31,4	35,5	30,9	0,6	2,1
43-Haute-Loire	17,0	7,0	14,3	27,1	23,7	34,4	42,3	29,7	2,6	1,8
63-Puy-de-Dôme	16,7	7,5	16,4	26,3	26,7	30,9	38,2	33,3	2,0	2,1
<i>Clermont-Ferrand</i>	15,7		17,0		25,5		39,5		2,3	
Languedoc-Roussillon	19,9	9,0	12,3	27,6	28,6	29,3	34,3	31,8	4,9	2,3
11-Aude	23,3	8,5	11,5	30,6	23,0	29,2	36,7	29,7	5,5	2,1
30-Gard	22,7	9,1	16,2	27,4	24,6	31,8	34,3	29,6	2,2	2,1
<i>Alès</i>	22,1		20,5		20,8		35,6		0,9	
<i>Nîmes</i>	22,2		13,8		25,0		36,9		2,1	
34-Hérault	15,4	9,2	9,6	26,1	35,5	28,5	33,0	33,6	6,5	2,6
<i>Béziers</i>	-		-		-		16,7		6,7	
<i>Montpellier</i>	10,3		6,4		37,3		36,9		9,1	
<i>Sète</i>	22,5		20,2		22,7		30,9		3,6	
48-Lozère	17,9	6,4	10,9	27,2	26,1	31,2	39,9	32,7	5,2	2,5
66-Pyrénées orientales	24,3	9,4	12,3	29,1	23,1	27,1	34,2	32,3	6,0	2,1
<i>Perpignan</i>	24,3		12,0		21,8		35,4		6,5	
Provence Alpes Côte d'Azur	20,2	9,4	15,9	26,1	28,4	29,5	32,1	32,5	3,4	2,5
04-Alpes de Haute Provence	21,4	7,7	12,2	29,3	31,1	29,3	32,9	31,6	2,3	2,1
05-Hautes Alpes	19,6	8,0	14,2	27,1	24,1	30,9	36,2	32	5,8	2
06-Alpes Maritimes	22,5	9,0	15,2	25,9	29,9	25,5	29,7	26,8	2,7	2,7
<i>Menton</i>	21,3		17,5		28,0		24,6		8,7	
<i>Nice</i>	22,1		14,7		29,4		29,8		3,9	

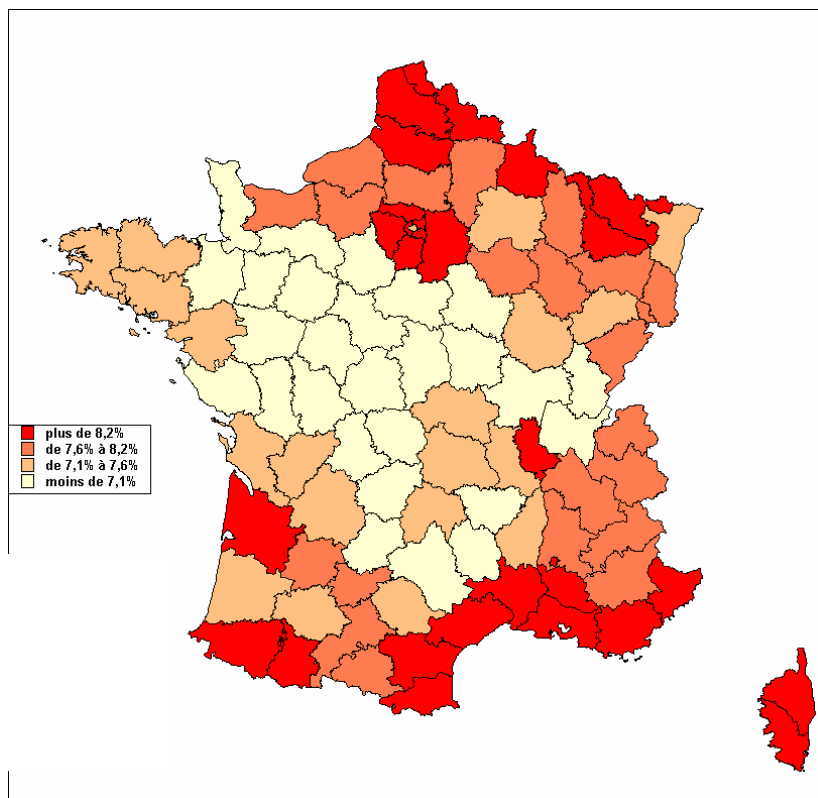
Région Département Agglomérations	Familles monoparentales		Couples sans enfant		Couples avec enfants		Personnes seules		Autres	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	13-Bouches du Rhône	19,6	10,3	16,8	23,9	28,3	31,2	31,8	31,8	3,4
Arles	-		-		-		23,2		0,5	
Marseille/Aix-en-Provence	19,9		18,4		30,8		26,4		4,5	
Salon-de-Provence	16,5		23,5		26,1		33,3		0,6	
83-Var	19,7	8,6	17,1	29,5	28,6	29,2	30,7	30,8	3,9	2
Fréjus	25,4		17,9		29,5		24,4		2,8	
Toulon	18,2		20,9		27,0		29,9		4,1	
84-Vaucluse	20,3	9,2	12,9	27,0	27,4	32,8	36,5	29	2,8	2
Avignon	19,4		13,0		26,5		37,2		3,8	
Corse	20,0	10,6	14,6	23,6	30,5	31,6	31,0	30,3	3,9	3,9
2a-Corse du Sud	20,0	10,4	14,6	23,8	30,5	31,5	31,0	30,6	3,9	3,7
Ajaccio	6,7		31,9		11,1		31,2		19,1	
2b-Haute Corse	-	10,7	-	23,5	-	31,7		30,1		4,1
Bastia	-		-		-					
France métropolitaine	17,9	8,0	15,6	26,1	27,6	32,9	35,0	31,0	3,8	2,0
DOM	34,0	21	9,7	17,9	29,0	36,1	23,4	21,3	3,9	3,4
971-Guadeloupe	33,9	22,9	9,8	18,3	23,3	30,4	27,5	24,3	5,6	4,1
Point-à-Pitre	-		-		-					
972-Martinique	34,6	24,4	9,5	19,7	30,6	27,9	23,1	24,8	2,1	3,2
Fort-de-France	-		-		-					
973-Guyane	50,3	21,2	5,3	14,7	26,4	37,4	22,3	22,3	0,0	4,4
Cayenne	-		-		-					
974-Réunion	29,9	17,8	10,7	17,3	35,6	45	18,8	17	5,0	2,9
Le Port	18,7		16,5		28,4		18,9		17,5	
Saint-Denis	26,3		14,7		29,1		24,7		5,2	
Saint-Paul	28,8		12,8		37,2		14,0		7,2	
Saint-Pierre	24,0		11,2		33,3		26,3		5,2	

Carte 3
Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



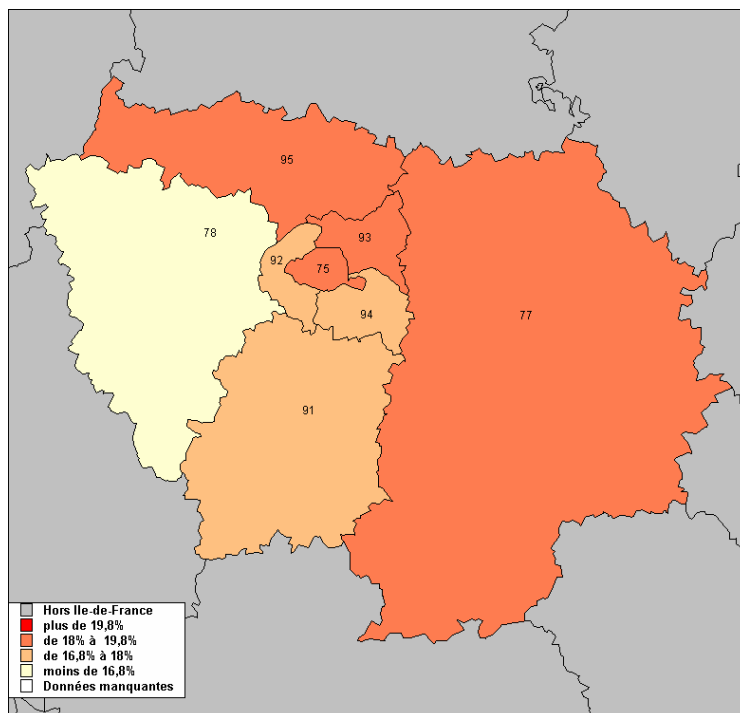
Source : OPS 2003

Carte 4
Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, France métropolitaine.



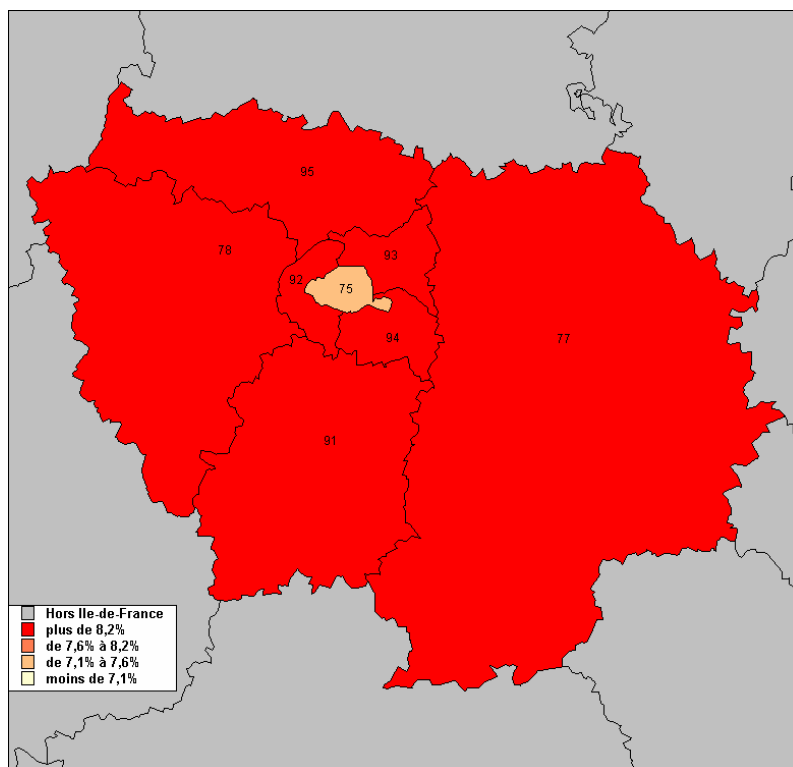
Source : RGP 1999

Carte 5
Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



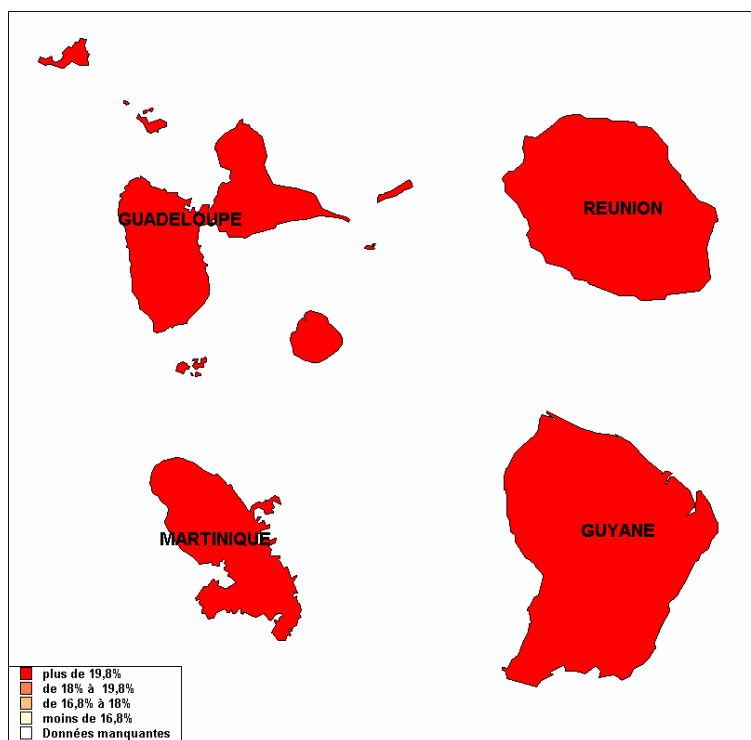
Source : OPS 2003

Carte 6
Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



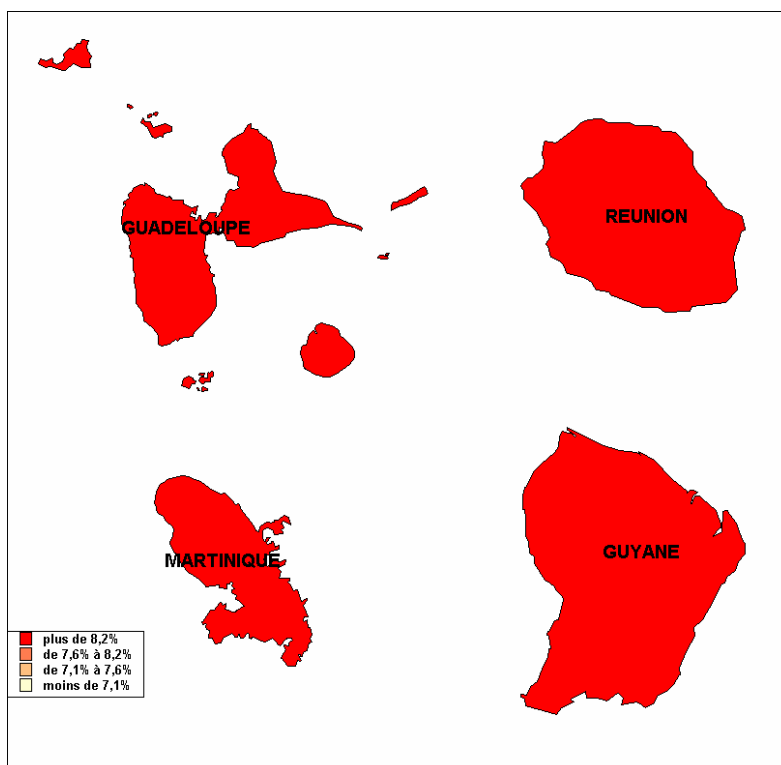
Source : RGP 1999

Carte 7
 Part des familles monoparentales. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, Départements d'outre-mer.



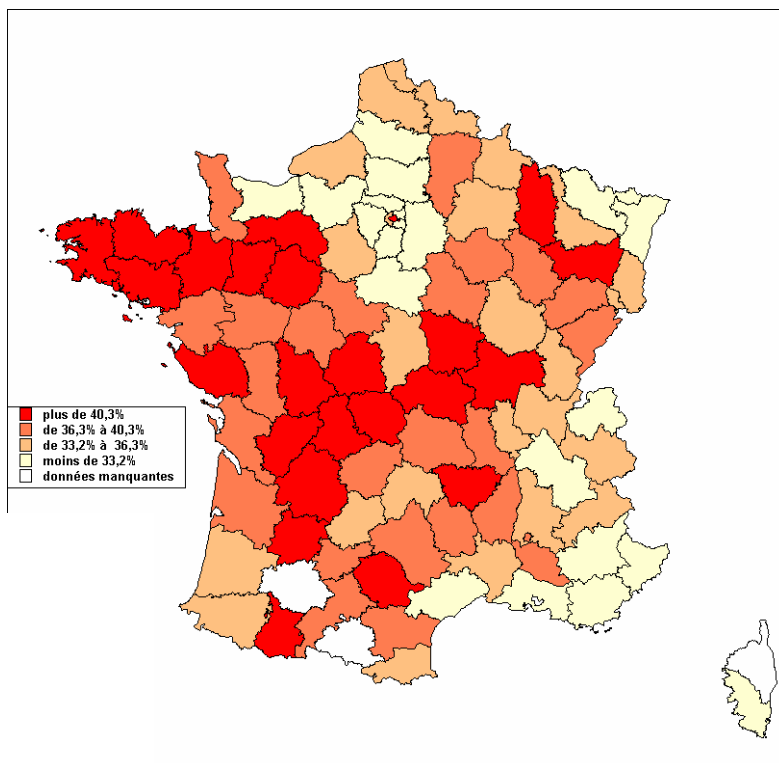
Source : OPS 2003

Carte 8
 Part des familles monoparentales. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, Départements d'outre-mer.



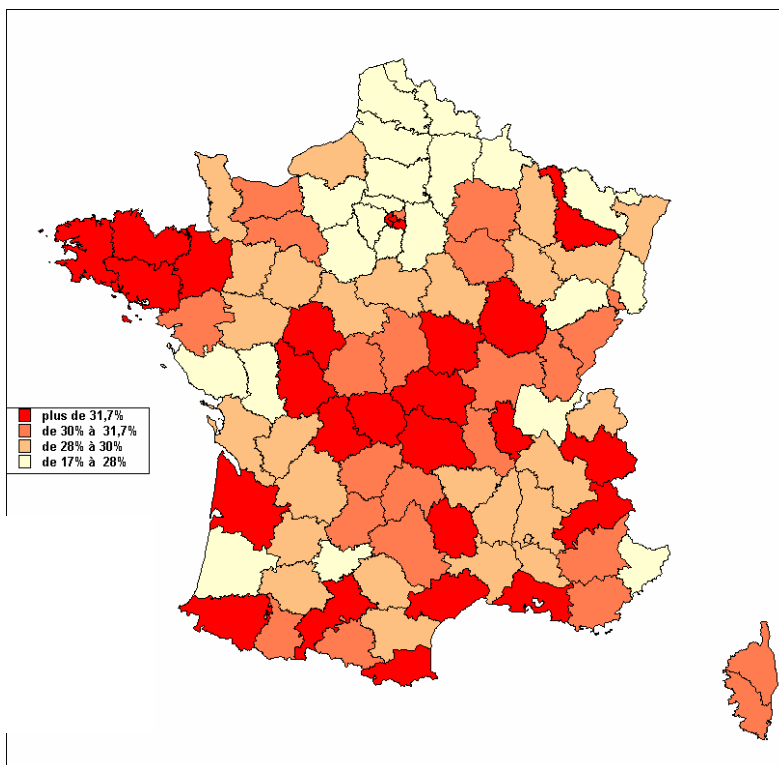
Source : RGP 1999

Carte 9
 Part des personnes seules. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, France métropolitaine.



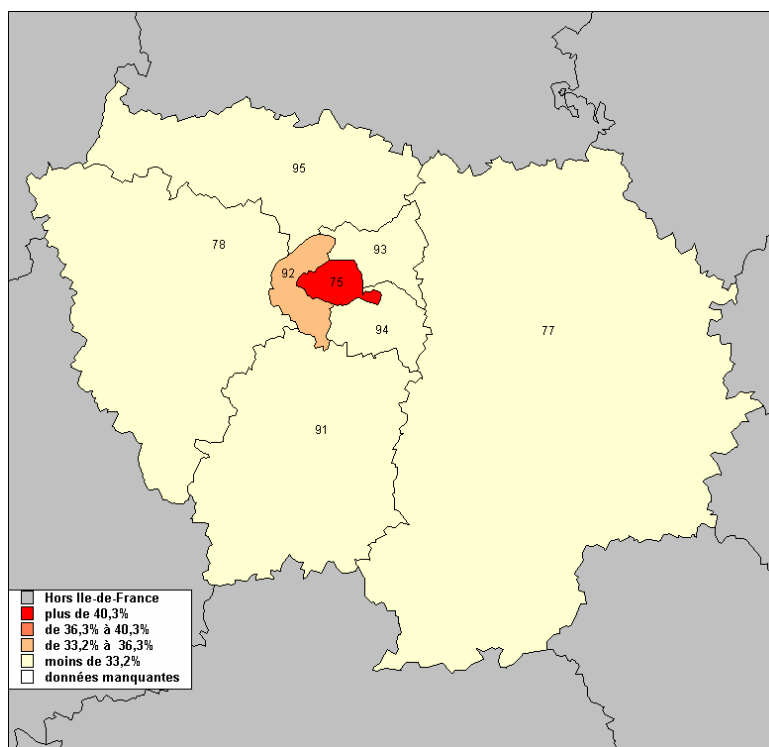
Source : OPS 2003

Carte 10
 Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, France métropolitaine.



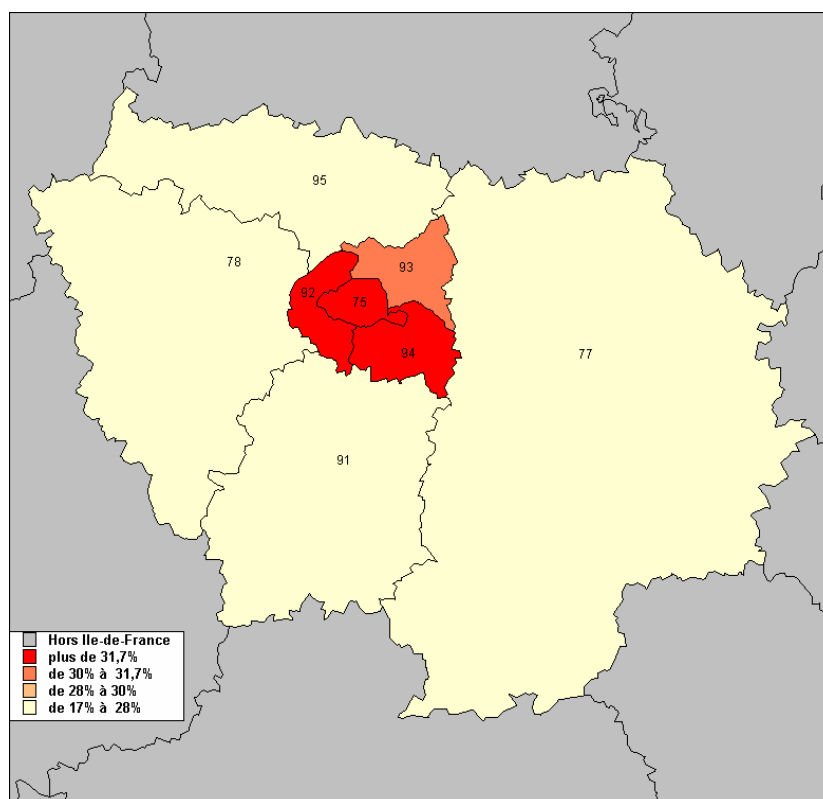
Source : RGP 1999

Carte 11
Part des personnes seules. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France



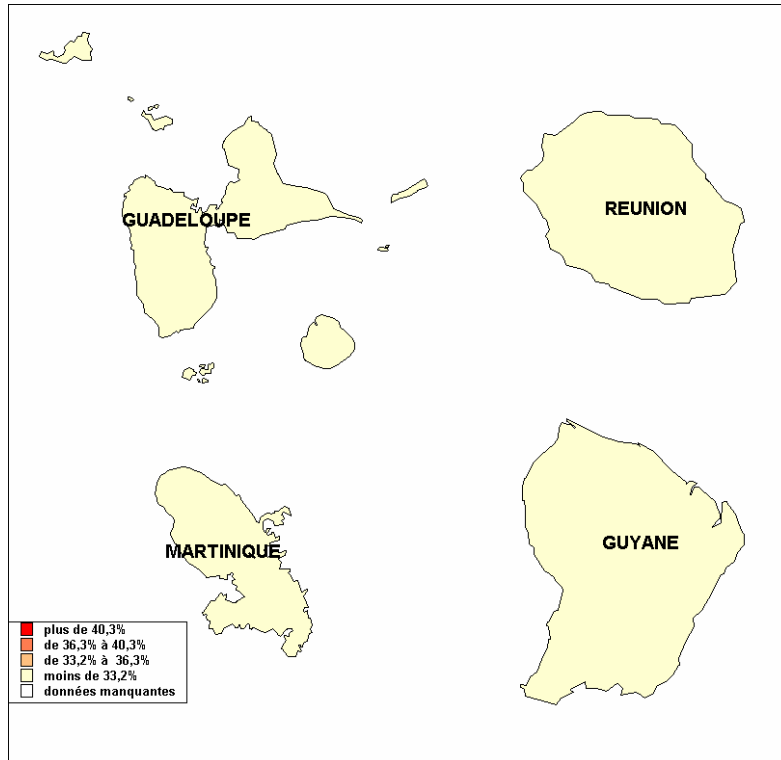
Source : OPS 2003

Carte 12
Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



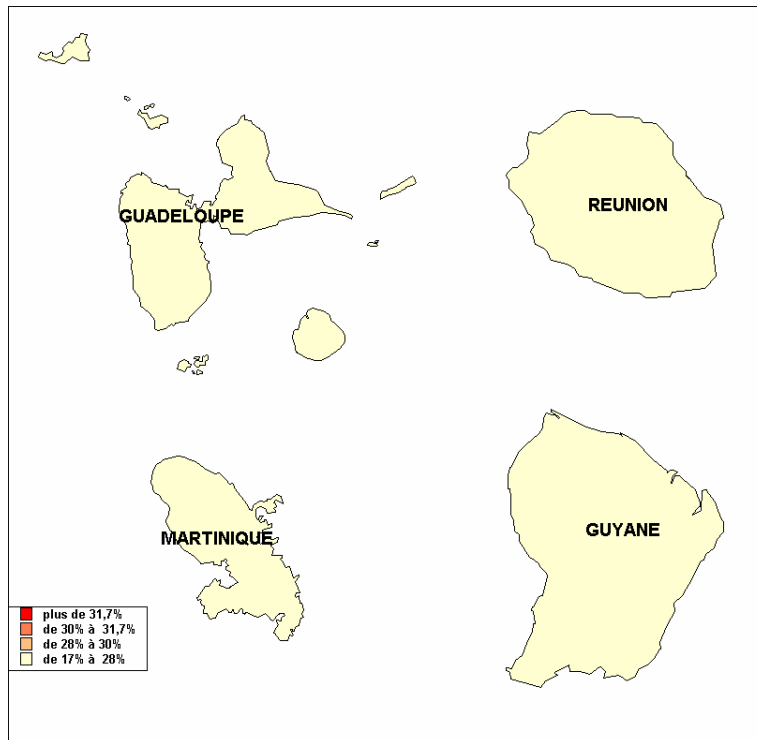
Source : RGP 1999

Carte 13
Part des personnes seules. Logements HLM et SEM.
Données départementales. Départements d'outre-mer.



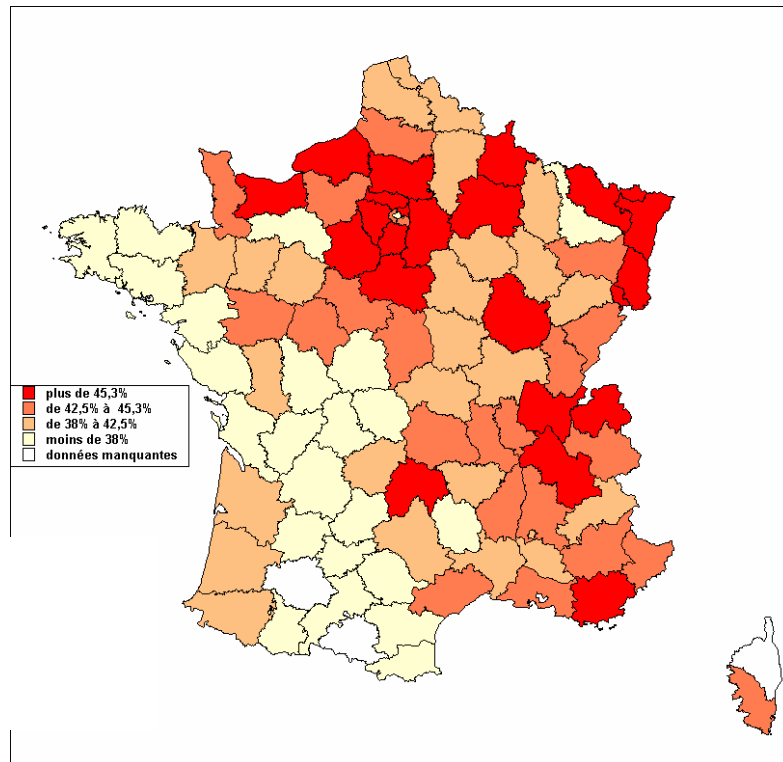
Source : OPS 2003

Carte 14
Part des personnes seules. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Département d'outre-mer.



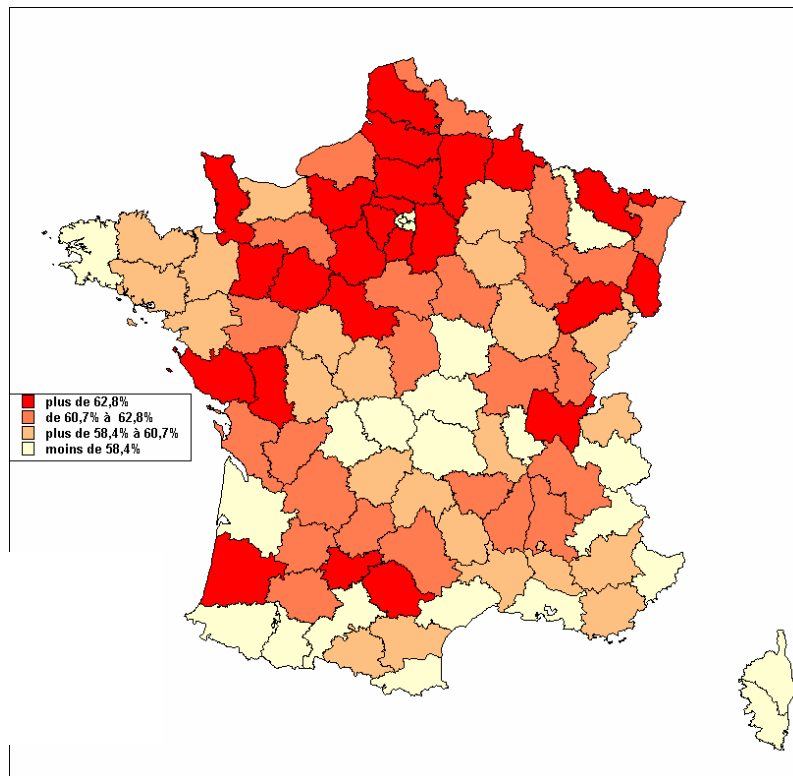
Source : RGP 1999

Carte 15
 Part des couples. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, France métropolitaine.



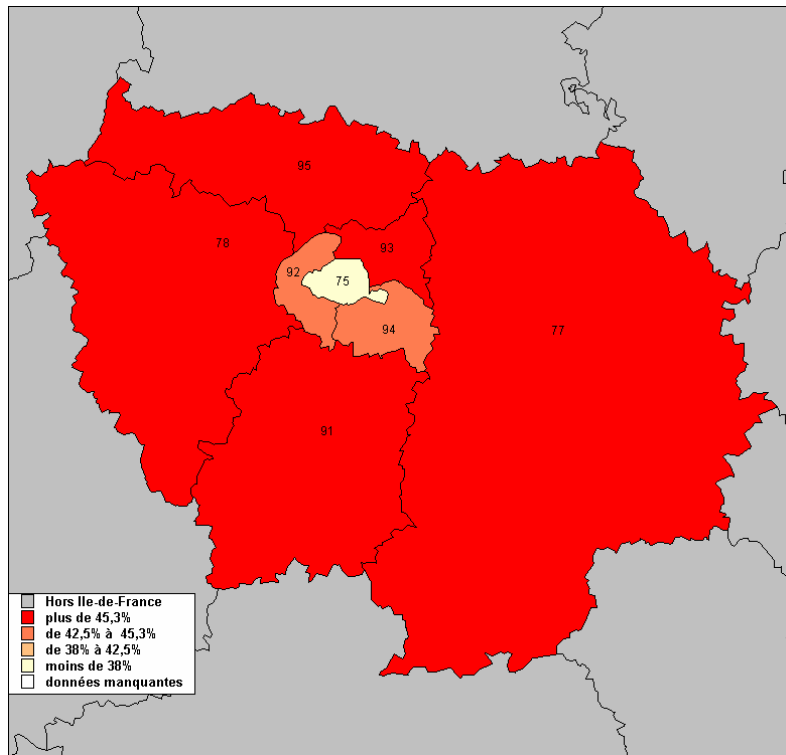
Source : OPS 2003

Carte 16
 Part des couples. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, France métropolitaine.



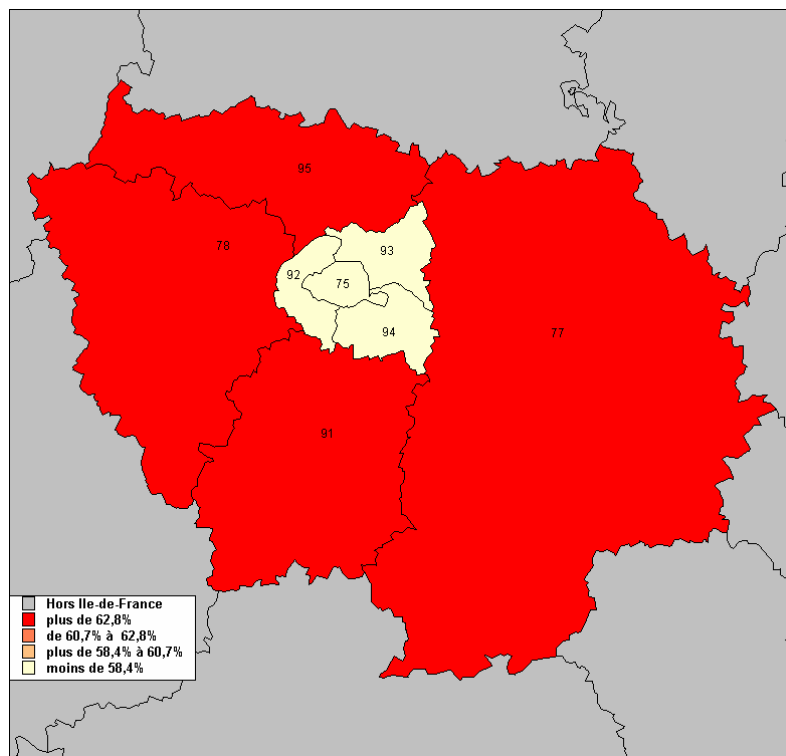
Source : RGP 1999

Carte 17
 Part des couples. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, Ile-de-France.



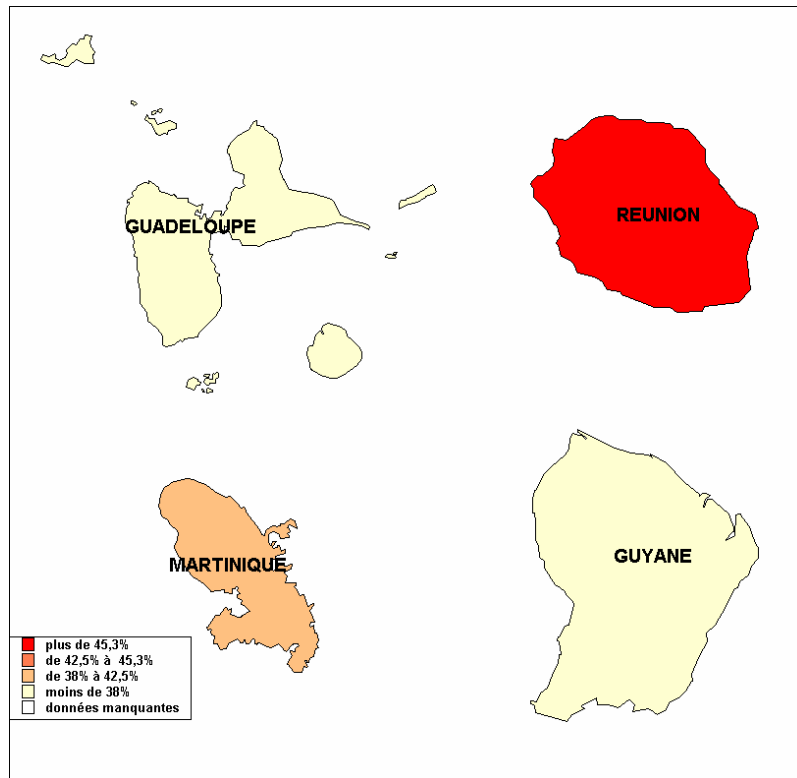
Source : OPS 2003

Carte 18
 Part des couples. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, Ile-de-France.



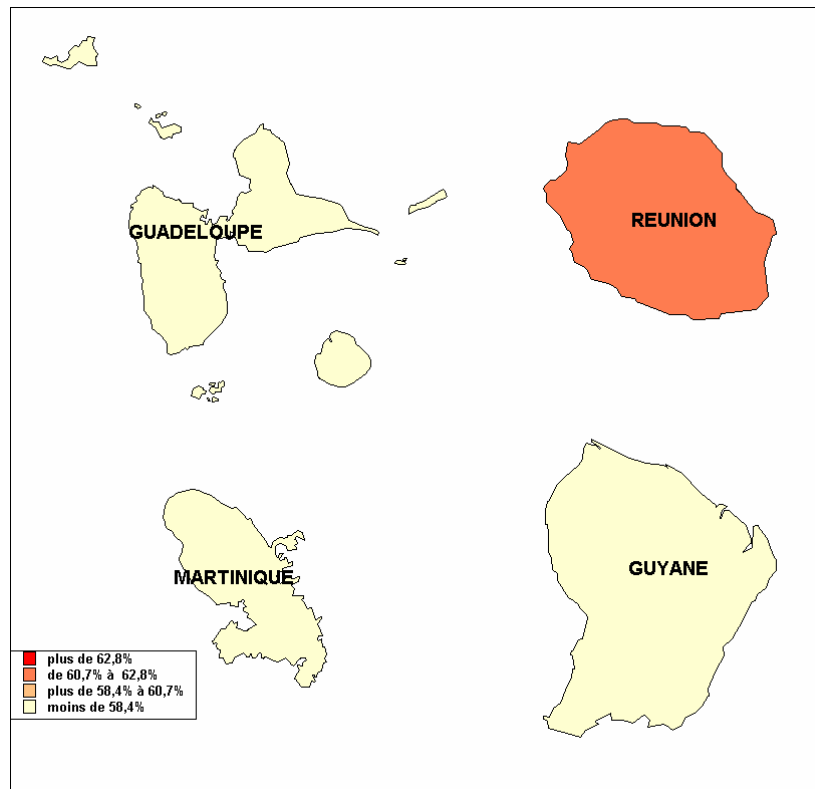
Source : RGP 1999

Carte 19
 Part des couples. Logements HLM et SEM.
 Données départementales. Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Carte 20
 Part des couples. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales. Départements d'outre-mer.



Source : RGP 1999

Tableau 16
Composition des ménages par zones prioritaires - Logements HLM et SEM

Région	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
Ile de France	18,2	15,6	29,8	31,1	5,3
Hors ZUS ZRR	18,0	15,8	28,7	32,4	5,1
ZUS	18,7	15,1	32,8	27,4	5,9
Champagne-Ardenne	15,5	17,5	27,3	36,3	3,4
Hors ZUS ZRR	14,0	18,9	27,7	36,3	3,1
ZUS	17,9	16,0	27,1	35,3	3,8
ZRR	15,3	15,7	25,4	39,9	3,7
Picardie	17,4	15,4	30,2	32,9	4,0
Hors ZUS ZRR	16,7	16,0	30,1	33,3	4,0
ZUS	19,3	14,1	30,4	32,0	4,3
ZRR	14,1	15,7	36,0	34,0	0,2
Haute-Normandie	16,3	18,0	29,2	33,6	2,9
Hors ZUS ZRR	15,5	18,9	29,0	33,9	2,7
ZUS	19,1	15,0	30,0	32,5	3,4
ZRR	18,2	10,4	40,3	28,6	2,6
Centre	17,5	16,8	27,7	36,4	1,7
Hors ZUS ZRR	17,2	16,8	28,0	36,3	1,7
ZUS	19,2	16,4	29,0	33,8	1,6
ZRR	15,9	16,9	23,7	41,7	1,8
Basse Normandie	16,1	16,3	28,3	37,0	2,4
Hors ZUS ZRR	15,3	16,9	29,4	36,1	2,4
ZUS	20,2	13,6	22,9	41,1	2,3
ZRR	16,5	14,7	26,3	40,5	2,0
Bourgogne	16,4	16,8	25,4	38,5	2,9
Hors ZUS ZRR	15,5	17,8	25,3	38,5	2,9
ZUS	18,7	15,0	26,1	36,8	3,5
ZRR	16,4	15,3	24,3	42,3	1,7
Nord-Pas-de-Calais	18,7	14,3	27,8	34,8	4,4
Hors ZUS ZRR	17,5	15,1	28,0	35,0	4,4
ZUS	22,0	12,2	27,1	34,3	4,4
ZRR	26,3	10,5	38,6	22,8	1,8
Lorraine	17,5	15,8	27,5	35,4	3,7
Hors ZUS ZRR	16,6	17,0	26,5	36,2	3,6
ZUS	19,9	12,7	30,1	33,0	4,3
ZRR	16,9	15,7	28,5	37,7	1,2
Alsace	15,4	17,4	31,3	32,1	3,8
Hors ZUS ZRR	15,2	17,9	30,7	33,0	3,2
ZUS	15,9	16,1	32,9	29,5	5,6
ZRR	—	—	—	—	—
Franche-Comté	17,9	15,3	29,0	36,6	1,2
Hors ZUS ZRR	17,9	15,9	28,0	37,0	1,1
ZUS	17,8	14,5	30,2	36,2	1,3
ZRR	18,6	13,9	35,6	30,4	1,4

Région	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
Pays de Loire	17,8	15,3	24,8	39,5	2,6
Hors ZUS ZRR	17,0	15,8	24,9	39,8	2,5
ZUS	20,8	13,3	24,0	39,0	2,9
ZRR	12,2	20,4	30,9	34,9	1,6
Bretagne	19,5	12,8	21,9	43,3	2,5
Hors ZUS ZRR	19,4	12,9	21,8	44,1	1,9
ZUS	20,1	12,3	22,5	40,3	4,8
ZRR	13,1	11,4	16,5	57,4	1,5
Poitou-Charentes	19,6	14,4	20,2	41,5	4,3
Hors ZUS ZRR	19,4	14,5	20,2	41,9	4,0
ZUS	20,9	13,2	19,2	41,6	5,1
ZRR	17,1	18,3	25,5	35,8	3,4
Aquitaine	19,1	16,0	23,4	37,3	4,1
Hors ZUS ZRR	19,5	16,2	22,9	37,2	4,2
ZUS	18,2	15,4	24,8	37,6	3,9
ZRR	19,0	16,0	23,5	38,1	3,4
Midi-Pyrénées	19,0	14,1	21,5	39,5	5,9
Hors ZUS ZRR	19,1	15,0	21,4	40,0	4,6
ZUS	19,6	11,7	22,4	40,5	5,8
ZRR	17,8	13,1	20,8	36,3	12,0
Limousin	15,9	17,8	18,7	42,3	5,4
Hors ZUS ZRR	16,3	17,7	19,3	43,0	3,7
ZUS	19,7	15,7	21,1	36,2	7,4
ZRR	12,5	19,4	15,8	44,7	7,6
Rhône-Alpes	16,7	16,1	29,3	34,6	3,3
Hors ZUS ZRR	16,8	16,4	28,9	34,9	3,0
ZUS	16,4	15,1	30,8	33,2	4,5
ZRR	17,1	15,6	27,4	38,3	1,6
Auvergne	17,1	15,8	25,6	39,3	2,1
Hors ZUS ZRR	18,2	15,1	25,6	39,3	1,8
ZUS	15,5	16,8	23,7	41,1	2,9
ZRR	16,4	16,4	30,1	35,4	1,7
Languedoc-Roussillon	19,8	12,6	28,1	34,7	4,8
Hors ZUS ZRR	19,8	13,1	27,4	35,2	4,4
ZUS	20,0	11,5	29,9	32,9	5,7
ZRR	18,2	13,3	25,1	39,5	4,0
Provence Alpes Côte d'Azur	20,2	15,9	28,4	32,1	3,4
Hors ZUS ZRR	20,3	15,8	28,3	32,5	3,1
ZUS	20,1	16,2	28,7	31,0	3,9
ZRR	20,0	14,5	28,7	33,0	3,9
Corse	20,0	14,6	30,5	31,0	3,9
Hors ZUS ZRR	19,3	15,7	35,3	27,2	2,5
ZUS	22,3	14,9	21,4	37,2	4,3
ZRR	18,1	12,8	35,0	28,9	5,2

Région	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
France métropolitaine	17,9	15,6	27,6	35,0	3,8
Hors ZUS ZRR	17,6	16,0	27,3	35,5	3,6
ZUS	19,1	14,5	28,7	33,3	4,4
ZRR	16,3	15,9	24,7	39,2	3,9
DOM	30,2	11,7	28,5	24,1	5,7
Hors ZUS ZRR	32,6	10,4	29,0	23,4	4,7
ZUS	24,7	14,6	27,3	25,6	7,8
ZRR	33,3	2,3	32,8	21,8	9,8

*Tableau 17
Composition des ménages par zones de prix - Logements HLM et SEM*

Zone de prix	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
Zone 1 bis	18,2	14,7	24,6	38,1	4,5
Hors ZUS	18,2	14,7	24,2	38,5	4,4
ZUS	18,4	14,9	26,7	35,0	5,0
Zone 1	18,3	15,8	32,4	28,0	5,5
Hors ZUS	18,2	16,1	31,5	29,0	5,3
ZUS	18,5	15,2	34,3	25,9	6,1
Zone 2	17,8	15,8	26,7	35,8	4,0
Hors ZUS	17,2	16,4	26,3	36,3	3,8
ZUS	19,0	14,4	27,6	34,6	4,5
Zone 3	17,8	15,6	27,3	36,6	2,7
Hors ZUS ZRR	17,5	15,8	27,7	36,4	2,5
ZUS	19,9	14,1	27,1	36,1	2,8
ZRR	16,3	15,9	24,7	39,2	3,9
France métropolitaine	17,9	15,6	27,6	35,0	3,8
Hors ZUS ZRR	17,6	16,0	27,3	35,5	3,6
ZUS	19,1	14,5	28,7	33,2	4,4
ZRR	16,2	15,9	24,8	39,1	3,9
DOM	30,2	11,7	28,5	24,1	5,7
Hors ZUS ZRR	32,6	10,4	29,0	23,4	4,7
ZUS	24,7	14,6	27,3	25,6	7,8
ZRR	33,3	2,3	32,8	21,8	9,8

Tableau 18
Evolution de la composition des ménages depuis 1997
- Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales

	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
1997					
France métropolitaine	15,3	16,9	31,6	36,2	
ZUS	16,6	14,9	33,2	35,3	
ZRR	14,1	17,9	29,9	38,1	
DOM	30,1	7,2	31,5	31,2	
ZUS	24,9	7,4	29,5	38,2	
ZRR	29,7	37,3	7,6	25,4	
2000					
France métropolitaine	16,6	16,2	29,5	34,0	3,4
ZUS	17,7	14,8	30,4	32,8	3,7
ZRR	15,9	16,3	27,4	37,3	3,0
DOM	34,5	6,5	25,2	21,9	12,0
ZUS	28,4	6,4	22,6	22,5	6,4
ZRR	--	--	--	--	--
2003					
France métropolitaine	17,9	15,6	27,6	35,0	3,8
ZUS	19,1	14,5	28,8	33,3	4,4
ZRR	16,3	15,9	24,7	39,2	3,9
DOM	30,2	11,7	28,5	24,1	5,7
ZUS	24,7	14,6	27,3	25,6	7,8
ZRR	33,3	2,3	32,8	21,8	9,8

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

L'occupation des logements appartenant aux autres bailleurs¹ se distingue de celle du parc HLM par une représentation plus importante des personnes seules et des couples avec enfants dans le patrimoine des autres bailleurs sociaux et des bailleurs privés. Un examen plus fin de la première catégorie fait apparaître un pourcentage élevé des familles monoparentales dans le parc appartenant aux organismes agréés, alors que les personnes seules se retrouvent davantage dans le parc des administrations publiques.

Tableau 19
Composition des ménages par catégories de bailleurs -
Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Familles mono-parentales	Couples sans enfant	Couples avec enfants	Personnes seules	Autres
Administrations publiques	14,1	15,5	27,1	41,5	1,7
SCI filiales de la CDC	17,8	15,2	32,3	30,8	3,9
Organismes agréés	21,7	9,7	28,9	37,0	2,7
Autres personnes morales	11,9	9,8	29,2	18,5	30,6
Total autres bailleurs sociaux	15,0	12,9	29,3	30,3	12,5
Bailleurs privés	16,4	12,3	30,3	38,8	2,2

¹ Le pourcentage élevé de la catégorie « autres ménages » (ménages de plus d'une personne ne comportant pas de famille) dans le parc des autres personnes morales est probablement dû à des erreurs de codification.

TAILLE DES MENAGES AVEC ENFANTS

La présente analyse est centrée sur les ménages avec enfants en distinguant les couples et les familles monoparentales d'une part, le nombre d'enfants d'autre part. La part de chaque catégorie de ménages (Q9 à Q10) est calculée par rapport au total des ménages pour lesquels la variable « composition des ménages » est renseignée.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Au niveau régional, on observe une plus grande représentation des ménages avec enfants en Ile-de-France, en Picardie, dans le Languedoc-Roussillon, en PACA, en Corse et dans les DOM. En Picardie, ceci s'explique en premier lieu par un pourcentage plus élevé des ménages avec enfants dans l'ensemble de la population alors qu'en Languedoc-Roussillon et en PACA, il s'agit d'une plus grande utilisation du parc HLM par les familles. En région Nord - Pas-de-Calais, le pourcentage des ménages avec enfants dans le parc social est proche de la moyenne nationale alors que cette catégorie est nettement plus représentée dans l'ensemble de la population régionale (47,1 % contre 40,9 % pour l'ensemble de la France métropolitaine).

Lorsque l'on considère le nombre d'enfants des ménages, on observe une grande majorité de ménages avec un ou deux enfants : 34,1 % en moyenne pour la France métropolitaine. Notons qu'il s'agit en fait d'un poids voisin de celui observé pour l'ensemble des ménages (33,2 % en 1999). Néanmoins, un examen plus détaillé fait apparaître une représentation plus importante, dans le parc social, des familles monoparentales quel que soit le nombre d'enfants ainsi que des couples avec trois enfants et plus, alors que les couples avec un ou deux enfants sont sous-représentés.

Les familles nombreuses (trois enfants et plus) sont plus représentées dans le parc social que dans l'ensemble des résidences principales. Dans la région Nord - Pas-de-Calais et en Picardie, le poids des familles nombreuses est supérieur à la moyenne nationale aussi bien dans le secteur HLM et SEM que parmi l'ensemble des ménages, alors qu'en Alsace et en Franche-Comté, la surreprésentation des familles nombreuses est propre au logement social. Dans les DOM, le pourcentage des familles nombreuses parmi l'ensemble des ménages est nettement supérieur à la moyenne de la France métropolitaine. Cette surreprésentation se retrouve dans le parc social, mais avec un écart à la moyenne nettement plus faible.

Dans les territoires en ZUS, on observe une part plus importante des familles nombreuses, qu'il s'agisse des familles monoparentales ou des couples. En revanche, la représentation des ménages avec enfants est moins importante dans les ZRR que dans les autres types de territoire se vérifie quelle que soit la taille des ménages.

L'analyse par zone de prix permet de mettre en évidence une représentation plus importante des couples avec enfants – quel que soit le nombre d'enfants – dans la zone 1 hors 1 bis. La situation de cette zone contraste avec celle de la zone 1 bis qui se caractérise par une représentation nettement plus faible des couples avec enfants.

Par rapport à 2000, on observe une légère diminution de la proportion des ménages avec enfants avec des évolutions contrastées à l'intérieur de cette catégorie : augmentation de la part des familles monoparentales (de 13,8 à 15 %) aux dépens de celle des couples avec enfants quel que soit le nombre d'enfants.

Tableau 20
Taille des ménages avec enfants par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales

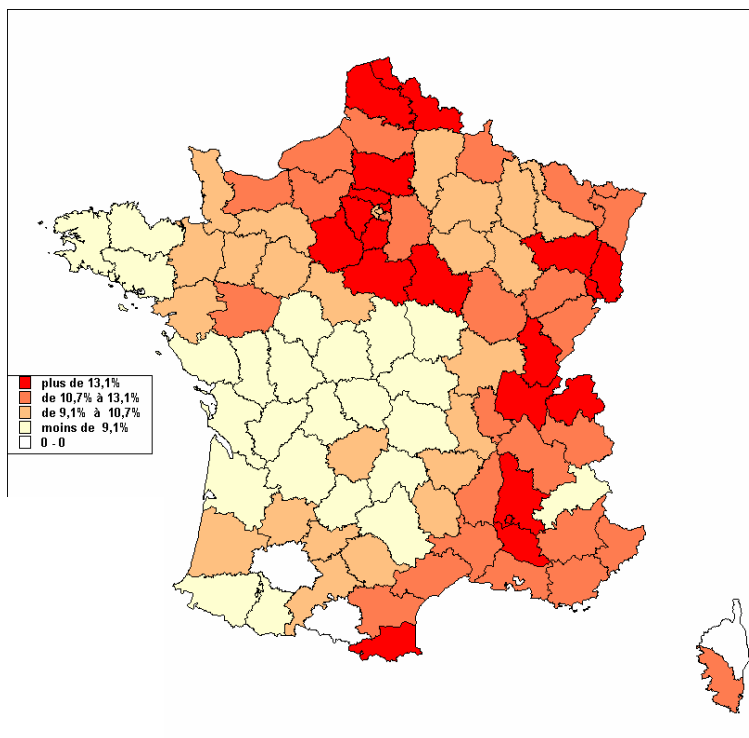
Région Département Agglomérations	Familles monop. avec 3 enf. ou +		Familles monop. avec 1 ou 2 enf.		Couples avec 3 enfants ou plus		Couples avec 1 ou 2 enfants		Ensemble des ménages avec enfants	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
Ile de France	2,9	1,0	15,3	7,8	9,4	6,9	20,3	25,2	48,0	41,0
Paris	2,9		15,4		9,5		20,1		47,9	
75-Paris	2,5	0,6	16,8	6,5	8,0	3,4	15,0	14,3	42,3	24,8
77-Seine et Marne	3,5	1,1	15,0	7,4	9,2	9,6	20,5	33,3	48,2	51,4
Meaux	3,8		14,2		9,9		21,6		49,5	
78-Yvelines	2,5	1,0	14,2	7,2	11,1	9,0	23,9	31,4	51,6	48,6
91-Essonnes	3,1	1,1	14,7	7,8	10,9	8,0	22,7	32,5	51,4	49,4
92-Hauts de Seine	2,4	0,9	15,2	8,0	7,2	5,6	19,2	22,9	44,1	37,4
93-Seine Saint Denis	3,8	1,8	15,3	9,7	11,0	9,1	21,3	26,4	51,4	47,0
94-Val de Marne	2,7	1,1	15,0	8,9	8,5	6,3	20,3	26,5	46,4	42,7
95-Val-d'Oise	3,2	1,4	15,4	8,3	11,7	10,1	23,4	32,2	53,7	52,0
Champagne-Ardenne	2,5	1,0	13,0	6,8	7,8	7,4	19,4	26,5	42,8	41,7
08-Ardenne	3,0	1,2	14,1	7,2	9,7	8,8	19,4	27,2	46,1	44,3
Charleville-Mézières	2,9		14,4		9,1		18,4		44,7	
10-Aube	2,9	1,0	13,3	7,0	7,4	6,5	17,4	25,6	41,0	40,1
Troyes	3,1		13,2		6,8		14,9		37,9	
51-Marne	2,2	0,9	12,5	6,6	7,4	7,0	20,5	26,9	42,6	41,5
Châlons-en-Champ.	2,5		12,7		8,1		19,6		42,9	
Reims	1,8		12,2		6,7		20,4		41,0	
52-Haute-Marne	2,6	0,9	12,6	6,7	7,7	7,4	18,5	25,8	41,4	40,8
Picardie	2,9	1,1	14,5	6,9	9,5	9,0	20,7	29,3	47,6	46,3
02-Aisne	2,7	1,1	14,5	6,9	7,7	9,1	17,4	27,6	42,3	44,8
Saint-Quentin	2,4		15,3		7,1		17,3		42,1	
60-Oise	2,8	1,1	14,4	6,7	10,7	9,6	23,4	31,5	51,3	48,9
Beauvais	3,9		17,1		9,2		20,7		50,9	
Compiègne	1,9		11,8		7,4		16,7		37,8	
Creil	3,1		13,4		11,8		21,0		49,2	
80-Somme	3,5	1,2	14,7	7,1	9,5	8,1	19,4	27,9	47,1	44,3
Amiens	3,1		14,3		8,7		18,2		44,3	
Haute-Normandie	2,6	1,1	13,7	6,9	8,4	7,8	20,9	28,1	45,6	43,9
27-Eure	2,9	1,0	16,1	6,7	8,7	8,3	20,6	30,1	48,2	46,1
Evreux	3,2		15,6		9,2		17,9		45,9	
76-Seine Maritime	2,5	1,1	13,1	7,1	8,3	7,6	20,9	27,3	44,9	43,0
Elbeuf	3,3		15,8		8,0		19,9		47,1	
Rouen	2,0		13,4		6,5		19,1		41,0	
Le Havre	3,7		13,5		9,4		20,5		47,0	
Centre	3,1	0,8	14,4	6,0	8,2	6,3	19,5	26,2	45,2	39,4
18-Cher	2,9	0,7	16,8	6,2	5,1	5,4	18,3	25,3	43,1	37,6
Bourges	2,5		16,6		5,6		18,2		43,0	
28-Eure et Loir	3,1	0,9	14,4	5,8	11,1	8,3	21,1	28,9	49,8	43,9
Chartres	2,8		14,8		9,9		21,6		49,1	
36-Indre	2,2	0,6	14,5	6,2	5,1	4,5	16,1	24,1	38,0	35,4
Châteauroux	-		-		-		-		-	
37-Indre et Loire	2,7	0,7	14,9	6,0	6,3	6,0	18,8	25,2	42,6	37,9
Tours	2,5		14,5		6,1		17,8		40,9	
41-Loir et Cher	2,7	0,6	15,4	5,7	7,9	5,7	18,2	26,0	44,2	38,0
Blois	3,2		15,5		7,8		15,6		42,0	
45-Loiret	4,0	0,9	12,4	6,1	11,3	7,0	22,0	27,0	49,7	41,0
Montargis	2,6		14,3		8,9		16,4		42,2	
Orléans	3,8		13,7		10,4		20,8		48,7	
Basse Normandie	2,7	0,9	13,4	6,2	8,0	7,6	20,2	26,3	44,3	41,0
14-Calvados	2,6	1,0	13,3	7,0	9,0	7,7	22,1	26,5	47,0	42,2
Caen	2,9		14,8		8,4		20,5		46,6	
50-Manche	2,5	0,7	13,0	5,6	7,1	7,6	19,4	26,6	41,9	40,5
Cherbourg	3,0		13,4		6,0		16,6		39,0	
61-Orne	3,3	0,8	14,7	5,7	6,9	7,3	16,3	25,5	41,2	39,3
Bourgogne	3,2	0,7	13,2	6,2	7,6	6,1	17,8	25,1	41,8	38,1
21-Côte-d'Or	2,6	0,7	15,5	6,4	9,2	6,5	20,6	25,6	48,0	39,2
Dijon	2,5		15,7		10,0		20,2		48,4	
58-Nièvre	2,5	0,7	14,1	6,2	5,4	4,8	15,8	22,8	37,8	34,5
Nevers	1,6		13,3		2,3		17,3		34,6	
71-Saône et Loire	3,7	0,7	9,7	5,9	6,0	6,0	16,1	25,4	35,6	38,0
Chalon-sur-Saône	2,7		12,0		7,1		17,1		38,9	
89-Yonne	3,5	0,8	16,3	6,2	9,6	6,6	18,2	25,3	47,5	38,9

Région Département Agglomérations	Familles monop. avec 3 enf. ou +		Familles monop. avec 1 ou 2 enf.		Couples avec 3 enfants ou plus		Couples avec 1 ou 2 enfants		Ensemble des ménages avec enfants	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
Nord-Pas-de-Calais	3,7	1,6	15,0	7,7	10,3	10,7	17,5	27,1	46,5	47,1
59-Nord	3,4	1,7	14,3	7,8	9,9	10,6	17,5	26,5	45,2	46,6
Armentières	3,3		12,8		10,2		19,1		45,4	
Douai	4,7		15,5		10,7		15,4		46,3	
Dunkerque	2,9		13,0		11,3		21,8		49,1	
Lille	3,1		14,7		8,6		16,9		43,4	
Maubeuge	5,0		16,0		15,2		16,1		52,2	
Valenciennes	2,7		12,4		10,6		17,3		43,0	
62-Pas de Calais	4,3	1,5	16,3	7,6	11,0	10,8	17,3	28,2	49,0	48,1
Arras	4,5		21,0		6,8		11,9		44,1	
Béthune	3,4		14,3		10,1		16,5		44,3	
Boulogne-sur-Mer	4,9		17,9		10,9		17,8		51,4	
Calais	4,5		16,1		12,4		20,3		53,4	
Saint-Omer	4,5		16,5		10,8		18,1		49,9	
Lorraine	2,8	1,0	14,7	7,1	8,7	7,5	18,9	28,2	45,1	43,8
54-Meurthe et Moselle	2,9	1,1	15,9	7,2	6,6	7,1	17,0	25,7	42,4	41,1
Nancy	2,9		16,4		6,3		15,7		41,3	
55-Meuse	2,6	1,0	14,0	6,6	6,6	8,0	18,5	26,9	41,8	42,5
57-Moselle	3,0	1,0	14,9	7,2	9,0	7,7	22,1	30,8	49,0	46,6
Forbach	3,2		14,1		8,4		21,4		47,1	
Metz	2,6		15,4		8,7		21,1		47,7	
Thionville	3,0		14,7		8,0		21,0		46,6	
88-Vosges	2,2	1,0	12,7	7,1	12,3	7,5	15,7	26,8	42,9	42,4
Epinal	-		-		-		-		-	
Alsace	2,7	0,8	12,7	6,6	10,4	6,9	20,9	29,7	46,7	44,0
67-Bas-Rhin	2,3	0,8	13,9	6,5	9,7	6,8	21,5	29,5	47,3	43,6
Haguenau	2,9		12,6		10,6		20,4		46,6	
Strasbourg	2,0		13,7		9,8		20,6		46,1	
68-Haut-Rhin	2,9	0,8	12,1	6,7	10,7	7,1	20,6	30,0	46,4	44,6
Colmar	3,8		12,3		10,3		20,0		46,4	
Mulhouse	3,1		11,9		12,0		19,4		46,3	
Franche-Comté	3,0	0,9	14,9	6,7	9,8	7,4	19,2	26,2	46,9	41,3
25-Doubs	2,9	1,0	14,8	7,0	9,4	7,8	18,8	26,0	45,9	41,7
Besançon	2,6		15,9		5,9		15,2		39,7	
Montbéliard	2,7		13,5		11,5		20,8		48,5	
39-Jura	3,6	0,8	15,2	6,1	10,7	6,8	20,3	25,6	49,8	39,4
70-Haute-Saône	2,9	0,9	14,9	6,6	8,5	7,5	18,0	27,4	44,2	42,5
90-Belfort	3,0	1,0	14,5	7,1	10,7	7,2	20,1	26,2	48,3	41,5
Belfort	2,9		14,3		10,2		19,5		47,0	
Pays de Loire	3,0	0,8	14,8	5,5	7,2	8,0	17,5	26,4	42,6	40,8
44-Loire Atlantique	3,1	0,9	16,1	6,2	6,9	7,8	17,1	26,0	43,2	40,9
Nantes	2,9		15,9		7,0		16,9		42,7	
Saint-Nazaire	4,1		19,1		7,2		17,2		47,5	
49-Maine et Loire	3,3	0,9	14,1	5,5	8,8	9,1	19,5	26,2	45,6	41,7
Angers	3,9		15,7		8,1		18,2		45,9	
Cholet	-		-		-		-		-	
53-Mayenne	2,6	0,6	12,1	4,2	7,6	8,7	18,3	26,5	40,7	40,1
Laval	2,7		13,5		7,5		17,9		41,5	
72-Sarthe	2,8	0,8	14,1	5,3	6,7	7,0	16,7	26,4	40,3	39,5
Le Mans	2,9		14,8		6,7		15,8		40,2	
85-Vendée	2,7	0,6	16,2	5,0	4,4	7,6	13,9	27,6	37,2	40,9
Bretagne	2,8	0,8	16,7	6,1	5,9	6,9	16,0	25,1	41,4	38,9
22-Côte d'Armor	2,9	0,7	17,8	6,4	5,2	6,5	13,7	25,6	39,7	39,2
Saint-Brieuc	-		-		-		-		-	
29-Finistère	2,7	0,8	17,2	6,7	5,2	6,6	15,5	24,7	40,6	38,8
Brest	3,1		17,5		6,7		15,2		42,4	
Quimper	1,8		16,1		4,0		14,9		36,9	
35-Ille et Vilaine	2,7	0,8	15,0	5,6	6,6	7,5	17,7	25,9	42,1	39,8
Rennes	2,4		14,7		6,8		17,2		41,1	
Saint-Malo	3,1		17,4		6,1		17,6		44,2	
56-Morbihan	3,0	0,8	18,8	6,3	5,6	7,1	14,9	25,6	42,4	39,7
Lorient	2,7		17,1		5,2		13,6		38,6	
Vannes	3,2		18,8		5,9		14,7		42,6	
Poitou-Charentes	2,9	0,7	16,8	6,1	5,0	5,3	15,2	25,4	39,8	37,5
16-Charente	2,8	0,7	17,2	6,7	5,2	5,0	14,3	26,3	39,6	38,6
Angoulême	2,8		16,8		5,3		13,2		38,1	
17-Charente Maritime	3,2	0,8	17,7	6,4	5,2	4,9	14,1	24,2	40,4	36,3
La Rochelle	2,8		14,8		5,6		14,1		37,4	
79-Deux-Sèvres	2,8	0,6	15,2	5,2	4,3	6,4	17,7	27,6	40,0	39,8
Niort	2,7		20,7		4,6		23,6		51,6	
86-Vienne	2,6	0,7	16,0	5,8	5,0	5,3	15,8	24,5	39,4	36,2
Poitiers	2,2		15,9		4,3		15,0		37,4	
Aquitaine	2,4	0,7	16,8	7,2	5,6	5,0	17,8	26,0	42,5	39,0
24-Dordogne	2,1	0,6	13,3	6,5	3,4	4,1	11,8	24,7	30,6	36,0
Bergerac	-		-		-		-		-	
Périgueux	2,3		15,4		2,8		11,5		31,9	

Région Département <i>Agglomérations</i>	Familles monop. avec 3 enf. ou +		Familles monop. avec 1 ou 2 enf.		Couples avec 3 enfants ou plus		Couples avec 1 ou 2 enfants		Ensemble des ménages avec enfants	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
33-Gironde	2,1	0,8	16,3	7,5	5,8	5,2	18,9	26,0	43,1	39,5
<i>Arcachon</i>	2,1		16,7		4,1		20,3		43,2	
<i>Bordeaux</i>	2,3		17,2		6,5		19,8		45,9	
40-Landes	3,2	0,7	19,2	6,8	7,1	4,8	20,1	27,8	49,6	40,1
47-Lot-et-Garonne	3,4	0,8	19,2	6,9	6,2	5,1	13,1	24,7	41,9	37,5
64-Pyrénées Atlantiques	2,6	0,7	17,4	7,6	5,1	5,0	18,0	26,7	43,0	40,0
<i>Bayonne</i>	2,4		17,5		4,6		17,7		42,3	
<i>Pau</i>	2,7		17,1		5,5		18,3		43,6	
Midi-Pyrénées	2,6	0,7	16,3	6,9	6,0	4,6	15,5	26,0	40,5	38,3
09-Ariège	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
12-Aveyron	1,6	0,5	12,3	5,5	4,4	4,7	18,1	26,6	36,4	37,2
31-Haute-Garonne	2,7	0,7	16,8	7,3	6,4	4,7	16,6	25,7	42,6	38,3
<i>Toulouse</i>	2,7		16,7		6,4		16,4		42,2	
32-Gers	–	0,6	–	6,9	–	3,5	–	26,9	–	37,9
46-Lot	2,6	0,4	14,0	6,1	4,6	4,2	14,1	24,6	35,3	35,3
65-Hautes Pyrénées	2,9	0,7	19,1	7,7	4,1	3,9	14,1	26,1	40,2	38,4
<i>Tarbes</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
81-Tarn	2,6	0,7	14,4	6,5	7,1	5,1	12,0	26,8	36,0	39,1
<i>Albi</i>	2,5		14,6		4,3		10,7		32,2	
<i>Castres</i>	3,4		18,2		6,5		11,4		39,5	
82-Tarn et Garonne	3,1	0,8	18,7	7,3	6,9	5,5	14,5	27,6	43,3	41,3
<i>Montauban</i>	2,4		17,7		6,4		16,2		42,7	
Limousin	2,3	0,6	13,6	6,2	4,5	3,9	14,1	24,0	34,5	34,6
19-Corrèze	2,6	0,5	14,8	6,3	7,0	3,7	17,6	24,9	42,0	35,4
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	3,5		17,2		8,4		17,3		46,4	
23-Creuse	1,1	0,6	9,4	6,5	3,1	4,0	10,4	22,3	24,0	33,3
87-Haute Vienne	2,5	0,6	14,2	6,0	4,2	3,9	14,0	24,0	34,8	34,5
<i>Limoges</i>	2,5		13,7		4,3		14,3		34,9	
Rhône-Alpes	2,7	0,9	14,0	6,9	9,5	7,3	19,8	26,8	46,0	41,9
01-Ain	3,0	0,8	13,8	6,1	10,5	8,1	23,0	29,8	50,3	44,8
<i>Bourg-en-Bresse</i>	2,8		14,2		8,9		17,8		43,7	
07-Ardèche	3,0	0,8	14,3	6,3	7,7	6,1	19,0	26,9	44,0	40,2
26-Drôme	3,4	1,0	16,5	7,0	10,3	7,0	20,1	26,6	50,4	41,6
<i>Romans-sur-Isère</i>	4,4		18,6		12,7		17,1		52,9	
<i>Valence</i>	3,6		14,9		10,8		18,8		48,1	
38-Isère	2,7	1,0	14,3	6,9	9,8	7,7	20,8	28,3	47,6	43,8
<i>Grenoble</i>	2,9		14,9		10,2		18,7		46,7	
42-Loire	2,1	0,9	12,2	6,6	7,3	7,4	17,4	25,9	39,0	40,8
<i>Roanne</i>	3,2		17,9		5,0		20,2		46,4	
<i>Saint-Chamond</i>	2,5		10,9		8,8		18,1		40,3	
<i>Saint-Etienne</i>	1,9		11,1		7,8		17,2		38,0	
69-Rhône	2,8	1,0	12,9	7,2	9,9	7,6	18,4	24,4	44,0	40,2
<i>Lyon</i>	2,9		13,0		10,0		18,2		44,1	
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	2,5		11,8		11,3		21,4		47,0	
73-Savoie	2,6	0,8	15,2	7,0	8,5	5,9	21,2	26,7	47,4	40,4
<i>Chambéry</i>	2,7		15,3		8,1		17,1		43,2	
74-Haute-Savoie	3,1	0,8	17,9	7,3	11,3	6,6	21,9	29,2	54,2	43,8
<i>Annecy</i>	3,0		18,9		9,2		19,3		50,5	
<i>Annemasse</i>	3,6		17,7		11,9		21,4		54,5	
<i>Cluses</i>	4,1		17,8		16,5		21,7		60,1	
<i>Thonon-les-Bains</i>	3,0		18,1		7,8		21,7		50,5	
Auvergne	2,2	0,7	15,0	6,6	6,5	4,9	19,1	25,8	42,8	37,9
03-Allier	2,5	0,7	15,3	6,5	5,8	4,3	17,8	23,5	41,5	35,1
<i>Montluçon</i>	2,5		17,2		3,9		13,0		36,6	
<i>Vichy</i>	2,8		17,2		5,9		17,4		43,3	
15-Cantal	1,7	0,6	16,0	6,6	5,9	4,5	22,8	26,9	46,4	38,6
43-Haute-Loire	2,2	0,7	14,7	6,3	7,0	6,4	16,7	28,0	40,7	41,3
63-Puy-de-Dôme	2,0	0,7	14,7	6,8	6,9	4,8	19,8	26,1	43,4	38,3
<i>Clermont-Ferrand</i>	1,7		14,0		6,5		19,0		41,2	
Languedoc-Roussillon	3,5	1,0	16,3	8,0	8,2	5,1	19,8	24,2	47,9	38,3
11-Aude	4,0	0,9	19,2	7,5	6,9	4,7	16,1	24,4	46,3	37,6
30-Gard	4,2	1,0	18,5	8,1	7,5	5,7	17,1	26,1	47,3	40,9
<i>Alès</i>	2,5		19,6		2,5		18,3		42,9	
<i>Nîmes</i>	3,1		19,1		8,2		16,8		47,2	
34-Hérault	2,5	1,0	13,4	8,2	9,3	5,0	24,0	23,5	49,2	37,7
<i>Béziers</i>	–		–		–		–		–	
<i>Montpellier</i>	1,6		8,7		9,5		27,9		47,6	
<i>Sète</i>	2,9		19,6		2,9		19,8		45,3	
48-Lozère	3,4	0,4	14,5	6,0	6,8	5,1	19,3	26,1	43,9	37,5
66-Pyrénées orientales	5,5	1,2	18,9	8,3	8,3	4,6	14,7	22,4	47,4	36,5
<i>Perpignan</i>	5,6		18,7		8,2		13,6		46,1	
Provence Alpes Côte d'Azur	3,2	1,0	17,0	8,4	9,1	5,4	19,4	24,2	48,7	38,9
04-Alpes de Haute Provence	2,7	0,7	18,7	7,0	8,9	5,2	22,2	24,1	52,6	37,0
05-Hautes Alpes	2,6	0,7	17,1	7,3	6,0	5,2	18,1	25,7	43,7	38,9
06-Alpes Maritimes	3,5	0,8	19,0	8,3	9,1	4,0	20,8	21,5	52,4	34,5
<i>Menton</i>	2,3		18,9		6,4		21,6		49,2	
<i>Nice</i>	3,6		18,5		9,6		19,9		51,6	

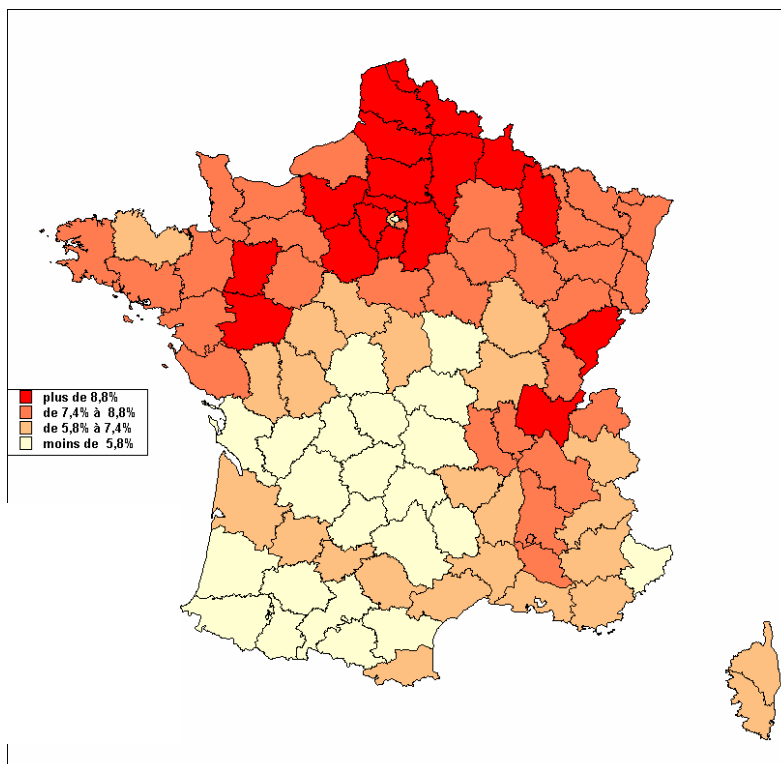
Région Département Agglomérations	Familles monop. avec 3 enf. ou +		Familles monop. avec 1 ou 2 enf.		Couples avec 3 enfants ou plus		Couples avec 1 ou 2 enfants		Ensemble des ménages avec enfants	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
13-Bouches du Rhône	3,3	1,3	16,3	9,1	8,7	5,9	19,6	25,3	47,9	41,5
<i>Arles</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Marseille/Aix-en-Prov.</i>	3,9	–	16,0	–	10,0	–	20,8	–	50,7	–
<i>Salon-de-Provence</i>	3,2	–	13,3	–	9,0	–	17,1	–	42,6	–
83-Var	3,2	0,8	16,5	7,8	9,5	5,3	19,1	23,9	48,2	37,8
<i>Fréjus</i>	4,8	–	20,6	–	9,2	–	20,3	–	54,9	–
<i>Toulon</i>	2,7	–	15,5	–	7,9	–	19,1	–	45,1	–
84-Vaucluse	3,1	1,0	17,2	8,1	10,4	6,8	17,0	26,1	47,7	42,0
<i>Avignon</i>	3,1	–	16,4	–	10,3	–	16,2	–	45,9	–
Corse	3,0	0,9	16,9	9,6	9,9	5,2	20,7	26,4	50,5	42,2
2a-Corse du Sud	3,0	0,9	16,9	9,5	9,9	5,5	20,7	26,0	50,5	41,9
<i>Ajaccio</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
2b-Haute Corse	–	0,9	–	9,8	–	5,1	–	26,6	–	42,4
<i>Bastia</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
France métropolitaine	2,9	0,9	15,0	7,1	8,5	6,8	19,1	26,1	45,5	40,9
DOM	6,9	4,7	23,3	10,5	7,3	16,2	21,1	25,6	58,6	57,1
971-Guadeloupe	7,4	4,9	26,5	18	5,7	5,4	17,6	15	57,2	53,3
<i>Point-à-Pitre</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
972-Martinique	7,2	4,7	27,4	19,7	6,7	6,7	24,0	21,2	65,3	52,3
<i>Fort-de-France</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
973-Guyane	16,6	6,6	33,8	14,6	12,4	14,7	14,1	22,7	76,8	58,6
<i>Cayenne</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
974-Réunion	5,6	4,3	18,2	13,5	8,3	13,6	21,9	21,7	54,0	62,8
<i>Le Port</i>	5,1	–	13,6	–	7,6	–	20,8	–	47,1	–
<i>Saint-Denis</i>	6,1	–	20,2	–	8,4	–	20,6	–	55,4	–
<i>Saint-Paul</i>	8,1	–	20,7	–	8,7	–	28,5	–	66,0	–
<i>Saint-Pierre</i>	5,7	–	18,3	–	8,8	–	24,5	–	57,3	–

Carte 21
 Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, France métropolitaine,



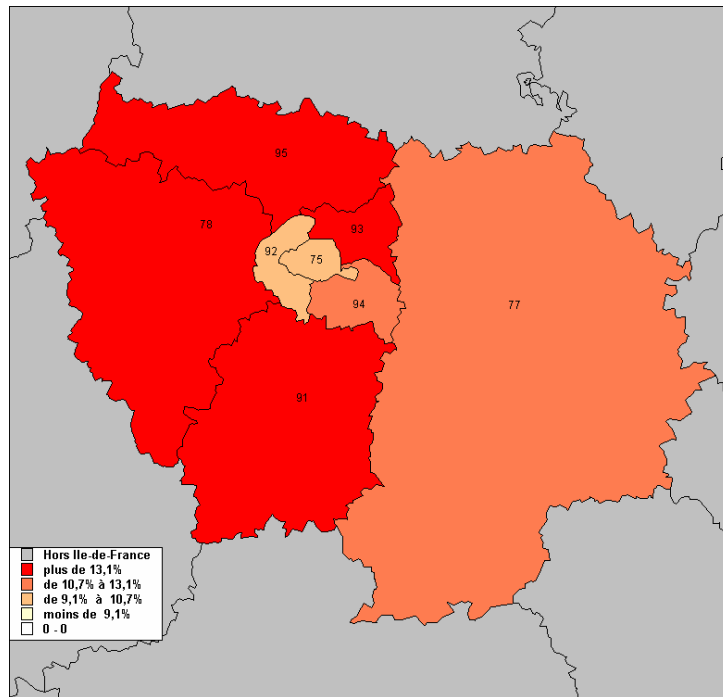
Source : OPS 2003

Carte 22
 Part des familles de 3 enfants et plus. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, France métropolitaine.



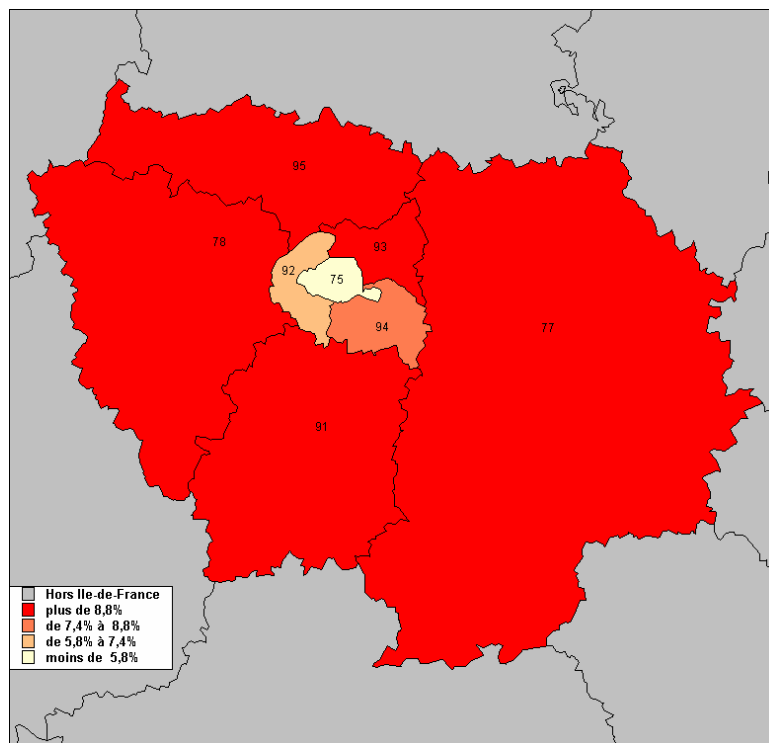
Source : RGP 1999

Carte 23
Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



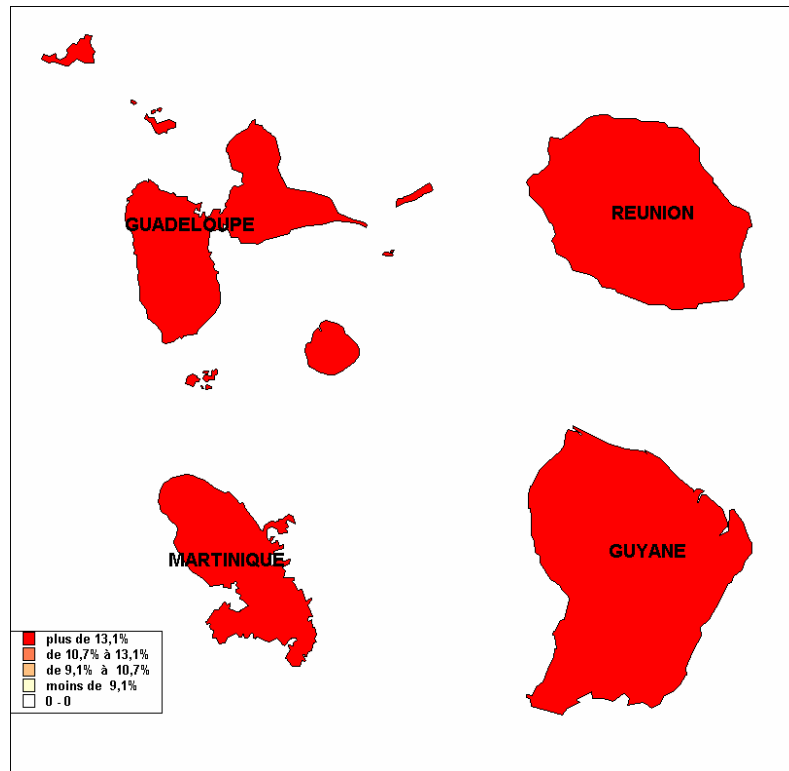
Source : OPS 2003

Carte 24
Part des familles de trois enfants et plus. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



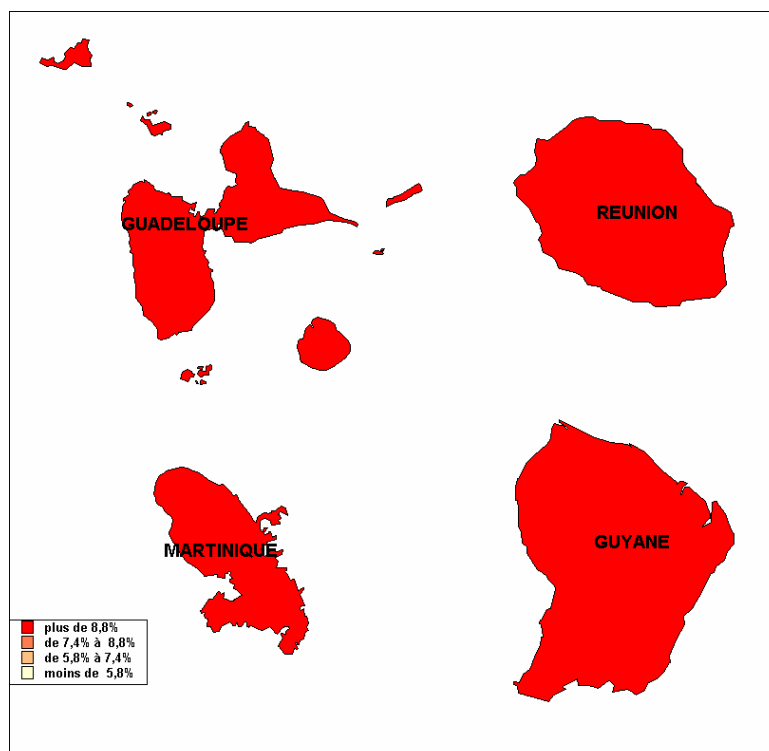
Source : RGP 1999

Carte 25
 Part des familles de 3 enfants et plus. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, DOM.



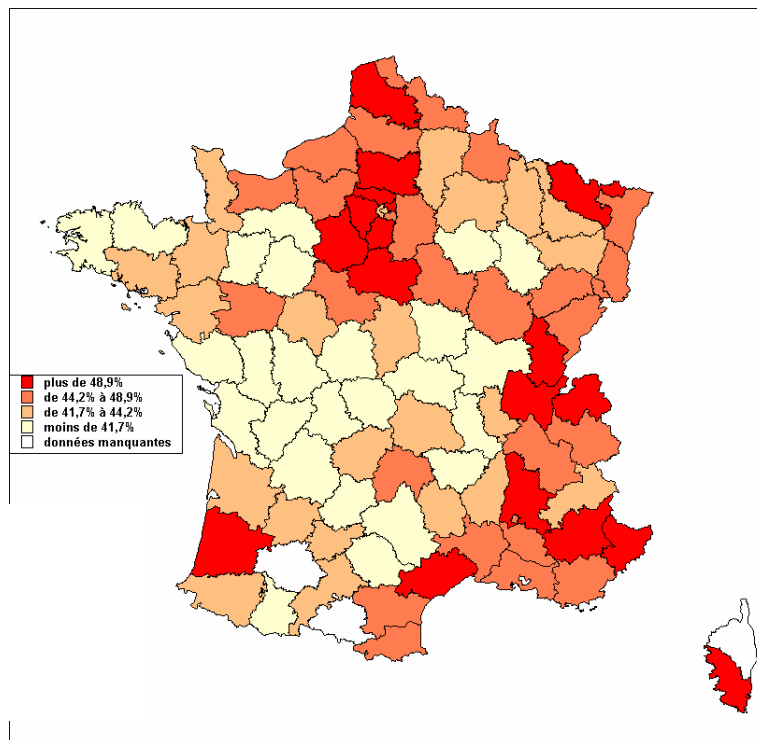
Source : OPS 2003

Carte 26
 Part des familles de 3 enfants et plus. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, DOM.



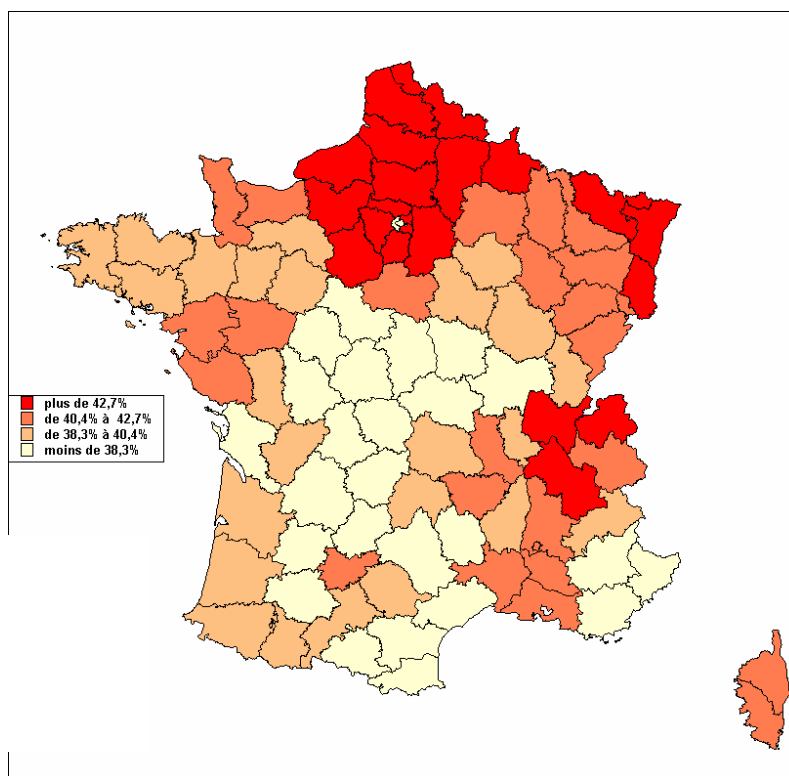
Source : RGP 1999

Carte 27
*Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
 Logements HLM et SEM. France métropolitaine.*



Source : OPS 2003

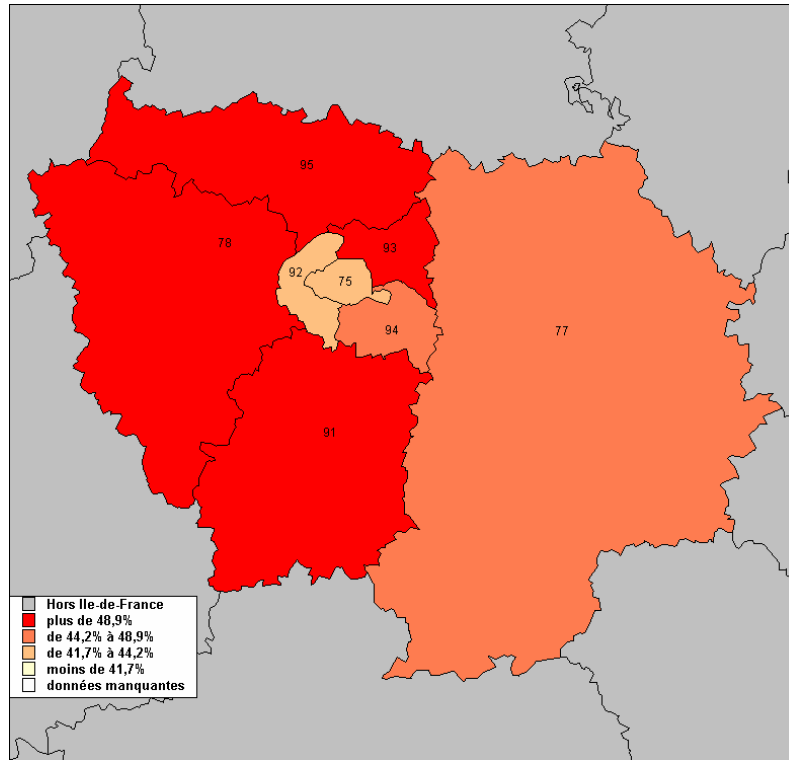
Carte 28
*Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
 Ensemble des résidences principales. France métropolitaine.*



Source : RGP 1999

Carte 29

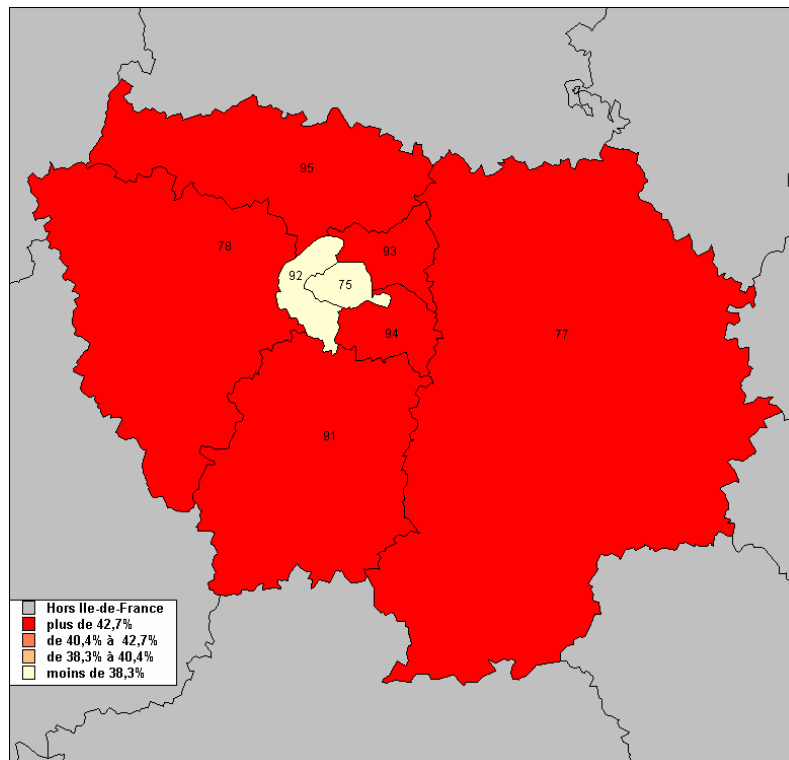
Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
Logements HLM et SEM. Données départementales, Ile-de-France.



Source : OPS 2003

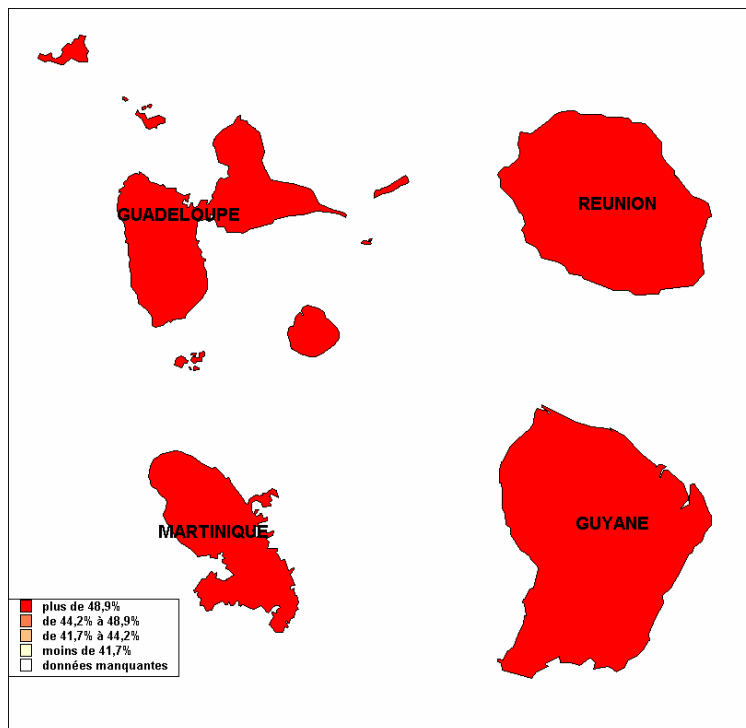
Carte 30

Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
Ensemble des résidences principales. Données départementales, Ile-de-France.



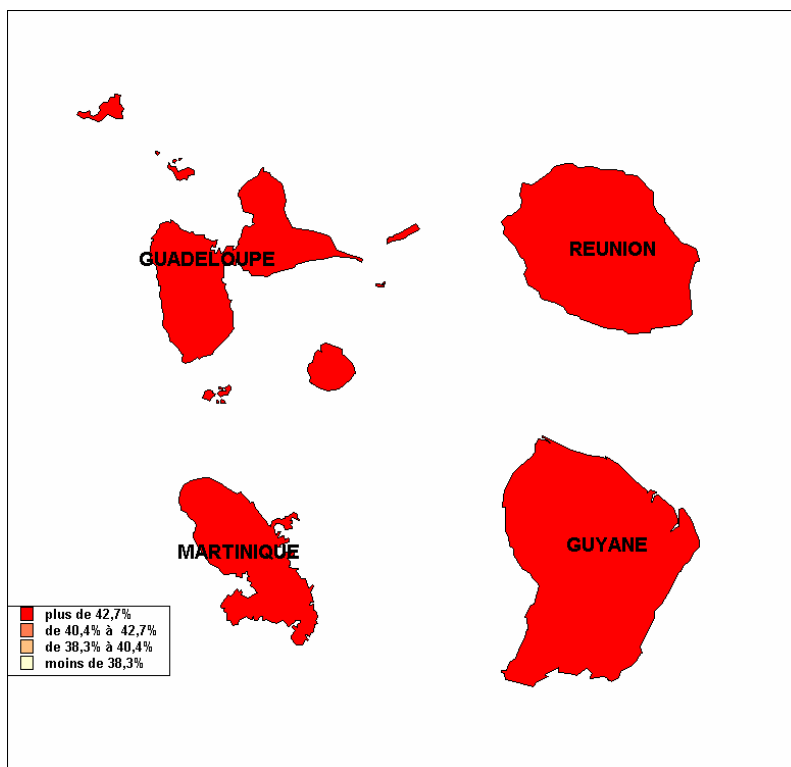
Source : RGP 1999

Carte 31
*Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
 Logements HLM et SEM. Données départementales, Départements d'outre-mer.*



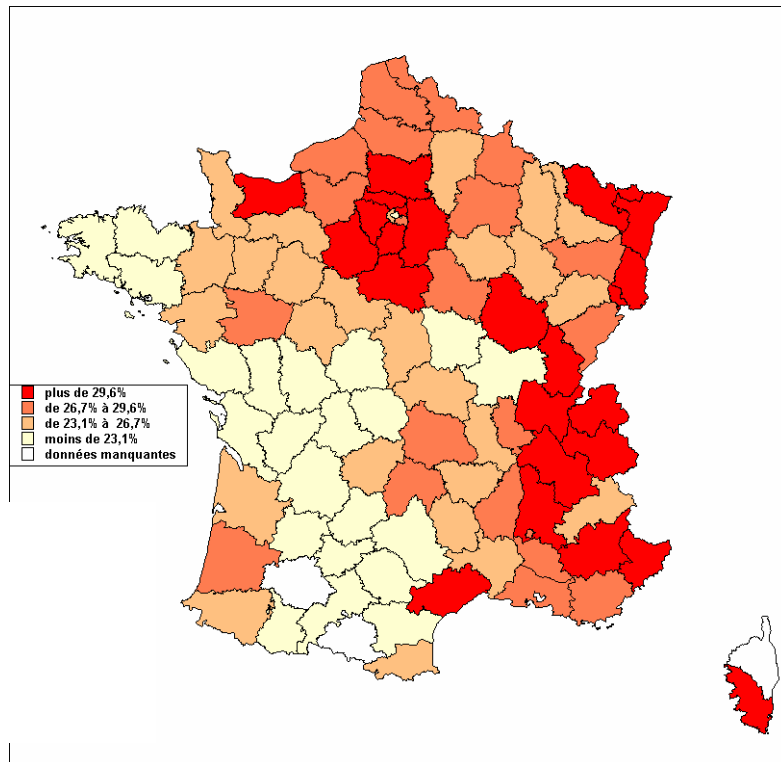
Source : OPS 2003

Carte 32
*Part des familles avec enfants (couples et familles monoparentales).
 Ensemble des résidences principales. Données départementales, DOM.*



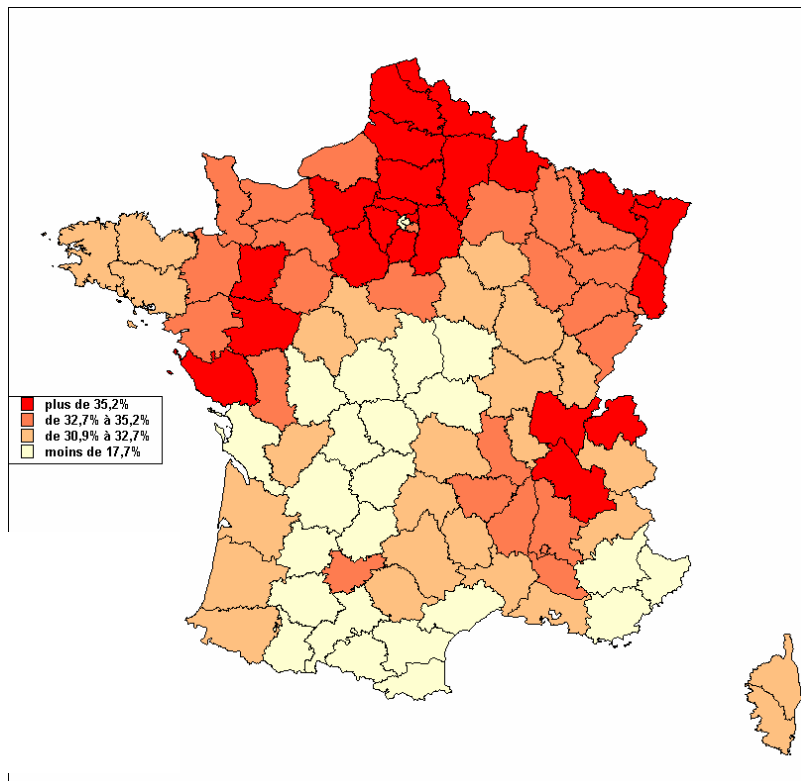
Source : RGP 1999

Carte 33
 Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM.
 Données départementales. France métropolitaine.



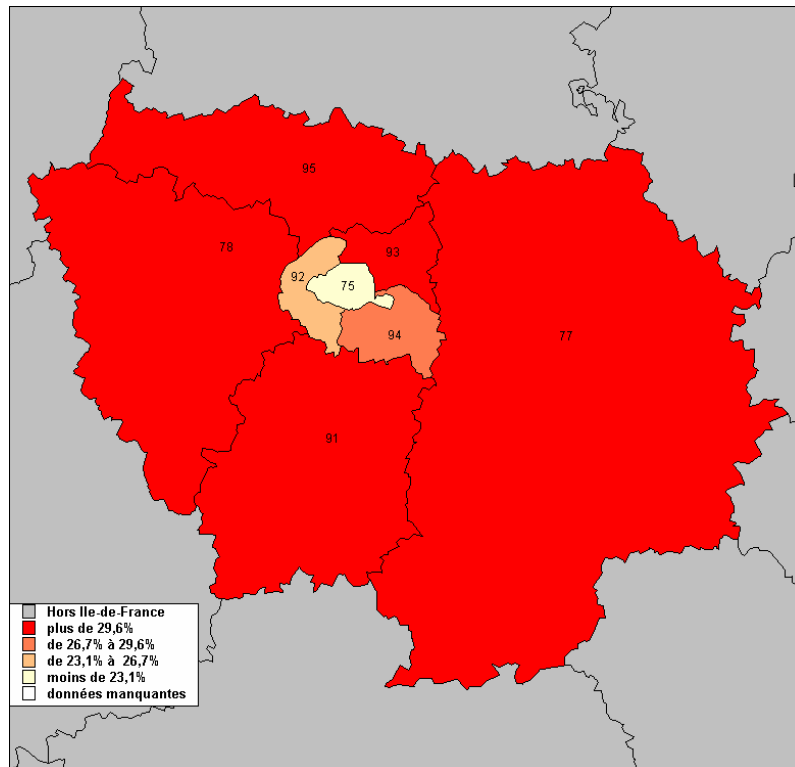
Source : OPS 2003

Carte 34
 Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales. France métropolitaine.



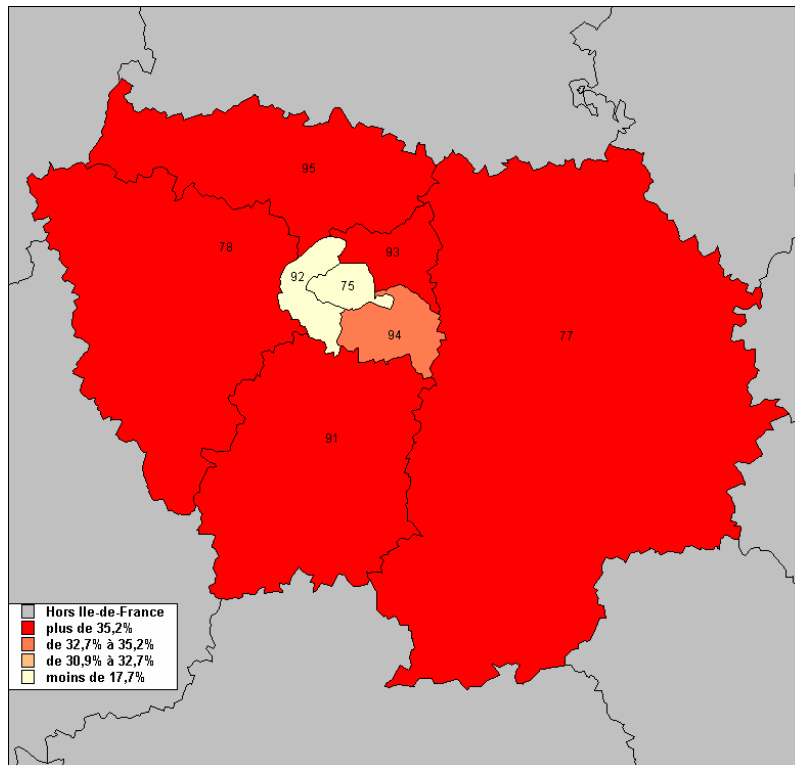
Source : RGP 1999

Carte 35
Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



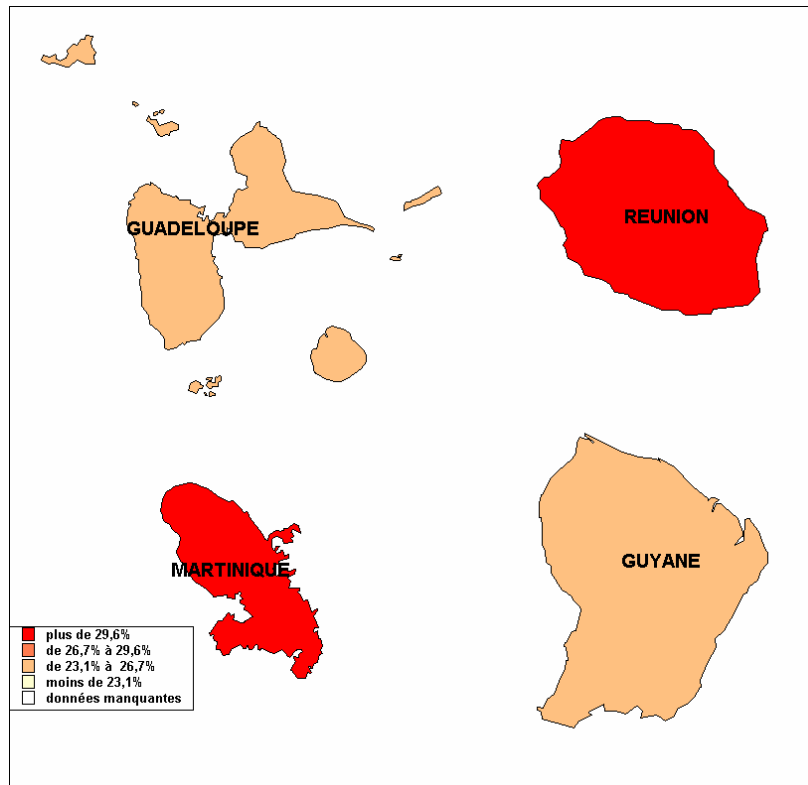
Source : OPS 2003

Carte 36
Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



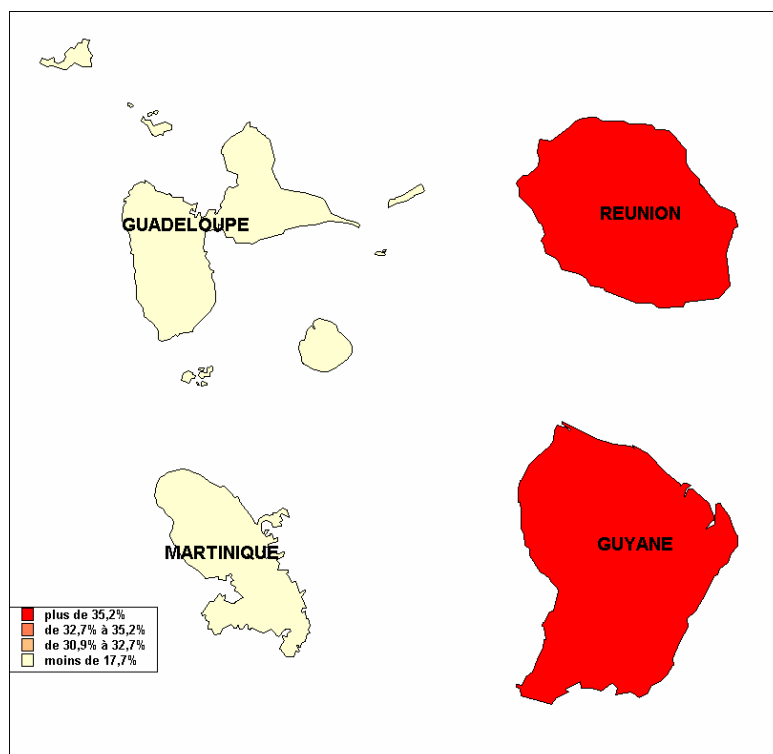
Source : RGP 1999

Carte 37
Part des couples avec enfants. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Carte 38
Part des couples avec enfants. Ensemble des résidences principales.
Données départementales. Départements d'outre-mer.



Source : RGP 1999

Tableau 21
Taille des ménages avec enfants par zones prioritaires - Logements HLM et SEM

Région	Familles monop. avec 3 enf. ou +	Familles monop. avec 1 ou 2 enf.	Couples avec 3 enfants ou plus	Couples avec 1 ou 2 enfants	Ensemble des ménages avec enfants
Ile de France	2,9	15,3	9,4	20,3	48,0
Hors ZUS ZRR	2,6	15,5	8,4	20,3	46,8
ZUS	4,0	14,7	12,6	20,2	51,6
Champagne-Ardenne	2,5	13,0	7,8	19,4	42,8
Hors ZUS ZRR	1,9	12,1	7,1	20,7	41,8
ZUS	3,5	14,3	9,4	17,7	44,9
ZRR	2,4	12,9	6,5	18,9	40,7
Picardie	2,9	14,5	9,5	20,7	47,6
Hors ZUS ZRR	2,3	14,3	8,6	21,4	46,7
ZUS	4,2	15,1	11,5	18,8	49,6
ZRR	3,2	10,9	12,8	23,2	50,1
Haute-Normandie	2,6	13,7	8,4	20,9	45,6
Hors ZUS ZRR	2,1	13,4	7,4	21,6	44,5
ZUS	4,2	14,9	11,6	18,4	49,0
ZRR	7,8	10,4	14,3	26,0	58,4
Centre	3,1	14,4	8,2	19,5	45,2
Hors ZUS ZRR	2,9	14,3	7,3	20,6	45,2
ZUS	4,1	15,1	12,1	16,8	48,2
ZRR	2,3	13,6	5,7	18,0	39,5
Basse Normandie	2,7	13,4	8,0	20,2	44,3
Hors ZUS ZRR	2,3	12,9	8,0	21,3	44,6
ZUS	4,2	15,9	8,0	14,9	43,1
ZRR	2,8	13,7	7,2	19,2	42,8
Bourgogne	3,2	13,2	7,6	17,8	41,8
Hors ZUS ZRR	2,8	12,7	6,8	18,5	40,8
ZUS	4,5	14,2	9,8	16,2	44,7
ZRR	2,8	13,7	6,7	17,6	40,7
Nord-Pas-de-Calais	3,7	15,0	10,3	17,5	46,5
Hors ZUS ZRR	3,3	14,2	10,1	17,9	45,5
ZUS	4,9	17,0	10,8	16,4	49,1
ZRR	10,5	15,8	15,8	22,8	64,9
Lorraine	2,8	14,7	8,7	18,9	45,1
Hors ZUS ZRR	2,3	14,4	6,9	19,6	43,1
ZUS	4,1	15,8	13,2	16,9	50,0
ZRR	2,9	14,0	7,9	20,6	45,4
Alsace	2,7	12,7	10,4	20,9	46,7
Hors ZUS ZRR	2,4	12,8	9,1	21,6	45,9
ZUS	3,6	12,4	14,1	18,8	48,8
ZRR	–	–	–	–	–
Franche-Comté	3,0	14,9	9,8	19,2	46,9
Hors ZUS ZRR	2,7	15,2	8,4	19,6	45,9
ZUS	3,4	14,4	11,9	18,2	48,0
ZRR	4,8	13,8	11,7	23,9	54,2

Région	Familles monop. avec 3 enf. ou +	Familles monop. avec 1 ou 2 enf.	Couples avec 3 enfants ou plus	Couples avec 1 ou 2 enfants	Ensemble des ménages avec enfants
Pays de Loire	3,0	14,8	7,2	17,5	42,6
Hors ZUS ZRR	2,7	14,3	6,8	18,1	42,0
ZUS	4,1	16,7	8,7	15,3	44,8
ZRR	2,3	9,9	9,6	21,3	43,2
Bretagne	2,8	16,7	5,9	16,0	41,4
Hors ZUS ZRR	2,6	16,8	5,5	16,3	41,2
ZUS	3,6	16,5	7,2	15,2	42,6
ZRR	1,3	11,8	4,5	12,0	29,6
Poitou-Charentes	2,9	16,8	5,0	15,2	39,8
Hors ZUS ZRR	2,5	16,9	4,5	15,7	39,5
ZUS	4,0	16,9	6,2	13,0	40,1
ZRR	2,5	14,5	5,9	19,6	42,5
Aquitaine	2,4	16,8	5,6	17,8	42,5
Hors ZUS ZRR	2,2	17,3	4,8	18,1	42,3
ZUS	2,8	15,4	7,5	17,3	43,0
ZRR	3,1	15,9	7,0	16,5	42,5
Midi-Pyrénées	2,6	16,3	6,0	15,5	40,5
Hors ZUS ZRR	2,1	16,9	5,1	16,3	40,5
ZUS	4,6	15,0	10,1	12,3	42,0
ZRR	2,4	15,4	4,7	16,1	38,6
Limousin	2,3	13,6	4,5	14,1	34,5
Hors ZUS ZRR	2,0	14,3	4,1	15,2	35,6
ZUS	4,5	15,2	6,9	14,2	40,8
ZRR	1,4	11,1	3,8	12,0	28,3
Rhône-Alpes	2,7	14,0	9,5	19,8	46,0
Hors ZUS ZRR	2,5	14,2	8,7	20,3	45,7
ZUS	3,6	12,9	12,8	18,0	47,2
ZRR	2,4	14,7	7,5	19,9	44,5
Auvergne	2,2	15,0	6,5	19,1	42,8
Hors ZUS ZRR	2,1	16,1	5,9	19,7	43,7
ZUS	2,3	13,2	7,5	16,2	39,2
ZRR	2,2	14,1	7,3	22,8	46,5
Languedoc-Roussillon	3,5	16,3	8,2	19,8	47,9
Hors ZUS ZRR	2,8	17,1	6,5	20,9	47,2
ZUS	5,1	14,9	12,2	17,8	50,0
ZRR	3,3	14,9	7,1	18,0	43,3
Provence Alpes Côte d'Azur	3,2	17,0	9,1	19,4	48,7
Hors ZUS ZRR	2,7	17,5	8,0	20,3	48,6
ZUS	4,6	15,6	11,8	17,0	48,9
ZRR	4,1	15,9	8,6	20,0	48,7
Corse	3,0	16,9	9,9	20,7	50,5
Hors ZUS ZRR	1,7	17,6	8,0	27,2	54,6
ZUS	3,5	18,8	5,4	16,0	43,7
ZRR	4,3	13,8	17,5	17,5	53,1

Région	Familles monop. avec 3 enf. ou +	Familles monop. avec 1 ou 2 enf.	Couples avec 3 enfants ou plus	Couples avec 1 ou 2 enfants	Ensemble des ménages avec enfants
France métropolitaine	2,9	15,0	8,5	19,1	45,5
Hors ZUS ZRR	2,6	15,0	7,7	19,6	44,9
ZUS	4,0	15,1	11,1	17,6	47,8
ZRR	2,5	13,7	6,5	18,2	41,0
DOM	6,9	23,3	7,3	21,1	58,6
Hors ZUS ZRR	7,3	25,3	7,5	21,5	61,5
ZUS	5,9	18,8	7,1	20,2	52,0
ZRR	6,3	27,0	7,5	25,3	66,1

Tableau 22
Taille des ménages avec enfants par zones de prix - Logements HLM et SEM

Zone de prix	Familles monop. avec 3 enf. ou +	Familles monop. avec 1 ou 2 enf.	Couples avec 3 enfants ou plus	Couples avec 1 ou 2 enfants	Ensemble des ménages avec enfants
Zone 1 bis	2,4	15,8	7,7	16,9	42,7
Hors ZUS	2,3	15,9	7,2	17,0	42,4
ZUS	3,2	15,1	10,5	16,2	45,1
Zone 1	3,1	15,1	10,4	22,0	50,6
Hors ZUS	2,8	15,4	9,1	22,4	49,7
ZUS	4,0	14,5	13,2	21,2	52,8
Zone 2	2,9	14,8	8,4	18,3	44,5
Hors ZUS	2,4	14,8	7,3	18,9	43,5
ZUS	4,1	14,9	10,7	16,9	46,6
Zone 3	2,9	14,9	8,1	19,2	45,2
Hors ZUS ZRR	2,7	14,8	7,8	19,9	45,3
ZUS	4,1	15,8	10,5	16,6	47,0
ZRR	2,5	13,8	6,5	18,2	40,9
France métropolitaine	2,9	15,0	8,5	19,1	45,5
Hors ZUS ZRR	2,6	15,0	7,7	19,6	44,9
ZUS	4,0	15,1	11,1	17,6	47,8
ZRR	2,5	13,7	6,6	18,3	41,1
DOM	6,9	23,3	7,3	21,1	58,6
Hors ZUS ZRR	7,3	25,3	7,5	21,5	61,5
ZUS	5,9	18,8	7,1	20,2	52,0
ZRR	6,3	27,0	7,5	25,3	66,1

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part des ménages avec enfants est plus importante dans le parc appartenant aux bailleurs privés, aux filiales de la CDC et aux organismes agréés que dans le parc HLM et SEM. Les familles nombreuses sont représentées dans des proportions élevées dans le patrimoine des organismes agréés et nettement plus faible dans le patrimoine des administrations publiques et des bailleurs privés.

Tableau 23
Taille des ménages avec enfants par catégories de bailleurs -
Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Familles monop. avec 3 enf. ou +	Familles monop. avec 1 ou 2 enf.	Couples avec 3 enfants ou plus	Couples avec 1 ou 2 enfants	Ensemble des ménages avec enfants
Administrations publiques	2,1	12,1	7,1	20,0	41,2
SCI filiales de la CDC	3,1	14,7	11,6	20,7	50,1
Organismes agréés	8,7	13,1	15,9	13,0	50,6
Autres personnes morales	2,6	9,4	10,7	18,5	41,1
Total autres bailleurs sociaux	3,1	11,9	10,3	19,0	44,3
Bailleurs privés	2,9	13,5	9,3	20,9	46,6

AGE DU TITULAIRE DU CONTRAT DE LOCATION

La répartition des ménages en fonction de l'âge du titulaire du bail (Q12) est calculée par rapport au total des ménages pour lesquels cette variable est renseignée, soit la quasi-totalité des répondants : 99,3 % pour les organismes d'HLM et les SEM, 100 % pour les autres bailleurs sociaux et 98,3 % pour les bailleurs privés. La comparaison avec les données du recensement doit tenir compte du fait que la personne de référence du ménage au sens de l'INSEE (le mari dans le cas d'un couple) n'est pas systématiquement le titulaire du bail.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Les titulaires de bail se répartissent dans des proportions équivalentes dans les classes d'âge supérieures à 30 ans (environ 20 % pour chaque tranche d'âge). De la comparaison avec les données du recensement, se dégage une surreprésentation, dans le parc social, des ménages dont la personne de référence est âgée de moins de 50 ans, et donc une moindre représentation des plus âgés. Les écarts sont plus marqués pour la tranche des 30-39 ans (plus nombreux dans le parc HLM et SEM) et des plus de 65 ans (moins nombreux).

Les titulaires des baux en Ile-de-France sont plus qu'ailleurs des personnes âgées de 30 à 64 ans : 70,4 %. La région Nord-Pas-de-Calais se situe à l'opposé avec un pourcentage nettement plus faible : 59,4 %. Dans les autres régions, la proportion des titulaires des baux ayant entre 30 et 64 ans est assez proche de la moyenne nationale. Selon les cas, elle oscille entre 63 et 66 %.

Les différences entre ces régions s'opèrent au niveau des classes d'âges les plus jeunes ou les plus âgées. La proportion des titulaires de baux ayant plus de 65 ans est plus élevée dans le Nord-Pas-de-Calais, en PACA, dans le Limousin, en Bourgogne et en Corse. A l'exception de la région Nord - Pas-de-Calais où cette représentation est spécifique au parc HLM et SEM, la situation des autres régions est due à une proportion des plus âgés parmi l'ensemble des ménages nettement supérieure à la moyenne française.

La proportion des titulaires des baux ayant moins de 30 ans est relativement plus importante en Champagne-Ardenne, en Picardie, dans le Centre, en Pays de Loire, en Bretagne et en Poitou-Charentes et aussi dans le Nord-Pas-Calais. Dans ces régions, la part des jeunes ménages dans le parc HLM et SEM s'explique principalement par un plus grand accès de cette catégorie à cette partie du parc à l'exception de la région Pays de Loire qui connaît un poids des jeunes dans l'ensemble de la population supérieur à la moyenne nationale.

En Ile-de-France, la structure par âge des occupants du parc HLM et SEM se distingue moins du reste de la population que dans la plupart des autres régions françaises. L'ensemble des départements de la région parisienne a une proportion importante de titulaires des baux âgés de 39 à 59 ans. La première couronne ainsi que l'ouest de la deuxième couronne comprend relativement plus de titulaires des baux âgés de 50 à 64 ans. Enfin, Paris intra-muros comprend plus de locataires âgés de plus de 65 ans.

La structure par âge des ménages résidant dans les logements HLM et SEM implantés en ZUS se distingue par une proportion plus élevée des titulaires de bail âgés entre 50 et 64 ans. Celle des ménages résidant en ZRR se distingue par une représentation plus importante des ménages situés aux deux extrémités de la structure par âge : les moins de 30 ans et les plus de 65 ans.

L'analyse par zone de prix fait apparaître une représentation plus importante des titulaires de bail âgés de plus de 50 ans en zone 1 bis, de ceux qui sont âgés entre 30 et 49 ans en zone 1 hors 1 bis et des moins de 30 ans en zone 3.

Le peuplement des logements HLM des DOM se distingue par une proportion nettement plus élevée qu'en France métropolitaine des titulaires de bail âgés entre 30 et 39 ans qui s'explique à la fois par un poids plus élevé de cette tranche d'âge dans l'ensemble de la population et une utilisation du parc HLM par cette catégorie plus grande qu'ailleurs. En revanche, la structure par âge des ménages résidant dans les ZUS des DOM est très proche de celle de la France métropolitaine et on n'y retrouve donc pas cette forte proportion des titulaires de bail âgés entre 30 et 39 ans.

L'observation de l'évolution ne peut se faire que par rapport à l'enquête de 2000 puisque celle de 1997 ne comportait pas cette question sur l'âge du titulaire. On observe en trois ans une réduction significative des titulaires âgés de moins de 40 ans au profit des autres tranches d'âge et de manière plus marquée de la classe des 50-64 ans qui augmente de deux points entre 2000 et 2003. Autrement dit, la population logeant en HLM est plus jeune que celle occupant les autres catégories de logements, mais cette spécificité a tendance à s'atténuer, sachant que le vieillissement des occupants du parc social correspond à une tendance générale de la démographie française. Nous ne pouvons pas dire pour la période séparant les deux dernières enquêtes, quelle est la part à imputer au vieillissement général de la population mais l'analyse des enquêtes nationales logement permet de mettre en évidence que les modifications de la structure par âge observées au cours des deux dernières décennies sont plus marquées dans les logements HLM que dans les autres types de logements.

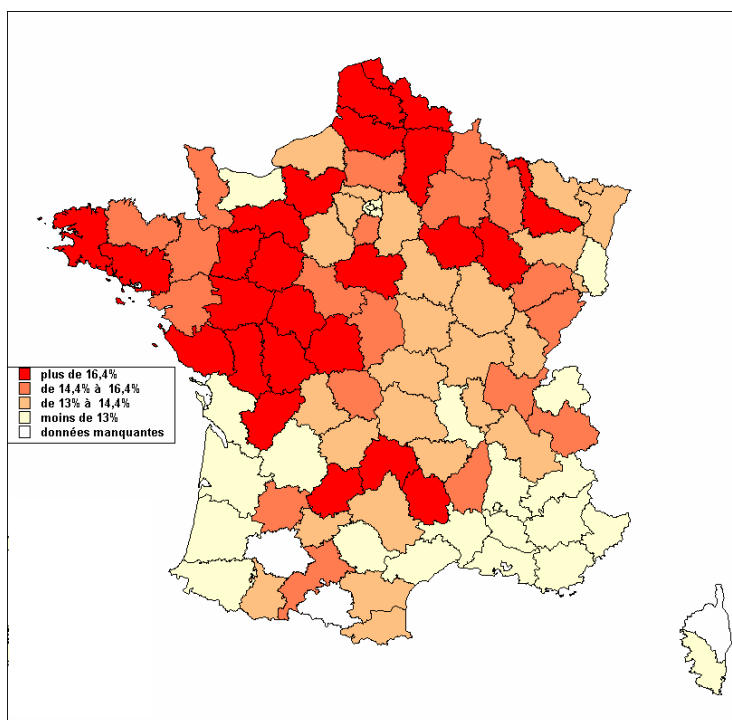
Tableau 24
Age du titulaire du contrat de location par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales

Région Département Agglomérations	Moins de 30 ans		30 à 39 ans		40 à 49 ans		50 à 64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Ile de France	11,1	12,47	22,9	22,03	22,9	21,01	24,6	23,89	18,5
Paris	10,7		22,6		23,0		24,9		18,9	
75-Paris	5,7	18,25	17,3	21,12	22,5	17,25	29,4	21,63	25,1	21,75
77-Seine et Marne	14,3	10,04	26,4	22,42	23,3	23,98	21,0	24,67	15,0	18,90
Meaux	13,6		24,7		22,6		21,7		17,4	
78-Yvelines	13,7	9,44	25,4	21,75	22,9	22,44	23,6	26,56	14,4	19,82
91-Essonnes	14,4	10,01	26,5	22,35	23,8	22,50	22,0	26,06	13,4	19,08
92-Hauts de Seine	10,1	12,86	21,5	22,74	21,8	19,60	25,0	22,63	21,7	22,18
93-Seine Saint Denis	11,4	10,25	23,6	22,55	23,5	22,98	24,3	24,24	17,2	19,98
94-Val de Marne	10,8	10,81	23,0	22,17	23,1	21,19	24,1	23,95	19,1	21,88
95-Val-d'Oise	13,5	9,72	24,7	22,18	23,5	24,32	23,3	25,12	15,1	18,66
Champagne-Ardenne	16,0	11,74	22,6	18,74	20,1	20,01	21,3	22,91	20,0	26,60
08-Ardenne	15,1	9,36	22,8	18,90	20,0	20,50	21,2	23,06	21,0	28,18
Charleville-Mézières	16,2		22,5		19,2		21,9		20,2	
10-Aube	16,4	10,63	21,5	18,20	19,4	19,83	22,0	23,43	20,6	27,92
Troyes	15,8		20,1		18,4		23,6		22,2	
51-Marne	16,0	14,49	23,2	19,26	20,3	19,99	21,3	22,56	19,2	23,70
Châlons-en-Champagne	20,7		24,5		19,2		18,8		16,8	
Reims	15,2		22,3		20,2		22,5		19,9	
52-Haute-Marne	16,7	8,91	21,9	17,80	20,2	19,62	20,1	22,96	21,0	30,71
Picardie	16,1	10,31	23,8	19,69	21,2	21,32	21,1	23,62	17,7	25,06
02-Aisne	17,8	9,18	22,0	18,69	20,5	21,02	19,4	23,26	20,2	27,85
Saint-Quentin	19,6		24,6		17,8		18,4		19,6	
60-Oise	14,6	9,88	24,8	21,28	21,5	22,55	22,3	24,63	16,7	21,66
Beauvais	16,6		23,9		21,2		22,6		15,7	
Compiègne	13,9		22,4		20,6		23,2		20,0	
Creil	14,0		23,7		19,8		25,1		17,4	
80-Somme	17,1	11,95	24,3	18,58	21,5	19,98	20,9	22,66	16,1	26,83
Amiens	18,7		24,7		20,6		20,6		15,4	
Haute-Normandie	14,5	11,52	22,5	19,20	20,4	21,06	21,1	22,91	21,6	25,31
27-Eure	16,6	9,44	25,4	20,05	21,2	21,98	19,8	23,67	17,0	24,86
Evreux	16,1		23,7		22,1		20,6		17,5	
76-Seine Maritime	13,8	12,39	21,7	18,84	20,1	20,67	21,4	22,60	23,0	25,50
Elbeuf	16,8		23,6		19,5		20,8		19,3	
Rouen	13,6		21,0		19,8		21,4		24,2	
Le Havre	13,2		19,6		19,9		23,3		24,0	
Centre	16,4	10,81	24,6	17,96	20,6	19,58	19,8	22,89	18,5	28,76
18-Cher	15,3	8,74	23,0	16,95	21,4	19,34	19,5	23,50	20,9	31,48
Bourges	19,1		25,7		22,9		17,1		15,3	
28-Eure et Loir	14,2	9,22	23,1	19,19	20,7	21,15	22,6	23,73	19,4	26,71
Chartres	14,8		22,9		21,7		22,5		18,1	
36-Indre	18,9	8,7	22,7	16,8	19,3	17,7	18,1	22,6	21,0	35,2
Châteauroux	-		-		-		-		-	
37-Indre et Loire	16,4	14,03	23,7	17,59	20,1	19,33	20,4	22,14	19,4	26,91
Tours	16,0		23,4		20,1		21,2		19,4	
41-Loir et Cher	15,9	9,18	26,2	17,45	21,4	18,97	19,3	22,48	17,2	31,91
Blois	14,3		25,2		21,9		21,3		17,4	
45-Loiret	17,2	11,63	27,1	19,18	20,9	20,01	19,1	23,06	15,8	26,12
Montargis	18,1		22,7		17,2		22,4		19,6	
Orléans	17,4		27,7		21,8		18,6		14,5	
Basse Normandie	13,6	11,04	22,2	17,79	21,6	19,79	19,9	22,39	22,7	28,99
14-Calvados	10,8	13,26	23,1	18,18	23,1	20,40	20,8	22,21	22,3	25,95
Caen	11,7		23,0		23,8		21,8		19,8	
50-Manche	15,9	9,20	21,4	17,74	20,4	19,35	18,6	22,38	23,7	31,34
Cherbourg	19,3		21,3		20,0		18,6		20,9	
61-Orne	17,2	9,23	21,3	17,00	19,8	19,20	19,7	22,81	22,0	31,75
Bourgogne	13,4	10,19	21,8	16,88	20,0	19,33	21,7	23,05	23,1	30,55
21-Côte-d'Or	13,6	14,15	23,6	18,01	21,7	19,74	22,1	22,55	18,9	25,55
Dijon	12,8		22,7		22,0		23,7		18,8	
58-Nièvre	13,7	8,18	19,5	15,08	20,5	18,73	20,9	22,78	25,4	35,23
Nevers	19,9		19,8		20,6		18,8		20,8	
71-Saône et Loire	13,0	8,46	20,1	16,48	17,9	18,91	21,3	23,52	27,7	32,64
Chalon-sur-Saône	13,4		21,7		19,3		21,9		23,8	
89-Yonne	13,8	8,47	23,6	17,10	21,3	19,87	22,3	23,23	19,0	31,33

Région Département Agglomérations	Moins de 30 ans		30 à 39 ans		40 à 49 ans		50 à 64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Nord-Pas-de-Calais	16,5	11,56	21,5	19,45	19,1	20,89	18,8	22,34	24,1
59-Nord	16,4	12,54	20,9	19,79	18,6	20,85	19,1	22,14	25,1	24,68
Armentières	11,7		19,5		17,7		22,3		28,7	
Douai	16,7		22,0		20,1		16,7		24,5	
Dunkerque	16,0		22,5		19,2		21,5		20,9	
Lille	18,9		21,1		18,3		19,6		22,2	
Maubeuge	15,4		20,0		18,2		22,4		24,1	
Valenciennes	13,0		19,1		18,0		18,5		31,5	
62-Pas de Calais	16,8	9,80	22,7	18,85	20,2	20,95	18,3	22,71	22,1	27,69
Arras	18,1		24,2		19,8		18,7		19,2	
Béthune	17,0		21,1		18,4		16,7		26,8	
Boulogne-sur-Mer	15,8		21,6		20,4		20,4		21,8	
Calais	16,5		23,6		20,4		19,6		19,9	
Saint-Omer	21,0		25,8		20,3		16,0		17,0	
Lorraine	14,8	10,80	22,1	18,88	20,5	20,63	21,6	23,27	21,0	26,42
54-Meurthe et Moselle	17,3	14,13	22,5	18,36	19,8	19,49	21,1	22,34	19,4	25,69
Nancy	19,2		22,8		20,0		21,0		16,9	
55-Meuse	15,0	8,89	22,9	17,37	21,0	20,44	19,9	23,26	21,2	30,04
57-Moselle	13,1	9,36	22,2	19,94	21,4	21,78	22,0	23,75	21,3	25,17
Forbach	13,1		21,6		19,8		22,1		23,4	
Metz	13,5		21,4		22,0		22,4		20,6	
Thionville	9,9		20,3		19,2		22,8		27,8	
88-Vosges	13,8	9,10	20,7	17,91	19,6	19,99	22,5	23,84	23,4	29,17
Epinal	-		-		-		-		-	
Alsace	13,0	11,81	22,7	20,83	20,5	21,18	22,8	22,99	21,0	23,19
67-Bas-Rhin	13,7	13,30	23,5	20,86	21,5	20,89	21,3	22,59	20,0	22,36
Haguenau	20,2		35,9		17,4		16,0		10,5	
Strasbourg	12,8		21,3		21,7		22,0		22,2	
68-Haut-Rhin	12,6	9,63	22,3	20,79	19,9	21,60	23,6	23,58	21,6	24,40
Colmar	14,9		20,4		17,7		23,3		23,7	
Mulhouse	9,7		22,2		21,9		25,4		20,8	
Franche-Comté	15,1	11,50	22,3	18,49	19,9	19,77	22,8	23,62	19,9	26,62
25-Doubs	16,1	13,54	22,0	18,97	20,1	19,83	22,7	23,46	19,1	24,20
Besançon	19,1		21,0		20,7		19,6		19,6	
Montbéliard	15,8		22,3		18,7		25,1		18,2	
39-Jura	13,6	9,68	22,3	17,66	19,7	19,11	22,9	23,31	21,4	30,24
70-Haute-Saône	15,1	8,64	22,4	17,76	20,7	20,16	23,0	24,35	18,9	29,10
90-Belfort	14,1	12,16	23,1	19,45	19,3	20,17	22,7	23,61	20,9	24,62
Belfort	13,8		22,7		18,7		23,2		21,7	
Pays de Loire	17,7	12,62	24,0	18,45	20,4	19,87	18,8	22,08	19,1	26,98
44-Loire Atlantique	14,9	13,76	24,4	19,08	20,7	20,36	20,7	22,38	19,4	24,42
Nantes	15,0		24,6		21,6		20,7		18,0	
Saint-Nazaire	10,6		21,4		22,3		23,8		21,9	
49-Maine et Loire	18,0	14,40	23,9	18,50	20,3	19,75	18,5	21,41	19,3	25,94
Angers	18,6		22,9		20,8		19,9		17,7	
Cholet	-		-		-		-		-	
53-Mayenne	19,3	11,69	23,7	18,29	19,2	18,91	16,8	21,83	21,0	29,27
Laval	20,5		23,7		20,1		18,2		17,5	
72-Sarthe	18,1	11,50	23,5	18,23	21,1	19,77	18,4	21,77	19,0	28,72
Le Mans	16,9		22,5		21,6		20,1		18,8	
85-Vendée	23,8	9,38	24,1	17,33	19,7	19,62	16,1	22,77	16,4	30,90
Bretagne	17,2	11,66	24,1	17,50	21,0	19,06	18,4	22,29	19,3	29,50
22-Côte d'Armor	15,8	14,15	21,7	18,01	21,9	19,74	19,3	22,55	21,3	25,55
Saint-Brieuc	-		-		-		-		-	
29-Finistère	18,9	11,03	24,8	17,26	20,2	18,87	17,1	22,50	19,1	30,34
Brest	17,1		23,0		21,0		19,6		19,3	
Quimper	24,6		25,7		21,0		16,0		12,7	
35-Ille et Vilaine	16,1	15,83	24,7	19,25	21,1	19,24	18,8	21,13	19,3	24,55
Rennes	15,7		25,7		22,9		19,9		15,8	
Saint-Malo	12,4		22,5		22,5		22,4		20,3	
56-Morbihan	18,3	9,69	23,4	17,09	21,3	19,57	18,7	22,77	18,4	30,87
Lorient	20,0		20,8		20,8		19,4		19,0	
Vannes	13,6		26,3		22,6		21,2		16,3	
Poitou-Charentes	17,0	11,06	23,9	16,59	21,1	19,05	18,8	22,50	19,2	30,80
16-Charente	17,6	8,87	25,1	16,95	21,0	20,18	18,7	22,82	17,6	31,17
Angoulême	17,5		24,9		20,9		19,8		16,9	
17-Charente Maritime	11,5	9,62	23,0	15,83	22,1	18,75	21,6	23,37	21,6	32,43
La Rochelle	11,2		22,7		20,5		22,7		22,9	
79-Deux-Sèvres	19,4	9,70	25,9	17,45	21,1	19,32	15,6	22,83	18,1	30,70
Niort	18,0		31,5		26,0		13,6		10,9	
86-Vienne	21,4	16,00	23,1	16,66	19,9	18,32	17,1	20,73	18,5	28,29
Poitiers	25,0		21,9		19,8		17,2		16,3	

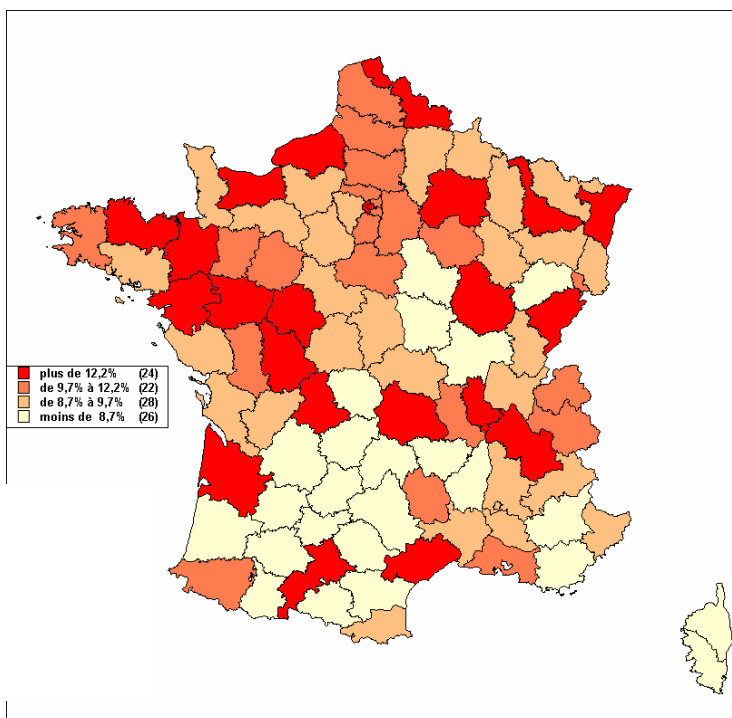
Région Département Agglomérations	Moins de 30 ans		30 à 39 ans		40 à 49 ans		50 à 64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Provence Alpes Côte d'Azur	9,0	9,52	21,5	17,60	21,6	19,17	23,2	23,98	24,6
04-Alpes de Haute										
Provence	12,0	8,00	27,0	17,05	23,4	19,72	18,5	24,66	19,1	30,56
05-Hautes Alpes	12,3	9,11	24,6	18,47	22,9	20,29	21,5	23,05	18,7	29,09
06-Alpes Maritimes	7,2	9,04	19,7	16,69	22,4	17,57	24,4	23,41	26,4	33,29
Menton	3,3		16,1		24,4		25,8		30,3	
Nice	7,1		18,7		21,8		24,9		27,6	
13-Bouches du Rhône	8,7	10,75	21,8	18,45	21,5	19,97	23,1	24,12	24,9	26,71
Arles	-		-		-		-		-	
Marseille/Aix-en-Prov.	7,6		22,8		23,7		24,6		21,2	
Salon-de-Provence	4,1		22,9		22,9		17,1		33,0	
83-Var	7,7	8,14	20,4	16,63	21,9	18,67	24,7	24,17	25,4	32,40
Fréjus	9,5		24,6		22,2		21,3		22,4	
Toulon	7,7		21,0		21,7		24,7		24,9	
84-Vaucluse	12,7	9,14	21,9	18,23	20,3	20,26	22,0	24,42	23,1	27,95
Avignon	13,0		22,2		20,2		21,7		22,9	
Corse	6,7	7,42	18,7	17,07	23,8	19,80	23,5	24,85	27,3	30,87
2a-Corse du Sud	6,7	6,58	18,7	17,33	23,8	19,95	23,5	24,91	27,3	31,22
Ajaccio	-		-		-		-		-	
2b-Haute Corse	-	8,13	-	16,84	-	19,67	-	24,79	-	30,57
Bastia	-		-		-		-		-	
France métropolitaine	13,8	11,38	22,9	18,93	21,1	20,00	21,6	23,18	20,6	26,51
DOM	13,2	8,9	30,1	24,7	25,1	23,5	18,2	23,8	13,4	19,0
971-Guadeloupe	12,7	7,7	31,3	23,1	23,5	23,5	15,5	24,6	17,1	21,1
Point-à-Pitre	-		-		-		-		-	
972-Martinique	6,4	5,7	30,2	21,2	30,7	23,2	20,4	25,7	12,4	24,1
Fort-de-France	-		-		-		-		-	
973-Guyane	15,2	13,9	39,3	29,3	24,8	26,5	14,8	20,6	5,9	9,7
Cayenne	-		-		-		-		-	
974-Réunion	17,5	11,7	28,7	28	22,7	23,7	18,6	22,1	12,6	14,5
Le Port	20,7		30,3		22,4		16,7		9,9	
Saint-Denis	13,6		26,3		23,1		20,9		16,1	
Saint-Paul	20,1		38,5		24,1		11,9		5,3	
Saint-Pierre	21,3		30,8		21,1		17,2		9,6	

Carte 39
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



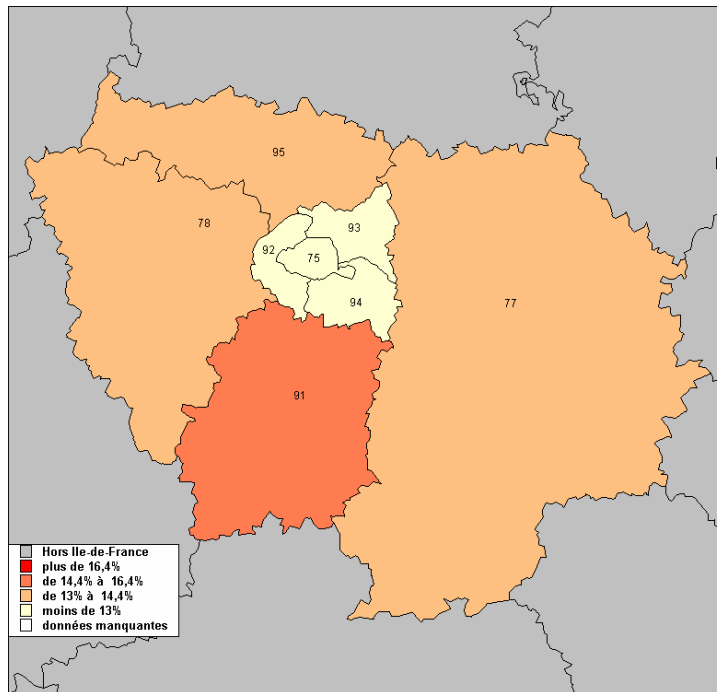
Source : OPS 2003

Carte 40
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, France métropolitaine.



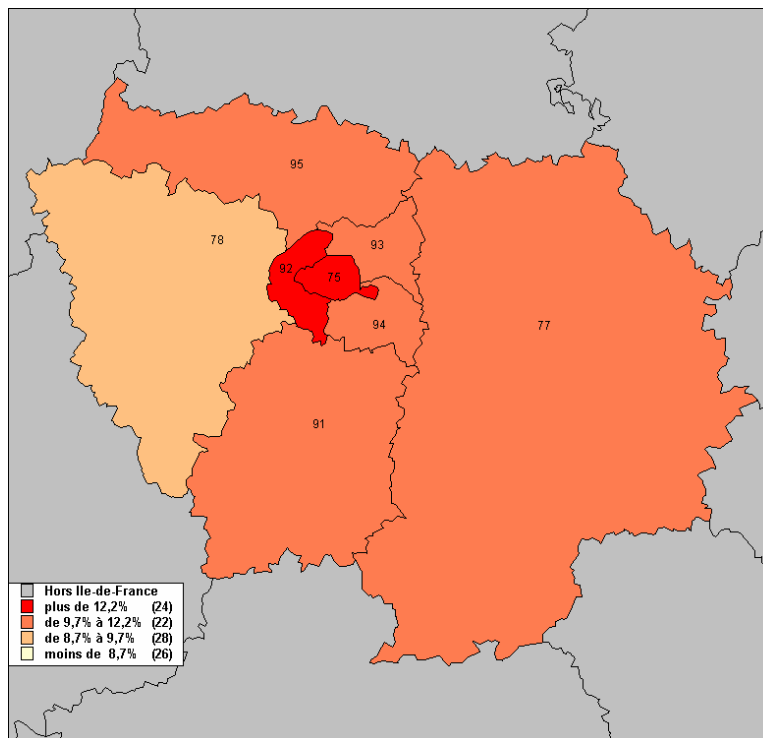
Source : RGP 1999

Carte 41
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



Source : OPS 2003

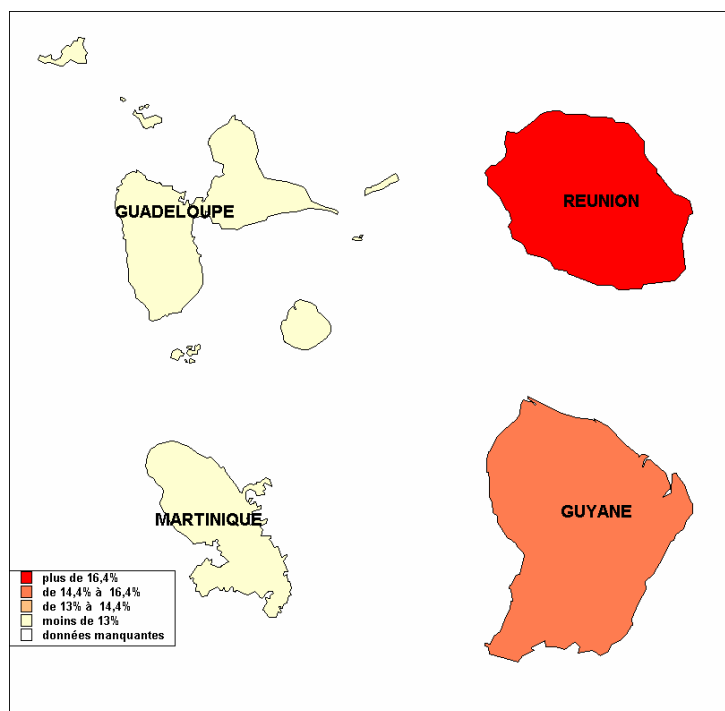
Carte 42
Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



Source : RGP 1999

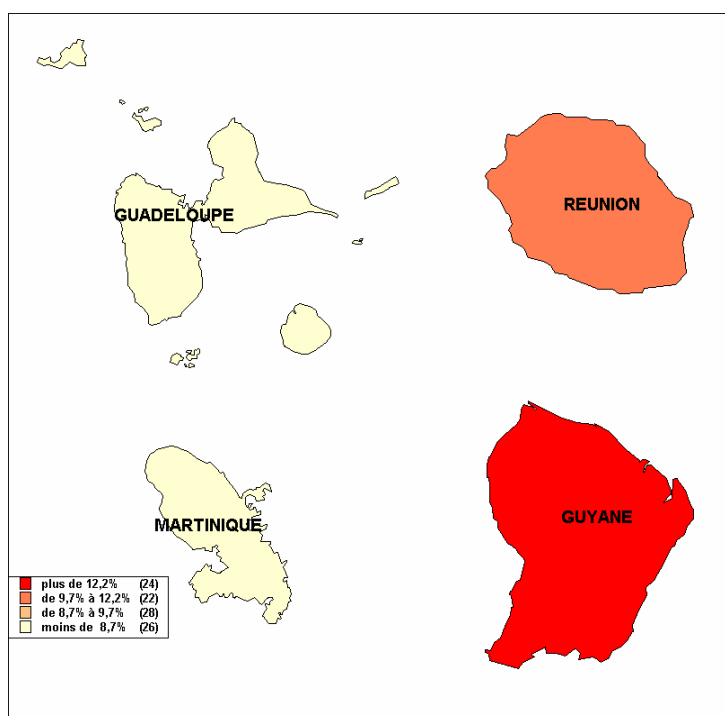
Carte 43

Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales. Départements d'outre-mer.

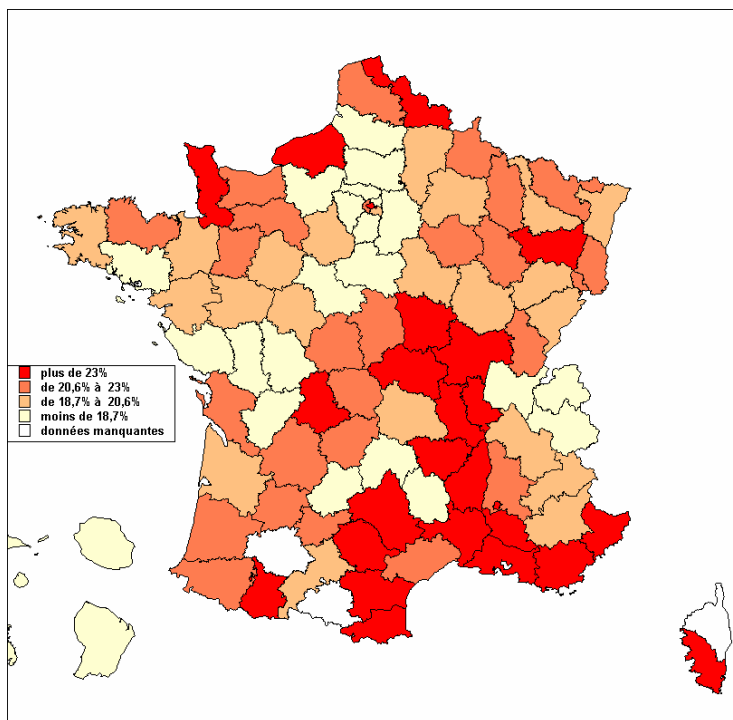


Carte 44

Part des titulaires des baux âgés de moins de 30 ans. Ensemble des résidences principales.
Données départementales. Départements d'outre-mer.

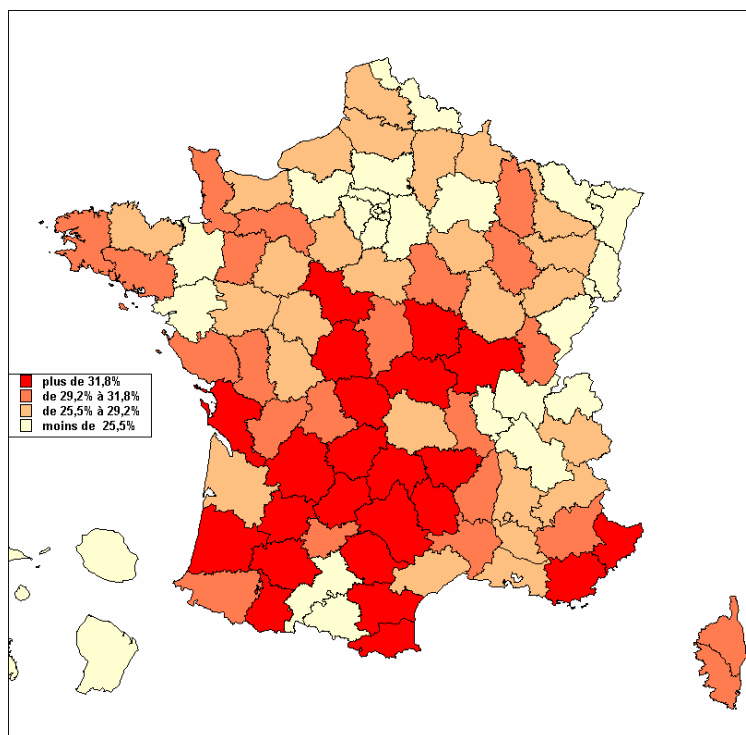


Carte 45
Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



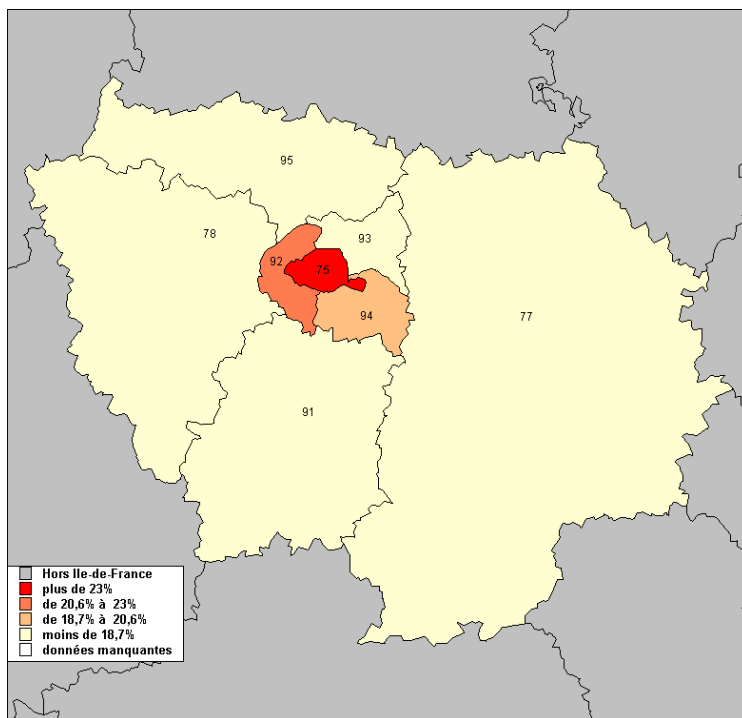
Source : OPS 2003

Carte 46
Part des titulaires des baux âgés de 65 ans et plus. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, France métropolitaine.



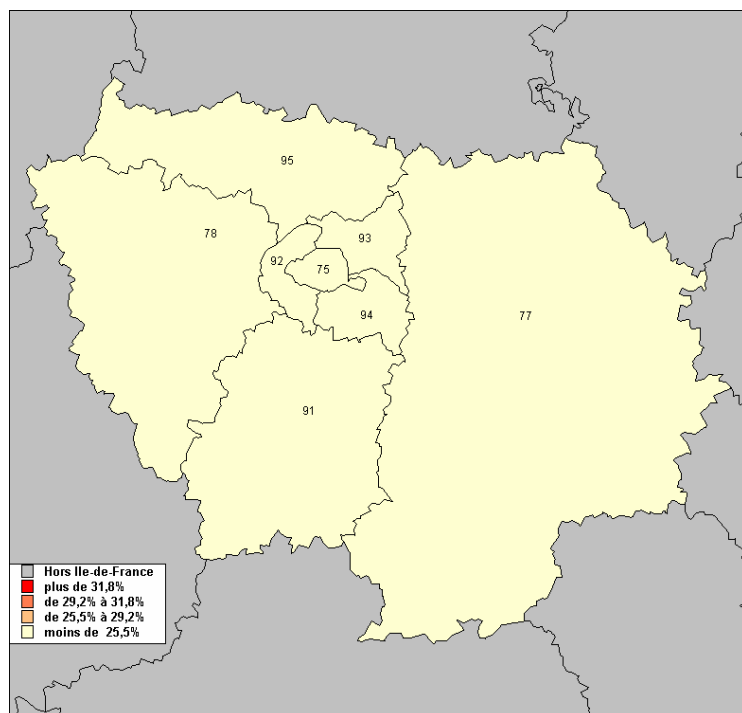
Source : RGP 1999

Carte 47
Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



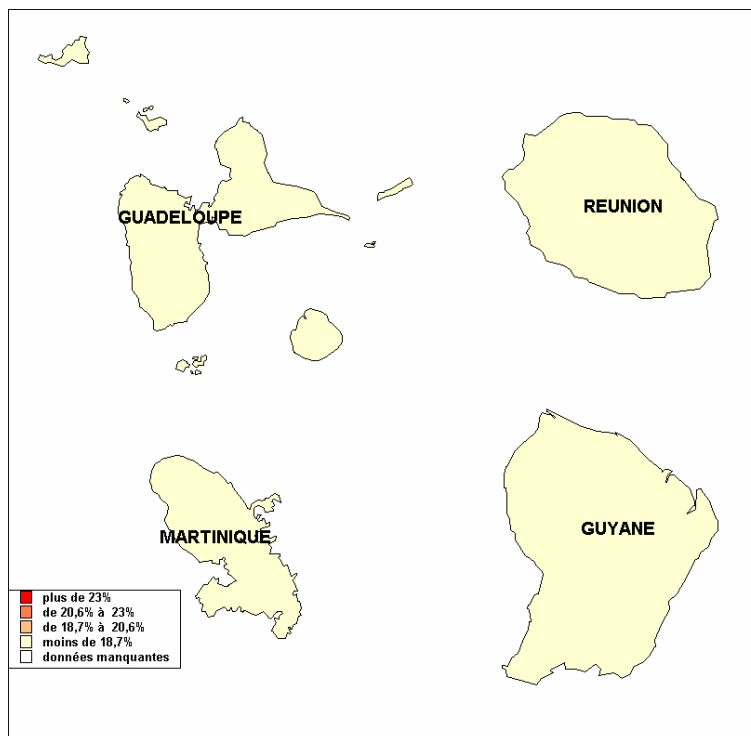
Source : OPS 2003

Carte 48
Part des titulaires des baux âgés de 65 ans et plus. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



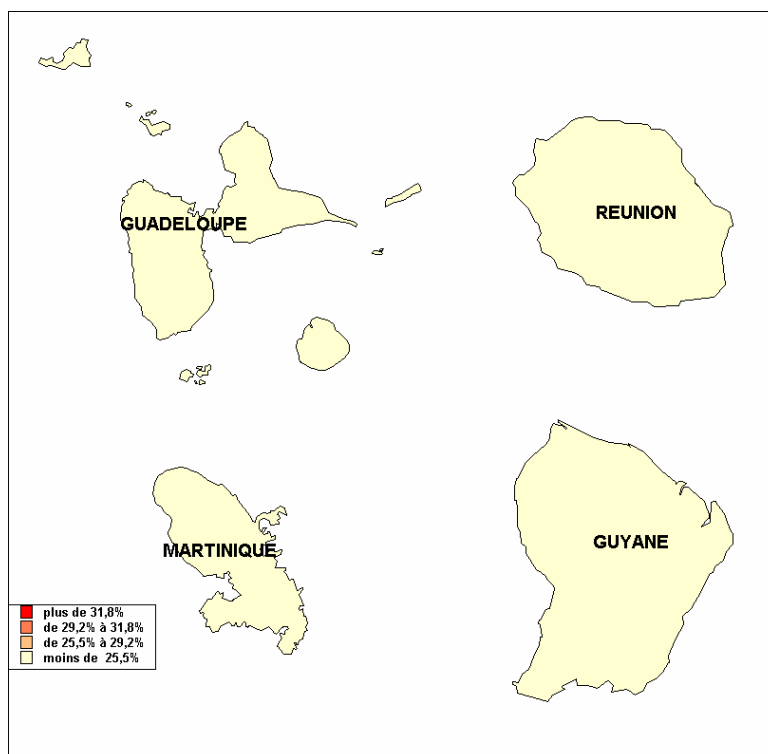
Source : RGP 1999

Carte 49
Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Carte 50
Part des titulaires des baux âgés de plus de 65 ans. Ensemble des résidences principales.
Données départementales. Départements d'outre-mer.



Source : RGP 1999

Tableau 25
Age du titulaire du contrat de location par zones prioritaires - Logements HLM et SEM

Région	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	65 ans et +
Ile de France	11,1	22,9	22,9	24,6	18,5
Hors ZUS ZRR	11,3	23,1	22,9	24,0	18,7
ZUS	10,7	22,3	23,2	26,1	17,7
Champagne-Ardenne	16,0	22,6	20,1	21,3	20,0
Hors ZUS ZRR	15,5	23,5	20,0	20,0	20,9
ZUS	16,3	21,5	20,2	23,8	18,3
ZRR	17,3	21,8	20,1	20,0	20,8
Picardie	16,1	23,8	21,2	21,1	17,7
Hors ZUS ZRR	17,1	24,7	21,1	19,3	17,8
ZUS	14,2	21,8	21,1	25,4	17,4
ZRR	9,2	20,3	23,6	21,0	26,0
Haute-Normandie	14,5	22,5	20,4	21,1	21,6
Hors ZUS ZRR	14,8	23,0	20,3	19,9	22,1
ZUS	13,3	20,8	20,7	25,0	20,2
ZRR	11,7	29,9	23,4	16,9	18,2
Centre	16,4	24,6	20,6	19,8	18,5
Hors ZUS ZRR	17,3	25,9	20,7	18,3	17,8
ZUS	13,2	21,4	20,9	25,7	18,8
ZRR	17,3	22,4	19,5	18,0	22,8
Basse Normandie	13,6	22,2	21,6	19,9	22,7
Hors ZUS ZRR	12,8	22,6	21,8	19,5	23,4
ZUS	17,1	20,3	21,4	22,2	19,0
ZRR	16,5	23,0	18,1	17,3	25,1
Bourgogne	13,4	21,8	20,0	21,7	23,1
Hors ZUS ZRR	13,5	22,4	19,6	20,7	23,9
ZUS	12,6	20,4	21,1	25,6	20,3
ZRR	15,4	21,4	19,4	18,5	25,2
Nord-Pas-de-Calais	16,5	21,5	19,1	18,8	24,1
Hors ZUS ZRR	15,7	21,2	18,9	18,3	25,9
ZUS	19,0	22,3	19,6	20,2	19,0
ZRR	13,8	37,9	24,1	8,6	15,5
Lorraine	14,8	22,1	20,5	21,6	21,0
Hors ZUS ZRR	14,2	22,2	20,7	20,7	22,2
ZUS	16,2	21,5	19,8	24,4	18,1
ZRR	15,6	23,2	21,7	19,4	20,1
Alsace	13,0	22,7	20,5	22,8	21,0
Hors ZUS ZRR	13,7	23,7	20,5	21,3	20,9
ZUS	11,0	19,7	20,4	27,4	21,5
ZRR	-	-	-	-	-
Franche-Comté	15,1	22,3	19,9	22,8	19,9
Hors ZUS ZRR	15,1	23,1	20,3	20,7	20,8
ZUS	15,0	20,8	19,1	26,7	18,4
ZRR	15,0	26,6	22,8	18,8	16,8

Région	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	65 ans et +
Pays de Loire	17,7	24,0	20,4	18,8	19,1
Hors ZUS ZRR	18,3	24,5	20,1	17,7	19,5
ZUS	15,6	22,2	21,7	22,9	17,5
ZRR	17,3	26,2	14,0	14,5	28,0
Bretagne	17,2	24,1	21,0	18,4	19,3
Hors ZUS ZRR	18,1	24,6	20,5	16,9	19,9
ZUS	14,2	22,3	22,9	23,7	17,0
ZRR	19,2	21,7	14,1	14,1	30,8
Poitou-Charentes	17,0	23,9	21,1	18,8	19,2
Hors ZUS ZRR	18,3	24,4	21,0	17,5	18,8
ZUS	13,5	22,6	21,8	22,8	19,3
ZRR	18,8	24,5	18,5	14,2	24,0
Aquitaine	12,1	24,0	22,2	20,8	20,8
Hors ZUS ZRR	12,2	25,0	22,6	19,9	20,3
ZUS	12,0	21,7	21,3	23,6	21,4
ZRR	11,8	22,6	21,1	17,7	26,8
Midi-Pyrénées	15,1	23,2	20,7	19,6	21,4
Hors ZUS ZRR	15,6	24,1	21,2	18,7	20,4
ZUS	12,6	19,1	20,1	22,9	25,2
ZRR	16,0	24,2	19,5	19,1	21,2
Limousin	14,3	22,0	19,5	20,7	23,5
Hors ZUS ZRR	14,6	22,3	19,3	19,9	24,0
ZUS	12,7	21,7	20,0	24,6	21,0
ZRR	14,9	21,5	19,8	19,6	24,2
Rhône-Alpes	13,4	23,7	20,0	21,7	21,3
Hors ZUS ZRR	13,7	24,3	20,2	20,9	20,9
ZUS	11,9	21,5	19,2	25,0	22,5
ZRR	15,2	24,4	19,4	18,4	22,5
Auvergne	14,1	23,4	20,5	20,5	21,4
Hors ZUS ZRR	14,8	24,7	20,7	19,0	20,8
ZUS	12,2	20,3	19,9	24,8	22,7
ZRR	15,8	24,9	20,7	17,2	21,4
Languedoc-Roussillon	12,9	22,7	20,8	20,9	22,7
Hors ZUS ZRR	13,0	23,9	21,4	19,5	22,1
ZUS	12,0	19,8	20,0	24,0	24,3
ZRR	17,6	24,3	18,8	18,8	20,4
Provence Alpes Côte d'Azur	9,0	21,5	21,6	23,2	24,6
Hors ZUS ZRR	9,2	22,2	22,0	22,6	24,0
ZUS	8,3	19,4	20,8	24,9	26,7
ZRR	14,8	28,5	20,7	20,0	16,1
Corse	6,7	18,7	23,8	23,5	27,3
Hors ZUS ZRR	8,5	27,2	27,5	16,8	20,0
ZUS	3,8	11,6	19,8	27,5	37,3
ZRR	7,6	16,0	23,6	27,7	25,0

Région	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	65 ans et +
France métropolitaine	13,8	22,9	21,1	21,6	20,6
Hors ZUS ZRR	13,9	23,4	21,1	20,7	20,9
ZUS	13,1	21,4	21,1	24,5	19,8
ZRR	16,0	23,1	19,8	18,5	22,5
DOM	13,2	30,1	25,1	18,2	13,4
Hors ZUS ZRR	13,0	32,2	26,5	17,1	11,2
ZUS	13,5	25,3	22,2	20,7	18,3
ZRR	35,6	37,9	15,5	9,2	1,7

Tableau 26
Age du titulaire du contrat de location par zones de prix - Logements HLM et SEM

Zone de prix	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	65 ans et +
Zone 1 bis	7,5	19,2	22,2	27,6	23,6
Hors ZUS	7,6	19,4	22,2	27,3	23,4
ZUS	6,2	17,5	21,9	29,6	24,8
Zone 1	12,6	24,5	23,4	23,3	16,2
Hors ZUS	13,1	25,2	23,4	22,3	16,0
ZUS	11,5	23,2	23,5	25,5	16,4
Zone 2	14,2	22,5	20,5	21,5	21,4
Hors ZUS	14,4	23,0	20,6	20,3	21,7
ZUS	13,6	21,2	20,4	24,0	20,7
Zone 3	13,8	22,9	21,1	21,6	20,6
Hors ZUS ZRR	13,9	23,4	21,1	20,7	20,9
ZUS	13,1	21,4	21,1	24,5	19,8
ZRR	16,0	23,2	19,8	18,5	22,5
France métropolitaine	13,8	22,9	21,1	21,6	20,6
Hors ZUS ZRR	13,9	23,4	21,1	20,7	20,9
ZUS	13,1	21,4	21,1	24,5	19,8
ZRR	16,0	23,1	19,8	18,5	22,5
DOM	13,2	30,1	25,1	18,2	13,4
Hors ZUS ZRR	13,0	32,2	26,5	17,1	11,2
ZUS	13,5	25,3	22,2	20,7	18,3
ZRR	35,6	37,9	15,5	9,2	1,7

Tableau 27
Evolution de l'âge du titulaire du contrat de location depuis 2000 - Logements HLM et SEM

	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	plus de 65 ans
2000					
France métropolitaine	15,0	24,1	20,7	19,5	20,1
ZUS	13,9	22,8	21,2	22,5	18,7
ZRR	16,9	24,9	18,4	16,8	22,3
DOM	14,7	30,4	25,1	16,2	11,4
ZUS	18,9	27,3	20,8	19,3	13,7
ZRR	--	--	--	--	--
2003					
France métropolitaine	13,8	22,9	21,1	21,6	20,6
ZUS	13,1	21,4	21,1	24,5	19,8
ZRR	16,0	23,1	19,8	18,5	22,5
DOM	13,2	30,1	25,1	18,2	13,4
ZUS	13,5	25,3	22,2	20,7	18,3
ZRR	35,6	37,9	15,5	9,2	1,7

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Les logements appartenant aux autres bailleurs sont, d'une manière générale, occupés par des ménages plus jeunes que les logements des HLM et des SEM. Cependant les SCI filiales de la CDC font exception avec une sous représentation des titulaires de bail âgés de moins de 30 ans. Pour les autres bailleurs sociaux, on relève un pourcentage élevé de la tranche 30-39 ans dans les logements des administrations publiques, de cette même tranche et des 40-49 ans dans le parc appartenant aux organismes agréés et des moins de 30 ans dans les logements appartenant aux autres personnes morales. Dans le parc appartenant aux bailleurs privés, ce sont les moins de 30 ans et les 40-49 ans qui sont surreprésentés.

Tableau 28
Age du titulaire du contrat de location par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 64 ans	65 ans et +
Administrations publiques	23,2	28,1	17,1	12,3	19,3
SCI filiales de la CDC	9,2	22,4	22,8	22,1	23,5
Organismes agréés	15,9	26,2	25,0	20,6	12,3
Autres personnes morales	27,7	22,3	22,8	17,8	9,4
Total autres bailleurs sociaux	20,5	24,4	21,3	17,5	16,3
Bailleurs privés	24,4	22,7	23,2	18,2	11,5

AGE DES OCCUPANTS

La variable sur l'âge des occupants apporte une information complémentaire. Elle est évidemment corrélée avec les variables analysées précédemment : l'âge du titulaire du bail et la composition des ménages. La répartition de l'âge des occupants (Q23 à Q25) est calculée par rapport au nombre total des personnes pour lesquelles cette variable est renseignée.

LOGEMENTS HLM ET SEM

La part des personnes mineures est à relier à la présence des ménages avec enfants. La carte de France représentant le poids de cette catégorie est proche de celle relative au pourcentage des ménages avec enfants. Les moins de 18 ans constituent 29,7 % des occupants des logements sociaux. Les 18-24 ans en représentent 10,5 %, les 25-64 ans 48,9 % et les plus de 65 ans, 11,0 %.

Les personnes âgées de moins de 25 ans sont surreprésentées : 39,2 % contre 31 % dans l'ensemble de la population. Ceci s'explique évidemment par le pourcentage plus élevé des familles évoqué précédemment. C'est dans la région Nord - Pas-de-Calais et en Ile-de-France que la part des mineurs dans le parc social est la plus élevée.

Dans les ZUS, les jeunes âgés entre 18 et 25 ans sont plus représentés : 11,6 % contre 9,8 % dans les territoires situés hors des zones prioritaires. Dans les ZRR, ce sont les personnes âgées de plus de 65 ans qui sont dans des proportions plus élevées. La surreprésentation des familles dans les ZUS explique la proportion plus élevée qu'ailleurs des individus de moins de 25 ans, mais avec un écart relativement faible pour les moins de 18 ans et plus significatif pour les jeunes âgés entre 18 et 25 ans. Les logements des ZUS sont donc occupés par des familles plus nombreuses avec des enfants plus âgés, des jeunes majeurs résidant encore chez leurs parents.

La surreprésentation des familles dans les DOM se traduit par une proportion élevée des enfants de moins de 18 ans. Ce phénomène est moins marqué dans les ZUS des DOM, zones dans lesquelles les personnes âgées sont plus nombreuses.

Les personnes âgées de plus de 65 ans sont représentées dans des proportions plus importantes en zone 1 bis et nettement moins en zone 1. Le pourcentage des 25-64 ans est supérieur à la moyenne dans la même zone 1 bis ainsi qu'en zone 1 hors 1 bis. Les mineurs sont plus nombreux en zone 3.

En termes d'évolution, le phénomène de vieillissement évoqué précédemment apparaît également avec une augmentation des personnes de plus de 65 ans mais qui ne concerne que la période 2000-2003, la structure par âge s'étant peu modifiée entre 1997 et 2000. Notons enfin un renversement de tendance dans les ZRR quant à l'évolution de la part des personnes de plus de 65 ans : augmentation importante entre 1997 et 2000, suivie d'une diminution entre 2000 et 2003.

Tableau 29
Age des occupants par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM - Ensemble des résidences principales

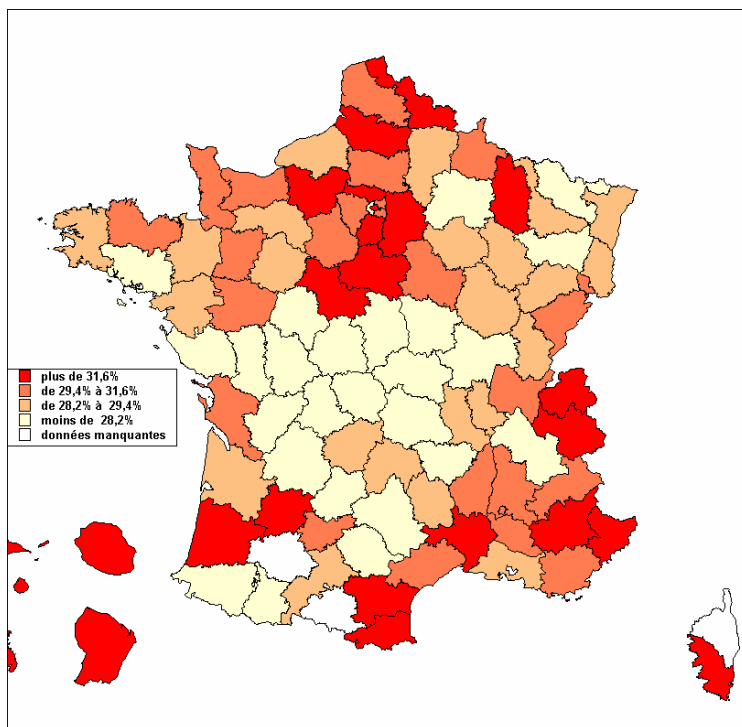
Région Département Agglomérations	Moins de 18 ans		18-24 ans		25-64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
Ile de France	31,6	22,9	9,8	9,2	49,2	55,7	9,4	12,2
Paris	31,6		9,7		49,4		9,4	
75-Paris	34,1	16,4	8,5	9,4	44,8	58,9	12,6	15,3
77-Seine et Marne	32,9	26,0	10,1	9,3	49,7	54,3	7,3	10,4
Meaux	34,6		9,3		47,8		8,4	
78-Yvelines	30,4	25,0	10,8	9,1	50,4	54,8	8,4	11,0
91-Essonnes	32,3	24,8	10,4	9,0	50,8	55,4	6,5	10,8
92-Hauts de Seine	26,2	21,7	9,5	8,3	52,1	56,3	12,2	13,8
93-Seine Saint Denis	31,5	25,5	10,2	9,7	49,9	53,8	8,4	11,0
94-Val de Marne	29,4	22,7	9,5	8,7	51,1	55,5	10,0	13,0
95-Val-d'Oise	31,7	26,3	10,6	9,9	50,2	53,8	7,4	10,0
Champagne-Ardenne	28,5	22,7	11,5	9,1	49,0	52,4	11,1	15,7
08-Ardenne	29,6	23,8	11,1	8,4	48,4	51,7	10,9	16,1
Charleville-Mézières	29,4		11,6		48,4		10,6	
10-Aube	28,4	22,3	11,9	8,4	48,7	52,4	11,0	16,9
Troyes	26,6		12,3		48,9		12,2	
51-Marne	27,8	22,5	11,2	10,4	49,8	53,0	11,2	14,1
Châlons-en-Champagne	28,2		15,2		47,7		8,9	
Reims	26,3		10,8		50,7		12,2	
52-Haute-Marne	29,2	22,3	12,4	7,7	47,3	51,9	11,0	18,1
Picardie	30,4	24,3	10,7	9,1	48,3	52,5	10,6	14,2
02-Aisne	28,5	24,1	10,6	8,5	45,2	51,5	15,7	15,9
Saint-Quentin	30,0		10,8		48,3		10,8	
60-Oise	30,8	25,5	10,8	8,7	50,0	53,8	8,4	12,0
Beauvais	31,3		10,6		50,0		8,1	
Compiègne	29,1		10,8		50,3		9,8	
Creil	30,9		11,3		49,2		8,7	
80-Somme	32,3	22,7	10,8	10,1	48,7	51,6	8,1	15,6
Amiens	32,4		10,9		48,9		7,8	
Haute-Normandie	29,2	24,0	11,9	9,2	47,5	52,3	11,4	14,6
27-Eure	32,2	24,7	11,0	8,2	48,4	53,0	8,4	14,1
Evreux	31,3		11,7		48,2		8,8	
76-Seine Maritime	28,3	23,6	12,2	9,6	47,3	52,0	12,3	14,8
Elbeuf	30,6		12,7		46,6		10,0	
Rouen	26,0		12,7		47,6		13,7	
Le Havre	28,6		12,6		46,2		12,7	
Centre	29,0	21,7	9,2	10,5	50,1	52,3	10,3	17,7
18-Cher	23,9	20,3	9,5	7,2	52,7	52,7	13,9	19,8
Bourges	30,2		9,1		52,2		8,5	
28-Eure et Loir	29,6	24,1	11,6	8,0	48,3	52,4	10,5	15,4
Chartres	28,2		11,7		50,9		9,1	
36-Indre	25,2	18,5	10,8	7,0	51,4	51,6	12,6	22,8
Châteauroux	-		-		-		-	
37-Indre et Loire	26,7	21,2	10,6	9,8	51,3	52,1	11,4	16,9
Tours	25,9		10,6		51,9		11,6	
41-Loir et Cher	32,3	20,9	9,6	7,4	49,2	51,7	8,9	20,1
Blois	31,4		10,2		49,2		9,2	
45-Loiret	32,7	22,9	10,6	8,7	49,0	52,6	7,7	15,8
Montargis	30,6		11,6		47,5		10,4	
Orléans	33,2		10,1		49,4		7,3	
Basse Normandie	30,0	22,7	10,2	8,9	47,6	51,2	12,2	17,2
14-Calvados	30,4	22,9	9,6	10,1	48,6	51,7	11,4	15,3
Caen	30,2		10,1		49,4		10,3	
50-Manche	29,9	22,6	10,7	7,8	46,8	50,8	12,6	18,8
Cherbourg	32,9		12,1		44,4		10,6	
61-Orne	29,2	22,2	10,9	8,0	46,1	51,0	13,8	18,8
Bourgogne	27,9	21,0	10,5	8,2	49,0	51,9	12,6	18,9
21-Côte-d'Or	28,9	21,6	11,2	10,3	50,2	52,5	9,8	15,6
Dijon	28,4		11,6		50,4		9,7	
58-Nièvre	26,3	19,0	9,3	7,0	49,6	51,3	14,8	22,7
Nevers	24,6		9,0		53,4		12,9	
71-Saône et Loire	25,8	20,6	9,8	7,4	48,3	51,9	16,1	20,1
Chalon-sur-Saône	27,7		10,2		49,0		13,2	
89-Yonne	31,0	22,0	11,2	7,4	48,2	51,3	9,6	19,3

Région Département Agglomérations	Moins de 18 ans		18-24 ans		25-64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Nord-Pas-de-Calais	31,7	25,0	10,6	10,2	46,6	50,6	11,1
59-Nord	31,9	25,1	10,4	10,7	46,8	50,6	10,9	13,6
Armentières	28,8		10,8		45,1		15,3	
Douai	31,5		10,8		46,3		11,5	
Dunkerque	30,3		11,9		48,4		9,5	
Lille	33,3		10,0		45,9		10,8	
Maubeuge	32,9		15,3		44,4		7,4	
Valenciennes	26,9		9,6		48,9		14,6	
62-Pas de Calais	31,3	24,9	11,0	9,5	46,3	50,4	11,4	15,2
Arras	29,3		11,2		49,2		10,3	
Béthune	29,7		11,0		45,5		13,9	
Boulogne-sur-Mer	31,4		11,8		46,5		10,3	
Calais	32,3		11,3		45,9		10,4	
Saint-Omer	31,7		12,4		46,8		9,1	
Lorraine	27,9	22,5	11,1	9,0	49,9	53,0	11,1	15,5
54-Meurthe et Moselle	29,1	22,1	11,8	10,4	48,6	52,2	10,5	15,3
Nancy	29,6		12,4		48,8		9,2	
55-Meuse	32,6	22,9	11,7	7,9	44,5	51,5	11,1	17,8
57-Moselle	26,3	22,7	10,4	8,7	51,7	54,1	11,6	14,5
Forbach	26,3		11,3		50,1		12,3	
Metz	24,6		9,9		54,0		11,5	
Thionville	25,8		10,1		49,3		14,9	
88-Vosges	27,1	22,6	9,6	8,1	52,1	52,1	11,2	17,2
Epinal	-		-		-		-	
Alsace	28,5	22,5	10,5	8,9	50,6	54,7	10,4	13,9
67-Bas-Rhin	28,4	22,2	10,0	9,5	51,4	54,7	10,2	13,7
Haguenau	36,5		9,3		49,3		4,9	
Strasbourg	27,0		10,1		52,0		11,0	
68-Haut-Rhin	28,5	23,0	10,8	8,1	50,2	54,6	10,6	14,3
Colmar	26,8		11,4		48,7		13,1	
Mulhouse	30,1		11,3		48,5		10,2	
Franche-Comté	29,4	22,6	11,4	9,0	48,7	52,5	10,5	15,9
25-Doubs	29,8	22,8	10,9	10,1	48,7	52,6	10,5	14,4
Besançon	27,1		11,6		49,2		12,1	
Montbéliard	30,1		11,0		48,0		10,8	
39-Jura	28,4	22,2	11,8	7,6	49,1	51,8	10,7	18,4
70-Haute-Saône	29,2	22,4	12,2	8,0	48,9	52,4	9,8	17,2
90-Belfort	29,6	22,7	11,5	9,0	48,3	53,4	10,7	14,9
Belfort	29,2		11,4		48,2		11,2	
Pays de Loire	28,7	22,7	11,4	9,6	49,3	51,6	10,5	16,1
44-Loire Atlantique	28,3	22,9	10,8	10,2	50,4	52,3	10,4	14,6
Nantes	27,9		11,0		51,2		9,9	
Saint-Nazaire	29,1		10,5		48,6		11,7	
49-Maine et Loire	29,4	23,5	12,1	10,6	48,1	50,6	10,4	15,3
Angers	29,2		12,5		48,7		9,6	
Cholet	-		-		-		-	
53-Mayenne	29,5	23,2	10,6	8,6	47,8	50,9	12,1	17,3
Laval	29,7		11,0		49,4		10,0	
72-Sarthe	28,5	22,3	11,2	8,6	49,6	51,7	10,7	17,4
Le Mans	27,0		11,5		50,6		10,9	
85-Vendée	27,5	21,6	12,6	8,4	50,3	51,4	9,5	18,6
Bretagne	29,0	21,6	10,7	9,1	49,0	51,4	11,3	17,9
22-Côte d'Armor	30,1	20,6	9,4	7,6	48,4	50,6	12,1	21,2
Saint-Brieuc	-		-		-		-	
29-Finistère	29,0	21,1	10,4	8,6	49,7	51,5	10,9	18,7
Brest	29,2		10,6		49,0		11,1	
Quimper	27,2		11,6		53,6		7,5	
35-Ille et Vilaine	29,1	22,5	10,9	11,0	49,5	51,7	10,5	14,8
Rennes	29,4		11,7		50,4		8,6	
Saint-Malo	28,6		10,0		49,6		11,7	
56-Morbihan	28,0	21,7	11,4	8,3	47,5	51,5	13,1	18,5
Lorient	28,4		12,0		48,1		11,5	
Vannes	29,3		12,3		49,9		8,6	
Poitou-Charentes	27,6	20,0	10,6	8,4	51,0	51,6	10,8	19,9
16-Charente	28,1	19,9	11,9	7,5	50,0	52,4	10,0	20,1
Angoulême	27,5		11,9		50,9		9,7	
17-Charente Maritime	29,8	19,6	8,7	7,7	49,4	51,2	12,1	21,4
La Rochelle	27,8		8,6		50,6		13,0	
79-Deux-Sèvres	25,0	21,1	10,1	7,6	54,7	52,1	10,2	19,2
Niort	30,3		9,7		52,0		8,0	
86-Vienne	26,3	19,8	11,7	10,9	51,5	51,0	10,5	18,2
Poitiers	24,9		12,3		53,5		9,4	

Région Département Agglomérations	Moins de 18 ans		18-24 ans		25-64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Aquitaine	27,4	19,8	10,8	8,5	48,5	52,5	13,3
24-Dordogne	25,2	18,2	10,5	6,7	51,0	51,3	13,3	23,9
<i>Bergerac</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Périgueux</i>	23,2	—	12,1	—	49,7	—	15,0	—
33-Gironde	28,3	20,5	9,8	10,0	51,4	53,2	10,5	16,4
<i>Arcachon</i>	27,2	—	8,1	—	50,0	—	14,8	—
<i>Bordeaux</i>	28,8	—	9,7	—	52,1	—	9,3	—
40-Landes	33,2	19,4	7,5	6,6	48,2	52,8	11,2	21,2
47-Lot-et-Garonne	32,2	19,7	10,9	7,3	45,8	51,0	11,1	22,0
64-Pyrénées Atlantiques	23,5	19,6	14,1	8,1	42,3	52,4	20,0	19,9
<i>Bayonne</i>	27,4	—	8,5	—	49,3	—	14,9	—
<i>Pau</i>	17,9	—	20,9	—	33,0	—	28,2	—
Midi-Pyrénées	28,4	19,5	10,6	8,5	48,7	52,7	12,3	19,3
09-Ariège	—	—	—	—	—	—	—	—
12-Aveyron	27,6	18,5	10,3	6,9	48,0	51,4	14,0	23,2
31-Haute-Garonne	29,1	20,3	10,6	10,8	49,4	54,2	10,9	14,7
<i>Toulouse</i>	28,9	—	10,7	—	49,3	—	11,0	—
32-Gers	—	18,0	—	6,1	—	51,8	—	24,0
46-Lot	28,1	18,3	12,6	6,3	49,7	51,2	9,7	24,2
65-Hautes Pyrénées	26,1	18,4	9,8	7,1	49,6	52,8	14,5	21,7
<i>Tarbes</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
81-Tarn	27,3	19,6	11,0	7,5	46,2	51,1	15,5	21,8
<i>Albi</i>	26,7	—	11,8	—	46,8	—	14,7	—
<i>Castres</i>	29,6	—	9,6	—	46,1	—	14,8	—
82-Tarn et Garonne	30,0	20,6	10,5	7,1	46,2	51,7	13,2	20,6
<i>Montauban</i>	29,0	—	12,0	—	46,8	—	12,1	—
Limousin	25,7	26,1	9,3	9,7	50,7	50,1	14,3	14,2
19-Corrèze	28,2	17,4	10,8	7,9	49,5	51,5	11,6	23,2
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	29,3	17,5	11,6	6,8	48,8	51,6	10,3	24,1
23-Creuse	25,8	—	11,2	—	49,6	—	13,4	—
87-Haute Vienne	25,0	16,6	8,4	6,2	51,2	49,9	15,3	27,3
<i>Limoges</i>	24,6	17,5	9,2	9,3	51,4	52,1	14,8	21,1
Rhône-Alpes	29,2	30,4	10,6	10,4	49,0	48,4	11,1	10,8
01-Ain	30,5	22,9	11,5	9,1	49,2	53,2	8,8	14,9
<i>Bourg-en-Bresse</i>	27,9	24,4	12,3	8,0	48,4	53,8	11,3	13,8
07-Ardèche	29,7	—	9,9	—	47,8	—	12,6	—
26-Drôme	29,6	21,1	10,6	7,0	48,6	52,7	11,2	19,2
<i>Romans-sur-Isère</i>	29,4	22,9	10,3	7,7	48,6	52,3	11,8	17,0
<i>Valence</i>	29,9	—	10,7	—	47,7	—	11,7	—
38-Isère	28,5	—	10,9	—	50,6	—	10,0	—
<i>Grenoble</i>	28,1	23,3	10,7	9,7	49,4	53,2	11,8	13,8
42-Loire	25,9	—	10,8	—	47,5	—	15,8	—
<i>Roanne</i>	29,1	21,7	10,2	9,0	49,9	51,6	10,9	17,6
<i>Saint-Chamond</i>	29,3	—	9,1	—	45,3	—	16,3	—
<i>Saint-Etienne</i>	23,9	—	11,5	—	47,2	—	17,3	—
69-Rhône	28,8	22,7	10,8	10,3	48,4	52,8	12,0	14,1
<i>Lyon</i>	28,7	—	10,8	—	48,5	—	12,0	—
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	30,5	—	11,9	—	47,0	—	10,7	—
73-Savoie	31,6	22,0	9,2	8,6	50,4	53,8	8,8	15,7
<i>Chambéry</i>	29,6	—	10,3	—	50,2	—	9,9	—
74-Haute-Savoie	33,5	23,8	9,9	7,7	49,5	55,5	7,0	13,0
<i>Annecy</i>	31,6	—	9,6	—	50,2	—	8,6	—
<i>Annemasse</i>	30,4	—	9,5	—	45,0	—	15,1	—
<i>Cluses</i>	36,6	—	9,9	—	47,7	—	5,8	—
<i>Thonon-les-Bains</i>	31,2	—	10,2	—	50,5	—	8,1	—
Auvergne	28,1	19,2	9,6	8,3	50,4	53,0	12,0	19,5
03-Allier	27,7	18,4	9,1	7,2	49,5	51,9	13,6	22,5
<i>Montluçon</i>	25,1	—	9,3	—	50,1	—	15,5	—
<i>Vichy</i>	28,8	—	10,4	—	48,3	—	12,5	—
15-Cantal	29,2	17,9	10,6	7,2	50,3	52,5	9,9	22,4
43-Haute-Loire	27,6	20,9	9,8	7,5	47,5	52,3	15,0	19,3
63-Puy-de-Dôme	28,1	19,3	9,6	9,6	51,5	54,0	10,8	17,1
<i>Clermont-Ferrand</i>	26,9	—	9,9	—	51,9	—	11,3	—
Languedoc-Roussillon	30,9	20,5	10,3	8,5	46,0	51,3	12,8	19,6
11-Aude	31,9	19,6	9,1	7,0	46,1	50,7	12,9	22,7
30-Gard	32,2	21,7	9,4	7,8	44,4	52,3	14,0	18,3
<i>Alès</i>	23,2	—	7,2	—	46,6	—	23,0	—
<i>Nîmes</i>	30,6	—	7,7	—	47,7	—	14,0	—
34-Hérault	29,7	20,5	10,8	10,0	47,4	51,5	12,1	17,9
<i>Béziers</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Montpellier</i>	28,6	—	10,7	—	49,5	—	11,2	—
<i>Sète</i>	30,2	—	6,4	—	50,4	—	13,0	—
48-Lozère	28,4	19,5	12,0	7,5	49,9	52,1	9,7	20,9
66-Pyrénées orientales	32,3	19,6	12,0	7,7	42,6	49,8	13,2	22,8
<i>Perpignan</i>	31,3	—	11,9	—	43,5	—	13,3	—

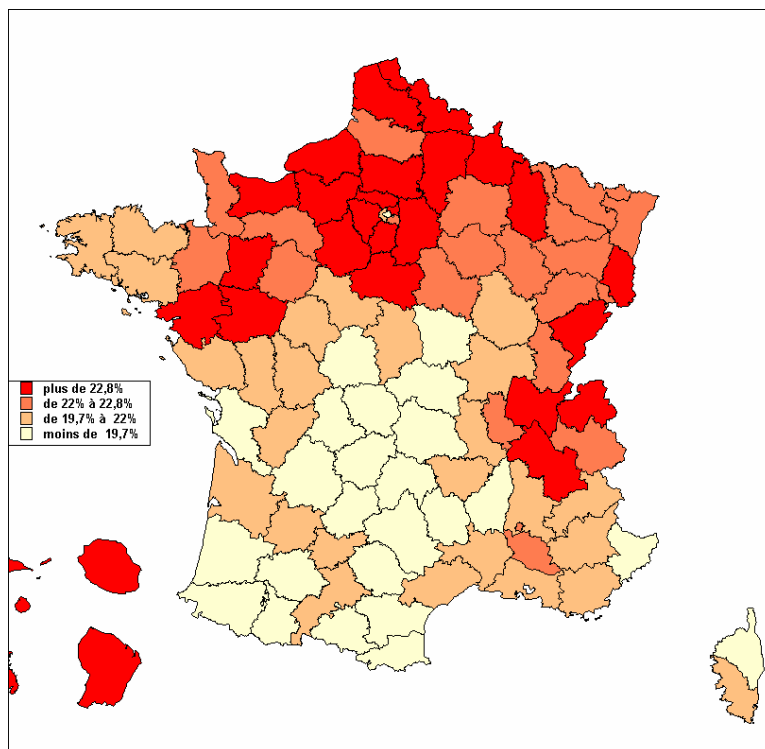
Région Département Agglomérations	Moins de 18 ans		18-24 ans		25-64 ans		65 ans et +	
	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999	OPS	RGP 1999
	Provence Alpes Côte d'Azur	29,8	21,0	9,6	8,1	47,4	52,2	13,2
04-Alpes de Haute Provence	35,5	21,1	7,8	6,4	47,2	52,7	9,6	19,9
05-Hautes Alpes	29,7	21,7	8,6	6,8	51,1	53,3	10,6	18,3
06-Alpes Maritimes	31,8	19,1	10,6	7,5	46,5	51,5	11,2	21,8
<i>Menton</i>	27,8		10,8		48,7		12,7	
<i>Nice</i>	31,7		10,9		45,8		11,6	
13-Bouches du Rhône	28,5	21,6	9,3	9,1	47,8	52,8	14,5	16,4
<i>Arles</i>	-		-		-		-	
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	30,6		10,1		48,6		10,8	
<i>Salon-de-Provence</i>	31,9		7,3		43,8		17,0	
83-Var	30,0	20,7	10,1	7,1	47,0	51,5	12,9	20,6
<i>Fréjus</i>	32,5		8,5		47,8		11,2	
<i>Toulon</i>	28,8		9,6		48,5		13,1	
84-Vaucluse	31,4	22,7	9,8	8,1	47,0	52,2	11,8	17,0
<i>Avignon</i>	31,0		10,2		47,1		11,7	
Corse	33,2	20,0	10,6	7,2	48,3	53,5	7,8	19,3
2a-Corse du Sud	33,2	20,6	10,6	6,7	48,3	53,4	7,8	19,3
<i>Ajaccio</i>	-		-		-		-	
2b-Haute Corse	-	19,6	-	7,6	-	53,6	-	19,3
<i>Bastia</i>	-		-		-		-	
France métropolitaine	29,7	22,1	10,5	8,9	48,9	52,9	11,0	16,1
DOM	37,2	32,6	10,2	8,7	46,4	50	6,2	8,7
971-Guadeloupe	33,1	30,2	9,9	8	48,5	51,5	8,5	10,3
<i>Point-à-Pitre</i>	-		-		-		-	
972-Martinique	37,0	28,2	9,2	7,4	48,2	52,1	5,6	12,3
<i>Fort-de-France</i>	-		-		-		-	
973-Guyane	48,6	41,7	10,2	8,5	38,9	45,7	2,3	4,1
<i>Cayenne</i>	-		-		-		-	
974-Réunion	38,5	34,4	10,9	9,6	44,9	49,1	5,7	6,9
<i>Le Port</i>	40,0		11,9		43,6		4,5	
<i>Saint-Denis</i>	36,3		10,5		46,2		7,0	
<i>Saint-Paul</i>	43,2		9,3		45,1		2,4	
<i>Saint-Pierre</i>	41,6		11,0		42,9		4,4	

Carte 51
Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



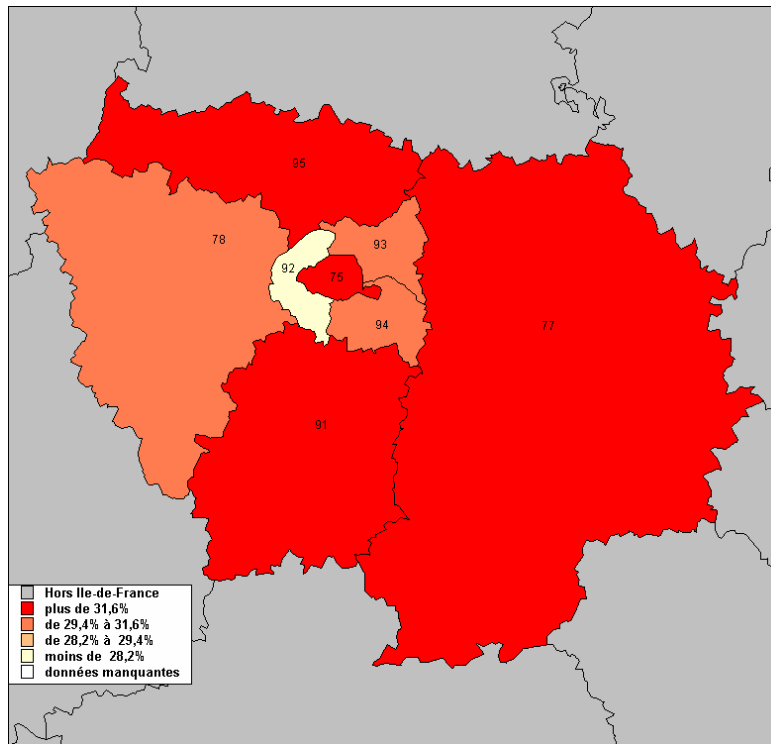
Source : OPS 2003

Carte 52
Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, France métropolitaine.



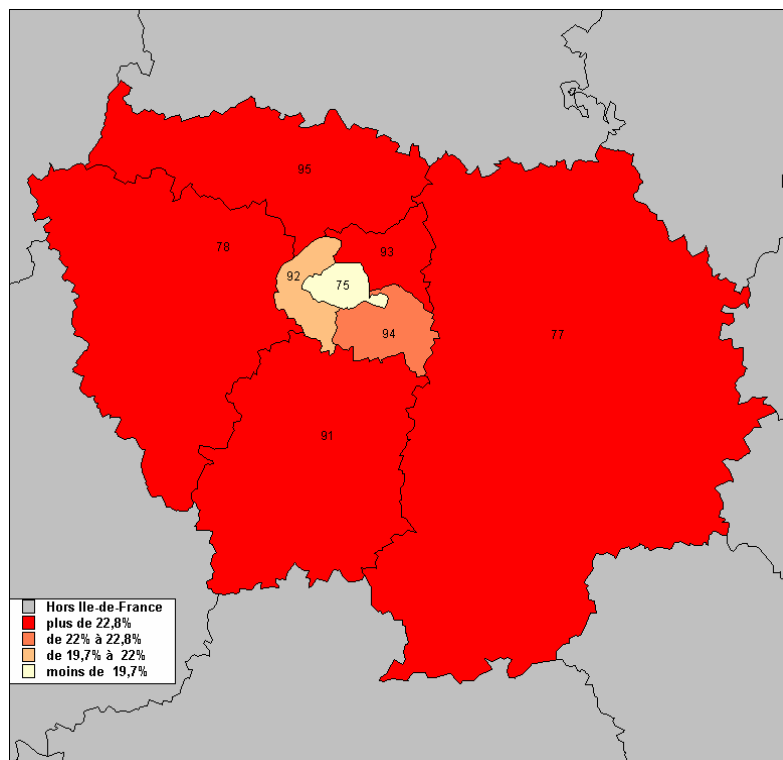
Source : RGP 1999

Carte 53
Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



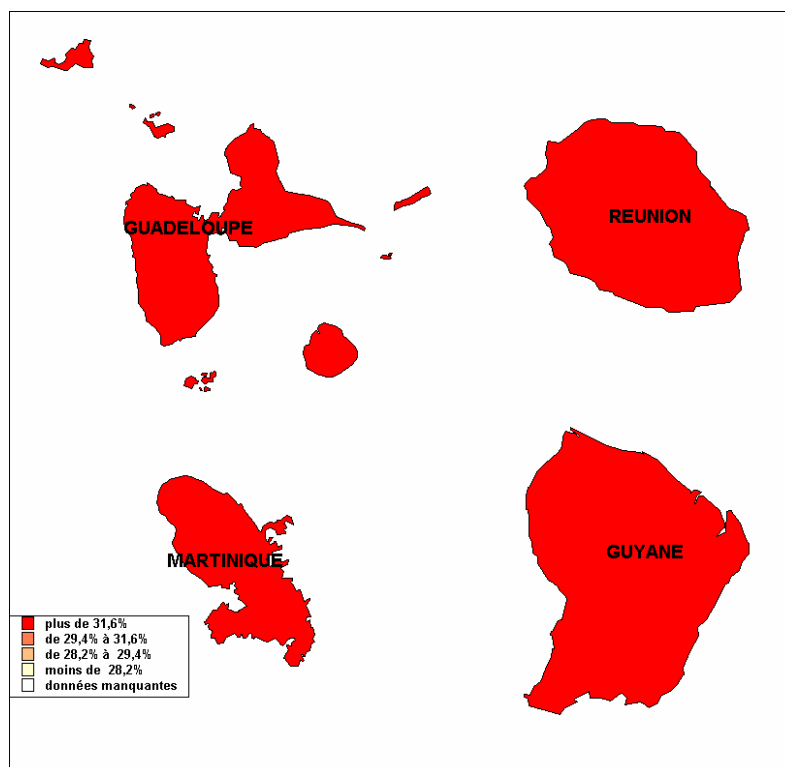
Source : OPS 2003

Carte 54
Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales.
Données départementales, Ile-de-France.



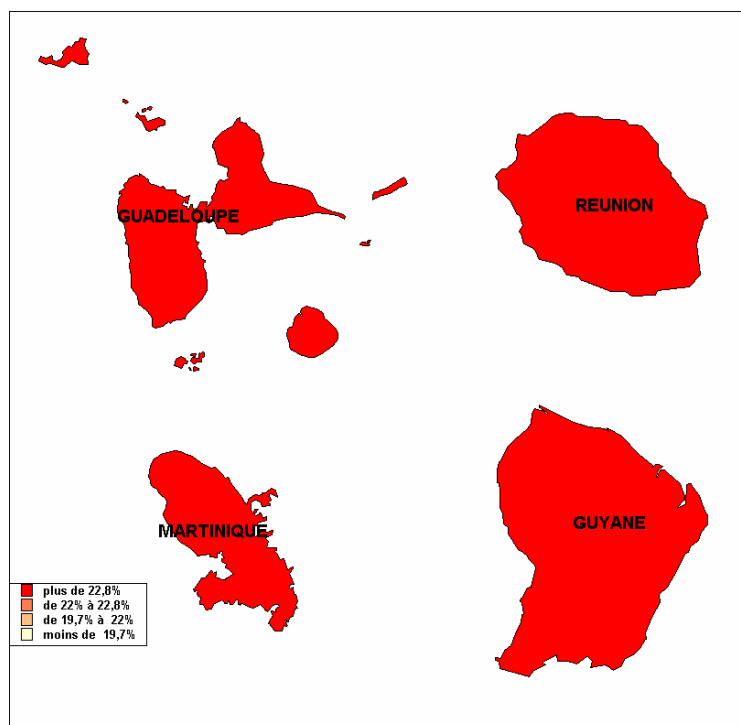
Source : RGP 1999

Carte 55
 Part des mineurs chez les résidents. Logements HLM et SEM.
 Données départementales. Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Carte 56
 Part des mineurs chez les résidents. Ensemble des résidences principales.
 Données départementales, Départements d'outre-mer.



Source : RGP 1999.

Tableau 30
Age des occupants par zones prioritaires - Logements HLM et SEM

Région	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
Ile de France	31,6	9,8	49,2	9,4
Hors ZUS ZRR	32,2	9,3	49,1	9,5
ZUS	29,9	11,1	49,8	9,2
Champagne-Ardenne	28,5	11,5	49,0	11,1
Hors ZUS ZRR	27,6	10,4	50,0	12,0
ZUS	30,1	12,9	47,4	9,6
ZRR	27,3	11,6	49,6	11,4
Picardie	30,4	10,7	48,3	10,6
Hors ZUS ZRR	29,9	10,4	49,0	10,7
ZUS	31,5	11,5	46,7	10,3
ZRR	28,5	10,4	47,9	13,2
Haute-Normandie	29,2	11,9	47,5	11,4
Hors ZUS ZRR	28,6	11,4	48,1	11,9
ZUS	30,8	13,3	45,9	9,9
ZRR	40,0	9,5	41,4	9,0
Centre	29,0	10,5	50,1	10,3
Hors ZUS ZRR	29,2	10,1	50,9	9,7
ZUS	29,2	11,9	48,3	10,7
ZRR	27,2	9,9	49,4	13,5
Basse Normandie	30,0	10,2	47,6	12,2
Hors ZUS ZRR	29,4	9,8	48,3	12,5
ZUS	32,9	12,0	44,9	10,1
ZRR	30,2	9,3	44,7	15,8
Bourgogne	27,9	10,5	49,0	12,6
Hors ZUS ZRR	27,2	9,9	49,5	13,4
ZUS	29,1	12,1	48,4	10,4
ZRR	28,6	9,9	47,4	14,1
Nord-Pas-de-Calais	31,7	10,6	46,6	11,1
Hors ZUS ZRR	30,7	10,3	47,0	12,0
ZUS	34,5	11,5	45,4	8,6
ZRR	39,3	9,3	39,9	11,5
Lorraine	27,9	11,1	49,9	11,1
Hors ZUS ZRR	26,9	10,3	50,7	12,1
ZUS	29,2	12,7	49,2	8,9
ZRR	35,8	12,4	42,1	9,6
Alsace	28,5	10,5	50,6	10,4
Hors ZUS ZRR	27,9	9,8	51,7	10,6
ZUS	29,9	12,6	47,6	10,0
ZRR	–	–	–	–
Franche-Comté	29,4	11,4	48,7	10,5
Hors ZUS ZRR	28,7	10,9	49,1	11,3
ZUS	30,3	12,2	48,0	9,4
ZRR	32,8	10,6	48,9	7,7

Région	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
Pays de Loire	28,7	11,4	49,3	10,5
Hors ZUS ZRR	28,5	11,1	49,6	10,8
ZUS	29,5	12,4	48,8	9,3
ZRR	30,8	8,9	43,5	16,8
Bretagne	29,0	10,7	49,0	11,3
Hors ZUS ZRR	29,2	10,6	50,0	10,2
ZUS	28,4	10,9	46,1	14,6
ZRR	25,2	9,5	46,3	19,0
Poitou-Charentes	27,6	10,6	51,0	10,8
Hors ZUS ZRR	26,9	10,5	51,8	10,7
ZUS	29,4	10,8	49,2	10,6
ZRR	26,8	10,4	49,7	13,0
Aquitaine	27,4	10,8	48,5	13,3
Hors ZUS ZRR	26,9	11,0	48,7	13,4
ZUS	28,2	10,7	48,5	12,6
ZRR	31,1	8,4	44,9	15,5
Midi-Pyrénées	28,4	10,6	48,7	12,3
Hors ZUS ZRR	27,8	10,3	49,9	11,9
ZUS	30,6	11,9	44,4	13,0
ZRR	28,1	10,1	49,0	12,8
Limousin	25,7	9,3	50,7	14,3
Hors ZUS ZRR	24,1	8,5	52,1	15,4
ZUS	29,5	10,4	48,5	11,6
ZRR	26,1	9,9	49,6	14,4
Rhône-Alpes	29,2	10,6	49,0	11,1
Hors ZUS ZRR	29,1	10,3	49,5	11,1
ZUS	29,5	12,0	47,4	11,1
ZRR	30,4	9,2	48,6	11,8
Auvergne	28,1	9,6	50,4	12,0
Hors ZUS ZRR	28,0	9,5	50,7	11,8
ZUS	26,9	10,3	50,0	12,7
ZRR	30,6	8,5	49,6	11,3
Languedoc-Roussillon	30,9	10,3	46,0	12,8
Hors ZUS ZRR	29,8	10,0	47,3	12,9
ZUS	33,3	10,8	43,2	12,8
ZRR	28,8	10,4	48,8	12,1
Provence Alpes Côte d'Azur	29,8	9,6	47,4	13,2
Hors ZUS ZRR	29,5	9,4	48,0	13,1
ZUS	30,6	10,2	45,8	13,4
ZRR	31,9	8,7	47,0	12,4
Corse	33,2	10,6	48,3	7,8
Hors ZUS ZRR	33,2	10,6	48,3	7,8
ZUS	–	–	–	–
ZRR	–	–	–	–
France métropolitaine	29,7	10,5	48,9	11,0
Hors ZUS ZRR	29,3	10,1	49,4	11,2
ZUS	30,8	11,5	47,4	10,3
ZRR	28,9	10,0	48,3	12,8

Région	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
DOM	37,2	10,2	46,4	6,2
Hors ZUS ZRR	38,2	10,4	46,2	5,1
ZUS	34,8	9,8	46,8	8,6
ZRR	44,4	11,0	43,8	0,8

*Tableau 31
Age des occupants par zones de prix - Logements HLM et SEM*

Zone de prix	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
Zone 1 bis	25,8	9,5	51,4	13,3
Hors ZUS	25,4	9,4	51,8	13,4
ZUS	27,9	10,2	49,0	12,9
Zone 1	30,9	10,3	50,6	8,3
Hors ZUS	30,4	9,8	51,3	8,5
ZUS	31,9	11,2	49,2	7,8
Zone 2	29,0	10,8	48,7	11,5
Hors ZUS	28,2	10,4	49,4	12,0
ZUS	30,8	11,6	47,2	10,4
Zone 3	10,3	47,5	11,1	10,3
Hors ZUS ZRR	10,0	47,6	10,8	10,0
ZUS	12,0	46,6	11,4	12,0
ZRR	28,9	10,0	48,3	12,8
France métropolitaine	29,7	10,5	48,9	11,0
Hors ZUS ZRR	29,3	10,1	49,4	11,2
ZUS	30,8	11,5	47,4	10,3
ZRR	28,9	10,0	48,3	12,8
DOM	37,2	10,2	46,4	6,2
Hors ZUS ZRR	38,2	10,4	46,2	5,1
ZUS	34,8	9,8	46,8	8,6
ZRR	44,4	11,0	43,8	0,8

*Tableau 32
Evolution de l'âge des occupants depuis 1997- Logements HLM et SEM*

	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
1997				
France métropolitaine	30,5	10,3	48,5	10,7
ZUS	32,9	11,2	47,1	8,8
ZRR	30,3	9,5	47,9	12,3
DOM	38,8	10,9	44,9	5,4
ZUS	36,2	11,3	46,3	6,2
ZRR	44,4	8,3	46,4	0,9
2000				
France métropolitaine	30,2	10,2	49,0	10,7
ZUS	32,1	11,1	47,6	9,3
ZRR	28,9	8,7	46,5	15,8
DOM	37,0	11,2	43,6	8,1
ZUS	34,5	12,1	41,6	11,9
ZRR	--	--	--	--
2003				
France métropolitaine	29,7	10,5	48,9	11,0
ZUS	30,8	11,5	47,4	10,3
ZRR	28,9	10,0	48,3	12,8
DOM	37,2	10,2	46,4	6,2
ZUS	34,8	9,8	46,8	8,6
ZRR	44,4	11,0	43,8	0,8

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part des mineurs est plus élevée dans les logements appartenant aux autres bailleurs sociaux, en particulier dans ceux appartenant aux organismes agréés (44,1%). Pour ce segment de parc ainsi que celui appartenant aux autres personnes morales, la proportion d'occupants de plus de 65 ans est nettement inférieure à celle observée dans le parc HLM et SEM, alors que cette part approche 12 % dans le parc des SCI filiales de la CDC. La structure par âge des locataires des bailleurs privés se distingue par un poids plus élevé des jeunes majeurs (18-25 ans) : 14,1 %.

*Tableau 33
Age des occupants par catégories de bailleurs -
Logements appartenant aux autres bailleurs*

Catégories de bailleurs	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-64 ans	65 ans et +
Administrations publiques	30,5	9,5	50,2	9,8
SCI filiales de la CDC	29,0	10,9	48,5	11,7
Organismes agréés	44,1	9,3	41,2	5,5
Autres personnes morales	33,8	12,3	49,5	4,4
Total autres bailleurs sociaux	32,6	10,8	48,5	8,2
Bailleurs privés	30,7	14,1	49,5	5,6

LE NIVEAU DE RESSOURCES DES MENAGES

La répartition des ménages en fonction du plafond (Q13) est calculée par rapport au nombre de ménages pour lesquels cette variable est renseignée : soit la quasi-totalité pour les logements des organismes d'HLM et des SEM (99,9 %), moins pour les autres bailleurs sociaux (91,4 %) et les bailleurs privés (81,9 %). Précisons qu'est prise en compte la somme des revenus de l'année 2001 nets imposables à l'impôt sur le revenu de l'ensemble des personnes vivant au foyer (Cf. en annexe la règle de détermination des plafonds de ressources²). Cette donnée est considérée comme relativement fiable car les locataires doivent joindre une copie de la déclaration de revenus au questionnaire. Rappelons que les revenus nets imposables ne comprennent pas les revenus issus de transferts sociaux. Par ailleurs, l'indicateur utilisé dans l'enquête OPS présente les ressources sous forme d'un pourcentage du plafond de ressources réglementaires pour l'accès au logement locatif social. Cet indicateur tient compte de la composition familiale et de la localisation du logement. Il n'est donc comparable à aucune autre donnée nationale sur les revenus. La fiabilité des informations n'est pas garantie pour les bailleurs autres qu'organismes d'HLM et SEM car ils effectuent eux-mêmes le calcul à partir des renseignements fournis par les locataires.

LOGEMENTS HLM ET SEM

D'une manière générale, les ressources des occupants du parc social sont faibles. Le pourcentage des ménages dont les ressources sont inférieures à 60 % du plafond PLUS constitue un indicateur de référence. En 2003, 60,3 % des ménages répondent à ce critère. De manière schématique, on peut retenir, pour la moyenne française, que les quatre tranches de revenus les plus faibles, moins de 20 % du plafond, 20-40 %, 40-60 % et 60-80 % concentrent chacune environ 20 % des ménages occupant le parc HLM et SEM. Notons que dans le même temps, 10,5 % des ménages dépassent le plafond. Précisons que, pour l'ensemble de la population, d'après une estimation fondée sur les résultats de la dernière enquête logement de l'INSEE, au début 2003, 64 % des ménages ont des ressources inférieures au plafond d'accès au parc social.

Le profil des revenus des locataires du parc social varie peu selon les régions. Cependant les régions du Nord - Pas-de-Calais, de Bretagne, de Poitou-Charentes, de Midi-Pyrénées, d'Auvergne, du Languedoc-Roussillon, de PACA et de Corse ont un parc social occupé par au minimum 65 % de ménages dont les revenus sont inférieurs à 60 % du plafond. Ces régions se trouvaient déjà en 2000 dans une situation similaire. Dans les DOM, le poids des ménages à faibles ressources est inférieur à 65 % mais supérieur à la moyenne de la France métropolitaine. Les régions Ile-de-France, Bourgogne et Alsace se caractérisent par un pourcentage des ménages dépassant le plafond supérieur à 13 %.

Phénomène déjà mis en évidence lors des enquêtes précédentes, les logements situés en ZUS sont occupés par une part plus importante de ménages à faibles ressources : 69,6 % ont des revenus inférieurs à 60 % du plafond. Cette situation apparaît également, mais de manière moins marquée, dans les ZRR : le pourcentage est de 65,6 %. Par ailleurs, le pourcentage des ménages dépassant le plafond est moins élevé qu'ailleurs dans les zones prioritaires.

² : Le questionnaire précise les éléments suivants :

- en métropole, le plafond de ressources pris en compte est celui fixé pour l'année 2003 par l'annexe 1 de l'arrêté du 29 juillet 1987 (plafond plus) ;
- dans les DOM, le plafond de ressources pris en compte est celui fixé pour l'année 2003 par l'article premier de l'arrêté du 13 mars 1986 (plafond des logements LLS).

Si l'on considère les zones de prix, on voit apparaître une hiérarchie prévisible : un pourcentage de ménages à faibles ressources qui va croissant lorsque l'on va de la zone 1 bis à la zone 3 : 62,8 % de ménages en dessous de 60 % du plafond en zone 3 contre 51,2 % en zone 1 bis. La même hiérarchie apparaît, de manière inversée, pour le pourcentage des dépassements de plafond.

Les résultats de l'enquête 1997 ont été rappelés pour mémoire, mais les évolutions ne peuvent pas être aisément interprétées compte tenu de la modification du mode de calcul³ et de relèvements spécifiques importants des plafonds de ressources sur les personnes seules et les ménages de deux et trois personnes.

Entre 2000 et 2003, seule intervient une indexation de barème. Depuis le 1^{er} janvier 1999, le plafond de ressources est révisé en fonction de l'évolution du SMIC.

Pourtant les plafonds de ressources ont augmenté depuis 2000 dans des proportions inférieures au revenu moyen par habitant. Le plafond de ressources a augmenté de 1,24 % au 1^{er} janvier 2000, 3,19 % au 1^{er} janvier 2001 et de 4,05 % au 1^{er} janvier 2002 alors que le revenu disponible brut par habitant⁴ a augmenté de 4,2 % en 2000, 4,3 % en 2001 et 3,3 % en 2002. La part des ménages les plus pauvres s'accroît légèrement entre 2000 et 2003 : 60,3 % des ménages ont des ressources inférieures à 60 % du plafond en 2003 contre 58,8 % en 2000.

³ : La calcul ne prend plus en compte la présence ou non d'actifs dans le ménage et l'identification de la localisation géographique se réduit aux trois catégories : Paris, Ile-de-France hors Paris et les autres régions.

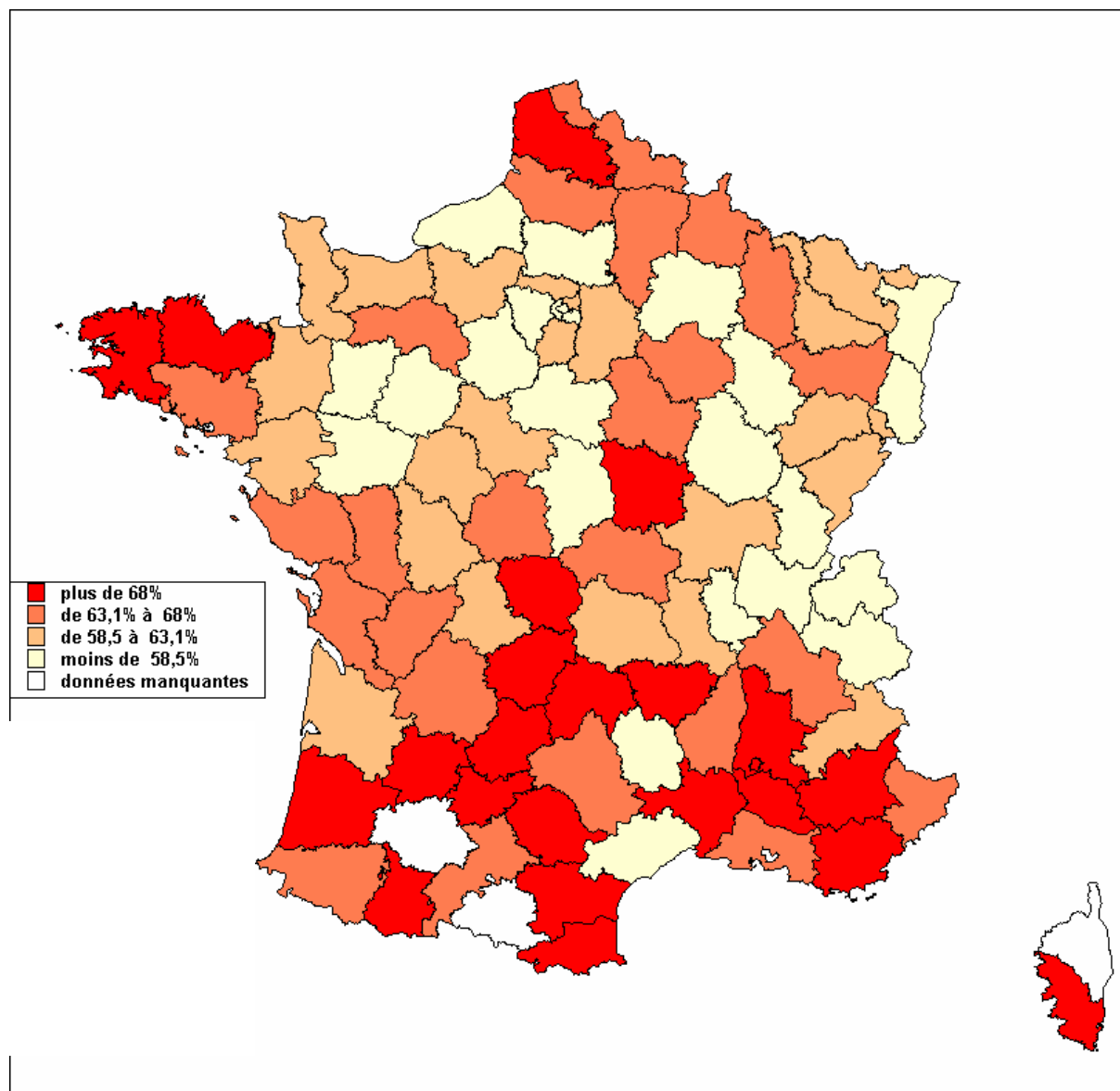
⁴ : D'après les Comptes nationaux établis par l'INSEE.

Tableau 34
Niveau de ressources des ménages par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Ile de France	14,4	33,6	54,5	72,9	86,4	94,3	97,2	98,5	99,1	100,0
Paris	14,7	33,7	54,3	72,4	86,0	94,2	97,1	98,5	99,1	100,0
75-Paris	18,8	34,4	51,7	67,7	83,5	91,0	94,8	96,9	97,9	100,0
77-Seine et Marne	14,9	37,8	61,8	81,4	92,5	96,8	98,5	99,2	99,5	100,0
Meaux	16,1	40,0	63,1	81,9	93,2	96,8	98,5	99,2	99,6	100,0
78-Yvelines	10,5	30,5	53,4	74,2	88,3	95,1	97,8	98,9	99,4	100,0
91-Essonnes	13,7	35,9	58,8	78,4	90,7	96,3	98,4	99,3	99,6	100,0
92-Hauts de Seine	10,3	23,5	41,2	59,4	74,9	92,3	96,4	98,2	99,0	100,0
93-Seine Saint Denis	16,8	40,2	62,4	79,6	90,8	96,0	98,2	99,1	99,5	100,0
94-Val de Marne	14,1	32,8	54,4	74,1	87,9	94,7	97,6	98,8	99,4	100,0
95-Val-d'Oise	13,8	36,5	59,8	78,7	90,8	96,3	98,5	99,3	99,6	100,0
Champagne-Ardenne	17,7	36,1	58,0	76,7	88,7	95,1	97,7	98,9	99,4	100,0
08-Ardenne	21,0	42,2	65,2	82,1	91,4	96,3	98,5	99,4	99,7	100,0
Charleville-Mézières	16,7	34,7	57,6	75,3	86,1	93,8	96,6	97,9	16,7	100,0
10-Aube	22,3	42,4	64,5	82,0	92,4	97,1	98,7	99,3	99,6	100,0
Troyes	25,9	45,2	66,3	82,8	93,3	97,6	99,0	99,5	99,7	100,0
51-Marne	15,5	31,9	53,1	72,5	86,1	93,6	96,9	98,4	99,1	100,0
Châlons-en-Champagne	23,3	38,9	60,1	78,0	90,4	96,1	98,4	99,1	99,5	100,0
Reims	13,6	28,8	48,9	68,8	83,4	92,2	96,3	98,2	99,1	100,0
52-Haute-Marne	14,0	32,7	56,4	76,7	89,0	96,0	98,2	99,2	99,6	100,0
Picardie	18,2	38,4	61,0	79,1	90,1	95,8	98,2	99,2	99,6	100,0
02-Aisne	20,0	41,5	64,4	81,4	91,1	96,0	98,2	99,2	99,5	100,0
Saint-Quentin	16,7	34,7	57,6	75,3	86,1	93,8	96,6	97,9	100,0	100,0
60-Oise	15,2	34,1	57,0	76,4	88,9	95,3	98,0	99,1	99,6	100,0
Beauvais	20,6	40,5	61,8	79,2	90,6	96,4	98,4	99,2	99,6	100,0
Compiègne	16,8	34,4	57,2	75,6	87,9	94,6	97,7	98,9	99,5	100,0
Creil	16,0	34,6	56,8	75,3	87,5	94,5	97,6	99,1	99,6	100,0
80-Somme	23,1	44,2	65,8	82,0	91,8	96,5	98,6	99,4	99,8	100,0
Amiens	23,1	43,5	65,0	81,5	91,5	96,3	98,5	99,4	99,7	100,0
Haute-Normandie	16,3	35,0	58,1	77,5	89,6	95,7	98,1	99,1	99,6	100,0
27-Eure	17,6	37,4	60,1	78,5	90,3	96,1	98,2	99,1	99,5	100,0
Evreux	21,1	39,7	60,4	77,7	89,6	95,6	98,0	98,8	99,2	100,0
76-Seine Maritime	15,9	34,3	57,6	77,3	89,4	95,6	98,1	99,1	99,6	100,0
Elbeuf	17,2	34,2	55,6	74,3	87,7	95,0	97,8	99,1	99,5	100,0
Rouen	14,4	31,0	53,4	73,7	87,0	94,3	97,5	98,9	99,4	100,0
Le Havre	18,7	37,1	60,2	79,1	90,6	96,1	98,3	99,2	99,7	100,0
Centre	17,8	36,5	59,0	77,9	90,4	96,0	98,4	99,2	99,6	100,0
18-Cher	17,2	33,8	55,5	74,5	91,3	95,8	98,6	99,3	99,7	100,0
Bourges	15,3	30,7	52,6	74,2	87,7	94,2	97,7	98,8	99,4	100,0
28-Eure et Loir	16,4	35,3	57,4	76,4	88,9	95,3	98,0	99,2	99,5	100,0
Chartres	15,2	32,0	53,9	74,3	88,3	95,3	98,2	99,3	99,7	100,0
36-Indre	20,1	39,6	63,1	81,7	92,7	97,2	99,0	99,5	99,8	100,0
Châteauroux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37-Indre et Loire	19,3	38,0	61,1	80,0	91,3	96,4	98,4	99,2	99,5	100,0
Tours	19,7	37,4	59,9	78,9	90,5	96,1	98,3	99,2	99,6	100,0
41-Loir et Cher	16,9	36,6	60,0	79,3	91,1	96,6	98,7	99,4	99,7	100,0
Blois	20,3	38,5	59,8	78,8	90,0	96,1	98,4	99,2	99,5	100,0
45-Loiret	17,0	35,6	57,5	76,1	88,6	95,3	98,0	99,1	99,6	100,0
Montargis	17,6	37,1	61,2	79,1	90,0	95,9	98,4	99,2	99,4	100,0
Orléans	17,2	34,4	55,0	73,5	87,0	94,8	97,7	99,0	99,5	100,0
Basse Normandie	17,3	38,4	62,2	80,6	91,5	96,6	98,6	99,4	99,7	100,0
14-Calvados	16,6	37,1	60,9	79,7	91,2	96,7	98,7	99,5	99,8	100,0
Caen	19,5	38,7	61,3	79,4	90,9	96,5	98,6	99,5	99,8	100,0
50-Manche	16,2	37,9	62,1	80,5	91,2	96,3	98,5	99,3	99,7	100,0
Cherbourg	21,2	41,4	63,5	79,8	90,0	95,3	98,0	99,1	99,6	100,0
61-Orne	21,2	43,2	66,1	83,6	93,0	97,0	98,6	99,3	99,6	100,0
Bourgogne	19,0	36,3	57,0	74,9	85,5	97,0	98,8	99,5	99,8	100,0
21-Côte-d'Or	10,2	24,9	43,6	60,6	71,0	97,4	99,0	99,6	99,8	100,0
Dijon	8,7	20,2	35,6	51,0	60,4	97,5	99,0	99,7	99,9	100,0
58-Nièvre	63,6	68,7	76,2	87,7	94,7	97,9	99,3	99,8	99,8	100,0
Nevers	8,4	25,3	47,3	71,9	88,1	95,3	98,2	99,1	99,3	100,0
71-Saône et Loire	14,4	34,1	58,5	78,9	90,8	96,5	98,6	99,4	99,7	100,0
Chalon-sur-Saône	16,0	35,5	59,3	78,6	90,5	96,4	98,4	99,3	99,6	100,0
89-Yonne	18,5	41,5	64,8	82,5	92,5	96,7	98,6	99,4	99,7	100,0

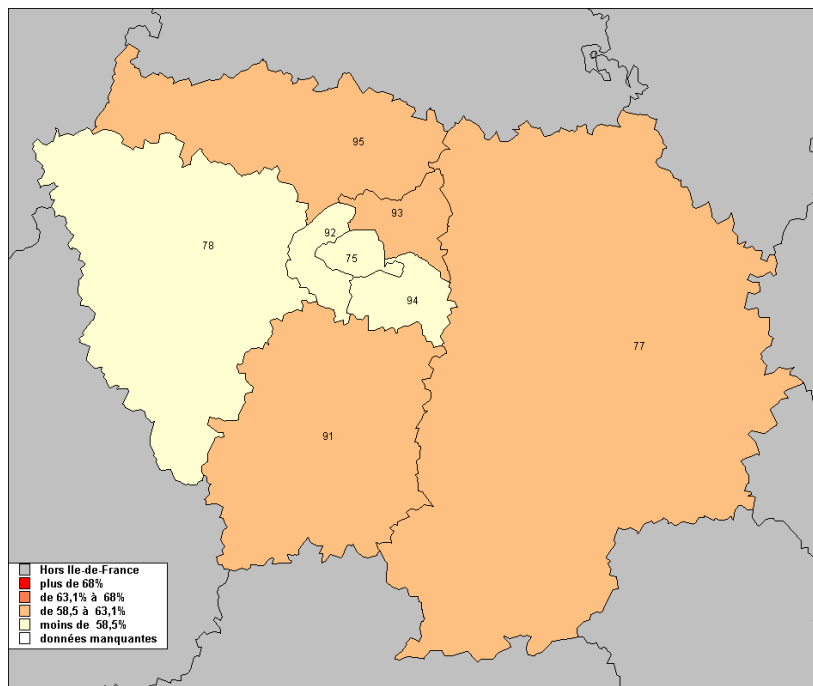
Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Département										
Agglomérations										
34-Hérault	20,7	39,4	57,4	70,1	77,0	97,9	99,1	99,5	99,7	100,0
<i>Béziers</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Montpellier</i>	25,7	45,4	64,0	77,1	84,4	97,2	98,7	99,3	99,6	100,0
<i>Sète</i>	15,7	40,0	66,8	84,3	93,9	97,6	98,7	99,6	99,8	100,0
48-Lozère	10,0	26,3	49,2	70,6	92,2	96,6	98,4	99,2	99,5	100,0
66-Pyrénées orientales	37,9	62,4	82,0	92,5	97,2	99,0	99,6	99,8	99,9	100,0
<i>Perpignan</i>	39,8	63,9	82,7	92,8	97,3	99,1	99,6	99,8	99,9	100,0
Provence Alpes Côte d'Azur	22,8	45,2	67,1	83,3	92,5	97,0	98,7	99,4	99,7	100,0
04-Alpes de Haute Provence	21,9	44,9	68,4	84,3	93,0	97,8	99,0	99,5	99,7	100,0
05-Hautes Alpes	16,2	36,9	61,4	81,5	92,1	97,1	99,1	99,6	99,9	100,0
06-Alpes Maritimes	19,2	40,2	63,8	82,1	94,3	97,4	98,7	99,3	99,5	100,0
<i>Menton</i>	12,5	30,1	54,0	74,1	90,8	96,0	98,4	99,2	99,5	100,0
<i>Nice</i>	20,5	42,1	65,4	83,3	95,2	97,8	98,8	99,3	99,5	100,0
13-Bouches du Rhône	22,5	43,9	65,2	81,8	90,9	96,2	98,3	99,2	99,6	100,0
<i>Arles</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	22,7	44,1	65,0	81,4	90,7	95,9	98,1	99,3	99,6	100,0
<i>Salon-de-Provence</i>	17,1	36,5	60,0	81,4	93,3	97,4	98,6	99,1	99,4	100,0
83-Var	23,6	46,4	68,8	84,3	93,4	97,5	98,9	99,6	99,8	100,0
<i>Fréjus</i>	14,3	36,6	63,2	81,1	91,9	96,6	98,9	99,5	99,7	100,0
<i>Toulon</i>	20,0	40,4	63,3	81,2	92,4	97,2	98,9	99,6	99,8	100,0
84-Vaucluse	28,6	55,9	76,9	89,3	95,5	98,3	99,3	99,7	99,9	100,0
<i>Avignon</i>	28,5	55,1	75,7	88,4	95,2	98,2	99,3	99,7	99,8	100,0
Corse	35,0	60,1	78,0	88,0	94,1	97,0	98,7	99,2	99,4	100,0
2a-Corse du Sud	35,0	60,1	78,0	88,0	94,1	97,0	98,7	99,2	99,4	100,0
<i>Ajaccio</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2b-Haute Corse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Bastia</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
France métropolitaine	18,5	38,3	60,3	78,2	89,6	95,9	98,2	99,1	99,5	100,0
DOM	31,0	48,0	63,9	77,6	90,6	94,8	96,9	98,0	98,8	100,0
971-Guadeloupe	38,9	57,6	74,2	85,1	91,3	94,9	96,8	97,9	98,6	100,0
<i>Point-à-Pitre</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
972-Martinique	29,2	47,1	63,1	77,0	86,5	92,3	95,6	97,5	98,5	100,0
<i>Fort-de-France</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
973-Guyane	24,2	38,1	51,9	71,7	76,5	94,5	97,0	98,3	99,0	100,0
<i>Cayenne</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
974-Réunion	28,0	43,6	59,1	74,0	93,9	96,3	97,7	98,4	99,0	100,0
<i>Le Port</i>	33,9	50,7	66,2	78,4	94,5	96,9	98,3	99,0	99,5	100,0
<i>Saint-Denis</i>	25,5	39,6	55,6	72,5	92,8	95,5	97,1	98,0	98,6	100,0
<i>Saint-Paul</i>	38,1	56,2	71,1	81,3	95,0	96,6	97,9	98,8	99,4	100,0
<i>Saint-Pierre</i>	30,3	44,7	59,4	72,5	95,9	97,7	98,7	99,0	99,3	100,0

Carte 57
Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond.
Logements HLM et SEM. France métropolitaine.



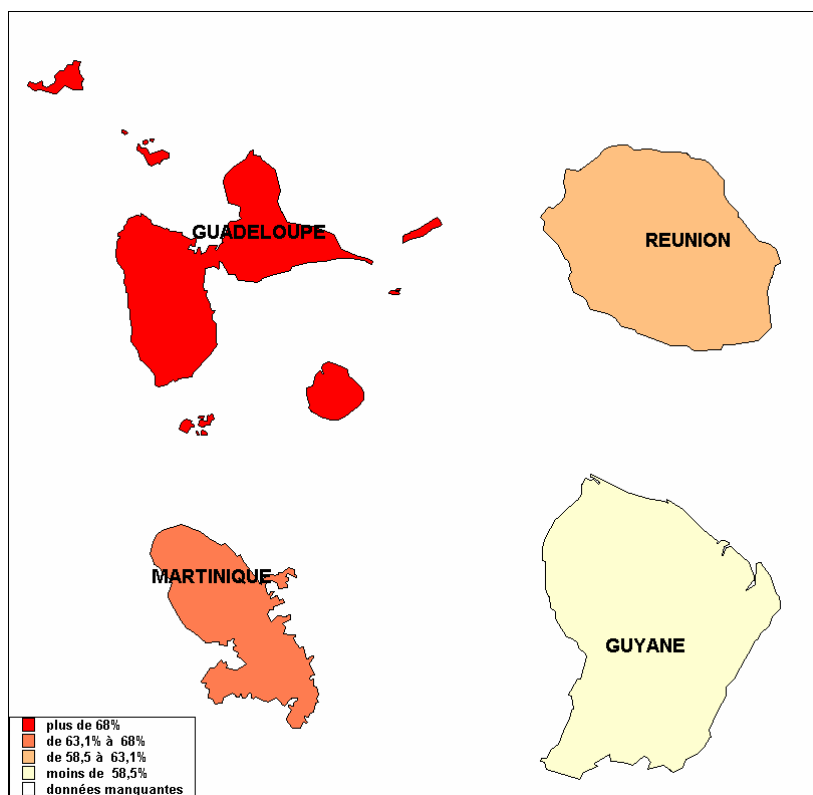
Source : OPS 2003

Carte 58
*Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond.
 Logements HLM et SEM. Ile-de-France.*



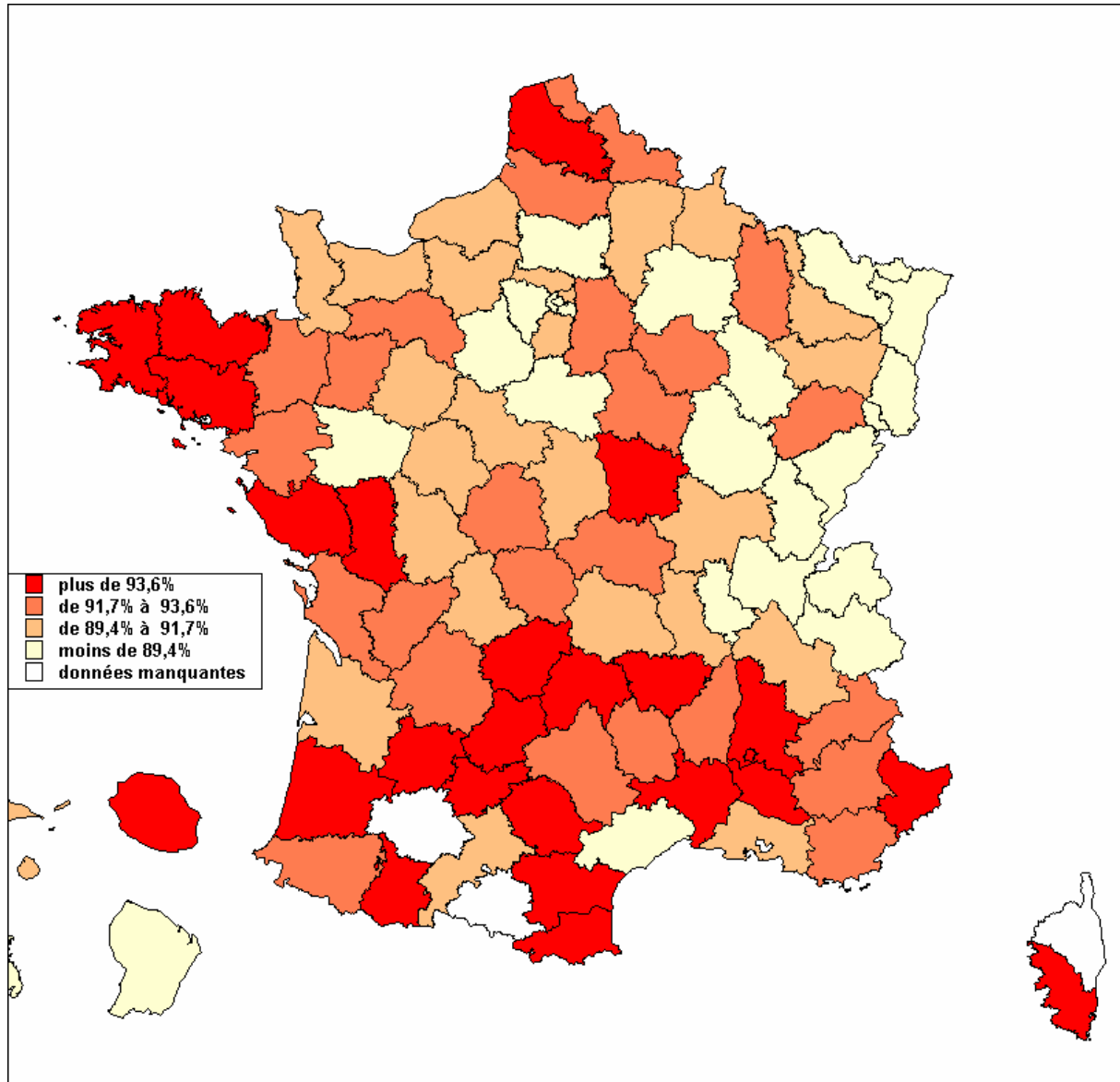
Source : OPS 2003

Carte 59
*Part des ménages ayant des ressources inférieures à 60% du plafond.
 Logements HLM et SEM. Départements d'outre-mer.*



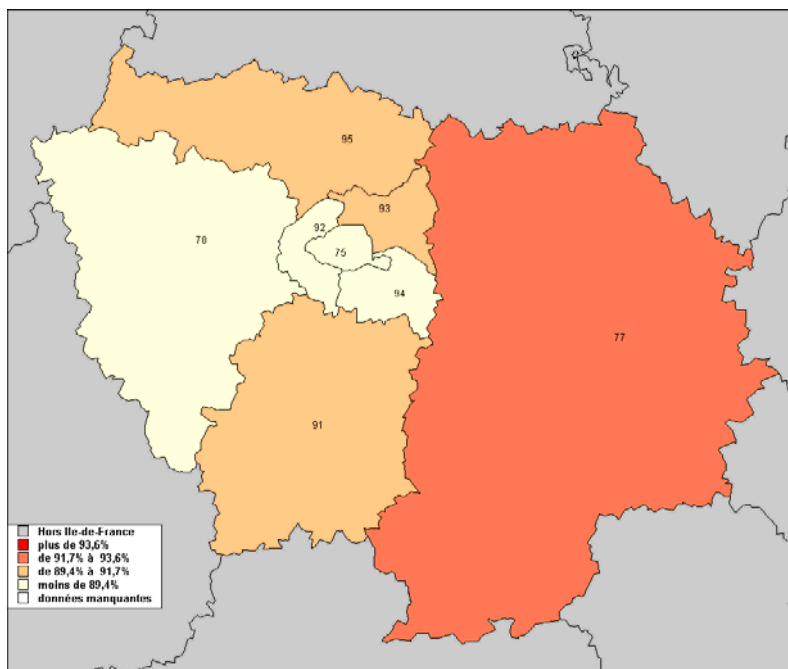
Source : OPS 2003

Carte 60
Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond.
Logements HLM et SEM. France métropolitaine.



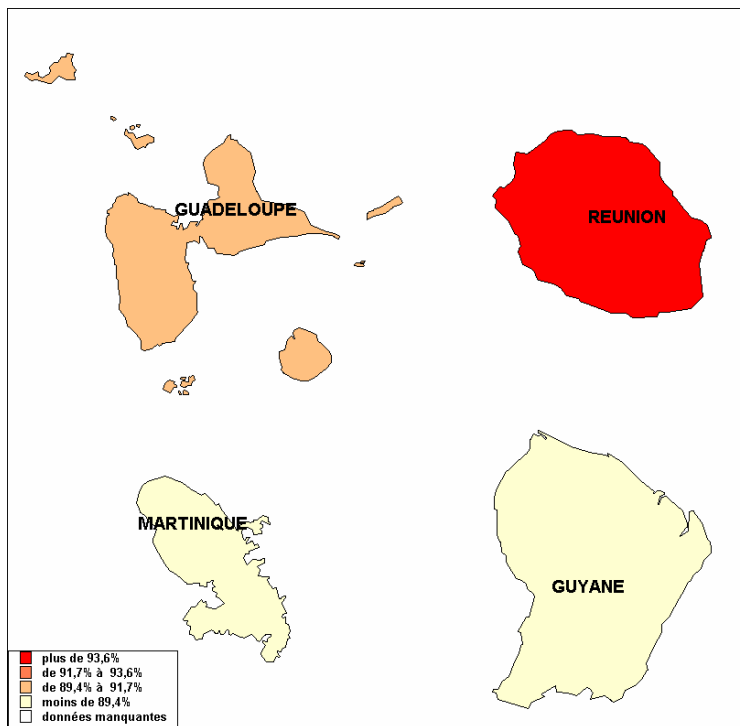
Source : OPS 2003

Carte 61
 Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond.
 Logements HLM et SEM. Ile-de-France.



Source : OPS 2003

Carte 62
 Part des ménages ayant des ressources inférieures à 100% du plafond.
 Logements HLM et SEM. Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Tableau 35
Niveau de ressources des ménages par zones prioritaires -
Logements HLM et SEM

Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Ile de France	14,4	33,6	54,5	72,9	86,4	94,3	97,2	98,5	99,1	100,0
Hors ZUS ZRR	12,6	29,8	50,9	70,5	85,6	93,5	96,8	98,3	99,0	100,0
ZUS	20,3	45,2	65,7	80,3	89,1	96,9	98,6	99,3	99,6	100,0
Champagne-Ardenne	17,7	36,1	58,0	76,7	88,7	95,1	97,7	98,9	99,4	100,0
Hors ZUS ZRR	13,6	29,7	51,8	72,3	86,2	93,8	97,1	98,5	99,2	100,0
ZUS	24,8	46,5	67,9	83,4	92,3	96,8	98,5	99,3	99,7	100,0
ZRR	15,9	34,4	58,1	77,6	89,3	96,1	98,2	99,2	99,5	100,0
Picardie	18,2	38,4	61,0	79,1	90,1	95,8	98,2	99,2	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	15,1	33,9	57,0	76,6	88,9	95,2	97,9	99,1	99,5	100,0
ZUS	25,6	48,9	70,4	84,9	93,0	96,9	98,7	99,5	99,7	100,0
ZRR	20,0	43,7	67,2	83,5	93,6	97,6	99,1	99,5	100,0	100,0
Haute-Normandie	16,3	35,0	58,1	77,5	89,6	95,7	98,1	99,1	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	13,5	31,2	54,8	75,3	88,5	95,2	97,9	99,0	99,5	100,0
ZUS	25,4	47,8	69,3	84,9	93,4	97,3	98,9	99,5	99,7	100,0
ZRR	16,9	37,7	71,4	85,7	92,2	96,1	100,0	100,0	100,0	100,0
Centre	17,8	36,5	59,0	77,9	90,4	96,0	98,4	99,2	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	14,9	31,9	54,9	75,3	88,9	95,4	98,1	99,1	99,6	100,0
ZUS	27,1	49,4	69,4	83,6	93,9	97,3	99,0	99,5	99,7	100,0
ZRR	18,3	39,7	64,6	83,0	93,0	97,3	99,0	99,5	99,7	100,0
Basse Normandie	17,3	38,4	62,2	80,6	91,5	96,6	98,6	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	14,7	35,2	59,6	79,2	90,9	96,4	98,6	99,4	99,7	100,0
ZUS	30,3	53,8	74,2	87,4	94,3	97,6	99,0	99,5	99,8	100,0
ZRR	17,9	43,5	67,1	84,2	93,8	96,9	98,7	99,3	99,6	100,0
Bourgogne	19,0	36,3	57,0	74,9	85,5	97,0	98,8	99,5	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	15,0	31,7	53,8	74,2	86,5	96,5	98,7	99,5	99,8	100,0
ZUS	27,1	44,8	61,6	73,7	80,3	97,9	99,1	99,6	99,8	100,0
ZRR	25,0	44,7	66,4	82,9	91,8	97,4	98,8	99,4	99,7	100,0
Nord-Pas-de-Calais	23,3	45,0	67,5	83,8	92,9	97,0	98,7	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	20,3	41,2	64,8	82,3	92,3	96,8	98,6	99,4	99,7	100,0
ZUS	32,1	55,6	75,4	88,2	94,8	97,8	99,0	99,5	99,7	100,0
ZRR	29,3	63,8	82,8	91,4	93,1	94,8	96,6	96,6	98,3	100,0
Lorraine	19,7	38,9	61,2	78,9	89,8	95,4	97,9	99,0	99,5	100,0
Hors ZUS ZRR	15,8	33,5	56,6	76,0	88,3	94,7	97,6	98,8	99,4	100,0
ZUS	29,7	52,4	72,5	86,1	93,4	97,2	98,7	99,4	99,7	100,0
ZRR	19,9	41,9	64,7	80,7	90,7	96,0	98,2	99,2	99,6	100,0
Alsace	18,5	35,1	56,4	74,2	86,5	93,3	96,9	98,4	99,0	100,0
Hors ZUS ZRR	15,4	30,5	52,0	71,1	84,8	92,2	96,3	98,0	98,8	100,0
ZUS	27,8	48,8	69,4	83,5	91,5	96,6	98,5	99,4	99,7	100,0
ZRR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Franche-Comté	17,1	36,4	58,9	76,8	87,8	96,2	98,4	99,3	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	13,8	31,3	54,7	74,6	87,3	95,7	98,2	99,2	99,6	100,0
ZUS	23,3	45,7	66,6	81,0	89,4	96,9	98,8	99,4	99,7	100,0
ZRR	11,1	31,3	53,0	68,7	76,7	96,5	98,4	99,4	99,8	100,0
Pays de Loire	16,7	36,0	59,1	78,5	89,9	97,4	99,0	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	14,9	33,9	57,9	78,7	91,0	97,2	99,0	99,6	99,8	100,0
ZUS	23,2	42,9	62,9	77,6	85,8	97,9	99,1	99,5	99,7	100,0
ZRR	12,3	39,2	65,6	85,8	95,2	98,1	99,2	99,9	99,9	100,0
Bretagne	20,4	42,3	65,9	83,7	93,9	97,9	99,2	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	19,0	40,6	64,8	83,2	93,9	97,9	99,2	99,7	99,8	100,0
ZUS	25,2	48,2	69,8	85,4	93,9	97,7	99,1	99,6	99,8	100,0
ZRR	20,0	47,6	70,9	86,7	94,1	97,1	99,2	99,3	99,7	100,0
Poitou-Charentes	21,4	42,6	65,0	82,4	92,7	97,1	98,8	99,5	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	18,3	38,4	61,4	80,4	91,9	96,8	98,7	99,4	99,7	100,0
ZUS	29,5	52,0	72,5	86,5	94,0	97,6	99,0	99,5	99,8	100,0
ZRR	20,0	47,0	72,6	87,4	95,9	98,5	99,4	99,8	99,9	100,0
Aquitaine	18,9	39,7	62,8	81,0	91,8	96,6	98,6	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	16,6	36,0	59,5	79,1	91,1	96,3	98,5	99,4	99,7	100,0
ZUS	24,6	48,0	70,0	85,0	93,2	97,1	98,7	99,3	99,6	100,0
ZRR	22,3	49,3	73,1	87,9	95,3	98,4	99,3	99,6	99,8	100,0
Midi-Pyrénées	25,1	46,7	68,2	84,0	92,8	96,9	98,6	99,3	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	21,6	41,9	64,1	81,4	91,6	96,3	98,4	99,2	99,6	100,0
ZUS	39,2	64,7	82,1	91,7	96,3	98,4	99,2	99,6	99,7	100,0
ZRR	22,6	45,3	69,4	85,6	94,1	97,7	99,0	99,6	99,9	100,0

Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Limousin	18,3	40,1	63,6	81,7	92,2	97,1	98,8	99,5	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	16,3	36,7	60,2	79,7	91,3	96,7	98,7	99,5	99,8	100,0
ZUS	19,6	43,9	66,2	83,0	92,6	97,4	99,0	99,5	99,7	100,0
ZRR	21,2	44,6	68,6	84,9	93,7	97,6	98,9	99,4	99,7	100,0
Rhône-Alpes	19,3	37,9	59,7	77,8	89,4	95,7	98,1	99,1	99,5	100,0
Hors ZUS ZRR	17,0	34,6	56,7	76,0	88,6	95,4	98,0	99,0	99,5	100,0
ZUS	27,5	49,5	70,0	84,1	92,1	96,7	98,5	99,3	99,6	100,0
ZRR	21,3	43,6	66,9	82,3	91,7	96,4	98,4	99,3	99,6	100,0
Auvergne	20,7	42,4	65,0	82,4	92,3	96,9	98,7	99,4	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	19,4	40,2	62,9	81,3	92,0	96,7	98,7	99,4	99,7	100,0
ZUS	24,1	46,1	67,8	83,3	92,3	96,8	98,7	99,4	99,7	100,0
ZRR	18,8	43,5	68,1	85,2	93,8	97,5	98,6	99,0	99,3	100,0
Languedoc-Roussillon	26,1	47,8	67,3	80,4	87,3	97,9	99,1	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	22,4	43,2	64,6	79,8	87,6	97,4	98,9	99,5	99,7	100,0
ZUS	36,0	60,2	75,3	83,1	86,8	99,1	99,6	99,8	99,9	100,0
ZRR	15,0	32,8	54,3	71,5	86,5	97,3	98,7	99,4	99,6	100,0
Provence Alpes Côte d'Azur	22,8	45,2	67,1	83,3	92,5	97,0	98,7	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	19,4	40,7	63,3	81,0	91,4	96,6	98,5	99,3	99,7	100,0
ZUS	32,1	57,2	77,1	89,3	95,5	98,1	99,2	99,7	99,8	100,0
ZRR	18,6	42,4	65,7	82,3	91,0	94,2	95,2	95,6	95,7	100,0
Corse	35,0	60,1	78,0	88,0	94,1	97,0	98,7	99,2	99,4	100,0
Hors ZUS ZRR	24,8	49,2	68,0	82,7	92,2	96,3	98,7	99,6	99,6	100,0
ZUS	42,7	63,8	82,0	90,0	94,0	96,2	98,3	98,7	99,1	100,0
ZRR	39,5	70,0	86,4	92,7	96,6	98,7	99,3	99,3	99,6	100,0
France métropolitaine	18,5	38,3	60,3	78,2	89,6	95,9	98,2	99,1	99,5	100,0
Hors ZUS ZRR	15,9	34,4	56,9	76,2	88,8	95,4	97,9	99,0	99,4	100,0
ZUS	26,2	49,3	69,6	83,5	91,4	97,3	98,8	99,4	99,7	100,0
ZRR	19,6	41,8	65,6	82,6	92,2	97,1	98,7	99,3	99,6	100,0
DOM	31,0	48,0	63,9	77,6	90,6	94,8	96,9	98,0	98,8	100,0
Hors ZUS ZRR	31,8	49,5	65,5	78,8	89,7	94,2	96,6	97,9	98,7	100,0
ZUS	29,1	44,5	59,9	74,9	92,5	96,0	97,5	98,2	98,8	100,0
ZRR	50,6	72,4	86,8	94,3	98,3	99,4	99,4	99,4	99,4	100,0

Tableau 36
Niveau de ressources des ménages par zone de prix et zone prioritaire -
Logements HLM et SEM

Zone de prix	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Zone 1 bis	16,4	32,7	51,2	68,4	83,7	91,8	95,6	97,5	98,4	100,0
Hors ZUS	14,9	30,3	48,8	66,7	82,6	91,2	95,2	97,2	98,2	100,0
ZUS	27,9	51,0	69,7	82,1	92,1	96,2	98,2	99,1	99,5	100,0
Zone 1	13,5	33,7	55,5	74,4	87,3	95,4	98,0	99,0	99,5	100,0
Hors ZUS	11,0	29,1	51,4	72,1	87,0	94,7	97,7	98,9	99,4	100,0
ZUS	18,7	43,6	64,4	79,3	88,0	97,0	98,6	99,3	99,6	100,0
Zone 2	20,4	39,8	61,7	79,3	90,2	96,1	98,3	99,2	99,6	100,0
Hors ZUS	16,8	34,7	57,3	76,7	89,1	95,6	98,1	99,1	99,5	100,0
ZUS	28,4	51,1	71,4	85,1	92,7	97,4	98,8	99,5	99,7	100,0
Zone 3	18,8	39,8	62,9	80,7	91,1	96,8	98,7	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	16,9	37,4	61,0	79,8	90,9	96,6	98,6	99,3	99,7	100,0
ZUS	26,8	49,6	69,8	83,5	91,3	97,6	99,0	99,5	99,7	100,0
ZRR	19,7	41,9	65,6	82,7	92,3	97,2	98,8	99,4	99,7	100,0
France métropolitaine	18,5	38,3	60,3	78,2	89,6	95,9	98,2	99,1	99,5	100,0
Hors ZUS ZRR	15,9	34,4	56,9	76,2	88,8	95,4	97,9	99,0	99,4	100,0
ZUS	26,2	49,3	69,6	83,5	91,4	97,3	98,8	99,4	99,7	100,0
ZRR	19,6	41,8	65,6	82,6	92,2	97,1	98,7	99,3	99,6	100,0
DOM	31,0	48,0	63,9	77,6	90,6	94,8	96,9	98,0	98,8	100,0
Hors ZUS ZRR	31,8	49,5	65,5	78,8	89,7	94,2	96,6	97,9	98,7	100,0
ZUS	29,1	44,5	59,9	74,9	92,5	96,0	97,5	98,2	98,8	100,0
ZRR	50,6	72,4	86,8	94,3	98,3	99,4	99,4	99,4	99,4	100,0

Tableau 37
Evolution du niveau de ressource des ménages depuis 1997
Logements HLM et SEM

Enquêtes antérieures	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 140 %	< 180 %	Ensemble
1997								
France métropolitaine	16,0	30,8	49,9	67,8	81,8	95,3	98,7	100,0
ZUS	21,1	39,2	58,4	74,2	85,4	96,6	99,1	100,0
ZRR	17,6	34,8	55,8	73,9	86,2	96,6	99,0	100,0
DOM	41,2	55,7	69,6	79,8	87,2	94,8	97,9	100,0
ZUS	45,1	59,8	74,9	84,3	90,4	96,4	98,6	100,0
ZRR	43,2	53,4	71,2	78,8	85,6	95,7	97,4	100,0
2000								
France métropolitaine	17,7	37,1	58,8	76,6	88,5	97,8	99,4	100,0
ZUS	24,8	47,2	67,4	81,9	90,8	98,5	99,7	100,0
ZRR	19,3	41,2	63,8	80,7	90,6	98,4	99,7	100,0
DOM	28,9	45,3	60,9	75,4	90,0	96,7	98,8	100,0
ZUS	23,3	39,0	54,7	71,0	92,4	97,1	98,8	100,0
ZRR	--	--	--	--	--	--	--	100,0
2003								
France métropolitaine	18,5	38,3	60,3	78,2	89,6	98,2	99,5	100,0
ZUS	26,2	49,3	69,6	83,5	91,4	97,3	98,8	100,0
ZRR	19,6	41,8	65,6	82,6	92,2	98,7	99,6	100,0
DOM	31,0	48,0	63,9	77,6	90,6	96,9	98,8	100,0
ZUS	29,1	44,5	59,9	74,9	92,5	97,5	98,8	100,0
ZRR	50,6	72,4	86,8	94,3	98,3	99,4	99,4	100,0

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

On observe un contraste entre le peuplement des logements appartenant aux bailleurs privés caractérisé par un poids moins important des ménages à faibles ressources (56,1 %) et les autres bailleurs sociaux caractérisé par un pourcentage des faibles ressources (ressources inférieures à 60 % du plafond) nettement supérieur à celui du parc des organismes d'HLM et des SEM : 67,7 %. Dans cette catégorie, ce sont les organismes agréés qui gèrent les logements occupés par le plus de ménages à faibles ressources (78,3 %), puis les autres personnes morales, les SCI filiales de la CDC et enfin les administrations publiques. Les dépassements de plafond sont nettement plus répandus dans le patrimoine des bailleurs privés : 13,6 % contre 6,8 % pour les autres bailleurs sociaux.

Tableau 38
Niveau de ressources des ménages par catégories de bailleurs -
Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	<180 %	Ensemble
Administrations publiques	18,1	39,9	63,4	82,6	93,0	96,9	98,5	99,2	99,6	100,0
SCI filiales de la CDC	16,9	41,5	63,6	80,6	91,1	95,9	98,1	99,1	99,5	100,0
Organismes agréés	42,5	62,9	78,3	90,7	97,7	98,8	99,4	99,7	99,8	100,0
Autres personnes morales	24,9	48,9	71,8	86,4	93,9	97,5	98,9	99,4	99,6	100,0
Total autres bailleurs sociaux	22,1	45,4	67,7	84,1	93,2	97,0	98,6	99,3	99,6	100,0
Bailleurs privés	23,4	38,3	56,1	72,4	86,4	92,9	96,1	97,9	98,7	100,0

AIDES AU LOGEMENT PERÇUES

La part des ménages percevant une aide au logement perçues (Q14 et Q15) est calculée par rapport au nombre de ménages ayant répondu à l'enquête sans que l'on puisse distinguer ceux qui occupent des logements conventionnés, et donc bénéficiant de l'APL, de ceux qui occupent des logements éligibles à l'allocation logement. C'est la raison pour laquelle nous rappelons le pourcentage de logements conventionnés indiqué en début d'enquête (Q2) calculé par rapport au total des logements indiqués par le bailleur (Q1). Précisons que l'information sur les aides au logement provient tantôt de la déclaration des locataires, tantôt des données de gestion des bailleurs.

La part des ménages bénéficiaires de l'APL résulte de deux approximations pouvant concourir à une sous-évaluation :

- les locataires qui n'ont pas répondu à la question des aides au logement sont assimilés à des non bénéficiaires,
- le pourcentage est calculé, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, par rapport à l'ensemble des répondants et non par rapport aux seuls répondants occupant un logement conventionné.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Pour l'ensemble de la France métropolitaine, le pourcentage de bénéficiaires de l'APL est de 50,6 %, et celui de bénéficiaires de l'allocation logement de 1,9 %. L'analyse par région⁵ permet de faire ressortir en premier lieu le cas de l'Île-de-France avec un pourcentage de bénéficiaires de l'APL nettement inférieur à la moyenne nationale (34,4 %), phénomène déjà révélé par les enquêtes précédentes. Cette situation s'explique par la subsistance nettement plus importante qu'ailleurs d'un parc de logements non conventionnés et par le pourcentage plus faible de locataires à faibles ressources et plus élevé d'isolés.

Les régions avec les pourcentages les plus élevés de bénéficiaires de l'APL sont le Nord - Pas-de-Calais, le Pays de Loire, le Poitou-Charentes, la Bretagne, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon et la région PACA. On avait observé pour ces mêmes régions une surreprésentation des ménages à faibles ressources.

Comme en 2000, nous relevons un pourcentage de bénéficiaires de l'APL nettement plus élevé dans les zones prioritaires : 59,9 % en ZUS et 57,2 % en ZRR

L'analyse par zone de prix permet de dégager une hiérarchie entre les zones équivalentes à celle mise en évidence pour le pourcentage de ménages à faibles ressources. On observe une proportion croissante de bénéficiaires de l'APL lorsque l'on va de la zone 1 bis à la zone 3. Les écarts sont renforcés du fait de la part également croissante du parc conventionné.

Le rapprochement avec les statistiques de la CNAF au 31 décembre 2002 permet de relativiser l'hypothèse de sous-évaluation du nombre de bénéficiaires de l'APL. En effet, ces statistiques font état de 1 889 000 bénéficiaires de l'APL pour les organismes d'HLM et les SEM de la France métropolitaine. Si nous extrapolons les données de l'enquête OPS en tenant compte du taux de couverture de l'enquête et du pourcentage des répondants, nous

⁵ Nous excluons du commentaire la Corse pour laquelle le pourcentage de bénéficiaires de l'APL constitue une valeur aberrante.

obtenons une estimation de 1 949 000 de bénéficiaires. Il est vrai qu'il faudrait ajouter les statistiques de la MSA à celles de la CNAF.

A partir du rapprochement avec les résultats des deux enquêtes précédentes, nous pouvons mentionner une augmentation du pourcentage de bénéficiaires de l'APL entre 1997 et 2000 et une diminution entre 2000 et 2003. Si l'on redresse les pourcentages afin de prendre en compte l'évolution du poids du parc conventionné, on passe de 53,8 % bénéficiaires de l'APL en 1997, à 54,2 % en 2000, puis à 52,1 % en 2003. Les données de la CNAF révèlent également une légère diminution de l'effectif de l'ensemble des bénéficiaires de l'APL (tous régimes confondus) depuis le 31 décembre 1999 mais, en revanche, un niveau stationnaire entre le 31 décembre 1996 et le 31 décembre 1999. La diminution du pourcentage des bénéficiaires de l'APL entre 2000 et 2003 n'affecte pas les ZUS.

Tableau 39
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par région,
département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Ile de France	92,5	34,4	3,5
<i>Paris</i>	92,4	34,5	3,7
75-Paris	89,6	32,4	1,1
77-Seine et Marne	95,7	41,0	2,3
<i>Meaux</i>	99,0	43,4	5,6
78-Yvelines	96,5	32,7	4,9
91-Essonnes	95,6	37,4	5,0
92-Hauts de Seine	86,4	26,7	4,7
93-Seine Saint Denis	96,6	40,9	2,7
94-Val de Marne	89,0	30,8	4,2
95-Val-d'Oise	94,6	38,2	4,5
Champagne-Ardenne	99,2	52,3	2,0
08-Ardenne	99,5	59,9	1,2
<i>Charleville-Mézières</i>	99,6	58,0	1,6
10-Aube	98,4	55,9	8,0
<i>Troyes</i>	98,4	56,6	39,8
51-Marne	99,3	48,8	0,0
<i>Châlons-en-Champagne</i>	100,0	50,0	0,0
<i>Reims</i>	99,9	48,3	0,1
52-Haute-Marne	99,7	48,7	1,0
Picardie	99,4	53,1	1,3
02-Aisne	99,1	64,7	0,2
<i>Saint-Quentin</i>	100,0	59,6	0,0
60-Oise	99,5	42,7	2,5
<i>Beauvais</i>	100,0	47,8	2,1
<i>Compiègne</i>	99,5	36,8	0,8
<i>Creil</i>	98,7	47,8	2,6
80-Somme	99,8	60,0	0,1
<i>Amiens</i>	99,8	57,4	0,1
Haute-Normandie	98,9	51,6	1,5
27-Eure	98,1	52,3	2,9
<i>Evreux</i>	96,3	52,7	1,8
76-Seine Maritime	99,2	51,4	1,2
<i>Elbeuf</i>	98,6	52,6	5,9
<i>Rouen</i>	98,6	46,6	0,8
<i>Le Havre</i>	99,6	52,8	0,7
Centre	98,5	52,2	1,1
18-Cher	99,7	57,8	0,0
<i>Bourges</i>	100,0	48,9	0,0
28-Eure et Loir	92,3	44,7	3,0
<i>Chartres</i>	98,2	39,9	2,7
36-Indre	99,3	54,9	0,0
<i>Châteauroux</i>	—	—	—
37-Indre et Loire	99,2	50,5	2,0
<i>Tours</i>	99,0	49,5	2,7
41-Loir et Cher	99,3	54,1	0,3
<i>Blois</i>	98,4	52,7	0,8

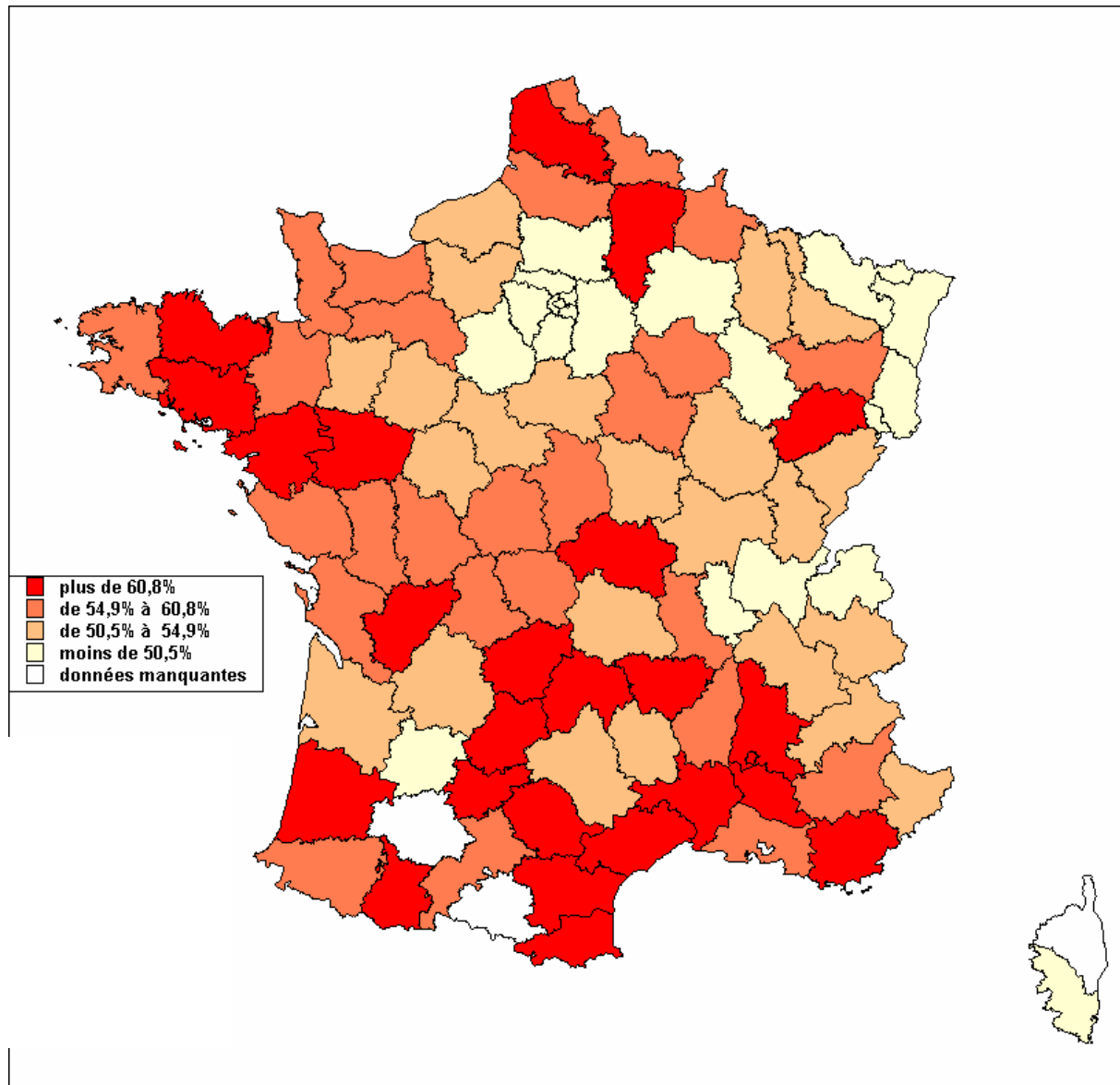
Région Département <i>Agglomérations</i>	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
45-Loiret	99,6	53,0	0,4
<i>Montargis</i>	100,0	53,3	0,0
<i>Orléans</i>	99,5	51,3	0,3
Basse Normandie	99,4	56,1	2,5
14-Calvados	98,9	55,8	3,8
<i>Caen</i>	99,1	55,4	2,5
50-Manche	100,0	56,8	0,1
<i>Cherbourg</i>	100,0	58,2	0,0
61-Orne	99,9	55,7	3,4
Bourgogne	98,7	52,7	2,6
21-Côte-d'Or	99,9	52,3	1,0
<i>Dijon</i>	99,9	55,9	1,1
58-Nièvre	99,9	54,0	0,1
<i>Nevers</i>	100,0	40,8	0,8
71-Saône et Loire	97,6	51,0	1,3
<i>Chalon-sur-Saône</i>	93,9	51,4	3,1
89-Yonne	98,6	56,2	9,4
Nord-Pas-de-Calais	102,0	59,5	0,7
59-Nord	103,8	58,0	0,6
<i>Armentières</i>	99,1	56,9	0,7
<i>Douai</i>	96,8	59,5	1,7
<i>Dunkerque</i>	99,8	60,3	0,8
<i>Lille</i>	98,9	53,6	0,2
<i>Maubeuge</i>	98,1	71,2	0,1
<i>Valenciennes</i>	99,9	61,7	0,2
62-Pas de Calais	98,4	62,5	0,9
<i>Arras</i>	99,9	55,9	0,1
<i>Béthune</i>	99,1	61,5	0,6
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	99,4	68,8	0,0
<i>Calais</i>	99,8	65,0	0,1
<i>Saint-Omer</i>	98,3	64,9	0,0
Lorraine	98,8	52,5	0,7
54-Meurthe et Moselle	98,2	52,5	0,8
<i>Nancy</i>	98,7	54,6	0,5
55-Meuse	98,5	54,1	2,6
57-Moselle	99,0	49,1	0,4
<i>Forbach</i>	100,0	52,5	0,5
<i>Metz</i>	99,4	46,8	0,3
<i>Thionville</i>	98,3	48,0	0,6
88-Vosges	99,9	59,4	0,4
<i>Epinal</i>	–	–	–
Alsace	96,3	44,9	4,1
67-Bas-Rhin	94,0	42,9	0,9
<i>Haguenau</i>	95,4	43,4	2,8
<i>Strasbourg</i>	92,9	43,1	0,8
68-Haut-Rhin	97,6	45,9	5,8
<i>Colmar</i>	96,5	46,6	1,0
<i>Mulhouse</i>	98,3	50,5	13,0
Franche-Comté	99,9	54,1	4,4
25-Doubs	99,9	54,1	5,2
<i>Besançon</i>	100,0	54,6	6,5
<i>Montbéliard</i>	99,4	52,4	5,6
39-Jura	99,9	50,8	8,6
70-Haute-Saône	99,7	63,7	0,5

Région Département <i>Agglomérations</i>	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
90-Belfort	99,9	50,2	0,8
<i>Belfort</i>	99,9	51,7	0,0
Pays de Loire	99,4	59,7	0,4
44-Loire Atlantique	99,1	63,4	0,5
<i>Nantes</i>	98,6	61,5	0,6
<i>Saint-Nazaire</i>	99,9	71,4	0,1
49-Maine et Loire	99,7	60,8	0,1
<i>Angers</i>	99,5	59,7	0,1
<i>Cholet</i>	—	—	—
53-Mayenne	99,8	52,2	0,0
<i>Laval</i>	99,7	49,6	0,1
72-Sarthe	98,9	54,3	0,8
<i>Le Mans</i>	99,7	56,1	0,1
85-Vendée	99,8	60,2	0,0
Bretagne	99,7	60,5	0,5
22-Côte d'Armor	100,0	66,7	0,0
<i>Saint-Brieuc</i>	—	—	—
29-Finistère	99,9	60,1	0,1
<i>Brest</i>	100,0	61,6	0,2
<i>Quimper</i>	98,0	59,7	0,0
35-Ille et Vilaine	99,4	58,2	1,2
<i>Rennes</i>	99,5	52,6	2,5
<i>Saint-Malo</i>	99,8	68,0	0,0
56-Morbihan	99,5	61,8	0,0
<i>Lorient</i>	99,0	64,1	0,1
<i>Vannes</i>	100,0	62,1	0,0
Poitou-Charentes	95,8	59,0	0,2
16-Charente	85,3	62,6	0,1
<i>Angoulême</i>	83,0	62,8	0,2
17-Charente Maritime	99,2	59,1	0,4
<i>La Rochelle</i>	99,5	53,0	0,1
79-Deux-Sèvres	99,3	59,0	0,2
<i>Niort</i>	99,0	41,6	0,5
86-Vienne	98,5	56,0	0,0
<i>Poitiers</i>	98,2	51,6	0,0
Aquitaine	99,3	55,1	0,3
24-Dordogne	99,3	52,7	0,1
<i>Bergerac</i>	—	—	—
<i>Périgueux</i>	100,0	56,3	0,1
33-Gironde	99,5	53,7	0,3
<i>Arcachon</i>	100,0	51,2	0,4
<i>Bordeaux</i>	99,3	54,5	0,5
40-Landes	100,0	62,5	0,0
47-Lot-et-Garonne	99,9	44,2	0,1
64-Pyrénées Atlantiques	98,5	59,9	0,5
<i>Bayonne</i>	100,0	60,6	0,1
<i>Pau</i>	96,9	61,6	0,9
Midi-Pyrénées	99,1	60,2	3,0
09-Ariège	—	—	—
12-Aveyron	99,8	54,8	0,0
31-Haute-Garonne	98,9	57,5	4,5
<i>Toulouse</i>	99,0	57,4	4,7
32-Gers	—	—	—
46-Lot	99,5	65,4	—

Région	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Département			
<i>Agglomérations</i>			
65-Hautes Pyrénées	99,8	61,8	4,1
<i>Tarbes</i>	–	–	–
81-Tarn	100,0	69,8	0,0
<i>Albi</i>	100,0	65,2	–
<i>Castres</i>	100,0	71,8	0,0
82-Tarn et Garonne	97,2	62,8	0,3
<i>Montauban</i>	96,7	61,9	0,4
Limousin	98,2	57,9	0,8
19-Corrèze	99,9	67,0	0,0
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	100,0	73,8	0,2
23-Creuse	100,0	60,2	0,0
87-Haute Vienne	97,3	55,0	1,1
<i>Limoges</i>	97,5	53,1	1,0
Rhône-Alpes	98,6	51,6	1,1
01-Ain	99,5	44,8	0,8
<i>Bourg-en-Bresse</i>	99,2	51,2	0,5
07-Ardèche	96,7	57,4	0,4
26-Drôme	100,0	66,0	0,9
<i>Romans-sur-Isère</i>	100,0	69,9	0,0
<i>Valence</i>	99,7	65,0	1,1
38-Isère	99,4	53,5	1,6
<i>Grenoble</i>	99,5	55,1	4,4
42-Loire	98,4	55,5	0,6
<i>Roanne</i>	100,0	47,0	0,0
<i>Saint-Chamond</i>	99,3	58,8	0,2
<i>Saint-Etienne</i>	96,8	54,7	1,4
69-Rhône	98,1	49,0	1,0
<i>Lyon</i>	98,0	48,7	1,0
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	100,0	56,6	0,1
73-Savoie	98,3	51,0	0,4
<i>Chambéry</i>	98,8	52,6	0,0
74-Haute-Savoie	97,6	48,3	2,4
<i>Annecy</i>	100,0	47,3	0,9
<i>Annemasse</i>	99,9	50,9	1,5
<i>Cluses</i>	100,0	47,9	0,5
<i>Thonon-les-Bains</i>	98,9	44,5	1,4
Auvergne	99,8	57,9	0,3
03-Allier	100,0	61,3	0,3
<i>Montluçon</i>	99,9	58,7	0,6
<i>Vichy</i>	99,7	62,1	0,9
15-Cantal	99,6	62,6	0,2
43-Haute-Loire	99,1	66,6	0,6
63-Puy-de-Dôme	100,0	53,0	0,3
<i>Clermont-Ferrand</i>	99,8	51,5	0,4
Languedoc-Roussillon	83,9	66,1	4,3
11-Aude	98,9	69,5	0,3
30-Gard	53,6	66,3	0,5
<i>Alès</i>	–	46,1	0,5
<i>Nîmes</i>	2,2	66,2	0,3
34-Hérault	99,7	66,5	9,5
<i>Béziers</i>	–	–	–
<i>Montpellier</i>	99,4	65,9	4,5
<i>Sète</i>	100,0	53,7	0,0
48-Lozère	98,7	52,5	1,2

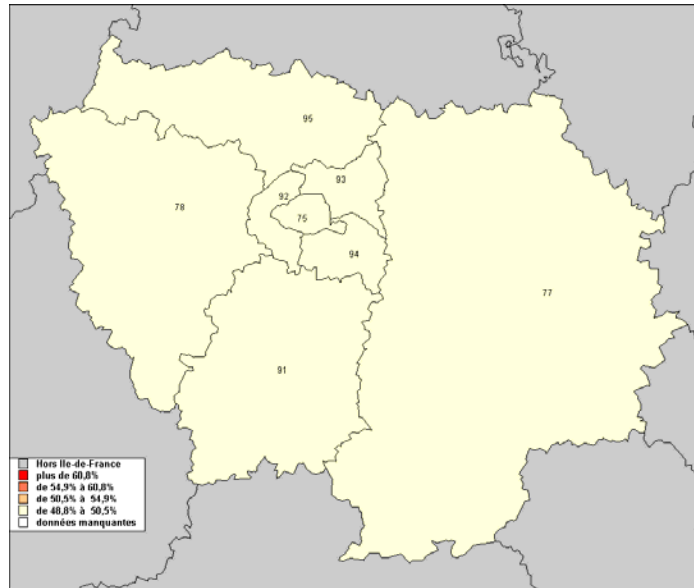
Région	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Département			
<i>Agglomérations</i>			
66-Pyrénées orientales	87,2	62,4	0,1
<i>Perpignan</i>	86,4	62,5	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	97,5	59,3	1,7
04-Alpes de Haute Provence	98,7	59,0	0,5
05-Hautes Alpes	99,7	53,2	0,1
06-Alpes Maritimes	99,0	51,5	2,7
<i>Menton</i>	97,8	42,9	3,8
<i>Nice</i>	94,1	53,3	1,4
13-Bouches du Rhône	96,7	58,3	1,7
<i>Arles</i>	—	—	—
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	100,0	60,1	0,8
<i>Salon-de-Provence</i>	100,0	56,8	0,0
83-Var	96,1	61,5	2,0
<i>Fréjus</i>	92,6	50,7	2,6
<i>Toulon</i>	99,3	57,8	0,7
84-Vaucluse	100,0	71,3	0,2
<i>Avignon</i>	99,7	70,1	0,1
Corse	99,2	15,4	0,0
2a-Corse du Sud	99,2	15,4	0,0
<i>Ajaccio</i>	—	—	—
2b-Haute Corse	—	—	—
<i>Bastia</i>	—	—	—
France métropolitaine	97,1	50,6	1,9
DOM			66,8
971-Guadeloupe			57,4
<i>Point-à-Pitre</i>			—
972-Martinique			57,2
<i>Fort-de-France</i>			—
973-Guyane			52,9
<i>Cayenne</i>			—
974-Réunion			80,0
<i>Le Port</i>			91,0
<i>Saint-Denis</i>			72,3
<i>Saint-Paul</i>			79,9
<i>Saint-Pierre</i>			87,1

Carte 63
Part des bénéficiaires de l'APL. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



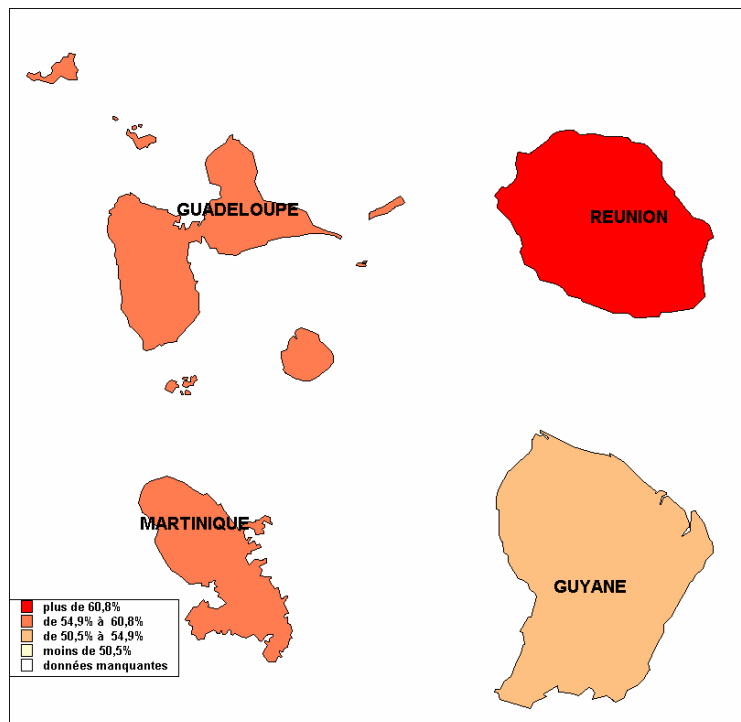
Source : OPS 2003

Carte 64
Part des bénéficiaires de l'APL. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



Source : OPS 2003

Carte 65
Part des bénéficiaires de l'allocation logement. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Départements d'outre-mer.



Source : OPS 2003

Tableau 40
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par région et zone prioritaire - Logements HLM et SEM

Région	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Ile de France	92,5	34,4	3,5
Hors ZUS ZRR	91,2	30,4	3,1
ZUS	95,7	46,1	4,7
Champagne-Ardenne	99,2	52,3	2,0
Hors ZUS ZRR	99,2	47,2	1,9
ZUS	99,4	61,4	1,6
ZRR	98,6	48,3	3,8
Picardie	99,4	53,1	1,3
Hors ZUS ZRR	99,2	49,0	1,6
ZUS	100,0	62,5	0,6
ZRR	98,7	64,0	0,0
Haute-Normandie	98,9	51,6	1,5
Hors ZUS ZRR	98,9	48,5	1,3
ZUS	99,1	61,9	2,2
ZRR	100,0	55,8	0,0
Centre	98,5	52,2	1,1
Hors ZUS ZRR	97,8	47,6	1,4
ZUS	99,6	64,5	0,5
ZRR	99,7	56,7	0,0
Basse Normandie	99,4	56,1	2,5
Hors ZUS ZRR	99,3	54,0	2,5
ZUS	99,9	66,5	2,8
ZRR	100,0	57,4	1,5
Bourgogne	98,7	52,7	2,6
Hors ZUS ZRR	98,2	49,8	1,5
ZUS	99,5	60,2	6,3
ZRR	99,4	52,8	0,4
Nord-Pas-de-Calais	102,0	59,5	0,7
Hors ZUS ZRR	103,1	56,6	0,7
ZUS	99,2	67,8	0,5
ZRR	98,5	74,1	0,0
Lorraine	98,8	52,5	0,7
Hors ZUS ZRR	98,7	48,2	0,7
ZUS	99,8	63,2	0,1
ZRR	95,0	55,0	4,6
Alsace	96,3	44,9	4,1
Hors ZUS ZRR	95,5	41,5	2,5
ZUS	98,7	54,9	9,1
ZRR	–	–	–
Franche-Comté	99,9	54,1	4,4
Hors ZUS ZRR	99,8	49,0	4,0
ZUS	100,0	62,5	4,7
ZRR	99,9	58,5	7,6

Région	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Pays de Loire	99,4	59,7	0,4
Hors ZUS ZRR	99,1	57,4	0,5
ZUS	100,0	66,9	0,0
ZRR	99,8	63,4	0,1
Bretagne	99,7	60,5	0,5
Hors ZUS ZRR	99,6	59,4	0,4
ZUS	99,9	64,4	1,0
ZRR	100,0	63,3	0,0
Poitou-Charentes	95,8	59,0	0,2
Hors ZUS ZRR	97,3	56,0	0,2
ZUS	91,7	65,1	0,2
ZRR	98,5	66,2	0,0
Aquitaine	99,3	55,1	0,3
Hors ZUS ZRR	99,5	52,8	0,4
ZUS	99,7	59,5	0,2
ZRR	93,9	68,1	0,0
Midi-Pyrénées	99,1	60,2	3,0
Hors ZUS ZRR	99,0	56,4	2,3
ZUS	99,2	73,2	7,0
ZRR	99,7	61,1	0,8
Limousin	98,2	57,9	0,8
Hors ZUS ZRR	97,1	54,8	0,9
ZUS	99,0	61,8	1,5
ZRR	99,8	61,6	0,1
Rhône-Alpes	98,6	51,6	1,1
Hors ZUS ZRR	98,2	49,0	1,2
ZUS	99,5	60,8	0,5
ZRR	98,9	56,9	0,4
Auvergne	99,8	57,9	0,3
Hors ZUS ZRR	99,8	56,6	0,3
ZUS	100,0	59,3	0,4
ZRR	99,8	60,5	0,1
Languedoc-Roussillon	83,9	66,1	4,3
Hors ZUS ZRR	87,9	61,8	4,4
ZUS	76,2	76,6	4,5
ZRR	90,4	57,8	2,9
Provence Alpes Côte d'Azur	97,5	59,3	1,7
Hors ZUS ZRR	96,9	55,5	1,8
ZUS	99,0	69,2	1,4
ZRR	94,1	55,6	0,6
Corse	99,2	15,4	0,0
Hors ZUS ZRR	98,9	40,9	0,0
ZUS	100,0	0,0	0,0
ZRR	98,7	0,0	0,0

Région	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
France métropolitaine	97,1	50,6	1,9
Hors ZUS ZRR	96,8	47,1	1,8
ZUS	97,6	59,9	2,4
ZRR	98,3	57,2	1,2
DOM			66,8
Hors ZUS ZRR			66,5
ZUS			68,2
ZRR			2,9

Tableau 41
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par zone de prix et zone prioritaire - Logements HLM et SEM

Zone de prix	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Zone 1 bis	89,1	30,5	2,2
Hors ZUS	88,5	28,5	2,2
ZUS	92,8	43,9	2,4
Zone 1	93,5	35,8	4,2
Hors ZUS	91,9	31,0	3,9
ZUS	96,4	46,2	4,9
Zone 2	98,5	54,6	1,4
Hors ZUS	98,8	50,4	1,3
ZUS	98,0	64,1	1,7
Zone 3	98,5	56,3	1,5
Hors ZUS ZRR	98,5	54,4	1,4
ZUS	98,5	64,1	2,0
ZRR	98,5	57,3	1,2
France métropolitaine	97,1	50,6	1,9
Hors ZUS ZRR	96,8	47,1	1,8
ZUS	97,6	59,9	2,4
ZRR	98,4	57,3	1,2
DOM			66,8
Hors ZUS ZRR			66,5
ZUS			68,2
ZRR			2,9

Tableau 42
Evolution de la part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement depuis 1997 - Logements HLM et SEM

	Part des logements conventionnés	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
2000			
France métropolitaine	96,3	52,2	
ZUS	97,5	60,3	
ZRR	98,7	59,3	
DOM			
ZUS			
ZRR			
2003			
France métropolitaine	97,1	50,6	1,9
ZUS	97,6	59,9	2,4
ZRR	98,3	57,2	1,2
DOM			66,8
ZUS			68,2
ZRR			2,9

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Comme pour le niveau de ressources, on observe un contraste entre les bailleurs privés qui gèrent un parc de logements comportant un pourcentage plus faible de bénéficiaires d'aides au logement (45,1 %) que le parc HLM et SEM, et la catégorie des autres bailleurs sociaux qui se caractérise par un pourcentage plus élevé. A l'intérieur de cette catégorie, les organismes agréés se distinguent nettement des autres types de bailleurs avec un parc occupé par 75,2 % de bénéficiaires de l'APL. Le pourcentage des ménages à faibles ressources est également nettement plus élevé dans le patrimoine de ces bailleurs.

Tableau 43
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Part des bénéficiaires de l'APL/répondants	Part des bénéficiaires de l'AL/répondants
Administrations publiques	53,8	1,6
SCI filiales de la CDC	52,3	1,8
Organismes agréés	75,2	4,2
Autres personnes morales	45,1	0,2
Total autres bailleurs sociaux	52,2	1,7
Bailleurs privés	45,1	1,3

MINIMA SOCIAUX PERÇUS

Les données sur les minima sociaux suscitent des réserves importantes quant à leur fiabilité. Comme pour les aides au logement, les non-réponses sont assimilées à la non perception d'aides. L'examen des réponses par bailleur a permis d'identifier des valeurs aberrantes : perception du RMI (revenu minimum d'insertion) par plus de la moitié des locataires par exemple. Nous avons écarté de l'analyse les valeurs suivantes : valeur nulle ou taux de bénéficiaires supérieur à 60 %⁶ pour un effectif total de logements supérieur à 20. Les questions de cette rubrique de l'enquête OPS ont pour objet de dénombrer le nombre de ménages bénéficiaires du RMI, de l'API (allocation parent isolé), de l'AAH (allocation adulte handicapé) ou du minimum vieillesse. Pour calculer la part de chacune des prestations, on divise chacun des effectifs (Q16 à Q19) par le nombre de ménages ayant répondu à cet ensemble de questions (Q16 à Q20).

LOGEMENTS HLM ET SEM

Pour l'ensemble du parc de logements des organismes d'HLM et des SEM de la France métropolitaine, les pourcentages de bénéficiaires de minima sociaux sont les suivants : 5,6 % pour le RMI, 1,6 % pour l'API, 3,5 % pour l'AAH et 1,4 % pour le minimum vieillesse. A partir des statistiques de la CNAF au 31 décembre 2002, nous avons calculé un ratio en divisant l'effectif de l'ensemble des allocataires⁷ pour les trois prestations versées par la CNAF (RMI, API et AAH) par le nombre de ménages au dernier recensement. Ces ratios nous donnent des indications sur le poids des bénéficiaires de chacune de ces prestations dans l'ensemble de la population. Dans le cas des trois prestations versées par les CAF, le pourcentage des bénéficiaires est plus élevé parmi les ménages locataires du parc HLM que parmi l'ensemble des ménages. Ainsi pour les bénéficiaires du RMI, nous avons un ratio de 4 lorsque l'on considère l'ensemble de la population et un pourcentage de 5,6 % parmi les locataires HLM.

Dans la région Nord - Pas-de-Calais, en Languedoc-Roussillon, en Franche-Comté et en Bretagne et dans la région PACA, le pourcentage de bénéficiaires du RMI est supérieur à la moyenne nationale à la fois pour les locataires du parc HLM et pour l'ensemble de la population. En revanche en Champagne-Ardenne, en Picardie, en Poitou-Charentes, en Auvergne, en Midi-Pyrénées et en Limousin, la surreprésentation des bénéficiaires du RMI est spécifique au parc HLM. Dans ces deux groupes de régions, on observe généralement également un pourcentage de bénéficiaires de l'API, de l'AAH et du minimum vieillesse supérieur à la moyenne nationale. La situation des DOM est particulière avec un pourcentage élevé de bénéficiaires du RMI (10,2 %), mais celui-ci est inférieur pour les autres prestations par rapport à la métropole. Contrairement à la France métropolitaine, le pourcentage de bénéficiaires du RMI – bien qu'élevé dans les DOM – est nettement inférieur à celui observé pour l'ensemble de la population.

Les logements implantés en ZUS se distinguent par une représentation plus importante des bénéficiaires des quatre prestations, avec un écart particulièrement marqué pour le RMI : 9,0 % de bénéficiaires dans les ZUS contre 4,4 % dans les territoires situés hors zones prioritaires. Les bénéficiaires des minima sociaux sont également plus représentés dans les

⁶ : Des précisions sont apportées en annexe sur les corrections effectuées pour cette variable.

⁷ : Il s'agit, dans ce cas, des personnes allocataires et non des ménages comptant au moins un allocataire. Il peut se trouver en effet, dans le cas du RMI et de l'AAH, qu'un ménage compte deux bénéficiaires d'une même prestation.

ZRR mais avec des valeurs qui se rapprochent de la moyenne des logements, tous types de territoire confondus.

Alors que la zone 3 compte la proportion la plus importante de ménages à faibles ressources et de bénéficiaires de l'APL, on a un pourcentage des bénéficiaires de minima sociaux proche de la moyenne à l'exception de l'AAH qui est sensiblement plus représentée. La perception des minima sociaux est plus répandue dans les agglomérations que dans les petites villes ou les territoires ruraux. C'est en effet en zone 2 que l'on observe les valeurs les plus élevées : 6,7 % de bénéficiaires du RMI et 10,3 % dans les ZUS des zones 2. En zone 1, le pourcentage des bénéficiaires de minima sociaux est nettement plus faible.

Les valeurs observées en 2003 sont quasi identiques à celles de 2000. Il en va de même de la hiérarchie entre les zones de prix. La baisse du nombre de bénéficiaires du RMI dans l'ensemble de la population française observée depuis le second semestre 1999 n'est pas visible à l'analyse des résultats de l'enquête OPS.

Tableau 44
Part des minima sociaux perçus par régions, départements et agglomérations - Logements HLM et SEM

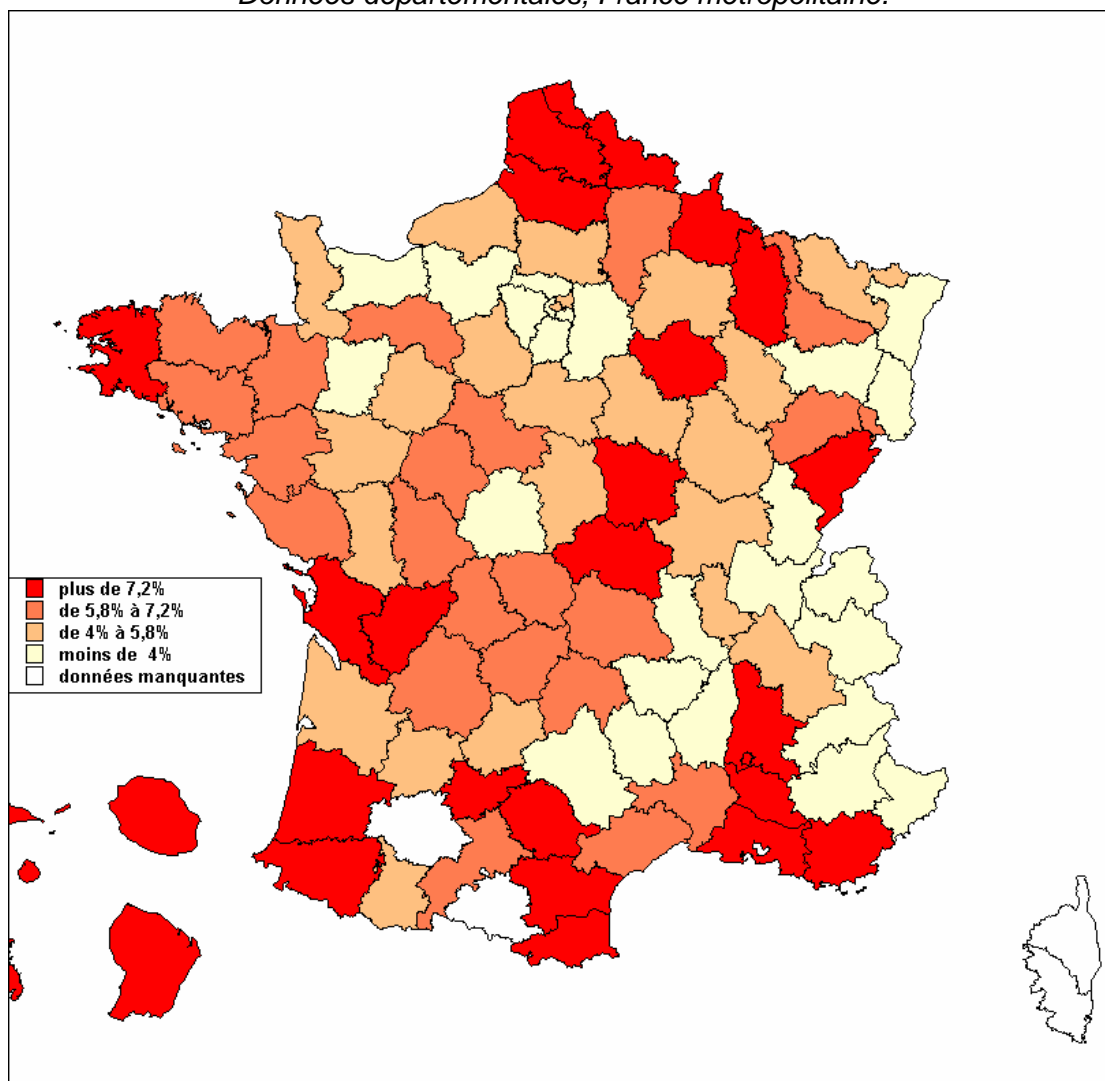
Région Département Agglomérations	RMI		API		AAH		Minimum vieillesse
	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF/MSA ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.
Ile de France	3,2	3,9	1,0	0,5	2,3	1,9	1,4
<i>Paris</i>	3,3		0,9		2,3		1,4
75-Paris	4,6	4,5	1,0	0,4	3,4	1,7	1,6
77-Seine et Marne	3,7	2,3	1,5	0,6	2,5	2,0	1,1
<i>Meaux</i>	2,8		0,9		2,4		0,9
78-Yvelines	2,1	1,9	0,9	0,4	1,8	1,6	1,1
91-Essonnes	3,0	3,0	1,2	0,6	2,0	1,7	1,3
92-Hauts de Seine	1,6	3,1	0,5	0,4	1,5	1,8	0,8
93-Seine Saint Denis	5,0	7,7	1,2	1,1	2,5	2,6	2,6
94-Val de Marne	2,7	4,2	0,9	0,5	2,2	2,2	1,2
95-Val-d'Oise	2,5	3,5	1,0	0,6	2,2	2,1	1,0
Champagne-Ardenne	7,6	3,6	2,3	0,7	4,2	3,2	1,3
08-Ardenne	13,6	5,2	3,9	1,0	5,4	3,9	0,7
<i>Charleville-Mézières</i>	11,7		3,1		4,3		0,6
10-Aube	10,5	3,7	3,2	0,8	5,2	2,7	4,2
<i>Troyes</i>	12,3		3,6		5,1		3,5
51-Marne	4,5	3,1	1,4	0,6	3,4	3,0	0,7
<i>Châlons-en-Champagne</i>	3,5		1,4		2,5		0,2
<i>Reims</i>	5,5		1,6		3,8		0,6
52-Haute-Marne	4,0	2,8	1,6	0,7	3,2	3,3	0,8
Picardie	7,3	3,7	2,2	0,9	4,5	3,8	2,1
02-Aisne	6,6	3,6	2,3	1,1	4,6	4,6	1,4
<i>Saint-Quentin</i>	6,4		2,3		3,0		0,0
60-Oise	5,7	3,1	1,8	0,8	3,8	3,1	1,6
<i>Beauvais</i>	9,9		2,6		5,6		2,8
<i>Compiègne</i>	5,4		2,1		4,0		2,2
<i>Creil</i>	5,3		1,7		3,6		0,3
80-Somme	12,0	4,5	3,0	0,9	5,9	3,9	4,2
<i>Amiens</i>	12,6		3,2		6,2		3,6
Haute-Normandie	5,1	4,2	1,4	0,9	3,1	3,2	0,9
27-Eure	3,3	3,0	1,4	0,7	3,0	3,3	1,0
<i>Evreux</i>	3,8		2,0		3,8		0,8
76-Seine Maritime	5,5	4,8	1,4	1,0	3,2	3,2	0,9
<i>Elbeuf</i>	7,0		1,9		3,4		2,1
<i>Rouen</i>	4,4		1,0		2,6		0,8
<i>Le Havre</i>	7,3		2,2		3,4		0,3
Centre	5,3	3,0	1,4	0,5	3,0	2,6	1,3
18-Cher	5,6	4,1	1,5	0,6	3,2	3,1	0,7
<i>Bourges</i>	5,9		1,7		2,7		0,6
28-Eure et Loir	4,4	2,5	1,1	0,5	2,3	2,3	0,5
<i>Chartres</i>	2,6		0,8		1,8		0,2
36-Indre	2,1	2,3	0,4	0,5	2,4	4,0	0,9
<i>Châteauroux</i>	-		-		-		-
37-Indre et Loire	5,8	3,4	1,6	0,5	3,8	2,6	1,3
<i>Tours</i>	6,0		1,4		3,6		1,3
41-Loir et Cher	5,9	2,9	1,7	0,4	2,4	2,1	2,6
<i>Blois</i>	6,8		2,0		2,0		2,7
45-Loiret	5,4	2,7	1,4	0,5	2,7	2,1	1,3
<i>Montargis</i>	1,0		0,2		0,5		0,2
<i>Orléans</i>	6,5		1,8		3,1		1,9
Basse Normandie	4,9	2,8	1,6	0,6	4,8	3,4	2,0
14-Calvados	3,8	3,7	1,6	0,8	2,8	3,1	2,5
<i>Caen</i>	3,4		1,5		2,5		2,4
50-Manche	4,5	2,3	1,5	0,5	6,4	4,2	1,5
<i>Cherbourg</i>	8,0		2,2		6,6		0,4
61-Orne	7,0	3,3	1,8	0,6	4,6	3,5	2,5
Bourgogne	5,5		1,8		4,7		1,1
21-Côte-d'Or	5,7	2,5	1,4	0,4	4,0	2,7	1,1
<i>Dijon</i>	6,2		1,6		3,9		1,0
58-Nièvre	7,8	3,3	2,3	0,6	6,1	4,3	1,1
<i>Nevers</i>	2,8		1,1		3,7		0,3
71-Saône et Loire	4,7	2,3	1,7	0,5	4,5	3,1	0,9
<i>Chalon-sur-Saône</i>	4,4		1,6		4,8		0,7
89-Yonne	5,6	2,7	2,2	0,6	5,4	4,2	1,7

Région Département Agglomérations	RMI		API		AAH		Minimum vieillesse
	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF/MSA ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.
Nord-Pas-de-Calais	8,7	6,3	2,3	1,4	4,0	4,0	1,7
59-Nord	8,0	6,4	2,1	1,4	3,8	4,0	1,7
Armentières	4,5		2,5		4,1		4,4
Douai	10,4		2,4		4,2		1,5
Dunkerque	6,8		1,8		3,0		2,1
Lille	5,8		1,7		2,7		1,3
Maubeuge	17,9		3,5		7,7		3,5
Valenciennes	11,1		2,7		5,8		1,4
62-Pas de Calais	10,2	6,2	2,6	1,5	4,4	4,0	1,8
Arras	7,5		2,3		4,8		1,6
Béthune	8,0		1,7		3,6		1,9
Boulogne-sur-Mer	15,2		5,2		5,4		1,4
Calais	25,3		3,4		4,7		1,7
Saint-Omer	9,6		2,2		5,0		3,1
Lorraine	5,4	3,3	1,8	0,7	2,7	2,8	1,4
54-Meurthe et Moselle	5,9	4,1	1,7	0,8	2,2	2,5	0,7
Nancy	5,7		1,7		2,2		0,6
55-Meuse	8,5	3,5	3,4	0,8	4,5	3,2	0,6
57-Moselle	4,6	2,9	1,4	0,7	2,7	2,8	2,0
Forbach	6,3		1,4		4,1		3,2
Metz	3,8		1,3		2,0		1,4
Thionville	4,0		1,1		3,2		1,7
88-Vosges	2,2	2,7	7,0	0,7	2,3	3,3	7,1
Epinal	-		-		-		-
Alsace	3,5	2,7	1,2	0,6	2,6	2,4	1,0
67-Bas-Rhin	2,8	3,0	1,0	0,7	1,5	2,2	1,3
Haguenau	2,7		1,2		4,1		0,3
Strasbourg	2,9		0,9		1,3		1,1
68-Haut-Rhin	3,8	2,3	1,3	0,5	3,1	2,8	0,8
Colmar	1,5		0,6		1,9		0,4
Mulhouse	6,3		2,2		4,7		0,9
Franche-Comté	6,3	2,5	1,9	0,6	4,2	2,7	1,3
25-Doubs	7,5	2,8	2,1	0,6	4,4	2,4	1,2
Besançon	6,7		2,4		4,3		1,1
Montbéliard	7,0		1,6		3,6		0,8
39-Jura	3,9	1,7	1,4	0,4	3,7	3,0	0,0
70-Haute-Saône	6,3	2,3	1,6	0,6	5,4	3,1	2,9
90-Belfort	7,1	3,4	2,4	0,8	3,5	2,4	1,4
Belfort	7,9		2,4		3,7		1,7
Pays de Loire	5,7	2,9	1,8	0,5	3,6	2,6	1,0
44-Loire Atlantique	6,3	3,5	1,5	0,6	3,6	2,6	0,5
Nantes	6,8		1,6		3,7		0,5
Saint-Nazaire	8,1		1,9		4,4		0,5
49-Maine et Loire	5,2	3,0	1,6	0,6	3,2	2,5	0,6
Angers	6,7		1,9		3,3		0,2
Cholet	-		-		-		-
53-Mayenne	3,9	1,6	1,3	0,3	3,4	2,6	2,5
Laval	5,1		1,4		3,3		2,8
72-Sarthe	5,1	3,0	2,3	0,6	4,1	2,3	1,1
Le Mans	5,6		2,4		4,0		1,0
85-Vendée	6,9	1,8	2,6	0,4	4,8	2,7	2,4
Bretagne	6,7	2,5	2,5	0,4	5,8	2,9	1,5
22-Côte d'Armor	6,3	2,5	2,3	0,4	5,2	2,7	0,7
Saint-Brieuc	-		-		-		-
29-Finistère	9,0	2,7	3,1	0,4	7,1	3,1	4,4
Brest	12,8		4,6		8,2		4,4
Quimper	6,3		1,4		3,8		1,7
35-Ille et Vilaine	5,8	2,1	2,2	0,4	5,5	2,8	0,5
Rennes	7,1		2,4		6,1		0,5
Saint-Malo	2,5		1,1		4,4		0,6
56-Morbihan	5,9	2,6	2,4	0,4	5,5	3,1	0,6
Lorient	4,1		1,4		2,8		0,7
Vannes	12,7		5,8		7,5		0,0
Poitou-Charentes	8,5	3,8	2,6	0,6	4,3	2,8	1,5
16-Charente	9,7	4,2	2,0	0,7	5,8	3,8	2,6
Angoulême	10,4		2,0		5,9		3,1
17-Charente Maritime	11,0	4,6	2,2	0,7	4,2	2,4	1,4
La Rochelle	6,0		1,0		3,1		0,5
79-Deux-Sèvres	4,3	2,4	1,3	0,5	2,8	2,9	1,1
Niort	2,2		0,8		1,9		0,8
86-Vienne	6,9	3,6	4,1	0,6	3,7	2,6	1,0
Poitiers	4,9		4,3		2,4		0,5

Région Département Agglomérations	RMI		API		AAH		Minimum vieillesse
	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF/MSA ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.
Aquitaine	6,2	4,0	1,6	0,6	4,9	3,4	0,9
24-Dordogne	6,3	3,9	1,7	0,6	2,8	3,3	0,5
Bergerac	—	—	—	—	—	—	—
Périgueux	8,3	—	2,4	—	2,4	—	0,3
33-Gironde	5,3	4,2	1,3	0,7	4,6	3,4	0,8
Arcachon	4,5	—	1,1	—	4,8	—	0,6
Bordeaux	5,9	—	1,5	—	4,9	—	0,9
40-Landes	8,5	3,2	2,2	0,5	5,9	2,8	3,4
47-Lot-et-Garonne	4,6	4,2	0,8	0,7	3,4	3,4	0,3
64-Pyrénées Atlantiques	7,2	3,9	1,9	0,6	6,1	3,9	0,5
Bayonne	8,2	—	1,8	—	5,9	—	1,4
Pau	7,1	—	2,1	—	6,8	—	0,5
Midi-Pyrénées	6,9	4,4	1,6	0,6	4,3	3,4	1,2
09-Ariège	—	—	—	—	—	—	—
12-Aveyron	3,8	2,0	1,1	0,3	4,8	3,5	1,1
31-Haute-Garonne	6,9	5,4	1,5	0,6	3,1	2,6	0,9
Toulouse	7,0	—	1,5	—	3,1	—	0,9
32-Gers	—	2,6	—	0,5	—	4,0	—
46-Lot	4,3	3,1	1,7	0,4	4,6	3,7	2,5
65-Hautes Pyrénées	4,6	3,6	1,5	0,5	7,1	4,9	1,7
Tarbes	—	—	—	—	—	—	—
81-Tarn	9,8	4,1	1,9	0,6	5,1	3,9	0,4
Albi	8,1	—	1,8	—	5,9	—	0,4
Castres	13,1	—	2,2	—	3,6	—	0,0
82-Tarn et Garonne	10,8	4,7	3,1	0,7	7,4	4,3	3,5
Montauban	13,0	—	3,4	—	8,6	—	3,5
Limousin	6,5	2,7	3,6	0,4	6,8	4,0	1,2
19-Corrèze	6,9	2,1	1,9	0,4	5,8	3,6	1,1
Brive-la-Gaillarde	8,3	—	2,1	—	5,6	—	0,1
23-Creuse	7,0	3,0	2,1	0,3	8,0	4,1	1,6
87-Haute Vienne	6,1	3,0	4,8	0,5	6,8	4,2	1,1
Limoges	6,1	—	5,4	—	7,0	—	0,9
Rhône-Alpes	3,9	3,0	1,3	0,5	2,9	2,7	0,8
01-Ain	2,1	1,8	0,6	0,3	2,3	2,1	0,4
Bourg-en-Bresse	1,0	—	0,4	—	1,4	—	0,1
07-Ardèche	2,2	3,2	0,9	0,6	2,6	3,6	1,8
26-Drôme	7,8	4,0	1,7	0,7	4,0	3,0	1,6
Romans-sur-Isère	9,7	—	2,0	—	5,4	—	2,4
Valence	7,7	—	1,6	—	3,3	—	0,8
38-Isère	4,9	2,7	1,8	0,5	2,9	2,5	1,5
Grenoble	6,6	—	1,4	—	4,1	—	1,7
42-Loire	3,8	3,0	1,5	0,6	3,5	3,9	0,2
Roanne	1,0	—	0,2	—	3,1	—	0,1
Saint-Chamond	5,2	—	1,6	—	5,3	—	0,0
Saint-Etienne	2,1	—	0,8	—	2,1	—	0,1
69-Rhône	4,3	3,7	1,3	0,5	3,0	2,5	0,6
Lyon	4,3	—	1,3	—	2,9	—	0,6
Villefranche-sur-Saône	4,8	—	1,0	—	3,3	—	0,3
73-Savoie	2,7	2,1	1,1	0,4	2,5	2,8	0,7
Chambéry	3,3	—	1,1	—	2,1	—	0,3
74-Haute-Savoie	2,7	2,0	0,8	0,3	2,5	1,8	1,0
Annecy	2,2	—	0,7	—	2,8	—	0,9
Annemasse	3,7	—	1,0	—	2,3	—	0,8
Cluses	0,7	—	0,2	—	0,8	—	0,1
Thonon-les-Bains	2,9	—	0,9	—	2,5	—	0,9
Auvergne	7,3	3,0	1,7	0,5	5,1	3,5	1,7
03-Allier	10,2	3,5	1,7	0,6	4,9	4,0	1,5
Montluçon	19,9	—	2,1	—	7,0	—	0,5
Vichy	7,9	—	2,3	—	6,4	—	3,1
15-Cantal	6,8	2,6	2,0	0,3	5,2	3,1	4,1
43-Haute-Loire	3,6	1,8	0,9	0,4	5,7	4,3	2,4
63-Puy-de-Dôme	6,9	3,2	1,9	0,5	5,0	3,1	1,4
Clermont-Ferrand	7,8	—	2,1	—	5,1	—	1,5
Languedoc-Roussillon	8,4	7,4	2,0	1,2	3,2	3,5	1,7
11-Aude	12,7	7,0	2,6	1,0	5,2	3,6	4,6
30-Gard	6,9	7,8	1,4	1,2	2,5	3,1	1,0
Alès	7,7	—	0,3	—	2,2	—	1,4
Nîmes	7,5	—	0,7	—	2,5	—	0,8
34-Hérault	6,5	7,5	1,5	1,3	2,6	3,4	1,4
Béziers	—	—	—	—	—	—	—
Montpellier	3,5	—	1,0	—	1,8	—	0,9
Sète	4,8	—	0,8	—	2,3	—	2,9
48-Lozère	3,3	2,2	2,0	0,3	4,1	6,1	0,8

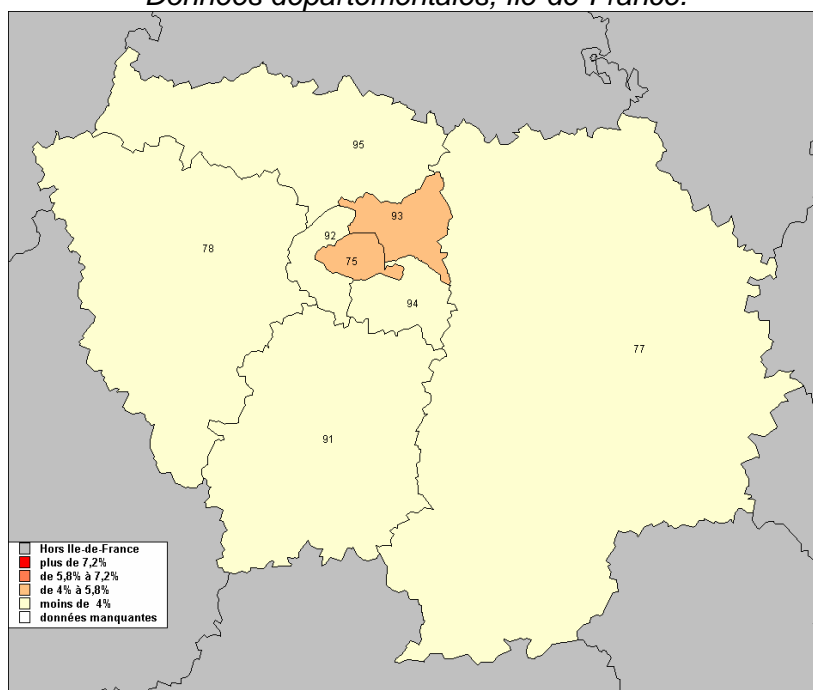
Région Département Agglomérations	RMI		API		AAH		Minimum vieillesse
	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF/MSA ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.	CNAF ratio nbre bénéf/nbre ménages en 1999	OPS : % de ménages comptant au moins un bénéf.
66-Pyrénées orientales	16,4	7,6	5,8	1,4	5,8	3,6	1,0
<i>Perpignan</i>	17,5		6,1		5,9		0,8
Provence Alpes Côte d'Azur	8,3	6,4	1,8	0,9	3,9	3,1	2,0
04-Alpes de Haute Provence	3,0	3,7	2,0	0,7	3,6	2,8	1,0
05-Hautes Alpes	1,1	2,1	0,4	0,4	1,4	3,3	0,3
06-Alpes Maritimes	3,0	3,9	1,3	0,8	4,1	3,4	1,5
<i>Menton</i>	1,8		0,9		2,6		0,5
<i>Nice</i>	3,3		1,4		4,4		1,9
13-Bouches du Rhône	10,0	9,1	1,8	1,1	3,5	2,8	2,7
<i>Arles</i>	—		—		—		—
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	8,7		1,5		2,7		2,2
<i>Salon-de-Provence</i>	1,7		0,0		3,3		5,8
83-Var	8,4	5,6	1,8	0,8	5,0	3,3	1,2
<i>Fréjus</i>	4,6		1,1		3,9		1,9
<i>Toulon</i>	6,8		1,6		4,0		1,2
84-Vaucluse	10,1	5,6	3,0	1,1	4,0	2,7	1,3
<i>Avignon</i>	10,3		3,0		3,8		1,5
Corse	—	6,2	—	0,8	—	4,4	—
2a-Corse du Sud	—	5,8	—	0,7	—	4,6	—
<i>Ajaccio</i>	—		—		—		—
2b-Haute Corse	—		—		—		—
<i>Bastia</i>	—		—		—		—
France métropolitaine	5,6	4,0	1,6	0,7	3,5	2,9	1,4
DOM	10,2	26,0	1,2	3,1	1,5	4,6	0,9
971-Guadeloupe	8,6	20,6	0,9	2,7	1,4	4,6	1,4
<i>Point-à-Pitre</i>	—		—		—		—
972-Martinique	10,7	24,0	1,0	1,6	1,5	1,0	0,0
<i>Fort-de-France</i>	—		—		—		—
973-Guyane	12,5	22,8	0,9	7,9	1,9	13,1	0,2
<i>Cayenne</i>	—		—		—		—
974-Réunion	11,7	31,6	1,8	3,4	1,5	4,9	0,6
<i>Le Port</i>	6,7		1,8		0,3		0,0
<i>Saint-Denis</i>	17,2		2,2		2,5		1,6
<i>Saint-Paul</i>	12,2		0,8		0,8		0,0
<i>Saint-Pierre</i>	10,7		2,6		1,8		0,0

Carte 66
Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



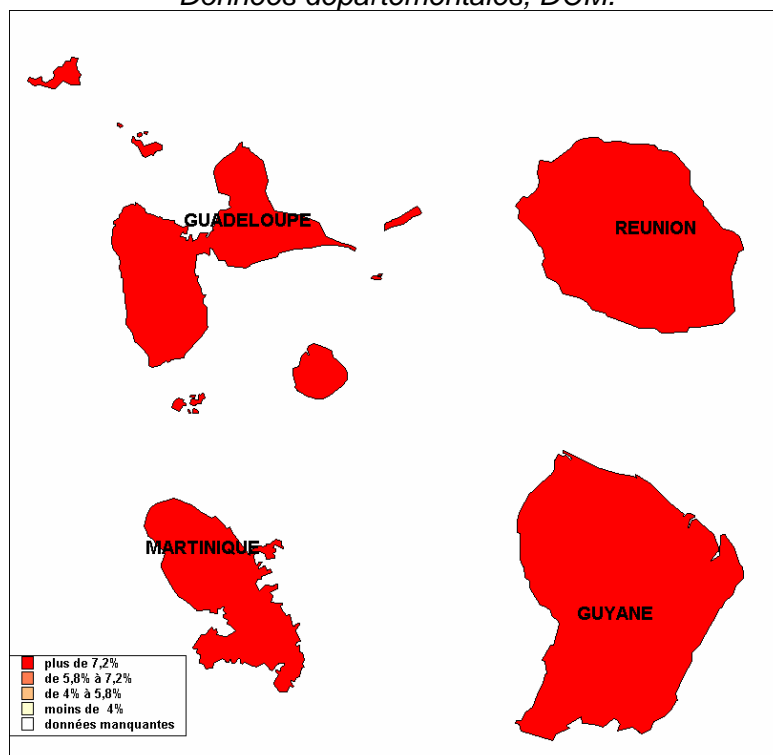
Source : OPS 2003

Carte 67
Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM.
Données départementales, Ile-de-France.



Source : OPS 2003

Carte 68
Part des bénéficiaires du RMI. Logements HLM et SEM.
Données départementales, DOM.



Source : OPS 2003

Tableau 45
*Part des minima sociaux perçus par zones prioritaires -
 Logements HLM et SEM*

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Ile de France	3,2	1,0	2,3	1,4
Hors ZUS ZRR	2,7	0,6	2,1	1,3
ZUS	4,7	2,0	2,8	1,7
Champagne-Ardenne	7,6	2,3	4,2	1,3
Hors ZUS ZRR	6,3	2,0	3,6	1,3
ZUS	11,0	3,2	4,9	1,4
ZRR	5,2	1,9	4,6	1,0
Picardie	7,3	2,2	4,5	2,1
Hors ZUS ZRR	5,6	1,8	3,8	1,8
ZUS	10,9	3,1	5,8	2,3
ZRR	9,0	1,2	4,0	9,3
Haute-Normandie	5,1	1,4	3,1	0,9
Hors ZUS ZRR	4,1	1,1	2,8	0,9
ZUS	8,1	2,2	4,1	1,0
ZRR	–	–	–	–
Centre	5,3	1,4	3,0	1,3
Hors ZUS ZRR	4,0	1,1	2,7	1,2
ZUS	9,9	2,4	3,4	1,7
ZRR	4,3	1,2	3,6	1,1
Basse Normandie	4,9	1,6	4,8	2,0
Hors ZUS ZRR	3,7	1,3	4,4	2,1
ZUS	10,8	3,1	7,3	1,5
ZRR	5,6	1,5	4,2	3,6
Bourgogne	5,5	1,8	4,7	1,1
Hors ZUS ZRR	4,4	1,5	4,2	0,9
ZUS	8,2	2,5	5,7	1,7
ZRR	5,4	1,6	5,2	1,2
Nord-Pas-de-Calais	8,7	2,3	4,0	1,7
Hors ZUS ZRR	7,2	1,9	3,8	1,8
ZUS	12,9	3,4	4,6	1,5
ZRR	19,0	2,4	14,3	0,0
Lorraine	5,4	1,8	2,7	1,4
Hors ZUS ZRR	4,2	1,4	2,4	1,3
ZUS	8,3	2,5	3,2	1,6
ZRR	7,6	3,4	3,3	1,6
Alsace	3,5	1,2	2,6	1,0
Hors ZUS ZRR	2,5	1,0	2,2	1,0
ZUS	6,4	1,9	3,7	0,8
ZRR	–	–	–	–
Franche-Comté	6,3	1,9	4,2	1,3
Hors ZUS ZRR	4,5	1,6	3,8	1,1
ZUS	10,6	2,8	5,1	1,5
ZRR	3,6	1,1	4,5	2,0
Pays de Loire	5,7	1,8	3,6	1,0
Hors ZUS ZRR	4,5	1,5	3,5	1,0
ZUS	10,2	2,8	4,2	0,9
ZRR	2,6	1,4	3,5	1,6

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Bretagne	6,7	2,5	5,8	1,5
Hors ZUS ZRR	5,7	2,2	5,8	1,5
ZUS	10,0	3,5	6,2	1,4
ZRR	2,9	0,9	2,3	2,0
Poitou-Charentes	8,5	2,6	4,3	1,5
Hors ZUS ZRR	6,9	2,5	3,6	1,2
ZUS	13,1	2,9	5,8	2,1
ZRR	6,0	2,6	4,8	2,7
Aquitaine	6,2	1,6	4,9	0,9
Hors ZUS ZRR	5,4	1,5	4,4	0,9
ZUS	8,3	1,8	6,1	0,8
ZRR	6,5	1,6	5,5	1,8
Midi-Pyrénées	6,9	1,6	4,3	1,2
Hors ZUS ZRR	5,8	1,6	4,0	1,1
ZUS	13,0	2,0	4,9	1,0
ZRR	3,8	1,3	5,4	1,6
Limousin	6,5	3,6	6,8	1,2
Hors ZUS ZRR	5,5	2,7	5,8	0,8
ZUS	8,6	8,0	8,2	1,2
ZRR	6,5	1,9	7,5	1,7
Rhône-Alpes	3,9	1,3	2,9	0,8
Hors ZUS ZRR	3,1	1,2	2,7	0,8
ZUS	6,7	1,7	3,4	0,8
ZRR	2,4	1,4	3,7	1,3
Auvergne	7,3	1,7	5,1	1,7
Hors ZUS ZRR	5,3	1,5	4,5	1,5
ZUS	13,1	2,5	6,2	1,8
ZRR	4,2	1,3	5,2	2,7
Languedoc-Roussillon	8,4	2,0	3,2	1,7
Hors ZUS ZRR	6,5	1,6	3,0	1,8
ZUS	12,5	3,1	3,7	1,4
ZRR	6,0	1,6	4,3	2,3
Provence Alpes Côte d'Azur	8,3	1,8	3,9	2,0
Hors ZUS ZRR	6,3	1,6	3,5	1,9
ZUS	13,6	2,4	4,8	2,4
ZRR	2,9	0,9	1,9	0,3
Corse	–	–	–	–
Hors ZUS ZRR	–	–	–	–
ZUS	–	–	–	–
ZRR	–	–	–	–
France métropolitaine	5,6	1,6	3,5	1,4
Hors ZUS ZRR	4,4	1,3	3,2	1,3
ZUS	9,0	2,5	4,2	1,5
ZRR	5,0	1,7	4,7	1,7
DOM	10,2	1,2	1,5	0,9
Hors ZUS ZRR	10,5	1,3	1,6	0,9
ZUS	9,9	0,9	1,3	0,8
ZRR	4,0	1,7	0,0	0,0

Tableau 46
*Part des minima sociaux perçus par zones de prix -
Logements HLM et SEM*

Zone de prix	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Zone 1 bis	3,8	0,9	2,7	1,5
Hors ZUS	3,3	0,8	2,6	1,4
ZUS	7,6	1,3	3,8	2,3
Zone 1	2,9	1,0	2,1	1,3
Hors ZUS	2,3	0,9	1,9	1,2
ZUS	4,2	1,3	2,5	1,6
Zone 2	6,7	1,9	3,7	1,2
Hors ZUS	5,1	1,5	3,3	1,2
ZUS	10,3	2,6	4,5	1,4
Zone 3	5,7	1,7	4,1	1,5
Hors ZUS ZRR	5,7	1,7	4,1	1,5
ZUS	4,8	1,5	3,8	1,4
ZRR	9,9	2,8	5,1	1,6
France métropolitaine	5,6	1,6	3,5	1,4
Hors ZUS ZRR	4,4	1,3	3,2	1,3
ZUS	9,0	2,5	4,2	1,5
ZRR	5,0	1,7	4,7	1,7
DOM	10,2	1,2	1,5	0,9
Hors ZUS ZRR	10,5	1,3	1,6	0,9
ZUS	9,9	0,9	1,3	0,8
ZRR	4,0	1,7	0,0	0,0

Tableau 47
*Evolution de la part des minima sociaux perçus depuis 1997
Logements HLM et SEM*

	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
1997				
France métropolitaine	5,0	1,7	3,1	1,7
DOM	15,5	3,5	1,5	2,3
2000				
France métropolitaine	5,6	1,5	3,1	1,6
ZUS	9,0	2,3	4,1	1,6
ZRR	5,1	1,4	4,4	2,3
DOM	16,4	2,5	2,4	1,8
ZUS	12,9	2,5	2,2	1,1
ZRR	--	--	--	--
2003				
France métropolitaine	5,6	1,6	3,5	1,4
ZUS	9,0	2,5	4,2	1,5
ZRR	5,0	1,7	4,7	1,7
DOM	10,2	1,2	1,5	0,9
ZUS	9,9	0,9	1,3	0,8
ZRR	4,0	1,7	0,0	0,0

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part de bénéficiaires de minima sociaux est plus élevée dans les logements des organismes agréés, et ceci pour les quatre prestations reprises dans l'enquête. Ces résultats sont convergents avec ceux du niveau de ressources. Dans le parc des filiales de la CDC et dans celui des autres personnes morales, les taux de bénéficiaires de minima sociaux sont proches de la moyenne. En revanche, on compte moins de bénéficiaires de minima sociaux dans le patrimoine des bailleurs privés. Le parc des administrations publiques se distingue par un pourcentage plus faible des bénéficiaires du RMI, de l'API et de l'AAH, mais nettement plus élevé des bénéficiaires du minimum vieillesse.

Tableau 48

Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Administrations publiques	3,9	1,0	2,7	4,3
SCI filiales de la CDC	4,3	1,6	3,1	1,4
Organismes agréés	13,7	3,8	5,8	2,5
Autres personnes morales	7,5	1,2	3,5	1,3
Total autres bailleurs sociaux	5,8	1,4	3,2	2,3
Bailleurs privés	3,6	1,7	2,2	2,2

ACTIVITE PROFESSIONNELLE

Pour l'activité professionnelle, l'unité de recueil de l'information n'est pas le ménage mais l'individu. L'information sur l'activité professionnelle est renseignée pour les personnes majeures (Q26 à Q29). Quatre situations sont distinguées :

- les personnes ayant un emploi stable : travailleurs indépendants, salariés avec un contrat à durée indéterminée, y compris fonctionnaires et salariés de la fonction publique (actifs) ;
- les personnes ayant un emploi précaire : salariés avec un contrat à durée déterminée, intérimaires, apprentis, stagiaires, titulaires de contrats aidés (actifs) ;
- personnes inscrites à l'ANPE (actifs) ;
- personnes majeures sans emploi : au foyer, retraité ou préretraité, invalidité, étudiant... (inactifs).

Le pourcentage de personnes appartenant à chacune de ces catégories est calculé par rapport au total des personnes pour lesquelles la variable est renseignée, soit 78,5 % des personnes majeures identifiées par l'enquête (Q24) pour les organismes d'HLM et les SEM, 84,6 % pour les autres bailleurs sociaux et 85,5 % pour les bailleurs privés. Les tableaux ci-dessous présentent le pourcentage d'inactifs, puis une répartition des actifs dans les trois autres catégories calculées par rapport au total des seuls actifs.

Tout comme les données sur les minima sociaux, celles relatives à l'activité professionnelle ne sont pas toujours fiables. C'est pourquoi nous avons également écarté des valeurs aberrantes : ont été supprimés les enregistrements pour lesquels le taux de réponse est faible (inférieur à 60 %) ou incohérent (supérieure à 110 %), ainsi que les enregistrements comptant plus de 20 logements et un pourcentage d'inactifs égal à 0 ou à 100 %.

LOGEMENTS HLM ET SEM

On compte, pour l'ensemble de la France métropolitaine, 35,9 % d'inactifs parmi l'ensemble des locataires HLM. Les actifs se répartissent en 67,3 % d'emplois stables, 14,2 % de contrats précaires et 18,5 % de personnes inscrites à l'ANPE.

Le pourcentage d'inactifs parmi les locataires HLM est nettement supérieur à la moyenne nationale en Lorraine, en Franche-Comté, en Languedoc-Roussillon et dans les DOM. Il est en revanche faible en Aquitaine, dans le Limousin et en Corse.

La Picardie, le Nord - Pas-de-Calais et l'Auvergne se caractérisent par une présence plus importante des actifs en situation précaire (contrats précaires ou inscription à l'ANPE). En Alsace, nous avons à la fois une surreprésentation des contrats stables et des inscrits à l'ANPE.

Le poids plus grand des situations de précarité dans les ZUS se traduit, sur le plan de l'activité professionnelle, par une proportion plus élevée des contrats précaires et surtout des inscrits à l'ANPE. La situation professionnelle des locataires HLM résidant en ZRR est un peu moins favorable que celle des occupants des territoires situés hors zones prioritaires, mais plus favorable que celle de personnes résidant en ZUS.

A partir de l'analyse par zone de prix, on peut repérer un écart entre la zone 1 bis connaissant une proportion nettement plus faible d'inactifs et les autres zones qui ont des valeurs proches de la moyenne nationale. C'est en zone 2, que la situation est la moins favorable en matière d'activité professionnelle avec une représentation plus importante des personnes inscrites à l'ANPE.

On observe depuis 1997 des évolutions sensibles en matière d'activité professionnelle. Le pourcentage d'inactifs avait diminué entre 1997 et 2000, mais est resté quasi stable depuis. La part des inscrits à l'ANPE a baissé de manière significative entre 1997 et 2000, puis de 2000 à 2003. La part des personnes occupant un emploi a augmenté depuis 2000, progression qui concerne aussi bien les contrats stables que les contrats précaires.

Tableau 49
Activité professionnelle des personnes majeures par régions, départements et agglomérations - Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Ile de France	74,7	10,5	14,8	32,9
Paris	74,4	10,5	15,1	33,4
75-Paris	71,1	10,2	18,7	40,6
77-Seine et Marne	75,2	11,0	13,8	27,9
Meaux	71,7	13,0	15,3	30,5
78-Yvelines	78,5	10,8	10,8	30,0
91-Essonnes	77,9	10,4	11,7	30,4
92-Hauts de Seine	76,8	10,4	12,8	32,7
93-Seine Saint Denis	71,3	10,8	17,9	30,7
94-Val de Marne	75,1	9,5	15,4	32,9
95-Val-d'Oise	74,8	11,4	13,8	32,9
Champagne-Ardenne	66,5	13,5	20,0	34,3
08-Ardenne	59,3	16,5	24,1	47,0
Charleville-Mézières	59,8	15,7	24,6	47,0
10-Aube	59,6	17,5	22,9	36,0
Troyes	57,0	21,6	21,4	39,1
51-Marne	71,1	11,6	17,3	30,6
Châlons-en-Champagne	62,7	16,6	20,7	42,9
Reims	71,3	10,9	17,7	28,6
52-Haute-Marne	66,6	11,6	21,7	33,4
Picardie	63,1	18,3	18,6	41,2
02-Aisne	61,4	13,0	25,6	50,3
Saint-Quentin	63,8	14,4	21,8	40,9
60-Oise	63,8	20,7	15,4	35,8
Beauvais	64,9	16,6	18,5	29,8
Compiègne	59,2	24,9	15,9	35,7
Creil	74,2	8,4	17,4	43,7
80-Somme	67,9	16,8	15,3	35,2
Amiens	57,7	15,6	26,7	34,0
Haute-Normandie	65,5	15,7	18,8	37,0
27-Eure	65,5	17,2	17,4	35,8
Evreux	63,5	19,7	16,8	40,6
76-Seine Maritime	65,5	15,3	19,1	37,3
Elbeuf	61,3	16,4	22,4	36,4
Rouen	66,0	15,8	18,2	40,1
Le Havre	64,3	15,1	20,7	39,1

Région Département Agglomérations	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Centre	67,0	14,6	18,4	34,8
18-Cher	65,9	9,8	24,3	44,1
<i>Bourges</i>	79,3	8,0	12,8	30,6
28-Eure et Loir	68,7	13,2	18,2	36,5
<i>Chartres</i>	65,9	14,6	19,6	35,9
36-Indre	72,1	10,8	17,1	31,0
<i>Châteauroux</i>	—	—	—	—
37-Indre et Loire	64,4	16,1	19,5	38,0
<i>Tours</i>	64,8	16,0	19,2	38,7
41-Loir et Cher	62,3	21,6	16,1	28,8
<i>Blois</i>	60,7	25,0	14,3	30,4
45-Loiret	70,2	13,2	16,5	29,9
<i>Montargis</i>	74,6	11,9	13,4	34,3
<i>Orléans</i>	71,6	13,2	15,2	25,9
Basse Normandie	63,8	15,6	20,7	35,5
14-Calvados	62,9	14,4	22,6	32,1
<i>Caen</i>	58,4	16,2	25,4	26,7
50-Manche	64,8	17,9	17,2	39,9
<i>Cherbourg</i>	61,5	18,1	20,4	39,0
61-Orne	64,6	13,5	21,9	37,4
Bourgogne	67,8	13,6	18,7	39,4
21-Côte-d'Or	71,2	10,8	18,0	29,8
<i>Dijon</i>	69,1	11,3	19,6	30,2
58-Nièvre	71,8	15,9	12,4	35,8
<i>Nevers</i>	72,9	15,4	11,7	33,4
71-Saône et Loire	64,8	15,2	20,0	47,0
<i>Chalon-sur-Saône</i>	64,3	14,5	21,2	44,3
89-Yonne	66,5	15,4	18,1	37,6
Nord-Pas-de-Calais	61,1	15,3	23,6	41,8
59-Nord	62,2	16,2	21,6	41,1
<i>Armentières</i>	64,9	13,9	21,2	47,6
<i>Douai</i>	57,5	13,7	28,8	42,2
<i>Dunkerque</i>	58,4	18,5	23,1	47,9
<i>Lille</i>	63,6	12,8	23,6	41,5
<i>Maubeuge</i>	41,4	14,0	44,6	60,0
<i>Valenciennes</i>	61,8	18,9	19,3	51,8
62-Pas de Calais	58,8	13,6	27,5	43,2
<i>Arras</i>	58,3	16,4	25,3	42,4
<i>Béthune</i>	63,5	11,0	25,6	44,6
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	53,9	17,2	28,9	44,0
<i>Calais</i>	53,3	12,9	33,8	39,0
<i>Saint-Omer</i>	63,4	12,0	24,7	32,7
Lorraine	68,2	12,4	19,3	44,3
54-Meurthe et Moselle	70,4	11,0	18,6	43,2
<i>Nancy</i>	69,7	11,7	18,6	39,8
55-Meuse	71,6	5,8	22,6	42,6
57-Moselle	66,9	13,9	19,2	45,6
<i>Forbach</i>	52,0	19,6	28,4	50,1
<i>Metz</i>	71,9	11,2	16,9	44,9
<i>Thionville</i>	68,9	12,2	18,9	49,8
88-Vosges	67,4	14,3	18,2	21,5
<i>Epinal</i>	—	—	—	—

Région Département Agglomérations	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Alsace	63,7	13,9	22,4	31,5
67-Bas-Rhin	60,8	9,7	29,6	26,9
<i>Haguenau</i>	73,0	10,9	16,1	23,9
<i>Strasbourg</i>	57,0	8,8	34,3	27,4
68-Haut-Rhin	65,1	16,0	18,9	33,6
<i>Colmar</i>	70,5	12,4	17,0	32,6
<i>Mulhouse</i>	54,9	24,7	20,4	40,4
Franche-Comté	66,0	11,5	22,4	43,3
25-Doubs	65,1	11,6	23,2	40,9
<i>Besançon</i>	63,4	11,4	25,2	38,9
<i>Montbéliard</i>	58,9	13,8	27,3	39,2
39-Jura	67,3	15,7	17,0	38,8
70-Haute-Saône	68,2	13,3	18,5	40,8
90-Belfort	65,1	4,9	30,0	54,1
<i>Belfort</i>	63,3	5,2	31,6	54,7
Pays de Loire	62,8	17,8	19,3	33,8
44-Loire Atlantique	63,7	16,9	19,4	37,0
<i>Nantes</i>	62,3	16,3	21,4	35,8
<i>Saint-Nazaire</i>	67,6	17,4	15,0	46,0
49-Maine et Loire	68,8	11,7	19,5	32,8
<i>Angers</i>	66,8	11,0	22,2	25,6
<i>Cholet</i>	–	–	–	–
53-Mayenne	62,9	22,1	15,0	28,0
<i>Laval</i>	58,9	25,6	15,4	22,3
72-Sarthe	52,9	25,4	21,7	34,0
<i>Le Mans</i>	55,8	19,3	24,9	38,1
85-Vendée	60,7	20,8	18,5	30,3
Bretagne	64,1	17,8	18,0	38,5
22-Côte d'Armor	65,1	21,8	13,1	40,9
<i>Saint-Brieuc</i>	–	–	–	–
29-Finistère	61,5	17,1	21,4	35,6
<i>Brest</i>	54,2	16,1	29,7	39,4
<i>Quimper</i>	66,6	16,3	17,2	31,6
35-Ille et Vilaine	65,2	19,0	15,8	39,2
<i>Rennes</i>	64,7	17,7	17,7	41,8
<i>Saint-Malo</i>	65,5	21,2	13,3	38,7
56-Morbihan	67,6	12,8	19,6	43,2
<i>Lorient</i>	67,4	11,3	21,3	46,2
<i>Vannes</i>	86,0	4,4	9,6	22,7
Poitou-Charentes	63,9	15,4	20,7	32,3
16-Charente	55,5	17,7	26,8	40,9
<i>Angoulême</i>	54,7	17,2	28,1	42,5
17-Charente Maritime	62,4	14,5	23,1	29,1
<i>La Rochelle</i>	69,4	13,1	17,5	37,5
79-Deux-Sèvres	69,9	12,6	17,5	30,4
<i>Niort</i>	72,0	11,8	16,2	12,3
86-Vienne	67,6	15,8	16,6	28,4
<i>Poitiers</i>	68,5	16,4	15,1	26,4
Aquitaine	62,8	17,2	20,0	30,4
24-Dordogne	60,9	16,4	22,7	39,8
<i>Bergerac</i>	–	–	–	–
<i>Périgueux</i>	67,9	15,4	16,7	37,1

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Département				
Agglomérations				
33-Gironde	62,3	17,8	19,9	29,4
<i>Arcachon</i>	52,5	32,8	14,6	21,3
<i>Bordeaux</i>	59,2	19,3	21,5	25,3
40-Landes	56,7	18,8	24,4	35,0
47-Lot-et-Garonne	60,9	15,7	23,4	35,5
64-Pyrénées Atlantiques	67,8	14,5	17,8	29,2
<i>Bayonne</i>	64,2	17,5	18,3	32,0
<i>Pau</i>	66,0	13,2	20,8	37,1
Midi-Pyrénées	68,3	13,7	17,9	34,8
09-Ariège	–	–	–	–
12-Aveyron	69,7	14,8	15,5	38,8
31-Haute-Garonne	70,0	14,4	15,6	22,2
<i>Toulouse</i>	70,3	14,0	15,8	22,2
32-Gers	–	–	–	–
46-Lot	78,1	7,6	14,3	33,8
65-Hautes Pyrénées	72,3	10,7	17,0	45,3
<i>Tarbes</i>	–	–	–	–
81-Tarn	57,5	11,2	31,3	51,4
<i>Albi</i>	62,1	10,7	27,3	49,1
<i>Castres</i>	49,9	16,2	33,9	53,2
82-Tarn et Garonne	54,2	26,3	19,4	44,9
<i>Montauban</i>	65,8	16,8	17,4	38,9
Limousin	64,7	16,2	19,1	27,4
19-Corrèze	63,4	18,7	17,9	22,3
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	63,3	19,0	17,7	17,3
23-Creuse	59,8	20,6	19,6	39,6
87-Haute Vienne	66,3	14,4	19,3	25,3
<i>Limoges</i>	64,8	15,0	20,2	22,8
Rhône-Alpes	68,0	15,0	17,0	36,1
01-Ain	75,5	10,9	13,5	32,3
<i>Bourg-en-Bresse</i>	71,0	12,3	16,7	40,6
07-Ardèche	70,3	11,5	18,1	31,8
26-Drôme	61,5	11,5	27,0	47,7
<i>Romans-sur-Isère</i>	57,4	11,5	31,0	57,6
<i>Valence</i>	61,0	11,3	27,6	44,4
38-Isère	68,7	14,4	16,9	38,3
<i>Grenoble</i>	66,2	14,7	19,1	46,4
42-Loire	59,1	16,3	24,6	45,4
<i>Roanne</i>	79,1	19,2	1,7	29,7
<i>Saint-Chamond</i>	60,0	17,5	22,5	41,3
<i>Saint-Etienne</i>	53,2	18,2	28,6	46,9
69-Rhône	67,3	17,3	15,4	33,2
<i>Lyon</i>	66,6	17,8	15,7	33,4
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	69,4	12,9	17,7	35,2
73-Savoie	67,4	16,1	16,5	35,9
<i>Chambéry</i>	68,4	11,9	19,7	39,0
74-Haute-Savoie	71,8	11,1	17,2	32,7
<i>Annecy</i>	68,3	11,2	20,5	39,8
<i>Annemasse</i>	75,0	9,0	15,9	31,3
<i>Cluses</i>	73,9	10,8	15,3	25,4
<i>Thonon-les-Bains</i>	73,2	8,7	18,1	28,8
Auvergne	60,1	20,6	19,3	37,2
03-Allier	46,6	30,4	23,0	41,0
<i>Montluçon</i>	61,6	13,7	24,7	59,8
<i>Vichy</i>	60,1	15,0	24,9	14,6

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Département				
Agglomérations				
15-Cantal	53,5	29,0	17,5	28,1
43-Haute-Loire	60,2	18,5	21,4	41,6
63-Puy-de-Dôme	68,5	13,9	17,6	36,4
<i>Clermont-Ferrand</i>	68,3	13,5	18,2	35,6
Languedoc-Roussillon	58,8	14,5	26,7	43,6
11-Aude	60,8	15,4	23,8	49,4
30-Gard	50,4	22,7	26,9	35,6
<i>Alès</i>	57,1	14,5	28,4	51,1
<i>Nîmes</i>	64,3	9,0	26,7	37,0
34-Hérault	62,6	9,3	28,1	46,0
<i>Béziers</i>	–	–	–	–
<i>Montpellier</i>	66,0	7,4	26,7	43,7
<i>Sète</i>	70,4	14,6	15,0	28,3
48-Lozère	63,8	19,5	16,7	20,3
66-Pyrénées orientales	63,5	12,2	24,4	45,4
<i>Perpignan</i>	62,1	12,1	25,8	45,7
Provence Alpes Côte d'Azur	63,1	16,8	20,1	34,8
04-Alpes de Haute Provence	81,7	3,6	14,7	20,6
05-Hautes Alpes	68,6	17,6	13,9	20,0
06-Alpes Maritimes	77,4	9,9	12,6	42,6
<i>Menton</i>	81,5	9,6	8,9	42,1
<i>Nice</i>	76,9	10,1	13,0	43,8
13-Bouches du Rhône	57,5	20,8	21,7	25,2
<i>Arles</i>	–	–	–	–
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	67,0	10,2	22,8	38,2
<i>Salon-de-Provence</i>	67,5	12,2	20,3	30,9
83-Var	59,9	13,0	27,1	48,8
<i>Fréjus</i>	72,5	10,1	17,5	44,6
<i>Toulon</i>	63,0	11,6	25,4	49,3
84-Vaucluse	73,3	11,4	15,2	50,9
<i>Avignon</i>	73,5	11,4	15,1	52,0
Corse	73,3	9,6	17,1	28,2
2a-Corse du Sud	73,3	9,6	17,1	28,2
<i>Ajaccio</i>	–	–	–	–
2b-Haute Corse	–	–	–	–
<i>Bastia</i>	–	–	–	–
France métropolitaine	67,3	14,2	18,5	36,0
DOM	63,3	15,0	21,7	44,7
971-Guadeloupe	67,9	7,0	25,2	47,8
<i>Point-à-Pitre</i>	–	–	–	–
972-Martinique	71,2	16,6	12,3	45,2
<i>Fort-de-France</i>	–	–	–	–
973-Guyane	66,8	18,2	14,9	26,1
<i>Cayenne</i>	–	–	–	–
974-Réunion	48,1	25,0	26,8	41,6
<i>Le Port</i>	63,3	16,7	20,0	47,9
<i>Saint-Denis</i>	33,0	34,4	32,6	35,9
<i>Saint-Paul</i>	46,1	18,8	35,0	40,0
<i>Saint-Pierre</i>	40,9	22,6	36,5	44,5

*Tableau 50
Activité professionnelle des personnes majeures par zones prioritaires -
Logements HLM et SEM*

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Ile de France	74,7	10,5	14,8	32,9
Hors ZUS ZRR	76,4	10,2	13,4	31,7
ZUS	69,4	11,4	19,2	36,2
Champagne-Ardenne	66,5	13,5	20,0	34,3
Hors ZUS ZRR	70,9	12,0	17,1	32,4
ZUS	57,2	17,2	25,6	37,1
ZRR	69,9	11,3	18,7	35,3
Picardie	63,1	18,3	18,6	41,2
Hors ZUS ZRR	66,3	17,7	16,0	39,3
ZUS	53,9	19,9	26,3	46,1
ZRR	63,2	17,5	19,3	42,4
Haute-Normandie	65,5	15,7	18,8	37,0
Hors ZUS ZRR	67,9	15,5	16,6	37,2
ZUS	56,6	16,4	27,0	36,4
ZRR	82,8	15,5	1,7	40,2
Centre	67,0	14,6	18,4	34,8
Hors ZUS ZRR	70,2	13,9	15,8	31,9
ZUS	51,5	18,7	29,8	45,1
ZRR	67,0	13,4	19,6	35,9
Basse Normandie	63,8	15,6	20,7	35,5
Hors ZUS ZRR	66,2	15,0	18,7	35,3
ZUS	48,5	18,7	32,7	35,9
ZRR	68,3	14,4	17,3	41,3
Bourgogne	67,8	13,6	18,7	39,4
Hors ZUS ZRR	69,6	13,0	17,4	39,3
ZUS	60,6	15,4	23,9	39,9
ZRR	71,7	13,5	14,8	38,6
Nord-Pas-de-Calais	61,1	15,3	23,6	41,8
Hors ZUS ZRR	64,6	14,8	20,6	40,9
ZUS	51,1	16,7	32,1	44,3
ZRR	80,4	8,9	10,7	33,3
Lorraine	68,2	12,4	19,3	44,3
Hors ZUS ZRR	72,1	11,6	16,3	42,4
ZUS	56,5	15,6	27,9	49,5
ZRR	71,1	8,1	20,7	42,2
Alsace	63,7	13,9	22,4	31,5
Hors ZUS ZRR	68,6	13,2	18,2	30,5
ZUS	49,1	16,0	34,9	34,3
ZRR	–	–	–	–
Franche-Comté	66,0	11,5	22,4	43,3
Hors ZUS ZRR	70,8	11,1	18,1	41,8
ZUS	57,0	12,1	30,8	46,5
ZRR	71,1	14,2	14,7	33,4
Pays de Loire	62,8	17,8	19,3	33,8
Hors ZUS ZRR	66,2	17,6	16,3	32,3
ZUS	51,4	18,7	29,9	38,2
ZRR	66,6	21,1	12,2	39,6

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Bretagne	64,1	17,8	18,0	38,5
Hors ZUS ZRR	66,2	17,6	16,2	36,8
ZUS	56,9	18,6	24,5	43,7
ZRR	69,0	18,1	12,9	31,8
Poitou-Charentes	63,9	15,4	20,7	32,3
Hors ZUS ZRR	55,5	17,7	26,8	40,9
ZUS	54,7	17,2	28,1	42,5
ZRR	62,4	14,5	23,1	29,1
Aquitaine	62,8	17,2	20,0	30,4
Hors ZUS ZRR	64,5	18,0	17,5	27,5
ZUS	59,7	13,8	26,5	36,8
ZRR	53,3	26,0	20,7	32,4
Midi-Pyrénées	68,3	13,7	17,9	34,8
Hors ZUS ZRR	68,9	14,3	16,8	32,7
ZUS	55,0	13,3	31,7	44,6
ZRR	74,7	11,5	13,8	36,3
Limousin	64,7	16,2	19,1	27,4
Hors ZUS ZRR	69,6	14,0	16,4	23,7
ZUS	53,7	18,6	27,7	20,1
ZRR	62,7	19,1	18,2	37,9
Rhône-Alpes	68,0	15,0	17,0	36,1
Hors ZUS ZRR	70,7	14,0	15,3	35,0
ZUS	58,3	18,7	23,0	40,0
ZRR	71,7	13,9	14,4	33,7
Auvergne	60,1	20,6	19,3	37,2
Hors ZUS ZRR	62,5	20,5	17,0	34,1
ZUS	57,9	17,3	24,8	44,1
ZRR	55,1	27,9	17,1	32,7
Languedoc-Roussillon	58,8	14,5	26,7	43,6
Hors ZUS ZRR	63,9	13,6	22,4	40,2
ZUS	44,5	16,3	39,2	51,2
ZRR	66,2	17,4	16,4	38,0
Provence Alpes Côte d'Azur	63,1	16,8	20,1	34,8
Hors ZUS ZRR	66,9	15,0	18,1	34,6
ZUS	53,1	21,5	25,3	35,5
ZRR	67,2	11,8	21,0	24,7
Corse	73,3	9,6	17,1	28,2
Hors ZUS ZRR	73,3	9,6	17,1	28,2
ZUS	–	–	–	–
ZRR	–	–	–	–
France métropolitaine	67,3	14,2	18,5	36,0
Hors ZUS ZRR	70,1	13,7	16,2	34,6
ZUS	58,6	15,8	25,6	39,8
ZRR	67,5	15,2	17,3	36,0
DOM	63,3	15,0	21,7	44,7
Hors ZUS ZRR	65,7	13,4	20,9	43,9
ZUS	57,5	18,4	24,1	47,7
ZRR	16,6	66,8	16,6	2,6

Tableau 51
Activité professionnelle des personnes majeures par zones de prix - Logements HLM et SEM

Zone de prix	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Zone 1 bis	72,6	10,3	17,1	37,1
Hors ZUS	73,9	10,0	16,1	37,0
ZUS	64,8	12,3	22,9	37,8
Zone 1	75,7	10,3	14,0	31,2
Hors ZUS	77,9	10,0	12,1	29,1
ZUS	70,5	11,0	18,4	35,8
Zone 2	64,7	15,0	20,3	36,6
Hors ZUS	68,7	14,0	17,3	35,0
ZUS	55,4	17,2	27,4	39,9
Zone 3	65,2	16,1	18,6	37,2
Hors ZUS ZRR	67,2	15,9	16,9	36,0
ZUS	53,1	17,9	29,1	43,9
ZRR	67,5	15,2	17,2	36,2
France métropolitaine	67,3	14,2	18,5	36,0
Hors ZUS ZRR	70,1	13,7	16,2	34,6
ZUS	58,6	15,8	25,6	39,8
ZRR	67,5	15,2	17,3	36,0
DOM	62,5	13,6	23,8	45,9
Hors ZUS ZRR	64,9	13,1	21,9	43,9
ZUS	57,7	11,9	30,4	53,3
ZRR	24,0	53,8	22,2	4,6

Tableau 52
Evolution de l'activité professionnelle des personnes majeures lors des enquêtes précédentes - Logements HLM et SEM

	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
1997				
France métropolitaine	66,3	11,3	22,4	38,4
ZUS	58,8	12,0	29,2	42,6
ZRR	66,5	12,6	20,9	32,6
DOM	62,3	13,2	24,5	43,1
2000				
France métropolitaine	66,7	13,1	20,2	36,6
ZUS	59,0	14,5	26,5	39,8
ZRR	66,0	14,4	19,5	35,8
DOM	69,3	12,0	18,7	46,7
ZUS	12,2	20,3	67,5	49,4
ZRR	--	--	--	--
2003				
France métropolitaine	67,3	14,2	18,5	36,0
ZUS	58,6	15,8	25,6	39,8
ZRR	67,5	15,2	17,3	36,0
DOM	62,5	13,6	23,8	45,9
ZUS	57,7	11,9	30,4	53,3
ZRR	24,0	53,8	22,2	4,6

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part des inactifs est plus faible dans le parc de logements appartenant aux autres bailleurs sociaux ou les bailleurs privés, avec cependant des situations contrastées entre les autres personnes morales et les administrations publiques qui connaissent une plus faible proportion d'inactifs (respectivement 27,2 % et 26,6 %) et les organismes agréés qui gèrent des logements occupés par une forte proportion d'inactifs (49,4 %). Les locataires actifs des logements des organismes agréés sont, pour une part importante d'entre eux, inscrits à l'ANPE (35,9 %) ou dans un emploi précaire (25,4 %). A l'opposé, la part des contrats stables est élevée dans le parc de logements appartenant aux SCI filiales de la CDC.

Tableau 53
Activité professionnelle des personnes majeures par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Administrations publiques	66,9	18,5	14,6	26,6
SCI filiales de la CDC	73,1	7,8	19,1	37,4
Organismes agréés	38,7	25,4	35,9	49,4
Autres personnes morales	54,8	15,8	29,4	27,2
Total autres bailleurs sociaux	62,7	15,2	22,1	32,0
Bailleurs privés	72,6	12,0	15,5	28,5

CHAPITRE 4
LES CARACTERISTIQUES DES EMMÉNAGES
RÉCENTS

Ce chapitre présente quelques caractéristiques des ménages considérés comme emménagés récents. Il s'agit des ménages ayant emménagé à partir du 1^{er} janvier 2000 et encore présents au moment de l'enquête. Le questionnaire considère trois variables pour caractériser ce sous-groupe : le niveau de ressources, les minima sociaux perçus et l'activité professionnelle. Pour chacune, nous pourrions repérer les écarts en comparaison avec l'ensemble des locataires.

LA PART DES EMMENAGES RECENTS

Le nombre de ménages emménagés récents (Q31) est rapporté au nombre de ménages ayant répondu à l'enquête (Q7) pour le calcul du pourcentage.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Les emménagés récents représentent 30,2 % des locataires présents lors de l'enquête. Ils étaient 32,9 % en 2000 et 33,3 % en 1997 : le pourcentage a donc diminué.

Le pourcentage d'emménagés récents en 2003 dépasse 35 % dans les régions suivantes : la Basse-Normandie, la Franche-Comté, les Pays de Loire, la Bretagne, la région Poitou-Charentes et les DOM. Ces régions n'ont pas été affectées par la baisse générale de la mobilité. Le pourcentage d'emménagés récents est en revanche très bas en Ile-de-France (23,2 %) et l'écart avec la moyenne nationale s'est renforcé, pour cette région, depuis 2000.

Comme en 2000, la mobilité est moins importante dans les ZUS (28,1 %) et plus importante dans les ZRR (37,2 %). Si on considère les différences entre zones de prix, on retrouve les valeurs faibles pour les zones 1 bis et zones 1 hors 1 bis. La mobilité est plus importante en zone 3.

Tableau 54
Part des emménagés récents par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
Ile de France	167 431	23,2	28,9
<i>Paris</i>	146 534	22,7	
75-Paris	18 497	15,4	23,3
77-Seine et Marne	18 484	29,0	35,6
<i>Meaux</i>	819	15,2	
78-Yvelines	21 278	27,5	32,2
91-Essonnes	17 358	29,9	33,5
92-Hauts de Seine	24 704	21,6	27,4
93-Seine Saint Denis	25 829	23,3	28,2
94-Val de Marne	23 204	22,6	27,8
95-Val-d'Oise	18 077	24,5	31,2
Champagne-Ardenne	36 604	33,5	34,3
08-Ardenne	7 183	36,3	37,2
<i>Charleville-Mézières</i>	3 112	36,6	
10-Aube	7 590	33,8	35,3
<i>Troyes</i>	3 485	30,0	
51-Marne	17 580	32,3	32,6
<i>Châlons-en-Champagne</i>	3 454	39,5	
<i>Reims</i>	9 879	30,3	
52-Haute-Marne	4 251	34,0	35,1
Picardie	26 914	30,6	34,3
02-Aisne	10 258	35,9	36,4
<i>Saint-Quentin</i>	801	37,7	
60-Oise	11 814	27,6	33,5
<i>Beauvais</i>	1 986	31,8	
<i>Compiègne</i>	1 769	27,7	
<i>Creil</i>	2 334	25,0	
80-Somme	4 842	29,0	33,4
<i>Amiens</i>	3 967	29,9	
Haute-Normandie	43 394	33,5	35,1
27-Eure	13 571	47,8	42,0
<i>Evreux</i>	3 527	48,7	
76-Seine Maritime	29 823	29,5	33,2
<i>Elbeuf</i>	2 308	38,4	
<i>Rouen</i>	11 248	30,5	
<i>Le Havre</i>	6 662	27,4	
Centre	52 513	37,1	36,8
18-Cher	6 313	36,5	33,3
<i>Bourges</i>	2 072	40,6	
28-Eure et Loir	6 189	33,0	34,0
<i>Chartres</i>	2 847	29,6	
36-Indre	7 561	49,9	41,4
<i>Châteauroux</i>	0	-	
37-Indre et Loire	13 019	35,8	40,0
<i>Tours</i>	9 233	34,3	
41-Loir et Cher	6 197	37,6	36,9
<i>Blois</i>	2 407	34,9	

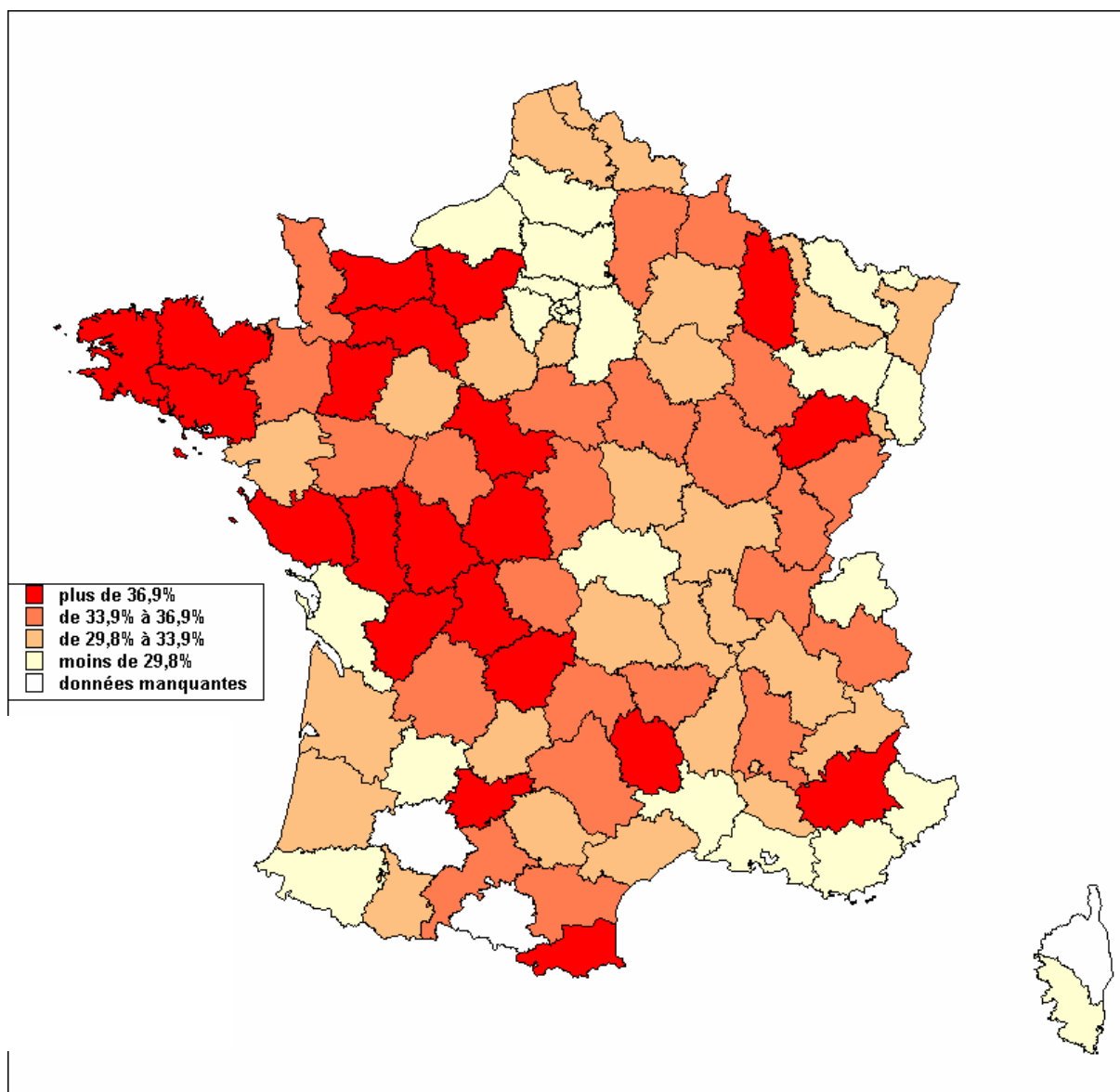
Région Département Agglomérations	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
45-Loiret	13 234	35,3	35,0
<i>Montargis</i>	1 396	37,1	
<i>Orléans</i>	6 518	32,9	
Basse Normandie	34 506	36,6	38,5
14-Calvados	17 921	38,3	40,4
<i>Caen</i>	7 473	36,5	
50-Manche	10 630	33,9	35,2
<i>Cherbourg</i>	3 808	38,9	
61-Orne	5 955	37,2	39,5
Bourgogne	26 788	33,2	34,7
21-Côte-d'Or	8 262	33,9	34,5
<i>Dijon</i>	5 196	33,9	
58-Nièvre	2 486	29,8	34,4
<i>Nevers</i>	367	30,6	
71-Saône et Loire	10 614	32,4	34,9
<i>Chalon-sur-Saône</i>	2 426	33,4	
89-Yonne	5 426	35,9	34,7
Nord-Pas-de-Calais	75 510	30,7	28,8
59-Nord	50 738	31,1	27,4
<i>Armentières</i>	557	25,1	
<i>Douai</i>	10 011	28,0	
<i>Dunkerque</i>	5 797	31,2	
<i>Lille</i>	27 330	34,7	
<i>Maubeuge</i>	1 082	32,4	
<i>Valenciennes</i>	4 845	25,0	
62-Pas de Calais	24 772	30,0	31,8
<i>Arras</i>	2 376	31,8	
<i>Béthune</i>	4 460	32,1	
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	3 004	27,5	
<i>Calais</i>	3 513	35,9	
<i>Saint-Omer</i>	1 523	31,6	
Lorraine	29 789	25,8	34,7
54-Meurthe et Moselle	12 852	32,5	36,9
<i>Nancy</i>	9 243	36,6	
55-Meuse	3 400	39,0	38,5
57-Moselle	13 078	28,3	31,3
<i>Forbach</i>	1 143	26,2	
<i>Metz</i>	6 670	29,2	
<i>Thionville</i>	2 199	23,9	
88-Vosges	459	2,2	36,2
<i>Epinal</i>	0	-	
Alsace	15 061	29,2	31,6
67-Bas-Rhin	5 337	30,6	31,0
<i>Haguenau</i>	304	49,8	
<i>Strasbourg</i>	3 671	27,5	
68-Haut-Rhin	9 724	28,5	32,4
<i>Colmar</i>	2 541	30,8	
<i>Mulhouse</i>	3 214	23,5	
Franche-Comté	20 470	35,2	36,3
25-Doubs	9 529	35,5	37,9
<i>Besançon</i>	2 861	38,1	
<i>Montbéliard</i>	4 050	33,9	
39-Jura	4 133	35,4	33,7

Région Département Agglomérations	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
70-Haute-Saône	3 208	38,2	37,3
90-Belfort	3 600	32,2	34,3
<i>Belfort</i>	2 771	31,7	
Pays de Loire	57 520	35,2	35,9
44-Loire Atlantique	18 356	33,4	36,9
<i>Nantes</i>	12 548	32,9	
<i>Saint-Nazaire</i>	2 889	32,0	
49-Maine et Loire	17 851	36,5	38,1
<i>Angers</i>	9 590	35,7	
<i>Cholet</i>	-	-	
53-Mayenne	5 053	37,5	16,5
<i>Laval</i>	2 532	36,2	
72-Sarthe	10 321	33,5	37,7
<i>Le Mans</i>	5 466	32,6	
85-Vendée	5 939	38,6	39,4
Bretagne	47 290	36,8	36,9
22-Côte d'Armor	5 732	36,9	39,9
<i>Saint-Brieuc</i>	-	-	
29-Finistère	13 139	37,8	39,7
<i>Brest</i>	4 946	34,8	
<i>Quimper</i>	1 836	39,7	
35-Ille et Vilaine	18 575	36,0	34,6
<i>Rennes</i>	8 122	33,6	
<i>Saint-Malo</i>	1 962	35,1	
56-Morbihan	9 844	37,1	35,5
<i>Lorient</i>	4 066	33,2	
<i>Vannes</i>	1 809	36,7	
Poitou-Charentes	20 949	36,5	34,0
16-Charente	5 615	40,9	10,5
<i>Angoulême</i>	3 805	39,9	
17-Charente Maritime	5 458	29,3	33,3
<i>La Rochelle</i>	2 603	26,7	
79-Deux-Sèvres	3 033	38,9	39,5
<i>Niort</i>	579	44,0	
86-Vienne	6 843	39,8	45,8
<i>Poitiers</i>	4 137	38,5	
Aquitaine	31 498	31,1	30,3
24-Dordogne	2 768	34,9	37,2
<i>Bergerac</i>	0	-	
<i>Périgueux</i>	1 146	31,4	
33-Gironde	17 203	32,1	25,0
<i>Arcachon</i>	357	25,1	
<i>Bordeaux</i>	7 313	31,4	
40-Landes	2 535	32,2	39,6
47-Lot-et-Garonne	2 038	28,5	42,7
64-Pyrénées Atlantiques	6 954	28,0	32,6
<i>Bayonne</i>	2 258	23,3	
<i>Pau</i>	3 106	30,8	
Midi-Pyrénées	24 798	34,6	38,2
09-Ariège	-	-	39,0
12-Aveyron	2 055	35,2	38,7
31-Haute-Garonne	14 072	35,6	39,5
<i>Toulouse</i>	13 204	35,0	
32-Gers	0	-	40,1

Région	Effectif des emménagés récents en	Part des emménagés récents en	Part des emménagés récents en
Département <i>Agglomérations</i>	2003	2003	2000
46-Lot	1 143	29,9	41,7
65-Hautes Pyrénées	2 755	32,9	25,6
<i>Tarbes</i>	0	-	
81-Tarn	3 145	31,6	40,4
<i>Albi</i>	964	29,2	
<i>Castres</i>	975	39,9	
82-Tarn et Garonne	1 625	37,9	43,0
<i>Montauban</i>	871	38,0	
Limousin	12 091	39,3	32,3
19-Corrèze	2 071	37,6	35,5
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	1 164	40,6	
23-Creuse	1 553	34,6	35,1
87-Haute Vienne	8 467	40,8	31,2
<i>Limoges</i>	5 719	37,8	
Rhône-Alpes	99 120	32,2	35,3
01-Ain	11 019	35,9	37,4
<i>Bourg-en-Bresse</i>	2 231	35,7	
07-Ardèche	2 773	31,4	36,4
26-Drôme	5 944	35,6	36,7
<i>Romans-sur-Isère</i>	1 182	32,4	
<i>Valence</i>	2 156	31,9	
38-Isère	19 200	33,5	34,5
<i>Grenoble</i>	4 975	27,2	
42-Loire	13 729	30,6	30,2
<i>Roanne</i>	569	36,4	
<i>Saint-Chamond</i>	729	29,3	
<i>Saint-Etienne</i>	5 088	30,0	
69-Rhône	30 537	30,3	35,6
<i>Lyon</i>	28 105	29,9	
<i>Villefranche-sur-Saône</i>	1 965	32,2	
73-Savoie	8 411	35,4	39,0
<i>Chambéry</i>	3 064	33,9	
74-Haute-Savoie	7 507	29,7	36,4
<i>Annecy</i>	1 928	26,8	
<i>Annemasse</i>	1 548	29,2	
<i>Cluses</i>	941	30,1	
<i>Thonon-les-Bains</i>	475	27,1	
Auvergne	16 061	32,1	35,7
03-Allier	4 064	29,1	37,0
<i>Montluçon</i>	1 432	33,1	
<i>Vichy</i>	615	34,6	
15-Cantal	1 671	36,8	37,3
43-Haute-Loire	2 327	36,5	37,6
63-Puy-de-Dôme	7 999	31,7	34,3
<i>Clermont-Ferrand</i>	5 677	30,1	
Languedoc-Roussillon	23 692	31,7	40,8
11-Aude	3 938	34,5	40,4
30-Gard	4 871	22,8	37,5
<i>Alès</i>	155	24,3	
<i>Nîmes</i>	2 093	26,1	
34-Hérault	10 450	32,4	40,8
<i>Béziers</i>	-	-	
<i>Montpellier</i>	5 247	32,3	
<i>Sète</i>	108	22,7	

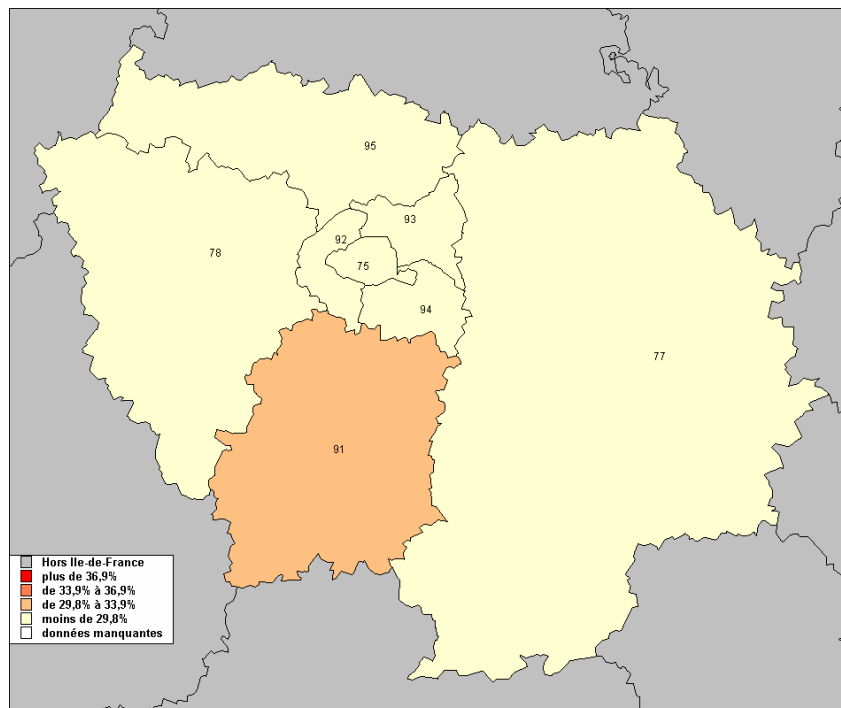
Région	Effectif des emménagés récents en	Part des emménagés récents en	Part des emménagés récents en
Département <i>Agglomérations</i>	2003	2003	2000
48-Lozère	825	40,1	44,8
66-Pyrénées orientales	3 608	47,3	47,4
<i>Perpignan</i>	3 349	47,1	
Provence Alpes Côte d'Azur	44 908	24,7	28,7
04-Alpes de Haute Provence	1 745	37,2	40,7
05-Hautes Alpes	1 624	30,4	36,5
06-Alpes Maritimes	7 174	24,1	17,7
<i>Menton</i>	336	17,5	
<i>Nice</i>	6 031	24,1	
13-Bouches du Rhône	19 665	21,8	29,0
<i>Arles</i>	-	-	
<i>Marseille/Aix-de-Provence</i>	3 688	21,7	
<i>Salon-de-Provence</i>	93	27,0	
83-Var	6 986	25,1	31,1
<i>Fréjus</i>	666	26,9	
<i>Toulon</i>	4 309	26,1	
84-Vaucluse	7 714	32,4	35,7
<i>Avignon</i>	4 920	31,3	
Corse	151	8,0	17,1
2a-Corse du Sud	151	8,0	28,5
<i>Ajaccio</i>	-	-	
2b-Haute Corse	-	-	2,7
<i>Bastia</i>	-	-	
France métropolitaine	907 058	30,2	32,9
DOM	22 335	35,5	
971-Guadeloupe	6 668	40,7	36,5
<i>Point-à-Pitre</i>	-	-	
972-Martinique	4 788	27,5	31,4
<i>Fort-de-France</i>	-	-	
973-Guyane	945	43,0	43,7
<i>Cayenne</i>	-	-	
974-Réunion	9 934	37,0	40,5
<i>Le Port</i>	2 261	40,2	
<i>Saint-Denis</i>	4 431	31,7	
<i>Saint-Paul</i>	706	35,1	
<i>Saint-Pierre</i>	2 401	42,6	

Carte 69
Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM.
Données départementales, France métropolitaine.



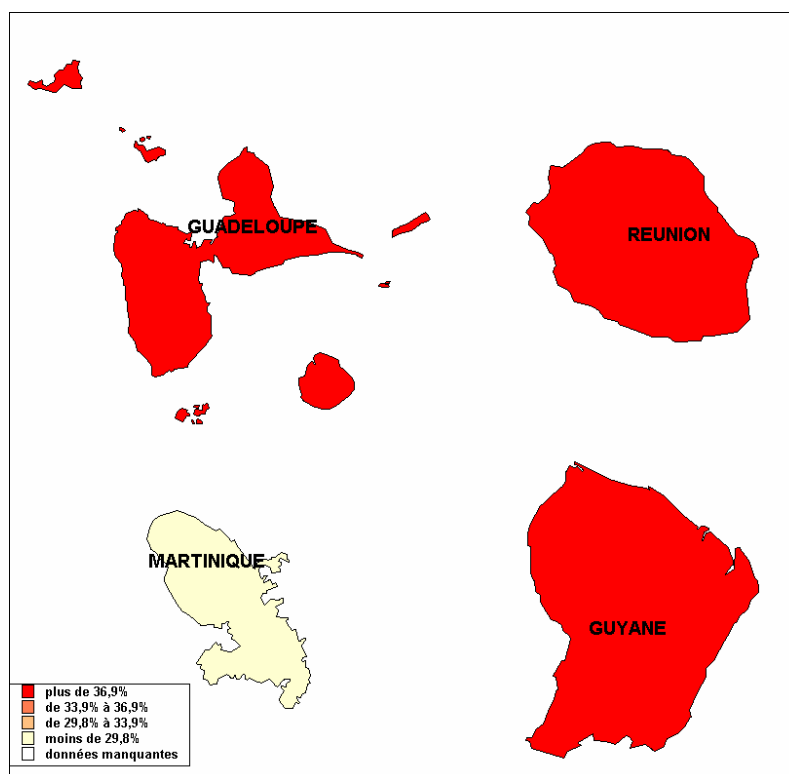
Source : OPS 2003

Carte 70
 Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, Ile-de-France.



Source : OPS 2003

Carte 71
 Part des emménagés récents. Logements HLM et SEM.
 Données départementales, Départements d'Outre Mer.



Source : OPS 2003

Tableau 55
Part des emménagés récents par zones prioritaires -
Logements HLM et SEM

Région	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
Ile de France	167 431	23,2	28,9
Hors ZUS	126 760	23,5	
ZUS	40 671	22,5	28,3
Champagne-Ardenne	36 604	33,5	34,3
Hors ZUS ZRR	20 167	33,8	
ZUS	12 171	32,0	34,8
ZRR	4 266	37,1	35,4
Picardie	26 914	30,6	34,3
Hors ZUS ZRR	19 263	31,4	
ZUS	7 333	28,6	31,4
ZRR	318	28,8	29,0
Haute-Normandie	43 394	33,5	35,1
Hors ZUS ZRR	34 435	34,5	
ZUS	8 959	30,0	32,8
ZRR	0	0,0	37,5
Centre	52 513	37,1	36,8
Hors ZUS ZRR	36 450	37,9	
ZUS	9 634	32,0	31,8
ZRR	6 429	42,0	39,8
Basse Normandie	34 506	36,6	38,5
Hors ZUS ZRR	28 027	36,5	
ZUS	5 639	37,0	37,6
ZRR	840	37,2	37,8
Bourgogne	26 788	33,2	34,7
Hors ZUS ZRR	17 578	33,5	
ZUS	6 477	31,9	31,1
ZRR	2 733	35,3	37,1
Nord-Pas-de-Calais	75 510	30,7	28,8
Hors ZUS ZRR	53 929	29,6	
ZUS	21 565	33,9	29,7
ZRR	16	27,6	46,2
Lorraine	29 789	25,8	34,7
Hors ZUS ZRR	20 134	25,3	
ZUS	7 614	24,9	35,1
ZRR	2 041	37,7	37,5
Alsace	15 061	29,2	31,6
Hors ZUS ZRR	12 370	32,1	
ZUS	2 691	20,7	29,7
ZRR	0	-	
Franche-Comté	20 470	35,2	36,3
Hors ZUS ZRR	12 776	35,7	
ZUS	7 149	34,1	35,5
ZRR	545	38,5	36,6
Pays de Loire	57 520	35,2	35,9
Hors ZUS ZRR	44 661	36,0	
ZUS	12 131	32,4	33,2
ZRR	728	38,9	19,7

Région	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
Bretagne	47 290	36,8	36,9
Hors ZUS ZRR	38 028	38,1	
ZUS	9 006	32,0	26,5
ZRR	256	43,1	47,7
Poitou-Charentes	20 949	36,5	34,0
Hors ZUS ZRR	14 551	37,5	
ZUS	5 050	32,5	24,3
ZRR	1 348	43,5	37,6
Aquitaine	31 498	31,1	30,3
Hors ZUS ZRR	22 346	31,5	
ZUS	7 841	29,4	22,3
ZRR	1 311	35,5	38,7
Midi-Pyrénées	24 798	34,6	38,2
Hors ZUS ZRR	17 358	36,0	
ZUS	4 241	31,2	34,7
ZRR	3 199	32,3	31,9
Limousin	12 091	39,3	32,3
Hors ZUS ZRR	6 941	41,3	
ZUS	1 879	34,1	31,3
ZRR	3 271	38,8	34,5
Rhône-Alpes	99 120	32,2	35,3
Hors ZUS ZRR	77 081	32,6	
ZUS	19 499	29,8	32,9
ZRR	2 540	39,6	40,7
Auvergne	16 061	32,1	35,7
Hors ZUS ZRR	9 669	34,0	
ZUS	4 024	27,4	31,5
ZRR	2 368	33,9	38,1
Languedoc-Roussillon	23 692	31,7	40,8
Hors ZUS ZRR	16 115	33,1	
ZUS	6 258	27,9	37,9
ZRR	1 319	36,6	44,5
Provence Alpes Côte d'Azur	44 908	24,7	28,7
Hors ZUS ZRR	33 623	25,9	
ZUS	10 555	21,2	22,1
ZRR	730	34,2	39,3
Corse	151	8,0	17,1
Hors ZUS ZRR	151	21,3	
ZUS	0	0,0	7,8
ZRR	0	0,0	20,9
France métropolitaine	907 058	30,2	32,9
Hors ZUS ZRR	662 413	30,6	
ZUS	210 387	28,1	30,2
ZRR	34 258	37,2	36,7
DOM	22 335	35,5	
Hors ZUS ZRR	16 530	38,0	
ZUS	5 738	29,9	
ZRR	67	38,5	

*Tableau 56
Part des emménagés récents par zones de prix –
Logements HLM et SEM*

Zone de prix	Effectif des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2003	Part des emménagés récents en 2000
Zone 1 bis	40 864	18,5	25,3
Hors ZUS	36 420	19,0	
ZUS	4 444	15,5	25,8
Zone 1	113 806	25,4	30,6
Hors ZUS	79 727	26,0	
ZUS	34 079	24,0	28,7
Zone 2	399 449	30,6	32,3
Hors ZUS	279 750	31,1	
ZUS	119 699	29,5	29,6
ZRR			38,8
Zone 3	353 172	34,2	36,3
Hors ZUS ZRR	266 817	34,8	
ZUS	52 204	30,3	33,6
ZRR	34 151	37,2	36,6
France métropolitaine	907 058	30,2	32,9
Hors ZUS ZRR	662 413	30,6	
ZUS	210 387	28,1	30,2
ZRR	34 258	37,2	36,7
DOM	22 335	35,5	36,9
Hors ZUS ZRR	16 530	38,0	
ZUS	5 738	29,9	32,0
ZRR	67	38,5	

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La part des emménagés récents est élevée dans le parc de logements sociaux des administrations publiques (42,2 %), ainsi que dans celui des organismes agréés (42,0 %). Elle est, dans le parc appartenant aux bailleurs privés, du même niveau que dans le parc HLM. Elle est plus faible dans le parc des SCI filiales de la CDC ou les autres personnes morales.

*Tableau 57
Part des emménagés récents par catégories de bailleurs –
Logements appartenant aux autres bailleurs*

Catégories de bailleurs	Effectif des emménagés récents	Part des emménagés récents
Administrations publiques	7 763	42,2
SCI filiales de la CDC	4 097	25,2
Organismes agréés	2 334	42,0
Autres personnes morales	6 138	28,0
Total autres bailleurs sociaux	20 332	32,7
Bailleurs privés	1 778	40,0

LE NIVEAU DE RESSOURCES DES EMMENAGES RECENTS

La répartition des ménages en fonction du plafond PLA (Q32) est calculée par rapport au nombre de ménages pour lesquels cette variable est renseignée.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Le niveau de ressources des emménagés récents est plus faible que celui de l'ensemble des locataires. C'est un phénomène général dû au fait que les ménages qui entrent dans le parc HLM sont plus souvent des jeunes et ont de ce fait des revenus moins élevés. Le pourcentage de ménages ayant des ressources inférieures à 60 % du plafond est de 65,4 % contre 60,3 % pour l'ensemble des ménages. Cet écart de 5 points se retrouve également dans les tranches inférieures. En Midi-Pyrénées, en Auvergne, dans le Languedoc-Roussillon et en région PACA, ce pourcentage dépasse 70 %. Les ménages à faibles ressources y sont également plus représentés parmi l'ensemble des occupants du parc HLM. En revanche, dans la région Nord - Pas-de-Calais, on observe, entre l'ensemble des locataires et les emménagés récents, un écart de 1 point seulement pour le pourcentage des ménages ayant des ressources inférieures à 60 % du plafond : la différence entre les nouveaux entrants et l'ensemble des occupants du parc HLM est moins marquée qu'ailleurs.

On compte 76,5 % de ménages en dessous de 60 % du plafond, dans les ZUS, et 69,7 % dans les ZRR. L'écart avec l'ensemble des ménages est élevé pour les ZUS (7 points) et plus faible pour les ZRR (3 points). On observait, en 2000, des écarts du même ordre.

La répartition des emménagés récents en fonction du niveau de ressources est identique en 2000 et 2003 alors qu'on observe une paupérisation de l'ensemble des locataires du parc social. Cela signifie que les ménages ayant emménagé entre 2000 et 2003 se différencient moins des locataires en place que ceux qui ont emménagé entre 1997 et 2000. Le phénomène de paupérisation des occupants du parc HLM observé entre 2000 et 2003 est donc moins dû que dans la période précédente au profil des nouveaux entrants et plus à une détérioration de la situation économique des locataires en place ou au départ de ménages ayant des ressources plus élevées.

Tableau 58
Niveau de ressources des emménagés récents par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Département										
Agglomérations										
Ile de France	16,5	38,3	60,5	79,4	91,8	97,1	98,5	99,1	99,4	100,0
Paris	16,9	38,7	60,5	79,0	91,5	97,0	98,4	99,0	99,3	100,0
75-Paris	21,9	38,5	54,1	68,8	86,5	91,6	94,1	96,1	96,9	100,0
77-Seine et Marne	17,1	41,3	65,8	85,7	95,6	98,4	99,3	99,6	99,8	100,0
Meaux	15,0	37,3	59,8	83,3	95,8	99,3	99,7	99,9	99,9	100,0
78-Yvelines	12,2	34,4	58,5	80,5	93,3	97,8	99,2	99,6	99,8	100,0
91-Essonne	16,7	41,2	65,4	85,1	95,2	98,5	99,4	99,7	99,8	100,0
92-Hauts de Seine	12,6	28,7	48,7	68,0	82,5	96,8	98,7	99,4	99,6	100,0
93-Seine Saint Denis	20,3	46,5	69,3	86,5	95,4	98,2	99,1	99,4	99,6	100,0
94-Val de Marne	16,1	37,7	60,8	80,9	93,4	97,8	99,2	99,6	99,8	100,0
95-Val-d'Oise	14,7	39,7	64,0	83,7	94,9	98,5	99,4	99,7	99,8	100,0
Champagne-Ardenne	23,0	42,7	64,1	82,1	92,7	97,3	98,9	99,4	99,6	100,0
08-Ardenne	26,7	48,4	68,9	85,0	93,6	97,4	99,2	99,8	99,9	100,0
Charleville-Mézières	25,4	46,0	66,3	82,1	92,1	96,8	98,9	99,6	99,9	100,0
10-Aube	29,4	51,0	71,3	87,2	95,3	98,2	99,3	99,6	99,7	100,0
Troyes	36,0	56,9	74,7	88,7	96,1	98,6	99,5	99,7	99,8	100,0
51-Marne	19,7	38,1	60,1	79,4	91,8	97,0	98,8	99,3	99,5	100,0
Châlons-en-Champagne	31,1	46,8	67,5	84,1	95,1	98,5	99,4	99,6	99,7	100,0
Reims	18,4	36,0	57,0	76,7	90,2	96,6	98,8	99,5	99,7	100,0
52-Haute-Marne	18,9	37,2	59,3	79,3	90,5	96,4	98,1	99,1	99,4	100,0
Picardie	26,4	46,4	67,5	84,3	93,7	97,8	99,2	99,5	99,7	100,0
02-Aisne	24,2	46,6	68,3	85,2	93,8	97,4	98,9	99,4	99,6	100,0
Saint-Quentin	19,3	39,5	62,8	80,9	89,1	95,6	100,0	100,0	100,0	-
60-Oise	18,0	38,0	61,1	80,6	92,3	97,5	99,1	99,5	99,7	100,0
Beauvais	24,1	45,8	67,4	83,5	94,2	98,0	99,3	99,6	99,7	100,0
Compiègne	19,1	38,5	59,9	77,6	89,5	95,9	98,2	99,1	99,5	100,0
Creil	20,0	40,6	63,3	81,8	92,8	98,2	99,4	99,7	99,8	100,0
80-Somme	45,3	61,2	77,6	89,5	96,3	98,9	99,6	99,8	99,9	100,0
Amiens	26,0	46,1	68,5	85,5	94,9	98,4	99,5	99,7	99,8	100,0
Haute-Normandie	20,3	40,5	63,6	82,6	93,5	97,9	99,1	99,6	99,8	100,0
27-Eure	20,4	41,1	63,9	81,8	92,9	97,5	98,8	99,4	99,7	100,0
Evreux	27,5	47,5	68,2	83,7	93,8	97,7	98,7	99,1	99,4	100,0
76-Seine Maritime	20,2	40,3	63,4	82,9	93,7	98,0	99,2	99,7	99,9	100,0
Elbeuf	21,7	39,4	62,0	79,9	91,4	97,1	99,1	99,7	99,8	100,0
Rouen	19,1	38,6	60,4	81,0	92,9	97,6	99,0	99,6	99,8	100,0
Le Havre	24,5	44,2	66,0	83,8	93,9	98,0	99,2	99,6	99,8	100,0
Centre	22,5	41,7	63,7	82,7	93,4	97,3	99,2	99,6	99,7	100,0
18-Cher	23,5	39,1	57,8	78,7	89,4	92,7	99,7	99,9	99,9	100,0
Bourges	20,3	37,8	59,0	81,5	93,9	98,1	99,4	99,8	99,9	100,0
28-Eure et Loir	21,3	40,4	62,7	81,8	92,6	97,6	99,1	99,7	99,9	100,0
Chartres	17,9	36,3	58,3	80,3	92,9	97,9	99,3	99,8	99,9	100,0
36-Indre	24,5	44,2	66,8	84,9	95,3	98,5	99,5	99,7	99,9	100,0
Châteauroux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37-Indre et Loire	24,0	43,2	65,1	83,7	94,2	97,9	99,1	99,5	99,6	100,0
Tours	25,2	43,8	64,7	83,1	93,8	97,7	99,1	99,5	99,6	100,0
41-Loir et Cher	21,9	42,8	65,8	84,1	94,5	98,4	99,5	99,7	99,9	100,0
Blois	27,7	47,3	68,3	85,7	94,9	98,8	99,7	99,8	99,9	100,0
45-Loiret	20,4	40,0	62,9	81,9	93,2	97,5	98,9	99,3	99,5	100,0
Montargis	22,9	43,5	67,8	85,8	94,8	98,2	99,1	99,5	99,5	100,0
Orléans	19,8	38,0	60,0	79,4	91,8	97,0	98,6	98,9	99,1	100,0
Basse Normandie	22,4	44,0	67,1	84,5	94,2	98,0	99,2	99,7	99,8	100,0
14-Calvados	19,5	41,2	64,5	82,5	92,9	97,6	99,0	99,6	99,8	100,0
Caen	24,5	44,7	66,3	83,7	93,0	97,9	99,2	99,7	99,9	100,0
50-Manche	22,8	44,9	68,2	85,9	95,2	98,2	99,4	99,7	99,8	100,0
Cherbourg	30,2	49,7	70,2	84,7	93,4	97,4	99,1	99,7	99,8	100,0
61-Orne	30,2	51,2	72,8	88,2	96,1	98,6	99,5	99,8	99,8	100,0
Bourgogne	22,5	41,2	61,5	78,5	87,9	98,5	99,5	99,8	99,9	100,0
21-Côte-d'Or	13,2	28,4	46,7	63,6	73,0	98,9	99,7	100,0	100,0	100,0
Dijon	11,4	24,1	39,6	54,9	62,8	99,0	99,7	100,0	100,0	100,0
58-Nièvre	61,1	67,6	75,1	87,3	95,0	98,2	99,3	99,8	99,9	100,0
Nevers	8,7	27,2	47,4	76,6	92,1	97,0	98,9	99,2	99,2	100,0
71-Saône et Loire	20,3	42,1	66,0	84,2	94,1	98,2	99,5	99,7	99,9	100,0
Chalon-sur-Saône	21,6	42,9	66,7	84,3	94,5	98,5	99,6	99,7	99,8	100,0
89-Yonne	23,1	46,9	69,1	86,5	95,3	98,6	99,3	99,7	99,8	100,0

Région	Département										
	Agglomérations	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Nord-Pas-de-Calais		25,8	46,9	68,7	85,6	95,0	98,3	99,3	99,6	99,8	100,0
59-Nord		25,9	46,8	68,6	85,7	95,2	98,3	99,3	99,6	99,7	100,0
	Armentières	14,5	37,2	63,4	86,9	96,1	99,3	99,8	100,0	100,0	100,0
	Douai	26,3	46,6	68,9	86,0	94,9	98,5	99,6	99,8	100,0	100,0
	Dunkerque	20,5	42,6	67,7	85,8	95,8	98,8	99,5	99,8	99,9	100,0
	Lille	22,7	43,3	65,2	83,8	94,7	98,2	99,3	99,7	99,8	100,0
	Maubeuge	47,1	68,2	84,8	94,4	98,7	99,6	99,8	99,8	100,0	100,0
	Valenciennes	31,7	51,7	72,8	88,4	96,7	99,0	99,8	99,9	99,9	100,0
62-Pas de Calais		25,6	47,3	69,0	85,6	94,8	98,3	99,4	99,7	99,8	100,0
	Arras	23,2	45,5	67,2	85,2	95,5	98,4	99,4	99,7	99,9	100,0
	Béthune	20,2	41,6	64,8	83,1	93,7	97,8	99,1	99,6	99,8	100,0
	Boulogne-sur-Mer	32,5	53,8	73,6	86,8	96,4	98,6	99,5	99,6	99,6	100,0
	Calais	29,1	50,5	69,7	85,0	94,0	97,8	99,1	99,7	99,8	100,0
	Saint-Omer	28,2	48,9	68,1	86,1	95,1	98,6	99,1	99,5	99,7	100,0
Lorraine		26,9	46,8	66,7	82,9	92,9	97,2	98,8	99,4	99,7	100,0
54-Meurthe et Moselle		31,2	51,4	70,4	85,5	94,4	98,1	99,2	99,6	99,8	100,0
	Nancy	31,7	51,9	70,7	85,8	94,5	98,1	99,2	99,6	99,8	100,0
55-Meuse		26,2	47,0	67,4	83,9	93,5	97,4	99,0	99,5	99,7	100,0
57-Moselle		23,5	42,7	63,0	80,1	91,3	96,2	98,3	99,2	99,6	100,0
	Forbach	22,8	45,0	67,1	82,3	92,0	95,7	97,8	99,2	99,5	100,0
	Metz	25,8	43,9	63,7	80,3	90,9	96,1	98,1	99,0	99,6	100,0
	Thionville	23,0	42,6	63,3	80,3	91,3	96,2	98,4	99,1	99,6	100,0
88-Vosges		11,5	32,5	62,5	82,6	94,8	98,3	99,6	99,8	100,0	100,0
	Epinal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alsace		21,8	39,9	61,9	79,3	91,3	96,2	98,4	99,2	99,5	100,0
67-Bas-Rhin		19,0	36,6	59,0	77,5	90,3	95,7	98,0	98,6	99,1	100,0
	Haguenau	17,8	33,6	57,6	78,9	93,4	98,0	99,7	100,0	100,0	100,0
	Strasbourg	21,1	39,0	61,2	78,9	90,3	95,2	97,4	98,1	98,6	100,0
68-Haut-Rhin		23,2	41,6	63,4	80,3	91,9	96,5	98,7	99,4	99,7	100,0
	Colmar	28,3	47,4	68,3	84,7	94,8	98,2	99,3	99,8	99,8	100,0
	Mulhouse	28,6	46,6	67,3	82,1	92,8	97,5	98,7	99,3	99,7	100,0
Franche-Comté		23,2	43,3	64,5	81,3	90,8	98,2	99,3	99,7	99,8	100,0
25-Doubs		25,3	44,8	66,4	83,3	92,9	98,2	99,3	99,7	99,8	100,0
	Besançon	28,7	48,1	69,1	85,8	94,3	98,8	99,5	99,9	100,0	100,0
	Montbéliard	21,0	40,4	62,6	80,5	91,9	97,6	99,2	99,7	99,9	100,0
39-Jura		17,6	37,2	56,1	73,2	81,5	98,3	99,3	99,6	99,7	100,0
70-Haute-Saône		21,3	43,4	66,1	83,6	93,6	97,9	99,3	99,6	99,7	100,0
90-Belfort		25,8	46,3	67,5	83,7	93,3	98,2	99,4	99,8	99,8	100,0
	Belfort	25,6	47,1	69,0	84,6	93,6	98,4	99,5	99,8	99,9	100,0
Pays de Loire		21,2	40,3	62,5	81,5	91,9	98,6	99,5	99,8	99,9	100,0
44-Loire Atlantique		25,3	45,7	67,9	85,2	94,7	98,5	99,4	99,7	99,9	100,0
	Nantes	27,1	45,9	67,9	85,0	94,9	98,4	99,4	99,7	99,8	100,0
	Saint-Nazaire	26,7	48,1	70,0	86,8	94,7	98,5	99,4	99,7	99,9	100,0
49-Maine et Loire		17,4	34,5	55,8	75,2	85,9	98,4	99,4	99,7	99,8	100,0
	Angers	21,1	38,2	60,7	80,6	92,2	97,8	99,2	99,6	99,7	100,0
	Cholet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53-Mayenne		17,1	37,9	61,4	82,9	94,2	98,5	99,4	99,7	99,9	100,0
	Laval	17,1	35,4	58,3	80,5	92,8	98,0	99,4	99,6	99,8	100,0
72-Sarthe		19,8	38,8	61,7	82,1	93,6	98,7	99,7	99,9	100,0	100,0
	Le Mans	20,4	38,1	59,6	80,0	92,6	98,6	99,6	99,9	99,9	100,0
85-Vendée		26,6	46,7	68,6	87,1	96,3	99,0	99,7	99,8	99,9	100,0
Bretagne		25,5	46,6	69,2	86,6	95,8	98,8	99,6	99,8	99,9	100,0
22-Côte d'Armor		29,7	53,4	75,3	91,1	97,3	99,1	99,7	99,8	99,9	100,0
	Saint-Brieuc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29-Finistère		25,3	46,7	70,6	88,2	96,3	99,1	99,6	99,8	99,9	100,0
	Brest	30,9	52,3	75,3	90,8	97,6	99,6	100,0	100,0	100,0	100,0
	Quimper	23,4	43,3	67,4	87,7	96,2	99,1	99,6	99,8	100,0	100,0
35-Ille et Vilaine		23,8	43,2	65,6	84,0	94,7	98,4	99,5	99,8	99,9	100,0
	Rennes	22,4	41,0	62,7	82,3	93,8	98,1	99,4	99,8	99,9	100,0
	Saint-Malo	32,7	52,9	74,8	89,6	97,6	99,4	99,8	99,9	99,9	100,0
56-Morbihan		26,5	48,8	70,6	86,5	96,2	98,9	99,5	99,8	99,9	100,0
	Lorient	35,5	56,1	75,7	89,4	97,2	99,3	99,8	99,9	99,9	100,0
	Vannes	24,0	47,5	71,2	87,6	96,5	98,9	99,6	99,8	99,8	100,0
Poitou-Charentes		26,6	47,6	69,6	86,4	95,6	98,5	99,5	99,8	99,9	100,0
16-Charente		30,9	52,0	73,0	88,0	96,1	98,8	99,6	99,8	99,9	100,0
	Angoulême	33,0	53,2	74,2	88,7	95,8	98,6	99,5	99,8	99,9	100,0
17-Charente Maritime		29,6	51,3	72,7	88,3	96,5	98,7	99,6	99,9	100,0	100,0
	La Rochelle	20,3	41,7	65,7	85,0	95,5	98,3	99,5	99,8	100,0	100,0
79-Deux-Sèvres		20,3	42,0	67,3	87,4	96,0	99,1	99,7	99,8	99,9	100,0
	Niort	14,0	32,8	61,7	83,2	93,6	99,1	99,8	100,0	100,0	100,0
86-Vienne		23,5	43,5	65,5	83,2	94,2	98,0	99,2	99,6	99,8	100,0
	Poitiers	22,2	41,7	63,7	81,5	93,5	97,6	99,0	99,5	99,7	100,0
Aquitaine		22,3	43,3	66,3	84,9	94,9	98,3	99,4	99,7	99,8	100,0
24-Dordogne		23,3	45,5	69,3	88,1	96,3	98,6	99,6	99,8	99,9	100,0
	Bergerac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Périgueux	27,1	49,6	73,5	90,1	96,7	98,8	99,4	99,7	99,8	100,0

Région	Département										
	<i>Agglomérations</i>	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
	33-Gironde	19,5	39,0	63,0	83,0	94,0	98,0	99,2	99,6	99,8	100,0
	<i>Arcachon</i>	14,0	33,1	61,9	83,2	96,6	99,7	100,0	100,0	100,0	100,0
	<i>Bordeaux</i>	20,1	39,7	62,6	82,1	93,4	97,7	99,2	99,6	99,8	100,0
	40-Landes	26,9	51,0	72,0	87,8	96,6	99,0	99,6	99,8	99,8	100,0
	47-Lot-et-Garonne	26,8	51,9	74,6	88,4	96,2	98,7	99,6	99,8	99,9	100,0
	64-Pyrénées Atlantiques	25,2	47,2	68,4	85,8	95,4	98,4	99,5	99,9	100,0	100,0
	<i>Bayonne</i>	28,0	50,6	71,9	88,8	97,3	99,4	99,8	100,0	100,0	100,0
	<i>Pau</i>	25,4	47,6	67,9	85,6	95,1	98,2	99,4	99,8	100,0	100,0
	Midi-Pyrénées	32,3	52,7	73,0	87,8	95,5	98,3	99,2	99,6	99,7	100,0
	09-Ariège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	12-Aveyron	27,0	49,5	71,9	87,9	96,1	98,5	99,4	99,8	99,9	100,0
	31-Haute-Garonne	31,8	50,8	70,9	86,3	94,7	97,9	99,0	99,4	99,6	100,0
	<i>Toulouse</i>	32,5	51,1	71,0	86,2	94,6	97,9	99,0	99,4	99,6	100,0
	32-Gers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	46-Lot	45,1	63,1	80,1	90,6	96,6	98,8	99,7	99,8	-	100,0
	65-Hautes Pyrénées	28,1	51,6	72,9	89,2	96,4	99,1	99,6	99,8	99,9	100,0
	<i>Tarbes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	81-Tarn	38,4	61,7	81,3	92,4	97,4	99,0	99,6	99,7	99,8	100,0
	<i>Albi</i>	42,4	62,6	83,1	93,8	98,4	99,6	99,9	99,9	99,9	100,0
	<i>Castres</i>	40,9	61,9	78,7	90,9	96,3	98,5	99,6	99,8	99,9	100,0
	82-Tarn et Garonne	29,5	50,5	71,3	86,8	95,5	98,3	99,4	99,8	99,9	100,0
	<i>Montauban</i>	33,0	56,5	77,0	90,9	97,7	99,4	99,9	100,0	-	100,0
	Limousin	23,7	46,4	69,5	86,4	95,6	98,8	99,6	99,8	99,9	100,0
	19-Corrèze	30,0	55,7	77,1	90,4	96,6	98,6	99,6	99,6	99,7	100,0
	<i>Brive-la-Gaillarde</i>	34,7	61,3	81,9	93,0	97,7	99,1	99,6	99,7	99,7	100,0
	23-Creuse	28,5	51,3	74,1	88,9	96,7	99,2	99,6	99,9	100,0	100,0
	87-Haute Vienne	21,1	42,9	66,6	84,9	95,2	98,8	99,6	99,9	100,0	100,0
	<i>Limoges</i>	19,1	41,4	65,8	85,0	94,9	98,6	99,5	99,8	100,0	100,0
	Rhône-Alpes	24,5	43,7	65,2	82,5	92,9	97,7	99,0	99,5	99,7	100,0
	01-Ain	14,1	32,9	55,4	75,3	87,9	96,7	98,5	99,2	99,5	100,0
	<i>Bourg-en-Bresse</i>	17,3	33,7	53,7	71,4	83,5	97,8	99,0	99,5	99,9	100,0
	07-Ardèche	24,2	47,8	69,9	86,1	94,8	98,5	99,3	99,7	99,8	100,0
	26-Drôme	30,9	54,7	76,4	90,3	96,8	98,9	99,6	99,8	99,8	100,0
	<i>Romans-sur-Isère</i>	35,2	61,8	81,6	93,4	98,4	99,3	99,7	99,8	99,8	100,0
	<i>Valence</i>	29,6	51,9	74,0	89,4	96,6	98,8	99,5	99,7	99,8	100,0
	38-Isère	31,6	49,3	68,8	84,6	94,0	98,1	99,2	99,6	99,8	100,0
	<i>Grenoble</i>	37,1	54,7	72,3	86,7	95,0	98,1	99,2	99,5	99,8	100,0
	42-Loire	25,3	46,1	68,3	84,4	94,4	98,2	99,2	99,6	99,8	100,0
	<i>Roanne</i>	23,2	40,2	61,2	80,7	92,8	97,5	98,2	99,3	99,8	100,0
	<i>Saint-Chamond</i>	28,2	52,9	76,0	89,4	96,4	98,6	99,3	99,6	99,9	100,0
	<i>Saint-Etienne</i>	28,3	49,4	70,7	86,3	94,9	98,1	99,1	99,5	99,7	100,0
	69-Rhône	25,6	44,1	65,0	82,2	92,6	97,4	98,8	99,4	99,6	100,0
	<i>Lyon</i>	26,1	44,5	65,2	82,3	92,6	97,3	98,8	99,3	99,6	100,0
	<i>Villefranche-sur-Saône</i>	21,2	43,9	67,3	84,6	94,1	98,8	99,5	99,7	99,9	100,0
	73-Savoie	19,0	37,7	60,5	81,0	93,3	97,7	99,1	99,6	99,7	100,0
	<i>Chambéry</i>	21,7	41,1	63,9	83,4	94,4	98,4	99,4	99,7	99,8	100,0
	74-Haute-Savoie	17,2	36,9	60,8	80,0	91,9	97,2	98,7	99,5	99,6	100,0
	<i>Annecy</i>	18,0	36,3	58,9	78,1	91,3	96,3	98,4	99,4	99,6	100,0
	<i>Annemasse</i>	18,3	39,5	62,4	78,9	89,5	96,5	98,4	98,9	99,3	100,0
	<i>Cluses</i>	15,9	39,0	62,5	81,8	93,8	98,7	99,3	99,7	99,7	100,0
	<i>Thonon-les-Bains</i>	17,1	32,6	55,2	76,8	89,5	96,4	98,3	99,2	99,6	100,0
	Auvergne	27,7	50,0	71,4	87,6	95,7	98,5	99,4	99,6	99,7	100,0
	03-Allier	29,6	51,9	73,1	88,8	96,3	98,8	99,5	99,7	99,8	100,0
	<i>Montluçon</i>	36,2	57,4	76,3	90,7	97,3	99,2	99,8	99,9	99,9	100,0
	<i>Vichy</i>	27,8	50,7	70,2	88,3	96,6	98,5	99,2	99,8	99,8	100,0
	15-Cantal	31,1	53,3	74,2	89,7	96,9	99,6	99,9	100,0	100,0	100,0
	43-Haute-Loire	25,4	50,8	74,4	89,5	95,5	98,2	99,0	99,2	99,3	100,0
	63-Puy-de-Dôme	26,7	48,0	69,1	85,9	95,1	98,3	99,3	99,7	99,7	100,0
	<i>Clermont-Ferrand</i>	25,7	46,2	67,0	84,8	94,5	98,0	99,4	99,7	99,8	100,0
	Languedoc-Roussillon	29,7	52,0	70,9	83,4	90,1	98,9	99,5	99,7	99,8	100,0
	11-Aude	35,8	59,3	78,3	91,4	97,2	99,2	99,7	99,9	99,9	100,0
	30-Gard	32,3	58,3	79,0	91,8	97,6	99,2	99,7	99,8	99,9	100,0
	<i>Alès</i>	40,6	64,5	82,6	96,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	<i>Nîmes</i>	34,7	60,8	79,3	91,2	97,8	99,5	99,8	100,0	100,0	100,0
	34-Hérault	23,9	43,7	61,6	73,8	80,5	98,5	99,2	99,4	99,5	100,0
	<i>Béziers</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<i>Montpellier</i>	29,7	50,3	68,8	81,2	88,2	98,0	98,7	99,0	99,2	100,0
	<i>Sète</i>	13,9	36,1	68,5	85,2	95,4	99,1	99,1	100,0	100,0	100,0
	48-Lozère	8,4	24,4	45,1	68,6	96,1	98,5	99,5	99,9	100,0	100,0
	66-Pyrénées orientales	41,1	65,3	84,3	93,7	97,9	99,4	99,8	99,9	100,0	100,0
	<i>Perpignan</i>	43,0	66,7	84,9	93,9	97,8	99,4	99,8	99,9	100,0	100,0
	Provence Alpes Côte d'Azur	27,8	50,7	72,4	87,9	96,0	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
	04-Alpes de Haute Provence	26,1	48,3	70,2	88,2	94,8	98,0	99,3	99,5	99,6	100,0
	05-Hautes Alpes	18,2	39,3	63,5	84,5	94,7	98,5	99,8	99,9	100,0	100,0
	06-Alpes Maritimes	24,9	46,1	68,5	85,7	95,6	98,4	99,1	99,6	99,8	100,0
	<i>Menton</i>	17,5	36,8	58,6	77,8	92,0	97,5	99,4	99,4	99,7	100,0
	<i>Nice</i>	26,8	49,3	71,3	87,7	96,5	98,8	99,4	99,7	99,9	100,0

Région										
Département										
<i>Agglomérations</i>	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
13-Bouches du Rhône	27,8	49,6	71,0	87,0	95,6	98,5	99,3	99,7	99,8	100,0
Arles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marseille/Aix-en-Prov.	25,1	45,7	67,1	84,5	94,3	98,3	99,1	99,7	99,8	100,0
Salon-de-Provence	17,2	40,9	61,3	78,5	91,4	97,8	98,9	98,9	98,9	100,0
83-Var	27,6	50,3	72,9	88,4	96,3	98,9	99,6	99,9	99,9	100,0
Fréjus	12,8	35,0	62,3	83,0	93,4	97,7	99,4	99,8	99,8	100,0
Toulon	25,9	45,5	67,7	85,9	95,7	98,9	99,6	99,8	99,9	100,0
84-Vaucluse	32,7	61,0	81,3	92,1	97,6	99,3	99,7	99,8	99,9	100,0
Avignon	32,9	61,1	81,2	91,3	97,5	99,3	99,7	99,8	99,9	100,0
Corse	17,9	46,4	64,9	79,5	88,7	94,7	97,4	98,7	98,7	100,0
2a-Corse du Sud	17,9	46,4	64,9	79,5	88,7	94,7	97,4	98,7	98,7	100,0
Ajaccio	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2b-Haute Corse	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bastia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France métropolitaine	23,0	43,7	65,5	83,0	93,2	97,9	99,1	99,5	99,7	100,0
DOM	37,7	55,0	70,1	82,4	93,7	96,9	98,1	98,8	99,3	37,7
971-Guadeloupe	44,8	62,1	76,5	88,3	93,5	96,4	97,6	98,5	99,1	44,8
Point-à-Pitre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
972-Martinique	35,1	55,6	72,3	85,5	93,2	97,1	98,9	99,6	99,8	35,1
Fort-de-France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
973-Guyane	26,5	42,4	54,4	75,6	81,0	95,4	97,5	98,6	98,9	26,5
Cayenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
974-Réunion	35,0	51,0	66,0	77,2	95,4	97,2	98,2	98,7	99,1	35,0
Le Port	39,1	56,3	71,0	81,1	96,0	98,0	98,7	99,2	99,5	100,0
Saint-Denis	34,8	49,6	64,2	76,3	93,8	96,0	97,4	98,1	98,7	100,0
Saint-Paul	42,6	59,0	74,3	82,2	96,7	98,1	98,7	99,3	99,6	100,0
Saint-Pierre	33,5	48,0	60,5	72,3	97,0	98,4	99,0	99,2	99,3	100,0

Tableau 59
Niveau de ressources des emménagés récents par zones prioritaires -
Logements HLM et SEM

Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Ile de France	16,5	38,3	60,5	79,4	91,8	97,1	98,5	99,1	99,4	100,0
Hors ZUS	14,5	34,3	56,7	77,3	91,4	96,7	98,2	98,9	99,2	100,0
ZUS	22,8	51,3	72,5	86,3	92,9	98,6	99,3	99,6	99,8	100,0
Champagne-Ardenne	23,0	42,7	64,1	82,1	92,7	97,3	98,9	99,4	99,6	100,0
Hors ZUS ZRR	18,1	35,7	57,6	78,0	91,1	96,7	98,7	99,3	99,5	100,0
ZUS	32,0	55,1	75,6	89,4	95,7	98,4	99,4	99,7	99,8	100,0
ZRR	21,1	40,7	61,9	80,9	91,6	96,9	98,4	99,3	99,5	100,0
Picardie	26,4	46,4	67,5	84,3	93,7	97,8	99,2	99,5	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	17,7	37,1	60,2	80,3	92,1	97,3	98,9	99,4	99,6	100,0
ZUS	33,0	58,6	79,0	91,2	96,6	98,7	99,5	99,8	99,8	100,0
ZRR	87,6	91,9	95,6	98,2	99,3	99,8	99,9	99,9	100,0	100,0
Haute-Normandie	20,3	40,5	63,6	82,6	93,5	97,9	99,1	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	16,8	35,9	59,8	80,4	92,6	97,7	99,1	99,6	99,8	100,0
ZUS	32,4	56,4	76,6	90,3	96,6	98,6	99,3	99,7	99,8	100,0
ZRR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0
Centre	22,5	41,7	63,7	82,7	93,4	97,3	99,2	99,6	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	18,3	36,2	59,2	79,8	92,3	96,9	99,1	99,5	99,7	100,0
ZUS	37,5	59,8	77,4	91,1	95,9	97,8	99,6	99,8	99,9	100,0
ZRR	23,8	45,5	69,1	86,2	95,3	98,4	99,5	99,7	99,9	100,0
Basse Normandie	22,4	44,0	67,1	84,5	94,2	98,0	99,2	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	18,3	39,7	63,7	82,8	93,5	97,8	99,2	99,7	99,8	100,0
ZUS	41,9	64,8	83,0	92,7	97,0	98,7	99,5	99,7	99,8	100,0
ZRR	26,7	48,6	71,8	87,5	95,8	97,6	98,9	99,4	99,8	100,0
Bourgogne	22,5	41,2	61,5	78,5	87,9	98,5	99,5	99,8	99,9	100,0
Hors ZUS ZRR	19,4	37,4	58,8	78,0	88,8	98,3	99,5	99,8	99,9	100,0
ZUS	29,2	49,4	66,5	78,3	83,2	99,2	99,6	99,8	99,9	100,0
ZRR	26,2	46,3	66,9	82,9	92,6	98,3	99,3	99,6	99,9	100,0
Nord-Pas-de-Calais	25,8	46,9	68,7	85,6	95,0	98,3	99,3	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	21,8	42,3	65,2	83,8	94,5	98,2	99,3	99,6	99,8	100,0
ZUS	36,4	59,1	77,9	90,4	96,4	98,5	99,4	99,6	99,8	100,0
ZRR	31,3	62,5	75,0	81,3	87,5	93,8	100,0	100,0	100,0	100,0
Lorraine	26,9	46,8	66,7	82,9	92,9	97,2	98,8	99,4	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	22,3	40,5	61,6	79,9	91,9	96,7	98,6	99,3	99,7	100,0
ZUS	39,6	63,4	80,4	91,0	96,0	98,6	99,4	99,7	99,8	100,0
ZRR	25,1	46,2	66,0	81,9	91,7	96,5	98,3	99,1	99,5	100,0
Alsace	21,8	39,9	61,9	79,3	91,3	96,2	98,4	99,2	99,5	100,0
Hors ZUS ZRR	18,7	35,7	58,2	77,0	90,4	95,7	98,2	99,0	99,4	100,0
ZUS	35,9	59,1	78,7	90,1	95,6	98,5	99,3	99,8	99,8	100,0
ZRR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Franche-Comté	23,2	43,3	64,5	81,3	90,8	98,2	99,3	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	18,8	37,6	59,9	79,5	90,9	97,9	99,3	99,6	99,7	100,0
ZUS	31,7	54,4	73,4	85,5	91,5	98,8	99,5	99,7	99,8	100,0
ZRR	14,7	33,2	54,9	70,6	78,5	97,2	98,7	99,4	99,8	100,0
Pays de Loire	21,2	40,3	62,5	81,5	91,9	98,6	99,5	99,8	99,9	100,0
Hors ZUS ZRR	18,8	37,7	60,9	81,6	93,3	98,4	99,5	99,8	99,9	100,0
ZUS	31,4	50,7	68,4	80,6	86,1	99,0	99,6	99,8	99,8	100,0
ZRR	14,2	39,2	64,3	85,4	95,9	98,1	98,6	99,9	99,9	100,0
Bretagne	25,5	46,6	69,2	86,6	95,8	98,8	99,6	99,8	99,9	100,0
Hors ZUS ZRR	23,0	43,6	67,0	85,5	95,5	98,7	99,5	99,8	99,9	100,0
ZUS	36,1	59,4	78,7	91,2	97,0	99,0	99,6	99,8	99,9	100,0
ZRR	21,9	43,0	65,2	86,7	94,9	97,7	98,4	98,8	99,2	100,0
Poitou-Charentes	26,6	47,6	69,6	86,4	95,6	98,5	99,5	99,8	99,9	100,0
Hors ZUS ZRR	22,9	43,1	65,6	84,2	94,8	98,3	99,4	99,7	99,9	100,0
ZUS	38,5	61,1	80,8	92,5	97,3	99,0	99,6	99,9	100,0	100,0
ZRR	22,7	46,2	71,5	87,7	97,3	99,3	99,7	99,9	100,0	100,0
Aquitaine	22,3	43,3	66,3	84,9	94,9	98,3	99,4	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	19,7	39,6	63,0	83,2	94,5	98,2	99,4	99,8	99,9	100,0
ZUS	29,3	53,0	74,5	89,2	95,8	98,3	99,2	99,5	99,7	100,0
ZRR	25,7	53,1	76,1	88,7	96,8	99,1	99,6	99,8	99,8	100,0
Midi-Pyrénées	32,3	52,7	73,0	87,8	95,5	98,3	99,2	99,6	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	27,6	47,3	68,7	85,6	94,7	98,0	99,1	99,5	99,7	100,0
ZUS	52,4	75,2	90,0	95,8	98,3	99,3	99,6	99,6	99,7	100,0
ZRR	31,2	52,5	73,7	88,7	96,2	98,8	99,6	99,8	99,8	100,0

Région	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Limousin	23,7	46,4	69,5	86,4	95,6	98,8	99,6	99,8	99,9	100,0
Hors ZUS ZRR	20,8	42,1	65,8	84,7	95,0	98,6	99,5	99,8	99,9	100,0
ZUS	27,8	55,3	77,3	90,8	96,6	99,4	99,9	99,9	100,0	100,0
ZRR	27,6	50,4	73,2	87,8	96,3	99,0	99,7	99,8	99,9	100,0
Rhône-Alpes	24,5	43,7	65,2	82,5	92,9	97,7	99,0	99,5	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	21,5	39,8	61,8	80,7	92,3	97,6	98,9	99,5	99,7	100,0
ZUS	36,5	59,0	78,2	89,7	95,4	98,2	99,1	99,5	99,7	100,0
ZRR	24,9	46,4	68,5	84,0	93,1	97,0	98,8	99,4	99,6	100,0
Auvergne	27,7	50,0	71,4	87,6	95,7	98,5	99,4	99,6	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	25,6	47,0	68,6	86,0	95,5	98,4	99,4	99,7	99,8	100,0
ZUS	34,9	57,8	77,4	90,5	96,0	98,8	99,6	99,8	99,8	100,0
ZRR	23,9	48,7	72,9	88,7	95,6	98,4	98,9	99,1	99,2	100,0
Languedoc-Roussillon	29,7	52,0	70,9	83,4	90,1	98,9	99,5	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	24,7	46,5	68,0	82,6	89,9	98,7	99,4	99,6	99,7	100,0
ZUS	46,3	70,7	82,7	88,2	90,5	99,6	99,8	99,9	100,0	100,0
ZRR	14,9	32,6	52,7	71,1	90,2	98,6	99,4	99,7	99,8	100,0
Provence Alpes Côte d'Azur	27,8	50,7	72,4	87,9	96,0	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	23,7	45,9	69,0	86,1	95,4	98,6	99,5	99,8	100,0	100,0
ZUS	41,3	66,5	83,8	94,1	98,5	99,3	99,6	99,8	99,8	100,0
ZRR	21,0	42,9	65,9	81,3	90,2	93,1	94,4	94,5	94,7	100,0
Corse	17,9	46,4	64,9	79,5	88,7	94,7	97,4	98,7	98,7	100,0
Hors ZUS ZRR	17,9	46,4	64,9	79,5	88,7	94,7	97,4	98,7	98,7	100,0
ZUS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ZRR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France métropolitaine	23,0	43,7	65,5	83,0	93,2	97,9	99,1	99,5	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	19,5	39,1	61,8	81,1	92,8	97,6	99,0	99,5	99,7	100,0
ZUS	33,4	57,5	76,6	88,8	94,4	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
ZRR	27,7	48,4	69,7	85,4	94,3	98,1	99,1	99,5	99,6	100,0
DOM	37,7	55,0	70,1	82,4	93,7	96,9	98,1	98,8	99,3	100,0
Hors ZUS ZRR	37,3	55,4	71,2	83,7	93,0	96,5	97,9	98,7	99,2	100,0
ZUS	38,5	53,6	66,9	78,5	95,7	98,0	98,8	99,2	99,5	100,0
ZRR*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* : Effectif faible d'emménagés récents (67).

Tableau 60
Niveau de ressources des emménagés récents par zones de prix -
Logements HLM et SEM

Zone de prix	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Zone 1 bis	19,4	37,9	56,6	73,6	89,0	94,6	96,7	97,7	98,2	100,0
Hors ZUS	18,1	35,7	54,5	72,0	88,2	94,2	96,4	97,5	98,1	100,0
ZUS	31,0	57,6	75,8	87,9	96,4	98,6	99,4	99,6	99,7	100,0
Zone 1	15,4	38,3	61,5	81,1	92,6	98,1	99,2	99,6	99,7	100,0
Hors ZUS	12,9	33,4	57,2	79,2	92,7	97,8	99,2	99,6	99,7	100,0
ZUS	21,5	50,0	71,6	85,7	92,2	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
Zone 2	25,4	45,4	66,7	83,9	93,6	98,0	99,2	99,6	99,8	100,0
Hors ZUS	20,7	39,4	61,9	81,2	92,8	97,7	99,1	99,6	99,7	100,0
ZUS	36,6	59,6	78,3	90,1	95,6	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
Zone 3	23,3	44,3	66,4	83,9	93,5	98,1	99,3	99,7	99,8	100,0
Hors ZUS ZRR	20,5	41,1	64,1	82,9	93,5	98,0	99,3	99,6	99,8	100,0
ZUS	34,3	57,5	75,9	88,0	93,2	98,7	99,5	99,7	99,8	100,0
ZRR	27,8	48,5	69,8	85,5	94,4	98,2	99,2	99,6	99,7	100,0
France métropolitaine	23,0	43,7	65,5	83,0	93,2	97,9	99,1	99,5	99,7	100,0
Hors ZUS ZRR	19,5	39,1	61,8	81,1	92,8	97,6	99,0	99,5	99,7	100,0
ZUS	33,4	57,5	76,6	88,8	94,4	98,7	99,4	99,7	99,8	100,0
ZRR	27,7	48,4	69,7	85,4	94,3	98,1	99,1	99,5	99,6	100,0
DOM	37,7	55,0	70,1	82,4	93,7	96,9	98,1	98,8	99,3	100,0
Hors ZUS ZRR	37,3	55,4	71,2	83,7	93,0	96,5	97,9	98,7	99,2	100,0
ZUS	38,5	53,6	66,9	78,5	95,7	98,0	98,8	99,2	99,5	100,0
ZRR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 61
Evolution du niveau de ressources des emménagés récents depuis 1997
Logements HLM et SEM

	< 20 %	< 40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 140 %	< 180 %	Ensemble
1997								
France métropolitaine	19,5	35,6	55,9	74,9	88,4	98,2	99,7	100,0
2000								
France métropolitaine	22,9	43,8	65,7	83,0	93,4	99,2	99,8	100,0
ZUS	33,3	56,4	75,8	88,8	95,6	99,5	99,9	100,0
ZRR	24,8	47,2	69,8	86,1	94,2	99,0	99,7	100,0
DOM	37,2	53,4	67,9	79,8	94,3	98,5	95,5	100,0
ZUS	31,3	46,8	59,5	72,4	95,4	98,5	95,5	100,0
ZRR	--	--	--	--	--	--	--	--
2003								
France métropolitaine	23,0	43,7	65,5	83,0	93,2	99,1	99,7	100,0
ZUS	33,4	57,5	76,6	88,8	94,4	98,7	99,4	100,0
ZRR	27,7	48,4	69,7	85,4	94,3	99,1	99,6	100,0
DOM	37,7	55,0	70,1	82,4	93,7	98,1	99,3	100,0
ZUS	38,5	53,6	66,9	78,5	95,7	98,8	99,5	100,0
ZRR								

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

La fonction sociale des autres bailleurs mise en évidence par l'analyse des ressources de l'ensemble des locataires est confirmée par l'examen de celles des emménagés récents. Ainsi, le pourcentage des ménages dont les ressources sont inférieures à 60 % du plafond est de 80,6 % dans les logements des organismes agréés. Ce pourcentage est plus faible pour les bailleurs privés mais l'écart avec l'ensemble des locataires est relativement important : 64,0 % pour les emménagés récents et 56,1 % pour l'ensemble des locataires.

Tableau 62
Niveau de ressources des emménagés récents par catégories de bailleurs -
Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	< 20 %	<40 %	< 60 %	< 80 %	< 100 %	< 120 %	< 140 %	< 160 %	< 180 %	Ensemble
Administrations publiques	20,5	40,8	63,8	83,6	93,8	97,5	98,8	99,4	99,7	100,0
SCI filiales de la CDC	19,0	45,5	69,0	86,2	95,0	97,9	98,9	99,3	99,6	100,0
Organismes agréés	47,3	66,7	80,6	91,4	98,1	99,1	99,5	99,8	99,9	100,0
Autres personnes morales	29,6	53,3	73,4	87,4	95,0	98,2	99,3	99,5	99,6	100,0
Total autres bailleurs sociaux	25,5	48,2	69,5	86,1	94,8	98,0	99,1	99,5	99,7	100,0
Bailleurs privés	31,6	46,0	64,0	79,7	92,5	96,6	98,5	99,1	99,5	100,0

AIDES AU LOGEMENT PERÇUES PAR LES EMMÉNAGÉS RÉCENTS

Le pourcentage des bénéficiaires d'aides au logement (APL ou allocation logement) (Q33 et Q34) est calculé par rapport aux emménagés récents (Q31). La part des logements conventionnés est rappelée dans les tableaux qui suivent, mais il s'agit de la part par rapport à l'ensemble des logements et non par rapport aux seuls logements occupés par des emménagés récents.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Le pourcentage des bénéficiaires de l'APL est, pour la France métropolitaine, de 54,5 % parmi les emménagés récents. Celui des bénéficiaires de l'allocation logement est de 1,7 %. Pour les bénéficiaires de l'APL, le taux dépasse 60 % dans les régions suivantes : Bretagne, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Languedoc-Roussillon et PACA. Les bénéficiaires de l'APL sont également surreprésentés parmi l'ensemble des locataires du parc HLM de ces régions.

Comme pour l'ensemble des locataires, la part des bénéficiaires de l'APL est plus importante parmi les emménagés récents résidant en ZUS (65,4 %) et également en ZRR (58,4 %) mais à un niveau moins élevé. Ainsi, pour les emménagés récents comme pour l'ensemble des locataires, nous avons, en moyenne nationale, un écart important entre les ZUS et les territoires hors zones prioritaires : 15 points dans un cas et 13 points dans l'autre.

La hiérarchie entre les zones de prix, quant au pourcentage des bénéficiaires de l'APL, est la même pour les emménagés récents que pour l'ensemble des locataires, avec aux extrêmes : 32,4 % en zone 1 bis et 58,5 % en zone 3.

Pour les emménagés récents comme pour l'ensemble des locataires HLM, nous observons une diminution du pourcentage de bénéficiaires de l'APL entre 2000 et 2003. Dans les quartiers en ZUS, on compte en revanche la même proportion de bénéficiaires de l'APL en 2003 qu'en 2000, qu'il s'agisse des seuls emménagés récents ou de l'ensemble des locataires du parc HLM.

Tableau 63
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les
emménagés récents par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Ile de France	37,2	3,1	34,4	3,5
Paris	37,5	3,3	34,5	3,7
75-Paris	31,6	1,1	32,4	1,1
77-Seine et Marne	42,3	2,3	41,0	2,3
Meaux	40,0	9,5	43,4	5,6
78-Yvelines	35,6	3,2	32,7	4,9
91-Essonnes	39,0	3,9	37,4	5,0
92-Hauts de Seine	31,1	6,1	26,7	4,7
93-Seine Saint Denis	42,7	2,2	40,9	2,7
94-Val de Marne	36,7	2,7	30,8	4,2
95-Val-d'Oise	39,2	2,9	38,2	4,5
Champagne-Ardenne	56,3	2,3	52,3	2,0
08-Ardenne	63,4	1,3	59,9	1,2
Charleville-Mézières	60,3	1,9	58,0	1,6
10-Aube	61,1	9,7	55,9	8,0
Troyes	63,8	8,4	56,6	39,8
51-Marne	54,0	0,0	48,8	0,0
Châlons-en- Champagne	54,2	0,0	50,0	0,0
Reims	55,6	0,1	48,3	0,1
52-Haute-Marne	45,7	0,5	48,7	1,0
Picardie	57,9	0,6	53,1	1,3
02-Aisne	69,8	0,5	64,7	0,2
Saint-Quentin	64,0	0,0	59,6	0,0
60-Oise	46,0	1,0	42,7	2,5
Beauvais	51,3	0,9	47,8	2,1
Compiègne	38,2	0,5	36,8	0,8
Creil	53,7	2,5	47,8	2,6
80-Somme	61,6	0,1	60,0	0,1
Amiens	59,6	0,1	57,4	0,1
Haute-Normandie	51,9	2,4	51,6	1,5
27-Eure	42,6	4,4	52,3	2,9
Evreux	45,4	0,7	52,7	1,8
76-Seine Maritime	56,1	1,4	51,4	1,2
Elbeuf	51,8	5,9	52,6	5,9
Rouen	52,9	1,4	46,6	0,8
Le Havre	60,1	1,1	52,8	0,7
Centre	55,6	1,2	52,2	1,1
18-Cher	61,0	0,0	57,8	0,0
Bourges	53,4	0,0	48,9	0,0
28-Eure et Loir	48,2	3,8	44,7	3,0
Chartres	42,2	4,4	39,9	2,7
36-Indre	56,8	0,0	54,9	0,0
Châteauroux	-	-	-	-
37-Indre et Loire	52,8	2,5	50,5	2,0
Tours	53,2	3,5	49,5	2,7

Région	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Département				
<i>Agglomérations</i>				
41-Loir et Cher	58,7	0,2	54,1	0,3
<i>Blois</i>	60,4	0,5	52,7	0,8
45-Loiret	56,9	0,6	53,0	0,4
<i>Montargis</i>	58,3	0,0	53,3	0,0
<i>Orléans</i>	55,8	0,9	51,3	0,3
Basse Normandie	59,7	2,3	56,1	2,5
14-Calvados	59,0	3,4	55,8	3,8
<i>Caen</i>	59,1	2,5	55,4	2,5
50-Manche	61,6	0,1	56,8	0,1
<i>Cherbourg</i>	60,3	0,0	58,2	0,0
61-Orne	58,7	3,2	55,7	3,4
Bourgogne	58,2	1,7	52,7	2,6
21-Côte-d'Or	56,2	0,5	52,3	1,0
<i>Dijon</i>	61,0	0,6	55,9	1,1
58-Nièvre	57,5	0,1	54,0	0,1
<i>Nevers</i>	39,5	0,8	40,8	0,8
71-Saône et Loire	59,2	1,4	51,0	1,3
<i>Chalon-sur-Saône</i>	58,3	2,1	51,4	3,1
89-Yonne	59,6	5,1	56,2	9,4
Nord-Pas-de-Calais	58,8	0,5	59,5	0,7
59-Nord	56,9	0,3	58,0	0,6
<i>Armentières</i>	61,8	0,0	56,9	0,7
<i>Douai</i>	59,5	1,7	59,5	1,7
<i>Dunkerque</i>	63,1	0,1	60,3	0,8
<i>Lille</i>	49,3	0,2	53,6	0,2
<i>Maubeuge</i>	75,9	0,2	71,2	0,1
<i>Valenciennes</i>	65,1	0,3	61,7	0,2
62-Pas de Calais	62,7	0,8	62,5	0,9
<i>Arras</i>	57,8	0,0	55,9	0,1
<i>Béthune</i>	58,5	0,5	61,5	0,6
<i>Boulogne-sur-Mer</i>	72,4	0,0	68,8	0,0
<i>Calais</i>	67,7	0,0	65,0	0,1
<i>Saint-Omer</i>	61,9	0,0	64,9	0,0
Lorraine	56,7	0,8	52,5	0,7
54-Meurthe et Moselle	67,4	0,3	52,5	0,8
<i>Nancy</i>	61,0	0,1	54,6	0,5
55-Meuse	57,0	3,9	54,1	2,6
57-Moselle	46,6	0,5	49,1	0,4
<i>Forbach</i>	52,2	0,1	52,5	0,5
<i>Metz</i>	43,5	0,3	46,8	0,3
<i>Thionville</i>	50,4	0,3	48,0	0,6
88-Vosges	44,2	0,0	59,4	0,4
<i>Epinal</i>	-	-	-	-
Alsace	46,8	3,3	44,9	4,1
67-Bas-Rhin	48,5	1,2	42,9	0,9
<i>Haguenau</i>	41,4	2,6	43,4	2,8
<i>Strasbourg</i>	49,6	0,9	43,1	0,8
68-Haut-Rhin	45,9	4,5	45,9	5,8
<i>Colmar</i>	41,4	2,8	46,6	1,0
<i>Mulhouse</i>	52,0	8,7	50,5	13,0

Région Département <i>Agglomérations</i>	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Franche-Comté	59,4	2,9	54,1	4,4
25-Doubs	62,3	1,8	54,1	5,2
<i>Besançon</i>	64,3	1,3	54,6	6,5
<i>Montbéliard</i>	58,4	3,9	52,4	5,6
39-Jura	56,9	8,7	50,8	8,6
70-Haute-Saône	53,9	0,8	63,7	0,5
90-Belfort	59,3	1,2	50,2	0,8
<i>Belfort</i>	60,9	0,0	51,7	0,0
Pays de Loire	59,9	0,2	59,7	0,4
44-Loire Atlantique	63,6	0,3	63,4	0,5
<i>Nantes</i>	60,7	0,2	61,5	0,6
<i>Saint-Nazaire</i>	73,1	0,1	71,4	0,1
49-Maine et Loire	59,9	0,2	60,8	0,1
<i>Angers</i>	60,8	0,2	59,7	0,1
<i>Cholet</i>	-	-	-	-
53-Mayenne	54,4	0,0	52,2	0,0
<i>Laval</i>	52,8	0,0	49,6	0,1
72-Sarthe	56,0	0,5	54,3	0,8
<i>Le Mans</i>	59,7	0,1	56,1	0,1
85-Vendée	60,1	0,0	60,2	0,0
Bretagne	61,9	0,3	60,5	0,5
22-Côte d'Armor	66,9	0,0	66,7	0,0
<i>Saint-Brieuc</i>	-	-	-	-
29-Finistère	60,6	0,2	60,1	0,1
<i>Brest</i>	66,2	0,5	61,6	0,2
<i>Quimper</i>	56,5	0,0	59,7	0,0
35-Ille et Vilaine	60,1	0,5	58,2	1,2
<i>Rennes</i>	58,8	1,1	52,6	2,5
<i>Saint-Malo</i>	66,4	0,0	68,0	0,0
56-Morbihan	64,1	0,0	61,8	0,0
<i>Lorient</i>	66,7	0,0	64,1	0,1
<i>Vannes</i>	65,9	0,0	62,1	0,0
Poitou-Charentes	59,4	0,3	59,0	0,2
16-Charente	65,6	0,0	62,6	0,1
<i>Angoulême</i>	67,6	0,0	62,8	0,2
17-Charente Maritime	64,1	1,0	59,1	0,4
<i>La Rochelle</i>	57,7	0,0	53,0	0,1
79-Deux-Sèvres	61,2	0,4	59,0	0,2
<i>Niort</i>	51,5	1,7	41,6	0,5
86-Vienne	49,9	0,1	56,0	0,0
<i>Poitiers</i>	40,1	0,0	51,6	0,0
Aquitaine	55,9	0,4	55,1	0,3
24-Dordogne	63,3	0,1	52,7	0,1
<i>Bergerac</i>	-	-	-	-
<i>Périgueux</i>	65,1	0,2	56,3	0,1
33-Gironde	50,8	0,6	53,7	0,3
<i>Arcachon</i>	54,3	0,8	51,2	0,4
<i>Bordeaux</i>	56,0	0,7	54,5	0,5
40-Landes	54,4	0,0	62,5	0,0
47-Lot-et-Garonne	67,8	0,1	44,2	0,1
64-Pyrénées Atlantiques	62,5	0,3	59,9	0,5
<i>Bayonne</i>	54,7	0,1	60,6	0,1
<i>Pau</i>	62,8	0,1	61,6	0,9

Région Département <i>Agglomérations</i>	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Midi-Pyrénées	63,0	2,9	60,2	3,0
09-Ariège	—	—	—	—
12-Aveyron	59,6	0,0	54,8	0,0
31-Haute-Garonne	59,4	4,0	57,5	4,5
<i>Toulouse</i>	59,3	4,2	57,4	4,7
32-Gers	-	-	—	—
46-Lot	59,6	0,0	65,4	—
65-Hautes Pyrénées	64,8	5,7	61,8	4,1
<i>Tarbes</i>	-	-	—	—
81-Tarn	82,1	0,0	69,8	0,0
<i>Albi</i>	84,8	0,0	65,2	—
<i>Castres</i>	74,5	0,0	71,8	0,0
82-Tarn et Garonne	61,7	0,2	62,8	0,3
<i>Montauban</i>	60,3	0,1	61,9	0,4
Limousin	67,2	0,5	57,9	0,8
19-Corrèze	73,0	0,0	67,0	0,0
<i>Brive-la-Gaillarde</i>	78,2	0,3	73,8	0,2
23-Creuse	63,6	0,0	60,2	0,0
87-Haute Vienne	66,5	0,6	55,0	1,1
<i>Limoges</i>	61,9	0,8	53,1	1,0
Rhône-Alpes	53,9	1,7	51,6	1,1
01-Ain	48,8	1,2	44,8	0,8
<i>Bourg-en-Bresse</i>	44,9	0,3	51,2	0,5
07-Ardèche	63,3	0,5	57,4	0,4
26-Drôme	40,2	0,1	66,0	0,9
<i>Romans-sur-Isère</i>	60,8	0,0	69,9	0,0
<i>Valence</i>	62,1	0,9	65,0	1,1
38-Isère	56,6	3,7	53,5	1,6
<i>Grenoble</i>	60,1	5,7	55,1	4,4
42-Loire	60,3	0,7	55,5	0,6
<i>Roanne</i>	54,0	0,0	47,0	0,0
<i>Saint-Chamond</i>	64,2	0,3	58,8	0,2
<i>Saint-Etienne</i>	58,9	1,6	54,7	1,4
69-Rhône	52,5	1,7	49,0	1,0
<i>Lyon</i>	52,3	1,8	48,7	1,0
<i>Villefranche-sur-</i>				
<i>Saône</i>	58,7	0,2	56,6	0,1
73-Savoie	56,5	0,4	51,0	0,4
<i>Chambéry</i>	59,0	0,0	52,6	0,0
74-Haute-Savoie	53,2	2,7	48,3	2,4
<i>Annecy</i>	51,6	1,8	47,3	0,9
<i>Annemasse</i>	56,8	3,1	50,9	1,5
<i>Cluses</i>	54,8	0,9	47,9	0,5
<i>Thonon-les-Bains</i>	47,8	0,8	44,5	1,4
Auvergne	64,5	0,3	57,9	0,3
03-Allier	68,1	0,3	61,3	0,3
<i>Montluçon</i>	70,7	0,2	58,7	0,6
<i>Vichy</i>	66,2	0,7	62,1	0,9
15-Cantal	65,8	0,1	62,6	0,2
43-Haute-Loire	74,3	0,6	66,6	0,6
63-Puy-de-Dôme	59,5	0,3	53,0	0,3
<i>Clermont-Ferrand</i>	59,1	0,4	51,5	0,4

Région Département <i>Agglomérations</i>	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Languedoc-Roussillon	69,8	4,1	66,1	4,3
11-Aude	73,4	0,2	69,5	0,3
30-Gard	68,3	0,9	66,3	0,5
<i>Alès</i>	60,6	1,9	46,1	0,5
<i>Nîmes</i>	67,7	0,5	66,2	0,3
34-Hérault	68,3	8,7	66,5	9,5
<i>Béziers</i>	-	-	-	-
<i>Montpellier</i>	70,0	3,4	65,9	4,5
<i>Sète</i>	61,1	0,0	53,7	0,0
48-Lozère	60,8	2,1	52,5	1,2
66-Pyrénées orientales	74,5	0,0	62,4	0,1
<i>Perpignan</i>	75,6	0,0	62,5	0,0
Provence Alpes Côte d'Azur	65,6	1,7	59,3	1,7
04-Alpes de Haute Provence	59,1	0,2	59,0	0,5
05-Hautes Alpes	53,2	0,4	53,2	0,1
06-Alpes Maritimes	59,2	3,4	51,5	2,7
<i>Menton</i>	52,1	6,5	42,9	3,8
<i>Nice</i>	61,8	2,1	53,3	1,4
13-Bouches du Rhône	64,3	1,7	58,3	1,7
<i>Arles</i>	-	-	-	-
<i>Marseille/Aix-en- Provence</i>	62,9	0,9	60,1	0,8
<i>Salon-de-Provence</i>	45,2	0,0	56,8	0,0
83-Var	66,6	1,9	61,5	2,0
<i>Fréjus</i>	40,7	2,3	50,7	2,6
<i>Toulon</i>	61,4	0,5	57,8	0,7
84-Vaucluse	77,9	0,2	71,3	0,2
<i>Avignon</i>	79,0	0,1	70,1	0,1
Corse	21,9*	0,0	15,4	0,0
2a-Corse du Sud	21,9*	0,0	15,4	0,0
<i>Ajaccio</i>	-	-	-	-
2b-Haute Corse	-	-	-	-
<i>Bastia</i>	-	-	-	-
France métropolitaine	54,5	1,7	50,6	1,9
DOM		74,0		66,8
971-Guadeloupe		68,9		57,4
<i>Point-à-Pitre</i>		-		-
972-Martinique		71,3		57,2
<i>Fort-de-France</i>		-		-
973-Guyane		54,8		52,9
<i>Cayenne</i>		-		-
974-Réunion		88,3		80,0
<i>Le Port</i>		79,6		91,0
<i>Saint-Denis</i>		71,2		72,3
<i>Saint-Paul</i>		77,2		79,9
<i>Saint-Pierre</i>		82,3		87,1

* Valeur faible correspondant probablement à une erreur.

Tableau 64
Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les
emménagés récents par zones prioritaires -
Logements HLM et SEM

Région	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Ile de France	37,2	3,1	34,4	3,5
Hors ZUS	32,9	2,7	30,4	3,1
ZUS	50,8	4,5	46,1	4,7
Champagne-Ardenne	56,3	2,3	52,3	2,0
Hors ZUS ZRR	51,0	2,3	47,2	1,9
ZUS	67,8	2,0	61,4	1,6
ZRR	49,0	3,3	48,3	3,8
Picardie	58,5	0,5	53,1	1,3
Hors ZUS ZRR	53,1	0,5	49,0	1,6
ZUS	71,3	0,6	62,5	0,6
ZRR	63,3	0,0	64,0	0,0
Haute-Normandie	51,9	2,4	51,6	1,5
Hors ZUS ZRR	47,4	2,3	48,5	1,3
ZUS	69,1	2,6	61,9	2,2
ZRR	-	-	55,8	0,0
Centre	55,6	1,2	52,2	1,1
Hors ZUS ZRR	50,8	1,6	47,6	1,4
ZUS	71,0	0,6	64,5	0,5
ZRR	59,4	0,0	56,7	0,0
Basse Normandie	59,7	2,3	56,1	2,5
Hors ZUS ZRR	57,3	2,4	54,0	2,5
ZUS	72,0	2,3	66,5	2,8
ZRR	56,8	2,0	57,4	1,5
Bourgogne	58,2	1,7	52,7	2,6
Hors ZUS ZRR	55,4	1,4	49,8	1,5
ZUS	67,4	3,5	60,2	6,3
ZRR	54,6	0,1	52,8	0,4
Nord-Pas-de-Calais	58,8	0,5	59,5	0,7
Hors ZUS ZRR	56,5	0,6	56,6	0,7
ZUS	64,4	0,2	67,8	0,5
ZRR	62,5	0,0	74,1	0,0
Lorraine	56,7	0,8	52,5	0,7
Hors ZUS ZRR	53,7	0,4	48,2	0,7
ZUS	65,2	0,1	63,2	0,1
ZRR	54,8	7,6	55,0	4,6
Alsace	46,8	3,3	44,9	4,1
Hors ZUS ZRR	42,6	2,5	41,5	2,5
ZUS	66,1	7,2	54,9	9,1
ZRR	-	-	-	-

Région	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Franche-Comté	59,4	2,9	54,1	4,4
Hors ZUS ZRR	53,6	2,9	49,0	4,0
ZUS	70,1	3,0	62,5	4,7
ZRR	53,9	3,9	58,5	7,6
Pays de Loire	59,9	0,2	59,7	0,4
Hors ZUS ZRR	57,4	0,3	57,4	0,5
ZUS	69,1	0,0	66,9	0,0
ZRR	59,3	0,1	63,4	0,1
Bretagne	61,9	0,3	60,5	0,5
Hors ZUS ZRR	59,9	0,2	59,4	0,4
ZUS	70,4	0,4	64,4	1,0
ZRR	56,3	0,0	63,3	0,0
Poitou-Charentes	59,4	0,3	59,0	0,2
Hors ZUS ZRR	54,6	0,5	56,0	0,2
ZUS	72,2	0,1	65,1	0,2
ZRR	63,7	0,0	66,2	0,0
Aquitaine	55,9	0,4	55,1	0,3
Hors ZUS ZRR	53,9	0,5	52,8	0,4
ZUS	59,1	0,2	59,5	0,2
ZRR	70,4	0,0	68,1	0,0
Midi-Pyrénées	63,0	2,9	60,2	3,0
Hors ZUS ZRR	59,2	2,3	56,4	2,3
ZUS	80,2	6,8	73,2	7,0
ZRR	61,3	1,4	61,1	0,8
Limousin	67,2	0,5	57,9	0,8
Hors ZUS ZRR	65,7	0,5	54,8	0,9
ZUS	71,0	1,2	61,8	1,5
ZRR	68,2	0,0	61,6	0,1
Rhône-Alpes	53,9	1,7	51,6	1,1
Hors ZUS ZRR	51,5	1,9	49,0	1,2
ZUS	64,9	1,4	60,8	0,5
ZRR	43,6	0,1	56,9	0,4
Auvergne	64,5	0,3	57,9	0,3
Hors ZUS ZRR	61,5	0,4	56,6	0,3
ZUS	71,0	0,1	59,3	0,4
ZRR	65,8	0,1	60,5	0,1
Languedoc-Roussillon	4,1	69,8	66,1	4,3
Hors ZUS ZRR	4,6	65,4	61,8	4,4
ZUS	3,2	82,5	76,6	4,5
ZRR	63,5	3,0	57,8	2,9
Provence Alpes Côte d'Azur	65,6	1,7	59,3	1,7
Hors ZUS ZRR	61,9	1,9	55,5	1,8
ZUS	77,6	0,9	69,2	1,4
ZRR	61,2	1,2	55,6	0,6

Région	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Corse	21,9	0,0	15,4	0,0
Hors ZUS ZRR	21,9	0,0	40,9	0,0
ZUS	-	-	0,0	0,0
ZRR	-	-	0,0	0,0
France métropolitaine	54,5	1,7	50,6	1,9
Hors ZUS ZRR	50,8	1,7	47,1	1,8
ZUS	65,5	2,0	59,9	2,4
ZRR	58,4	1,3	57,2	1,2
DOM		74,0		66,8
Hors ZUS ZRR		74,0		66,5
ZUS		77,0		68,2
ZRR		7,1		2,9

Tableau 65
*Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les
 emménagés récents par zones de prix -
 Logements HLM et SEM*

Zone de prix	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Zone 1 bis	32,4	2,4	30,5	2,2
Hors ZUS	29,9	2,5	28,5	2,2
ZUS	52,8	1,6	43,9	2,4
Zone 1	38,6	3,5	35,8	4,2
Hors ZUS	33,6	2,9	31,0	3,9
ZUS	50,2	4,7	46,2	4,9
Zone 2	57,8	1,3	54,6	1,4
Hors ZUS	53,2	1,4	50,4	1,3
ZUS	68,4	1,2	64,1	1,7
Zone 3	58,5	1,5	56,3	1,5
Hors ZUS ZRR	56,2	1,5	54,4	1,4
ZUS	69,9	2,0	64,1	2,0
ZRR	58,4	1,3	57,3	1,2
France métropolitaine	54,5	1,7	50,6	1,9
Hors ZUS ZRR	50,8	1,7	47,1	1,8
ZUS	65,5	2,0	59,9	2,4
ZRR	58,4	1,3	57,3	1,2
DOM		74,0		66,8
Hors ZUS ZRR		74,0		66,5
ZUS		77,0		68,2
ZRR		-		2,9

Tableau 66
*Evolution de la part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement
 parmi les emménagés récents depuis 2000 - Logements HLM et SEM*

	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
2000				
France métropolitaine	56,3		52,2	
ZUS	65,5		60,3	
ZRR	59,3		59,3	
2003				
France métropolitaine	54,5	1,7	50,6	1,9
ZUS	65,5	2,0	59,9	2,4
ZRR	58,4	1,3	57,2	1,2
DOM		74,0		66,8
ZUS		77,0		68,2
ZRR				2,9

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Pour toutes les catégories de bailleurs sauf les administrations publiques, le pourcentage des bénéficiaires de l'APL est plus élevé parmi les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires. Ce pourcentage atteint 82,2 % pour les logements appartenant aux organismes agréés. La valeur est plus basse pour les bailleurs privés, mais l'écart avec l'ensemble des locataires est relativement important : respectivement 55,9 % et 45,1 %. Le parc de logements des administrations publiques représente un cas particulier puisque le pourcentage des bénéficiaires de l'APL est égal, chez les emménagés récents, à celui qui avait été relevé pour l'ensemble des locataires.

Tableau 67

Part des logements conventionnés et des bénéficiaires d'aides au logement parmi les emménagés récents par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Emménagés récents		Ensemble des locataires	
	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement	Part des bénéficiaires de l'APL	Part des bénéficiaires de l'allocation logement
Administrations publiques	53,3	1,3	53,8	1,6
SCI filiales de la CDC	55,5	1,0	52,3	1,8
Organismes agréés	82,2	6,1	75,2	4,2
Autres personnes morales	49,2	0,3	45,1	0,2
Total autres bailleurs sociaux	55,8	1,5	52,2	1,7
Bailleurs privés	55,9	1,6	45,1	1,3

MINIMA SOCIAUX PERÇUS PAR LES EMMÉNAGÉS RÉCENTS

Les bailleurs, écartés de l'analyse relative à l'ensemble des locataires du fait de valeurs aberrantes pour les minima sociaux, le sont également pour cette partie consacrée aux emménagés récents. Pour calculer la part de chacune des prestations sociales, on divise chacun des effectifs (Q35 à Q38) par le nombre de ménages ayant répondu à cet ensemble de questions (Q35 à Q39).

LOGEMENTS HLM ET SEM

La part des bénéficiaires des minima sociaux parmi les emménagés récents se présente comme suit : 6,3 % pour le RMI, 2,7 % pour l'API, 3,2 % pour l'AAH et 0,6 % pour le minimum vieillesse. Ces pourcentages sont supérieurs à ceux de l'ensemble des locataires pour deux prestations, RMI (5,6 %) et API (1,6 %) et inférieurs pour les deux autres prestations, AAH (3,5 %) et minimum vieillesse (1,4 %). Les mêmes constats avaient été faits en 2000.

Le pourcentage de bénéficiaires du RMI est de 10,5 % parmi les emménagés récents résidant en ZUS, et de 6,1 % en ZRR, soit des valeurs supérieures à celles observées pour l'ensemble des locataires. Pour le RMI et pour l'API, le pourcentage de bénéficiaires est plus élevé chez les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires dans les territoires prioritaires comme dans les autres secteurs géographiques. De même, le pourcentage des bénéficiaires de l'AAH et du minimum vieillesse est moins élevé chez les emménagés récents dans les zones prioritaires comme dans les autres territoires.

L'analyse par zones de prix permet de dégager un résultat intéressant : la surreprésentation des bénéficiaires du RMI parmi les emménagés récents concerne les zones 2 et 3, mais pas les zones 1 et 1 bis.

Tableau 68
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents
par région, département et agglomération -
Logements HLM et SEM

Région	Département Agglomérations	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Ile de France		2,8	1,3	2,0	0,6
	<i>Paris</i>	2,9	1,3	2,1	0,6
	75-Paris	5,0	1,6	5,7	2,3
	77-Seine et Marne	3,8	2,3	2,1	0,5
	<i>Meaux</i>	2,3	0,9	1,4	0,0
	78-Yvelines	1,5	1,0	1,2	0,3
	91-Essonne	2,0	1,3	1,5	0,4
	92-Hauts de Seine	1,5	0,6	1,2	0,2
	93-Seine Saint Denis	4,5	1,6	2,0	0,7
	94-Val de Marne	2,8	1,1	1,9	0,3
	95-Val-d'Oise	1,8	1,0	1,4	0,3
Champagne-Ardenne		7,8	3,6	3,7	0,5
	08-Ardenne	11,2	4,7	3,7	0,3
	<i>Charleville-Mézières</i>	11,4	4,4	3,4	0,3
	10-Aube	12,7	6,0	5,3	1,9
	<i>Troyes</i>	14,2	6,5	4,1	1,5
	51-Marne	4,9	2,5	3,5	0,3
	<i>Châlons-en-Champagne</i>	3,8	2,7	2,8	0,0
	<i>Reims</i>	5,8	2,9	3,7	0,0
	52-Haute-Marne	4,4	2,3	2,9	0,3
Picardie		8,0	3,9	3,9	0,9
	02-Aisne	7,8	4,0	4,2	0,7
	<i>Saint-Quentin</i>	-	-	-	-
	60-Oise	5,9	3,3	3,4	0,7
	<i>Beauvais</i>	10,5	5,4	5,1	1,5
	<i>Compiègne</i>	4,8	4,1	4,4	0,7
	<i>Creil</i>	5,8	2,9	3,4	0,4
	80-Somme	13,1	5,1	4,4	1,6
	<i>Amiens</i>	12,9	5,1	4,2	1,4
Haute-Normandie		5,9	2,8	3,0	0,5
	27-Eure	3,8	2,5	3,1	0,5
	<i>Evreux</i>	4,2	3,4	4,0	0,4
	76-Seine Maritime	6,5	2,9	2,9	0,5
	<i>Elbeuf</i>	6,0	3,1	3,2	1,0
	<i>Rouen</i>	4,8	2,0	2,4	0,5
	<i>Le Havre</i>	10,7	5,1	3,5	0,2
Centre		6,5	2,4	2,7	0,9
	18-Cher	7,8	3,0	3,0	0,4
	<i>Bourges</i>	7,5	3,2	2,0	0,2
	28-Eure et Loir	7,9	1,8	2,7	0,3
	<i>Chartres</i>	8,3	1,3	2,2	0,1
	36-Indre	3,1	0,5	3,3	0,3
	<i>Châteauroux</i>	-	-	-	-
	37-Indre et Loire	6,4	2,9	3,2	0,4
	<i>Tours</i>	7,0	2,8	3,0	0,5
	41-Loir et Cher	7,7	3,2	2,6	4,1
	<i>Blois</i>	9,0	3,7	2,3	3,9

Région	Département <i>Agglomérations</i>	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
	45-Loiret	5,4	1,9	2,1	0,5
	<i>Montargis</i>	2,2	0,6	1,2	0,2
	<i>Orléans</i>	6,1	2,2	2,1	0,7
Basse Normandie		5,8	2,6	4,3	1,2
	14-Calvados	4,4	2,2	2,7	1,8
	<i>Caen</i>	3,5	2,2	2,3	0,7
	50-Manche	5,6	2,7	6,0	0,7
	<i>Cherbourg</i>	9,0	4,1	6,6	0,2
	61-Orne	8,4	3,1	3,6	1,1
Bourgogne		6,4	3,1	4,3	0,5
	21-Côte-d'Or	6,4	2,5	3,2	0,5
	<i>Dijon</i>	7,4	2,7	3,3	0,4
	58-Nièvre	7,4	3,6	5,2	0,2
	<i>Nevers</i>	1,6	1,9	2,5	0,3
	71-Saône et Loire	6,0	3,0	4,5	0,5
	<i>Chalon-sur-Saône</i>	5,3	2,7	4,4	0,5
	89-Yonne	6,7	3,8	5,3	0,6
Nord-Pas-de-Calais		8,8	4,0	3,3	0,7
	59-Nord	8,0	3,4	3,1	0,7
	<i>Armentières</i>	5,1	4,0	2,4	1,8
	<i>Douai</i>	9,6	4,5	3,0	0,8
	<i>Dunkerque</i>	7,0	3,2	2,9	0,7
	<i>Lille</i>	6,3	2,7	2,2	0,6
	<i>Maubeuge</i>	18,7	6,6	5,2	1,0
	<i>Valenciennes</i>	10,7	4,7	4,6	0,4
	62-Pas de Calais	10,4	5,1	3,7	0,9
	<i>Arras</i>	7,4	3,9	3,5	0,8
	<i>Béthune</i>	7,1	3,0	5,1	0,7
	<i>Boulogne-sur-Mer</i>	16,6	11,4	5,1	0,3
	<i>Calais</i>	15,1	5,9	3,9	0,8
	<i>Saint-Omer</i>	7,8	3,9	3,0	1,0
Lorraine		6,7	3,3	2,4	0,6
	54-Meurthe et Moselle	7,3	3,2	2,1	0,4
	<i>Nancy</i>	7,3	3,2	2,0	0,3
	55-Meuse	12,6	6,8	4,9	0,3
	57-Moselle	5,0	2,7	2,1	0,7
	<i>Forbach</i>	8,0	3,7	3,9	1,1
	<i>Metz</i>	4,5	2,2	1,6	0,3
	<i>Thionville</i>	4,7	2,8	2,8	1,2
	88-Vosges	2,2	1,7	2,2	3,1
	<i>Epinal</i>	-	-	-	-
Alsace		4,4	2,2	2,4	0,5
	67-Bas-Rhin	5,3	3,0	1,7	0,8
	<i>Haguenau</i>	1,7	1,7	1,7	0,0
	<i>Strasbourg</i>	6,4	2,4	1,6	0,5
	68-Haut-Rhin	3,9	1,8	2,8	0,4
	<i>Colmar</i>	1,5	0,8	1,2	0,1
	<i>Mulhouse</i>	6,8	3,0	4,5	0,4
Franche-Comté		6,9	3,1	3,7	0,4
	25-Doubs	8,1	3,4	3,7	0,4
	<i>Besançon</i>	7,8	3,9	9,6	0,3
	<i>Montbéliard</i>	7,6	2,6	2,8	0,3
	39-Jura	4,7	2,3	3,6	0,0
	70-Haute-Saône	6,7	2,7	4,5	0,8

Région	Département <i>Agglomérations</i>	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
	90-Belfort	7,5	3,8	3,3	0,3
	<i>Belfort</i>	8,2	4,0	3,8	0,3
Pays de Loire		5,6	2,8	2,7	0,6
	44-Loire Atlantique	6,4	2,8	3,0	0,3
	<i>Nantes</i>	6,9	2,8	3,0	0,3
	<i>Saint-Nazaire</i>	9,2	4,1	4,2	0,4
	49-Maine et Loire	5,6	2,9	2,4	0,4
	<i>Angers</i>	7,3	3,4	2,6	0,1
	<i>Cholet</i>	-	-	-	-
	53-Mayenne	4,4	2,3	2,7	0,8
	<i>Laval</i>	5,5	2,6	2,2	1,3
	72-Sarthe	4,8	2,8	2,3	1,1
	<i>Le Mans</i>	5,2	2,6	2,0	1,2
	85-Vendée	4,7	3,1	2,8	1,0
Bretagne		7,5	3,9	5,4	0,7
	22-Côte d'Armor	8,4	4,6	6,4	0,4
	<i>Saint-Brieuc</i>	-	-	-	-
	29-Finistère	9,1	4,5	5,9	1,8
	<i>Brest</i>	12,8	6,8	6,7	1,3
	<i>Quimper</i>	5,7	1,0	3,1	0,5
	35-Ille et Vilaine	6,5	3,2	4,4	0,2
	<i>Rennes</i>	8,3	3,8	4,8	0,3
	<i>Saint-Malo</i>	0,8	3,2	0,8	0,0
	56-Morbihan	7,1	3,9	5,7	0,3
	<i>Lorient</i>	6,3	3,2	3,8	0,3
	<i>Vannes</i>	13,4	8,0	7,7	0,1
Poitou-Charentes		8,3	3,9	4,0	0,6
	16-Charente	10,6	3,8	5,7	1,0
	<i>Angoulême</i>	11,8	3,9	5,8	1,3
	17-Charente Maritime	8,8	2,4	2,9	0,3
	<i>La Rochelle</i>	5,7	1,4	2,0	0,5
	79-Deux-Sèvres	4,8	2,4	2,6	0,1
	<i>Niort</i>	4,3	1,3	2,4	0,5
	86-Vienne	7,6	5,2	3,6	0,6
	<i>Poitiers</i>	5,5	5,1	2,6	0,5
Aquitaine		6,8	2,8	4,4	0,5
	24-Dordogne	6,9	3,6	3,2	0,4
	<i>Bergerac</i>	-	-	-	-
	<i>Périgueux</i>	11,7	5,7	3,2	0,2
	33-Gironde	5,4	2,1	4,0	0,5
	<i>Arcachon</i>	3,9	1,7	3,6	0,3
	<i>Bordeaux</i>	6,2	2,0	4,2	0,5
	40-Landes	10,2	3,6	5,2	1,3
	47-Lot-et-Garonne	5,6	1,4	3,1	0,1
	64-Pyrénées Atlantiques	8,8	4,0	6,1	0,4
	<i>Bayonne</i>	11,0	4,2	5,8	0,8
	<i>Pau</i>	7,9	4,2	6,1	0,3
Midi-Pyrénées		8,0	2,8	3,9	0,5
	09-Ariège	-	-	-	-
	12-Aveyron	4,0	2,0	3,8	0,2
	31-Haute-Garonne	7,1	2,3	2,7	0,4
	<i>Toulouse</i>	7,3	2,3	2,6	0,4
	32-Gers	-	-	-	-
	46-Lot	5,8	2,2	4,9	0,4

Région	Département	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
	<i>Agglomérations</i>				
	65-Hautes Pyrénées	6,2	2,9	6,2	0,9
	<i>Tarbes</i>	-	-	-	-
	81-Tarn	14,7	4,6	6,0	0,3
	<i>Albi</i>	13,9	4,6	7,9	0,3
	<i>Castres</i>	17,1	4,8	4,1	0,0
	82-Tarn et Garonne	11,8	4,7	6,1	1,7
	<i>Montauban</i>	15,0	5,3	9,6	2,4
Limousin		8,3	5,4	6,0	0,3
	19-Corrèze	9,2	3,5	5,0	0,2
	<i>Brive-la-Gaillarde</i>	10,8	4,6	4,9	0,0
	23-Creuse	8,5	4,2	7,4	0,6
	87-Haute Vienne	7,9	6,4	6,0	0,3
	<i>Limoges</i>	7,7	7,3	6,3	0,3
Rhône-Alpes		4,0	1,8	2,4	0,4
	01-Ain	1,8	1,0	1,5	0,2
	<i>Bourg-en-Bresse</i>	0,8	0,5	0,9	0,0
	07-Ardèche	3,6	2,1	4,0	2,7
	26-Drôme	9,8	2,8	4,7	1,2
	<i>Romans-sur-Isère</i>	12,3	3,0	5,0	0,9
	<i>Valence</i>	9,7	3,0	4,8	0,2
	38-Isère	4,5	2,0	2,2	0,5
	<i>Grenoble</i>	7,1	2,1	3,3	0,4
	42-Loire	4,8	2,5	3,7	0,0
	<i>Roanne</i>	1,8	0,5	3,0	0,0
	<i>Saint-Chamond</i>	8,9	2,1	4,5	0,0
	<i>Saint-Etienne</i>	3,6	2,1	2,4	0,1
	69-Rhône	4,3	1,6	2,2	0,3
	<i>Lyon</i>	4,3	1,7	2,2	0,3
	<i>Villefranche-sur-Saône</i>	4,6	0,9	2,1	0,1
	73-Savoie	2,9	1,7	2,3	0,3
	<i>Chambéry</i>	2,5	1,2	2,2	0,3
	74-Haute-Savoie	3,0	1,5	1,8	0,5
	<i>Annecy</i>	2,4	1,3	2,3	0,4
	<i>Annemasse</i>	3,5	1,7	1,3	0,3
	<i>Cluses</i>	0,7	0,5	1,0	0,1
	<i>Thonon-les-Bains</i>	4,4	2,1	1,5	0,2
Auvergne		9,5	3,0	5,2	0,9
	03-Allier	17,7	4,2	6,7	0,6
	<i>Montluçon</i>	30,2	4,4	8,2	0,2
	<i>Vichy</i>	7,3	3,9	6,7	1,0
	15-Cantal	9,6	3,7	5,0	1,7
	43-Haute-Loire	5,2	1,8	6,0	1,7
	63-Puy-de-Dôme	7,3	2,9	4,3	0,7
	<i>Clermont-Ferrand</i>	8,0	3,2	4,4	0,7
Languedoc-Roussillon		9,9	3,2	3,1	0,7
	11-Aude	14,2	4,0	4,6	1,7
	30-Gard	9,4	2,8	2,5	0,7
	<i>Alès</i>	14,2	1,3	2,6	1,3
	<i>Nîmes</i>	11,7	1,3	2,6	0,5
	34-Hérault	6,1	1,8	2,4	0,4
	<i>Béziers</i>	-	-	-	-
	<i>Montpellier</i>	2,9	1,3	1,4	0,1
	<i>Sète</i>	5,6	0,9	2,8	1,9
	48-Lozère	2,6	0,6	3,9	0,0
	66-Pyrénées orientales	18,8	7,1	5,0	0,7
	<i>Perpignan</i>	18,7	7,0	5,0	0,5

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Département <i>Agglomérations</i>				
Provence Alpes Côte d'Azur	9,9	3,1	3,8	1,0
04-Alpes de Haute Provence	3,1	2,1	3,4	0,0
05-Hautes Alpes	2,0	0,8	2,0	0,3
06-Alpes Maritimes	4,3	2,5	4,3	1,1
<i>Menton</i>	2,5	2,5	2,8	0,6
<i>Nice</i>	4,8	2,7	4,7	1,5
13-Bouches du Rhône	12,5	3,2	3,4	1,3
<i>Arles</i>	-	-	-	-
<i>Marseille/Aix-en-Provence</i>	12,4	2,9	2,4	1,1
<i>Salon-de-Provence</i>	0,0	0,0	7,7	15,4
83-Var	10,5	2,2	5,0	0,6
<i>Fréjus</i>	2,6	1,9	3,6	1,1
<i>Toulon</i>	11,2	1,7	4,8	0,6
84-Vaucluse	10,4	4,9	3,4	0,6
<i>Avignon</i>	11,7	5,7	3,6	0,6
Corse	-	-	-	-
2a-Corse du Sud	-	-	-	-
<i>Ajaccio</i>	-	-	-	-
2b-Haute Corse	-	-	-	-
<i>Bastia</i>	-	-	-	-
France métropolitaine	6,3	2,7	3,2	0,6
DOM	12,3	2,0	1,5	1,3
971-Guadeloupe	10,7	1,3	1,6	2,5
<i>Point-à-Pitre</i>	-	-	-	-
972-Martinique	15,3	2,4	1,9	0,0
<i>Fort-de-France</i>	-	-	-	-
973-Guyane	13,4	1,1	1,6	0,1
<i>Cayenne</i>	-	-	-	-
974-Réunion	13,3	2,8	1,3	0,3
<i>Le Port</i>	7,3	2,5	0,2	0,1
<i>Saint-Denis</i>	19,2	3,1	1,9	0,9
<i>Saint-Paul</i>	13,6	1,0	0,2	0,0
<i>Saint-Pierre</i>	13,4	4,9	1,9	0,0

Tableau 69
*Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par zones prioritaires -
 Logements HLM et SEM*

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Ile de France	2,8	1,3	2,0	0,6
Hors ZUS	2,4	1,1	1,9	0,6
ZUS	4,1	1,7	2,2	0,6
Champagne-Ardenne	7,8	3,6	3,7	0,5
Hors ZUS ZRR	6,7	3,1	3,2	0,5
ZUS	11,1	5,0	4,4	0,7
ZRR	5,1	2,8	4,3	0,4
Picardie	8,0	3,9	3,9	0,9
Hors ZUS ZRR	5,7	3,1	3,2	0,7
ZUS	13,4	5,9	5,6	1,1
ZRR	10,9	2,9	5,1	4,2
Haute-Normandie	5,9	2,8	3,0	0,5
Hors ZUS ZRR	4,8	2,2	2,6	0,5
ZUS	9,3	4,6	4,1	0,4
ZRR	-	-	-	-
Centre	6,5	2,4	2,7	0,9
Hors ZUS ZRR	5,1	1,9	2,6	0,8
ZUS	12,2	4,3	2,9	1,3
ZRR	6,4	2,6	3,7	1,1
Basse Normandie	5,8	2,6	4,3	1,2
Hors ZUS ZRR	4,5	2,1	3,9	1,3
ZUS	12,9	5,7	6,7	0,6
ZRR	6,6	2,9	2,9	1,9
Bourgogne	6,4	3,1	4,3	0,5
Hors ZUS ZRR	5,4	2,7	4,2	0,5
ZUS	9,4	4,3	4,8	0,5
ZRR	5,9	2,7	4,6	0,4
Nord-Pas-de-Calais	8,8	4,0	3,3	0,7
Hors ZUS ZRR	7,0	3,3	3,2	0,8
ZUS	13,0	5,8	3,5	0,6
ZRR	18,2	9,1	9,1	0,0
Lorraine	6,7	3,3	2,4	0,6
Hors ZUS ZRR	4,9	2,3	2,0	0,5
ZUS	10,2	4,9	3,0	0,7
ZRR	10,9	8,0	4,3	0,6
Alsace	4,4	2,2	2,4	0,5
Hors ZUS ZRR	3,3	2,0	2,1	0,5
ZUS	10,8	3,8	4,0	0,3
ZRR	-	-	-	-
Franche-Comté	6,9	3,1	3,7	0,4
Hors ZUS ZRR	4,9	2,4	3,5	0,3
ZUS	11,6	4,7	4,2	0,4
ZRR	3,3	2,2	3,9	0,4

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Pays de Loire	5,6	2,8	2,7	0,6
Hors ZUS ZRR	4,4	2,3	2,6	0,5
ZUS	10,2	4,7	2,9	0,8
ZRR	3,3	2,1	2,3	0,6
Bretagne	7,5	3,9	5,4	0,7
Hors ZUS ZRR	6,2	3,3	5,3	0,7
ZUS	12,8	6,4	5,5	0,6
ZRR	3,4	1,7	2,3	1,1
Poitou-Charentes	8,3	3,9	4,0	0,6
Hors ZUS ZRR	6,1	3,4	3,2	0,5
ZUS	15,7	5,4	6,4	1,0
ZRR	6,6	4,8	4,2	0,6
Aquitaine	6,8	2,8	4,4	0,5
Hors ZUS ZRR	6,0	2,6	4,1	0,5
ZUS	9,4	3,5	5,5	0,5
ZRR	7,1	2,4	5,2	1,1
Midi-Pyrénées	8,0	2,8	3,9	0,5
Hors ZUS ZRR	6,3	2,6	3,4	0,5
ZUS	17,0	4,2	4,7	0,6
ZRR	4,9	2,4	5,5	0,6
Limousin	8,3	5,4	6,0	0,3
Hors ZUS ZRR	7,4	3,9	5,1	0,1
ZUS	11,2	11,9	7,3	0,5
ZRR	8,0	3,6	6,9	0,6
Rhône-Alpes	4,0	1,8	2,4	0,4
Hors ZUS ZRR	3,3	1,6	2,2	0,4
ZUS	7,0	2,4	2,8	0,4
ZRR	3,3	1,9	3,0	0,9
Auvergne	9,5	3,0	5,2	0,9
Hors ZUS ZRR	6,8	2,5	4,6	0,8
ZUS	18,9	4,8	6,4	1,1
ZRR	6,3	2,6	6,1	1,3
Languedoc-Roussillon	9,9	3,2	3,1	0,7
Hors ZUS ZRR	6,8	2,1	2,5	0,6
ZUS	17,8	6,0	4,6	0,8
ZRR	4,9	1,9	3,9	0,9
Provence Alpes Côte d'Azur	9,9	3,1	3,8	1,0
Hors ZUS ZRR	7,5	2,6	3,5	1,0
ZUS	17,9	5,0	4,8	1,2
ZRR	2,8	1,7	2,6	0,2
Corse	-	-	-	-
Hors ZUS ZRR	-	-	-	-
ZUS	-	-	-	-
ZRR	-	-	-	-
France métropolitaine	6,3	2,7	3,2	0,6
Hors ZUS ZRR	4,9	2,2	2,9	0,6
ZUS	10,5	4,2	3,8	0,7
ZRR	6,1	3,0	4,5	0,8

Région	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
DOM	12,3	2,0	1,5	1,3
Hors ZUS ZRR	12,1	2,1	1,7	1,2
ZUS	12,9	1,7	1,1	1,5
ZRR	-	-	-	-

*Tableau 70
Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par zones de prix -
Logements HLM et SEM*

Zone de prix	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Zone 1 bis	3,7	1,2	2,5	0,6
Hors ZUS	3,2	1,1	2,5	0,5
ZUS	7,8	1,9	3,0	1,2
Zone 1	2,5	1,3	1,6	0,4
Hors ZUS	2,0	1,1	1,4	0,4
ZUS	3,6	1,7	2,0	0,5
Zone 2	7,4	3,1	3,2	0,5
Hors ZUS ZRR	5,5	2,5	2,9	0,5
ZUS	11,9	4,7	4,0	0,6
Zone 3	6,4	2,9	3,7	0,8
Hors ZUS ZRR	5,3	2,4	3,4	0,7
ZUS	11,9	4,9	4,7	0,8
ZRR	6,1	3,0	4,5	0,8
France métropolitaine	6,3	2,7	3,2	0,6
Hors ZUS ZRR	4,9	2,2	2,9	0,6
ZUS	10,5	4,2	3,8	0,7
ZRR	6,1	3,0	4,5	0,8
DOM	12,3	2,0	1,5	1,3
Hors ZUS ZRR	12,1	2,1	1,7	1,2
ZUS	12,9	1,7	1,1	1,5
ZRR	-	-	-	-

Tableau 71
*Evolution de la part des minima sociaux perçus par les emménagés récents depuis 1997 -
 Logements HLM et SEM*

	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
1997				
France métropolitaine	6,1	3,0	2,7	0,9
DOM	23,4	5,4	2,1	3,0
2000				
France métropolitaine	6,6	2,5	2,8	0,8
ZUS	11,6	4,0	3,6	0,8
ZRR	6,4	2,5	3,8	1,1
DOM	13,6	1,6	1,6	0,3
ZUS	11,5	2,1	1,7	0,3
ZRR	-	-	-	-
2003				
France métropolitaine	6,3	2,7	3,2	0,6
ZUS	10,5	4,2	3,8	0,7
ZRR	6,1	3,0	4,5	0,8
DOM	12,3	2,0	1,5	1,3
ZUS	12,1	2,1	1,7	1,2
ZRR	-	-	-	-

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Pour le parc appartenant aux autres bailleurs sociaux ou aux bailleurs privés, on observe une proportion de bénéficiaires du RMI et de l'API légèrement plus élevée chez les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires. En revanche, la proportion de bénéficiaires de l'AAH et du minimum vieillesse est plus faible. Ces résultats sont identiques à ceux concernant le parc des logements HLM et SEM.

Tableau 72
*Part des minima sociaux perçus par les emménagés récents par catégories de bailleurs -
 Logements appartenant aux autres bailleurs*

Catégories de bailleurs	RMI	API	AAH	Minimum vieillesse
Administrations publiques	4,7	1,4	2,4	2,4
SCI filiales de la CDC	3,8	2,2	2,5	0,6
Organismes agréés	13,6	4,7	5,1	0,6
Autres personnes morales	7,5	1,8	2,7	0,6
Total autres bailleurs sociaux	5,9	2,0	2,6	1,3
Bailleurs privés	4,0	2,9	1,7	2,3

ACTIVITE PROFESSIONNELLE DES EMMENAGES RECENTS

Pour l'activité professionnelle, rappelons que l'unité de recueil de l'information n'est pas le ménage mais l'individu (personnes majeures). Le pourcentage de personnes appartenant à chacune de ces catégories est calculé par rapport au total des personnes pour lesquelles la variable est renseignée (Q42 à Q45). Rappelons que la fiabilité de cette variable est relative et qu'un certain nombre de données ont dû être éliminées.

LOGEMENTS HLM ET SEM

Les inactifs représentent 26,2 % des emménagés récents. Les actifs se répartissent en 65,5 % ayant un contrat stable, 16,9 % un emploi précaire et 17,6 % inscrits à l'ANPE.

Rappelons que le pourcentage d'inactifs est de 35,9 % pour l'ensemble des locataires. Cet écart de 10 points s'explique par le fait que les ménages emménagés récents sont globalement plus jeunes que les ménages résidant déjà dans le parc HLM. Il faut noter le cas particulier de quatre régions où l'écart est faible entre les emménagés récents et l'ensemble des locataires quant à la part d'inactifs : Poitou-Charentes, Languedoc-Roussillon, PACA et Corse.

Le pourcentage d'inscrits à l'ANPE est un peu inférieur parmi les emménagés récents avec un point d'écart. Les personnes occupant un emploi sont moins représentées parmi les emménagés récents lorsqu'il s'agit d'emplois stables, plus représentées lorsqu'il s'agit d'emplois précaires. Quelques régions font exception avec un pourcentage d'emplois stables plus élevé parmi les emménagés récents : Ile-de-France, Alsace, Aquitaine, Languedoc-Roussillon, PACA et Corse.

Dans les zones prioritaires, ZUS ou ZRR, on retrouve moins d'inactifs, moins d'actifs ayant un contrat stable et plus d'actifs ayant un emploi précaire chez les emménagés récents que dans l'ensemble des locataires.

Dans chacune des zones de prix, on retrouve moins d'inactifs, moins d'inscrits à l'ANPE et plus d'actifs ayant un emploi précaire chez les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires. Les actifs en emploi stable sont plus représentés chez les emménagés récents que parmi l'ensemble des ménages en zones 1 et 1 bis et moins en zone 2 et zone 3.

En 2000, on avait également relevé une part plus faible des inactifs parmi les emménagés récents, et une part plus importante des actifs, mais également plus souvent en emploi précaire qu'en emploi stable.

Tableau 73
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par région,
département et agglomération - Logements HLM et SEM

Région Département Agglomérations	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Ile de France	76,0	11,4	12,6	18,5
Paris	75,7	11,5	12,8	18,7
75-Paris	70,6	12,0	17,4	22,2
77-Seine et Marne	75,8	12,1	12,2	16,2
Meaux	75,2	13,3	11,6	17,0
78-Yvelines	78,9	11,4	9,7	17,2
91-Essonne	77,6	12,0	10,4	19,6
92-Hauts de Seine	80,2	9,0	10,8	16,5
93-Seine Saint Denis	71,7	12,4	15,8	18,5
94-Val de Marne	76,4	10,6	12,9	19,2
95-Val-d'Oise	76,6	12,1	11,3	19,5
Champagne-Ardenne	63,7	16,6	19,7	24,2
08-Ardenne	55,7	21,1	23,2	35,4
Charleville-Mézières	58,3	19,5	22,2	35,4
10-Aube	56,9	21,1	22,0	25,1
Troyes	52,2	28,1	19,8	28,1
51-Marne	68,0	14,5	17,5	21,2
Châlons-en-Champagne	62,1	19,9	18,1	32,6
Reims	68,4	13,4	18,2	19,2
52-Haute-Marne	65,0	13,6	21,4	24,2
Picardie	59,8	22,0	18,1	28,8
02-Aisne	58,7	16,1	25,2	36,8
Saint-Quentin	61,1	18,4	20,5	28,1
60-Oise	61,5	23,3	15,3	22,1
Beauvais	63,1	19,9	17,0	21,3
Compiègne	55,7	27,6	16,7	24,0
Creil	72,7	12,2	15,1	26,8
80-Somme	49,8	49,8	0,3	33,1
Amiens	52,7	21,7	25,6	23,7
Haute-Normandie	62,8	19,5	17,7	24,8
27-Eure	60,6	21,4	18,0	25,7
Evreux	57,8	27,2	15,0	31,5
76-Seine Maritime	63,2	19,1	17,6	24,6
Elbeuf	60,3	19,8	19,9	27,3
Rouen	63,3	19,7	17,0	24,4
Le Havre	62,6	18,3	19,1	28,5
Centre	64,8	17,7	17,5	24,9
18-Cher	65,4	11,3	23,3	35,2
Bourges	76,8	9,5	13,7	23,4
28-Eure et Loir	68,2	16,4	15,4	28,7
Chartres	63,4	19,4	17,2	24,9
36-Indre	72,5	12,6	14,9	19,4
Châteauroux	-	-	-	-
37-Indre et Loire	59,8	19,4	20,8	25,7
Tours	58,6	20,2	21,3	26,3
41-Loir et Cher	59,0	25,4	15,6	20,1
Blois	56,7	29,8	13,5	12,2

Région		Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
	Département				
	<i>Agglomérations</i>				
	45-Loiret	67,5	17,3	15,2	23,8
	<i>Montargis</i>	72,7	9,1	18,2	38,9
	<i>Orléans</i>	69,0	17,1	13,8	24,5
Basse Normandie		60,7	19,0	20,3	26,6
	14-Calvados	61,3	15,6	23,2	27,9
	<i>Caen</i>	57,1	17,3	25,6	20,7
	50-Manche	60,1	25,3	14,6	25,0
	<i>Cherbourg</i>	57,7	30,1	12,2	23,0
	61-Orne	59,6	16,7	23,7	24,8
Bourgogne		63,9	18,0	18,1	26,2
	21-Côte-d'Or	68,6	14,2	17,2	23,0
	<i>Dijon</i>	66,4	14,8	18,8	24,7
	58-Nièvre	69,5	19,8	10,7	20,2
	<i>Nevers</i>	73,2	18,3	8,5	17,8
	71-Saône et Loire	60,3	19,7	20,0	27,4
	<i>Chalon-sur-Saône</i>	59,3	18,9	21,8	24,9
	89-Yonne	62,4	20,6	17,0	29,7
Nord-Pas-de-Calais		60,5	18,1	21,4	31,4
	59-Nord	61,7	18,9	19,4	29,4
	<i>Armentières</i>	64,5	16,2	19,3	32,6
	<i>Douai</i>	58,7	16,9	24,4	32,4
	<i>Dunkerque</i>	58,7	21,7	19,5	34,3
	<i>Lille</i>	63,2	16,7	20,1	27,8
	<i>Maubeuge</i>	41,9	16,1	41,9	48,1
	<i>Valenciennes</i>	63,0	21,1	15,9	38,8
	62-Pas de Calais	58,0	16,6	25,4	34,9
	<i>Arras</i>	50,2	21,0	28,8	54,9
	<i>Béthune</i>	64,8	13,2	22,0	36,3
	<i>Boulogne-sur-Mer</i>	54,1	21,7	24,2	40,3
	<i>Calais</i>	53,2	14,7	32,1	31,0
	<i>Saint-Omer</i>	63,0	13,6	23,4	25,9
Lorraine		67,6	14,0	18,4	30,9
	54-Meurthe et Moselle	67,6	12,9	19,5	30,6
	<i>Nancy</i>	67,1	13,3	19,7	29,8
	55-Meuse	71,2	6,6	22,2	30,6
	57-Moselle	67,3	15,6	17,1	31,5
	<i>Forbach</i>	58,4	19,1	22,5	34,5
	<i>Metz</i>	70,5	13,7	15,8	32,7
	<i>Thionville</i>	67,4	14,6	18,0	32,2
	88-Vosges	62,7	16,3	21,0	13,4
	<i>Epinal</i>	-	-	-	-
Alsace		64,5	14,7	20,8	23,7
	67-Bas-Rhin	59,3	12,6	28,1	18,4
	<i>Haguenau</i>	69,1	13,3	17,6	15,5
	<i>Strasbourg</i>	55,0	11,5	33,5	19,2
	68-Haut-Rhin	67,0	15,7	17,3	26,0
	<i>Colmar</i>	69,9	13,7	16,4	19,9
	<i>Mulhouse</i>	59,8	19,7	20,5	27,8
Franche-Comté		63,3	13,8	23,0	35,4
	25-Doubs	62,0	13,0	24,9	31,0
	<i>Besançon</i>	59,6	12,3	28,1	30,0
	<i>Montbéliard</i>	58,7	16,2	25,1	26,9
	39-Jura	62,7	20,3	17,0	29,2

Région		Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
	Département				
	<i>Agglomérations</i>				
	70-Haute-Saône	64,1	17,4	18,4	31,8
	90-Belfort	66,5	5,7	27,8	50,7
	<i>Belfort</i>	63,9	6,1	30,0	50,4
Pays de Loire		60,0	21,4	18,6	22,8
	44-Loire Atlantique	61,6	19,6	18,8	23,9
	<i>Nantes</i>	60,2	18,9	20,9	21,6
	<i>Saint-Nazaire</i>	63,9	20,0	16,1	35,0
	49-Maine et Loire	64,5	15,8	19,7	20,9
	<i>Angers</i>	63,2	14,5	22,2	15,9
	<i>Cholet</i>	-	-	-	-
	53-Mayenne	60,1	24,7	15,2	17,2
	<i>Laval</i>	56,2	28,5	15,3	12,2
	72-Sarthe	51,2	28,2	20,5	27,9
	<i>Le Mans</i>	54,9	21,9	23,2	37,9
	85-Vendée	58,5	25,9	15,6	20,6
Bretagne		61,0	21,4	17,6	28,5
	22-Côte d'Armor	63,9	24,0	12,0	31,2
	<i>Saint-Brieuc</i>	-	-	-	-
	29-Finistère	58,9	20,6	20,5	24,8
	<i>Brest</i>	49,3	20,0	30,7	26,6
	<i>Quimper</i>	64,7	19,7	15,6	23,5
	35-Ille et Vilaine	61,1	22,5	16,3	29,3
	<i>Rennes</i>	60,2	21,7	18,1	32,9
	<i>Saint-Malo</i>	60,5	24,7	14,7	28,6
	56-Morbihan	67,4	16,9	15,7	36,4
	<i>Lorient</i>	67,6	15,2	17,2	40,6
	<i>Vannes</i>	68,2	22,7	9,1	24,1
Poitou-Charentes		62,5	17,8	19,8	31,0
	16-Charente	51,9	21,0	27,1	34,4
	<i>Angoulême</i>	50,5	20,6	29,0	37,0
	17-Charente Maritime	60,2	17,6	22,2	32,6
	<i>La Rochelle</i>	67,8	16,4	15,8	33,1
	79-Deux-Sèvres	65,2	17,8	17,0	40,7
	<i>Niort</i>	66,2	16,6	17,2	7,4
	86-Vienne	69,7	15,6	14,8	21,6
	<i>Poitiers</i>	72,3	14,6	13,1	22,4
Aquitaine		63,2	17,1	19,6	22,9
	24-Dordogne	57,6	18,4	24,0	29,4
	<i>Bergerac</i>	-	-	-	-
	<i>Périgueux</i>	65,3	19,4	15,3	21,7
	33-Gironde	65,2	16,1	18,7	21,7
	<i>Arcachon</i>	66,4	18,9	14,8	19,6
	<i>Bordeaux</i>	62,1	18,1	19,8	19,3
	40-Landes	54,3	21,3	24,5	26,7
	47-Lot-et-Garonne	58,2	18,5	23,3	26,4
	64-Pyrénées Atlantiques	63,2	18,1	18,7	22,9
	<i>Bayonne</i>	58,6	23,9	17,5	27,5
	<i>Pau</i>	61,1	16,5	22,4	23,9
Midi-Pyrénées		64,5	17,3	18,2	28,0
	09-Ariège	-	-	-	-
	12-Aveyron	64,5	18,6	16,9	34,0
	31-Haute-Garonne	67,1	16,8	16,1	18,0
	<i>Toulouse</i>	67,3	16,3	16,4	17,8

Région		Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
	Département				
	<i>Agglomérations</i>				
	32-Gers	-	-	-	-
	46-Lot	68,6	17,7	13,8	26,8
	65-Hautes Pyrénées	67,4	17,7	14,9	36,3
	<i>Tarbes</i>	-	-	-	-
	81-Tarn	54,9	13,6	31,5	43,3
	<i>Albi</i>	59,5	12,4	28,1	43,3
	<i>Castres</i>	40,3	21,8	37,9	47,6
	82-Tarn et Garonne	51,3	28,8	19,9	32,8
	<i>Montauban</i>	57,8	22,4	19,8	30,1
Limousin		60,6	19,6	19,8	20,9
	19-Corrèze	56,5	24,0	19,5	17,1
	<i>Brive-la-Gaillarde</i>	55,8	23,8	20,4	17,6
	23-Creuse	53,5	26,1	20,3	29,7
	87-Haute Vienne	63,1	17,1	19,8	19,6
	<i>Limoges</i>	59,3	18,5	22,3	19,7
Rhône-Alpes		66,1	17,9	16,0	27,6
	01-Ain	74,5	13,6	11,9	23,0
	<i>Bourg-en-Bresse</i>	69,2	15,5	15,4	31,3
	07-Ardèche	66,7	13,8	19,4	23,0
	26-Drôme	63,1	14,1	22,7	37,2
	<i>Romans-sur-Isère</i>	58,6	9,4	32,0	49,3
	<i>Valence</i>	65,0	15,1	20,0	32,1
	38-Isère	66,7	17,6	15,7	26,8
	<i>Grenoble</i>	63,2	18,2	18,7	33,3
	42-Loire	54,9	22,2	23,0	35,3
	<i>Roanne</i>	76,3	20,3	3,4	17,4
	<i>Saint-Chamond</i>	60,8	11,7	27,5	32,2
	<i>Saint-Etienne</i>	46,0	27,1	26,9	30,5
	69-Rhône	65,3	19,6	15,1	24,5
	<i>Lyon</i>	64,6	19,9	15,5	24,4
	<i>Villefranche-sur-Saône</i>	67,4	17,8	14,8	28,3
	73-Savoie	65,1	18,5	16,5	25,5
	<i>Chambéry</i>	67,5	14,6	17,9	29,7
	74-Haute-Savoie	70,9	15,1	14,0	39,3
	<i>Annecy</i>	70,4	16,0	13,6	44,3
	<i>Annemasse</i>	74,6	11,1	14,3	36,4
	<i>Cluses</i>	71,8	15,4	12,8	40,6
	<i>Thonon-les-Bains</i>	72,4	10,0	17,6	45,4
Auvergne		55,8	24,5	19,7	30,5
	03-Allier	42,4	35,3	22,3	38,5
	<i>Montluçon</i>	61,5	17,1	21,4	64,4
	<i>Vichy</i>	56,2	17,3	26,5	10,2
	15-Cantal	47,8	36,5	15,7	17,5
	43-Haute-Loire	55,2	21,6	23,2	33,5
	63-Puy-de-Dôme	65,4	15,6	19,0	28,0
	<i>Clermont-Ferrand</i>	64,7	15,4	19,8	27,1
Languedoc-Roussillon		64,4	13,5	22,1	41,2
	11-Aude	59,4	17,7	23,0	53,0
	30-Gard	65,8	13,0	21,1	34,0
	<i>Alès</i>	53,5	15,8	30,7	40,6
	<i>Nîmes</i>	64,9	9,8	25,3	31,7

Région		Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
	Département				
	<i>Agglomérations</i>				
	34-Hérault	66,4	11,0	22,6	39,2
	<i>Béziers</i>	-	-	-	-
	<i>Montpellier</i>	68,8	9,9	21,3	38,1
	<i>Sète</i>	67,6	22,1	10,3	24,4
	48-Lozère	54,3	33,2	12,5	21,0
	66-Pyrénées orientales	58,2	13,7	28,1	48,5
	<i>Perpignan</i>	57,9	13,0	29,1	49,2
	Provence Alpes Côte d'Azur	63,3	16,9	19,8	33,3
	04-Alpes de Haute Provence	78,0	4,9	17,2	23,1
	05-Hautes Alpes	64,2	21,1	14,7	16,0
	06-Alpes Maritimes	70,8	16,7	12,6	31,7
	<i>Menton</i>	79,2	11,9	8,9	34,5
	<i>Nice</i>	74,9	11,0	14,2	33,8
	13-Bouches du Rhône	57,7	18,6	23,7	27,8
	<i>Arles</i>	-	-	-	-
	<i>Marseille/Aix-en-</i>				
Provence		68,1	12,8	19,1	39,7
	<i>Salon-de-Provence</i>	61,9	12,7	25,4	31,5
	83-Var	59,8	15,0	25,3	37,5
	<i>Fréjus</i>	76,5	8,9	14,6	79,8
	<i>Toulon</i>	60,7	14,6	24,7	39,4
	84-Vaucluse	71,3	18,2	10,5	49,4
	<i>Avignon</i>	71,2	17,7	11,0	50,6
	Corse	77,8	7,0	15,2	27,2
	2a-Corse du Sud	77,8	7,0	15,2	27,2
	<i>Ajaccio</i>	-	-	-	-
	2b-Haute Corse	-	-	-	-
	<i>Bastia</i>	-	-	-	-
	France métropolitaine	65,5	16,9	17,6	26,2
	DOM	57,8	19,4	22,7	34,4
	971-Guadeloupe	59,9	9,8	30,3	26,2
	<i>Point-à-Pitre</i>	-	-	-	-
	972-Martinique	70,9	25,3	3,8	43,7
	<i>Fort-de-France</i>	-	-	-	-
	973-Guyane	65,6	20,9	13,5	22,7
	<i>Cayenne</i>	-	-	-	-
	974-Réunion	40,6	3,6	55,8	4,1
	<i>Le Port</i>	58,0	23,1	18,8	46,9
	<i>Saint-Denis</i>	31,2	54,6	14,2	33,2
	<i>Saint-Paul</i>	41,9	36,2	21,9	38,8
	<i>Saint-Pierre</i>	37,2	25,8	36,9	48,4

Tableau 74
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par zones prioritaires - Logements HLM et SEM

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Ile de France	76,0	11,4	12,6	18,5
Hors ZUS	77,9	10,9	11,2	16,9
ZUS	70,0	13,1	16,9	23,1
Champagne-Ardenne	63,7	16,6	19,7	24,2
Hors ZUS ZRR	68,0	15,1	16,9	20,8
ZUS	53,6	20,6	25,8	30,0
ZRR	66,2	15,0	18,8	25,0
Picardie	59,8	22,0	18,1	28,8
Hors ZUS ZRR	63,2	21,7	15,1	24,7
ZUS	48,5	22,9	28,6	40,1
ZRR	52,5	40,0	7,5	29,8
Haute-Normandie	62,8	19,5	17,7	24,8
Hors ZUS ZRR	65,6	18,9	15,6	24,0
ZUS	51,9	22,1	25,9	27,7
ZRR	-	-	-	-
Centre	64,8	17,7	17,5	24,9
Hors ZUS ZRR	67,6	17,1	15,4	22,2
ZUS	47,8	23,4	28,7	37,2
ZRR	66,3	15,1	18,6	24,7
Basse Normandie	60,7	19,0	20,3	26,6
Hors ZUS ZRR	63,6	17,7	18,7	26,5
ZUS	44,0	26,7	29,2	27,3
ZRR	65,7	15,5	18,8	27,5
Bourgogne	63,9	18,0	18,1	26,2
Hors ZUS ZRR	66,2	16,8	17,0	25,1
ZUS	55,0	22,0	23,0	29,6
ZRR	68,1	17,2	14,7	26,3
Nord-Pas-de-Calais	60,5	18,1	21,4	31,4
Hors ZUS ZRR	64,2	17,1	18,6	29,6
ZUS	49,9	20,9	29,2	35,9
ZRR	70,0	15,0	15,0	20,0
Lorraine	67,6	14,0	18,4	30,9
Hors ZUS ZRR	71,6	13,2	15,2	27,5
ZUS	53,3	17,7	29,0	40,2
ZRR	72,2	8,9	18,9	29,5
Alsace	64,5	14,7	20,8	23,7
Hors ZUS ZRR	68,2	14,3	17,4	23,5
ZUS	45,8	16,6	37,6	24,6
ZRR	-	-	-	-
Franche-Comté	63,3	13,8	23,0	35,4
Hors ZUS ZRR	69,0	13,0	18,0	33,4
ZUS	51,7	14,9	33,3	39,7
ZRR	68,3	18,6	13,1	24,3

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Pays de Loire	60,0	21,4	18,6	22,8
Hors ZUS ZRR	63,1	21,0	15,9	20,0
ZUS	47,6	22,8	29,6	32,3
ZRR	62,5	24,1	13,3	21,4
Bretagne	61,0	21,4	17,6	28,5
Hors ZUS ZRR	63,3	20,7	16,0	26,7
ZUS	50,5	24,4	25,1	35,6
ZRR	70,1	21,6	8,4	23,0
Poitou-Charentes	62,5	17,8	19,8	31,0
Hors ZUS ZRR	66,4	17,1	16,5	29,7
ZUS	48,3	19,5	32,2	35,4
ZRR	65,4	18,7	15,9	29,5
Aquitaine	63,2	17,1	19,6	22,9
Hors ZUS ZRR	65,2	17,0	17,8	20,9
ZUS	59,3	16,7	23,9	27,7
ZRR	52,5	22,5	25,0	25,7
Midi-Pyrénées	64,5	17,3	18,2	28,0
Hors ZUS ZRR	66,2	16,8	17,0	26,1
ZUS	45,6	19,1	35,4	40,4
ZRR	67,8	18,5	13,7	28,2
Limousin	60,6	19,6	19,8	20,9
Hors ZUS ZRR	65,7	17,4	16,9	16,7
ZUS	44,6	21,1	34,2	23,6
ZRR	59,0	23,4	17,6	27,3
Rhône-Alpes	66,1	17,9	16,0	27,6
Hors ZUS ZRR	68,8	16,8	14,4	26,3
ZUS	54,6	22,8	22,6	32,9
ZRR	68,5	16,9	14,6	23,1
Auvergne	55,8	24,5	19,7	30,5
Hors ZUS ZRR	58,4	24,1	17,5	26,4
ZUS	52,8	20,4	26,8	42,4
ZRR	50,2	32,3	17,4	23,4
Languedoc-Roussillon	64,4	13,5	22,1	41,2
Hors ZUS ZRR	68,7	12,4	18,8	39,1
ZUS	51,1	13,6	35,3	48,6
ZRR	59,5	26,6	14,0	34,0
Provence Alpes Côte d'Azur	63,3	16,9	19,8	33,3
Hors ZUS ZRR	66,3	16,3	17,4	31,4
ZUS	51,0	19,4	29,6	40,3
ZRR	71,3	15,1	13,5	27,2
Corse	77,8	7,0	15,2	27,2
Hors ZUS ZRR	77,8	7,0	15,2	27,2
ZUS	-	-	-	-
ZRR	-	-	-	-

Région	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
France métropolitaine	65,5	16,9	17,6	26,2
Hors ZUS ZRR	68,4	16,2	15,4	24,3
ZUS	55,4	19,2	25,4	32,3
ZRR	64,3	18,7	17,0	26,0
DOM	57,8	19,4	22,7	34,4
Hors ZUS ZRR	60,7	17,5	21,8	34,1
ZUS	48,9	24,3	26,8	36,3
ZRR	-	-	-	-

*Tableau 75
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par zones de prix -
Logements HLM et SEM*

Zone de prix	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Zone 1 bis	73,9	10,9	15,2	19,5
Hors ZUS	75,8	10,2	14,0	19,2
ZUS	61,8	15,7	22,5	21,6
Zone 1	76,7	11,3	12,1	18,5
Hors ZUS	78,7	10,8	10,4	16,2
ZUS	71,4	12,3	16,3	23,6
Zone 2	62,8	17,5	19,7	27,6
Hors ZUS ZRR	66,9	16,4	16,7	24,9
ZUS	51,8	20,3	27,8	33,7
Zone 3	63,3	18,9	17,8	28,0
Hors ZUS ZRR	65,3	18,4	16,3	26,7
ZUS	49,6	22,5	27,9	36,8
ZRR	64,2	19,0	16,8	25,5
France métropolitaine	65,5	16,9	17,6	26,2
Hors ZUS ZRR	68,4	16,2	15,4	24,3
ZUS	55,4	19,2	25,4	32,3
ZRR	64,3	18,7	17,0	26,0
DOM	57,8	19,4	22,7	34,4
Hors ZUS ZRR	60,7	17,5	21,8	34,1
ZUS	48,9	24,3	26,8	36,3
ZRR	-	-	-	-

Tableau 76
Evolution de l'activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes –
Logements HLM et SEM

	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
1997				
France métropolitaine	63,3	13,9	22,8	
DOM	52,1	21,8	26,1	
2000				
France métropolitaine	63,7	16,2	20,0	28,1
ZUS	54,3	18,1	27,6	31,4
ZRR	58,6	18,4	23,0	27,8
DOM	61,5	16,5	22,0	49,8
ZUS	63,4	17,1	19,6	55,5
ZRR	-	-	-	-
2003				
France métropolitaine	65,5	16,9	17,6	26,2
ZUS	55,4	19,2	25,4	32,3
ZRR	64,3	18,7	17,0	26,0
DOM	64,3	18,7	17,0	26,0
ZUS	48,9	24,3	26,8	36,3
ZRR	-	-	-	-

LOGEMENTS APPARTENANT AUX AUTRES BAILLEURS

Les constats effectués pour le parc HLM quant à la comparaison de l'activité professionnelle des emménagés récents avec celle de l'ensemble des locataires valent également pour les autres bailleurs sociaux et pour les bailleurs privés. On peut noter cependant une exception : des contrats stables plus représentés chez les emménagés récents du parc des autres personnes morales que parmi l'ensemble des locataires de ce même parc. Par ailleurs on retrouve, dans le parc considéré ici, un pourcentage moins élevé d'inactifs. La part des inscrits à l'ANPE est plus faible parmi les emménagés récents que parmi l'ensemble des locataires pour le parc des filiales de la CDC et des autres personnes morales. Parmi les actifs ayant un emploi, les contrats précaires sont plus représentés chez les emménagés récents que parmi l'ensemble des ménages, les contrats stables étant, au contraire, moins représentés (les autres personnes morales faisant exception sur ce dernier point).

Tableau 77
Activité professionnelle des personnes majeures emménagées récentes par catégories de bailleurs - Logements appartenant aux autres bailleurs

Catégories de bailleurs	Contrats stables	Contrats précaires	Inscrits à l'ANPE	Inactifs
Administrations publiques	64,0	21,3	14,7	18,5
SCI filiales de la CDC	73,7	9,4	16,9	20,6
Organismes agréés	36,9	26,8	36,3	38,5
Autres personnes morales	58,3	20,2	21,6	25,4
Total autres bailleurs sociaux	62,2	18,9	18,9	23,0
Bailleurs privés	70,2	14,0	15,9	20,4

ANNEXES

ANNEXE 1

TESTS DE COHERENCE ET CORRECTIONS DES DONNEES

VERIFICATION ET CORRECTIONS A PARTIR D'UNE ANALYSE DE LA COHERENCE SPATIALE DES DONNEES

La vérification des résultats de l'enquête a permis d'identifier dans un premier temps des valeurs aberrantes dues manifestement à des erreurs de saisie ainsi que des incohérences dans les réponses des organismes principalement dues à l'introduction lors de l'enquête 2003 d'un nouveau niveau d'agrégation des données. Il était en effet demandé d'agréger les résultats de l'enquête à l'échelon des zones de prix et également à l'échelon des agglomérations¹ de plus de 50 000 habitants.

Un certain nombre de bailleurs n'ont pas compris qu'ils devaient effectuer autant d'enregistrements de données que de zones de prix et ajouter un enregistrement par agglomération. Plusieurs erreurs ont été détectées au vu des données ou lors de l'interrogation des DDE ou des organismes d'HLM : absence de données à l'échelon des agglomérations ; transmission des données à l'échelon de l'agglomération et transmission, pour la zone de prix, des données des logements de la zone de prix non compris dans l'agglomération ; erreurs d'affectation des communes dans les zones de prix...

Pour vérifier les incohérences dues au mode d'enregistrement, nous avons identifié, pour chaque département, le nombre de communes réparties par zones de prix et agglomérations (cf. tableau 1). Ce tableau distingue les communes uniquement en zone 1, en zone 1 et en agglomération, uniquement en zone 2, en zone 2 et en agglomération, strictement en zone 3, en zone 3 et en agglomération.

Au vu de ce tableau et d'une représentation cartographique de ces zonages, nous avons pu distinguer trois cas de figure :

- Les départements ne comptant aucune agglomération. C'est le cas le plus simple : l'ensemble du département étant est en zone 3 ; les bailleurs n'avaient à produire les données qu'à l'échelon de l'ensemble du département (en identifiant seulement les ZUS et les ZRR s'il y en a).
- Les départements dans lesquels l'agglomération² correspond exactement au pourtour d'une zone de prix. Paris représente un cas particulier, l'ensemble du département formant l'agglomération de Paris. Dans ces départements, nous avons vérifié que les enregistrements apparaissant en zone de prix étaient répétés en agglomération et vice-versa. Lorsque ce n'était pas le cas, nous avons corrigé la base en répétant les enregistrements qui ne l'étaient pas.
- Les départements dans lesquels l'agglomération ne recouvre pas la totalité du territoire d'une zone de prix ou bien recouvre deux zones de prix différentes. Pour

¹ Unités urbaines au sens de l'INSEE d'après les résultats du recensement de 1999.

² Une agglomération ou une partie d'agglomération (Valence dans le 07 et le 26, Bayonne dans le 40 et le 64, St Etienne dans le 42 et le 43).

ces départements, nous n'avons pas de moyen de vérifier si les données ont été transmises correctement à l'échelon des zones de prix et des agglomérations.

Nous avons rapproché ensuite le total des logements par département et par agglomérations apparaissant dans l'enquête OPS des effectifs de logements fournis par les diverses enquêtes permettant de recenser le patrimoine (enquêtes parc locatif social, conventionnement et SRU) afin d'identifier les territoires dans lesquels demeurait un écart important entre l'enquête OPS et les autres sources.

Une confrontation des données avec celles des fédérations des organismes d'HLM (offices et entreprises sociales de l'habitat)³ a permis d'effectuer une deuxième série de corrections suite à des erreurs diverses :

- erreur de codage pour la variable « catégorie d'organismes »,
- confusion dans les différents périmètres (zones de prix et agglomérations).

Ces corrections ont été opérées à partir d'une confrontation des données à l'échelon des départements et des zones de prix et de manière moins systématique à l'échelon des agglomérations, les fédérations considérant les données moins fiables à cet échelon géographique. Par ailleurs, nous n'avons pas pu effectuer de telles vérifications pour le patrimoine géré par d'autres bailleurs que les organismes d'HLM.

□ **Récapitulatif des corrections réalisées lors de cette première étape :**

- corrections des valeurs aberrantes,
- ajout d'un enregistrement pour les départements dans lesquels l'agglomération se superpose avec une zone de prix,
- correction de la catégorie d'organismes en cas d'erreurs détectées,
- modification des données dans les cas où ont été repérées des confusions entre zonages géographiques.

³ Ces fédérations disposent des réponses à l'enquête transmises par leurs adhérents.

*Tableau 1 (1/2)
Répartition des communes par département, par zone de prix et selon l'existence d'une ou plusieurs agglomérations*

Départ.	Zone 1 hors agglo	Zone 1 en agglo	Zone 2 hors agglo	Zone 2 en agglo	Zone 3 hors agglo	Zone 3 en agglo
01	0	0	0	24	390	5
02	0	0	0	0	809	7
03	0	0	0	0	303	17
04	0	0	0	0	200	0
05	0	0	0	0	177	0
06	0	0	0	59	104	0
07	0	0	0	4	335	0
08	0	0	0	0	456	7
09	0	0	0	0	332	0
10	0	0	0	17	414	0
11	0	0	0	0	438	0
12	0	0	0	0	304	0
13	0	0	15	46	56	2
14	0	0	0	18	687	0
15	0	0	0	0	260	0
16	0	0	0	16	388	0
17	0	0	0	8	464	0
18	0	0	0	0	285	5
19	0	0	0	0	281	5
21	0	0	0	15	692	0
22	0	0	0	0	366	6
23	0	0	0	0	260	0
24	0	0	0	0	529	28
25	0	0	0	32	562	0
26	0	0	0	5	359	6
27	0	0	33	8	626	8
28	0	0	0	0	394	9
29	0	0	1	8	270	4
2A	0	0	123	1	0	0
2B	0	0	230	6	0	0
30	0	0	0	8	330	15
31	0	0	0	72	516	0
32	0	0	0	0	463	0
33	0	0	1	51	482	8
34	0	0	0	11	324	8
35	0	0	0	10	341	1
36	0	0	0	0	243	4
37	0	0	0	23	254	0
38	0	0	35	35	463	0
39	0	0	0	0	545	0
40	0	0	0	2	329	0
41	0	0	0	0	285	6
42	0	0	1	16	286	24
43	0	0	0	2	258	0
44	0	0	2	30	189	0
45	0	0	0	19	307	8
46	0	0	0	0	340	0
47	0	0	0	0	303	14
48	0	0	0	0	185	0

*Tableau 2 (2/2)
Répartition des communes par département, par zone de prix et selon l'existence d'une ou plusieurs agglomérations*

Départ.	Zone 1 hors agglo	Zone 1 en agglo	Zone 2 hors agglo	Zone 2 en agglo	Zone 3 hors agglo	Zone 3 en agglo
49	0	0	0	12	351	1
50	0	0	0	0	595	7
51	0	0	0	7	607	5
52	0	0	0	0	432	0
53	0	0	0	0	258	3
54	0	0	1	42	551	0
55	0	0	0	0	498	0
56	0	0	0	5	254	2
57	0	0	0	54	661	15
58	0	0	0	0	307	5
59	0	0	55	180	411	7
60	0	0	73	10	585	25
61	0	0	0	0	507	0
62	0	0	60	115	693	26
63	0	0	0	17	453	0
64	0	0	0	65	480	0
65	0	0	0	0	461	13
66	0	0	0	11	215	0
67	0	0	8	20	493	5
68	0	0	6	19	346	6
69	0	0	2	93	197	1
70	0	0	0	0	544	1
71	0	0	17	0	545	11
72	0	0	1	12	362	0
73	0	0	0	18	287	0
74	0	0	0	30	242	21
75	0	20	0	0	0	0
76	0	0	0	53	690	2
77	10	48	449	7	0	0
78	3	85	174	0	0	0
79	0	0	0	0	305	3
80	0	0	0	10	773	0
81	0	0	0	0	309	15
82	0	0	0	0	190	5
83	0	0	0	25	125	3
84	0	0	0	16	135	0
85	0	0	0	0	283	0
86	0	0	0	8	273	0
87	0	0	0	7	194	0
88	0	0	0	0	504	11
89	0	0	0	0	453	0
90	0	0	0	0	85	17
91	3	78	115	0	0	0
92	0	36	0	0	0	0
93	0	40	0	0	0	0
94	0	47	0	0	0	0
95	25	61	99	0	0	0
97	0	0	0	0	0	0

Parce qu'un traitement exhaustif des erreurs d'affectation de zonage pour les bailleurs de l'ancien champ n'a été possible que par département et par zone, nous présenterons les résultats séparément de ceux des agglomérations.

Nous avons noté dans quelques cas, et plus particulièrement les SEM, des taux de représentativité supérieurs à 100 %. Ceci peut s'expliquer par une mauvaise évaluation du patrimoine des SEM lors des enquêtes conventionnement ou PLS, mais surtout par des erreurs dans le périmètre de l'enquête OPS, certaines SEM ayant pu transmettre des données sur les locataires au-delà du patrimoine concerné par cette dernière enquête. Nous avons alors effectué un redressement des résultats, à l'échelon des départements d'une part, des agglomérations d'autre part, en prenant comme référence l'effectif de logements fournis par l'enquête PLS.

Les tableaux ci-dessous présentent les taux de représentativité apparaissant à la suite de ce redressement.

Tableau 3
Répartition des départements en fonction du taux de représentativité de l'enquête OPS par
rapport au nombre de logements dénombrés par l'enquête PLS
(champ couvert par les organismes d'HLM seulement)

	Représentativité acceptable (>60%)		Représentativité insuffisante	
	Départements	Agglomérations	Départements	Agglomérations
Ile-de-France	75-Paris 77-Seine et Marne 78-Yvelines 91-Essonnes 92-Hauts de Seine 93-Seine Saint Denis 95-Val-d'Oise	75-Paris 77-Meaux		
Champagne-Ardenne	08-Ardenne 10-Aube 51-Marne 52-Haute-Marne	08-Charleville-Mézières 10-Troyes 51-Châlons-en-Champagne 51-Reims		
Picardie	02-Aisne 60-Oise	60-Beauvais 60-Compiègne 60-Creil	80-Somme (58,6)	02-Saint-Quentin (36,0)
Haute-Normandie	27-Eure 76-Seine-Maritime	27-Evreux 76-Elbeuf 76-Rouen 76-Le Havre		
Centre	18-Cher 28-Eure et Loir 36-Indre 37-Indre et Loire 41-Loir et Cher 45-Loiret	28-Chartres 37-Tours 41-Blois 45-Montargis 45-Orléans		18-Bourges (50,2) 36-Châteauroux (0)
Basse-Normandie	14-Calvados 50-Manche 61-Orne	14-Caen 50-Cherbourg		
Bourgogne	21-Côte-d'Or 58-Nièvre 71-Saône et Loire 89-Yonne	21-Dijon 71-Chalon-sur-Saône		58-Nevers (19,2)
Nord-Pas-de-Calais	59-Nord 62-Pas de Calais	59-Armentières 59-Douai 59-Dunkerque 59-Lille 59-Valenciennes 62-Arras 62-Béthune 62-Boulogne-sur-Mer 62-Calais 62-Saint-Omer		59-Maubeuge (38,2)
Lorraine	54-Meurthe et Moselle 55-Meuse 57-Moselle 88-Vosges	54-Nancy 57-Forbach 57-Metz 57-Thionville 88-Epinal		
Alsace	68-Bas-Rhin	68-Colmar 68-Mulhouse	67-Bas-Rhin (41,0)	67-Haguenau (45,9) 67-Strasbourg (38,8)

	Représentativité acceptable (>60%)		Représentativité insuffisante	
	Départements	Agglomérations	Départements	Agglomérations
Franche-Comté	25-Doubs 39-Jura 70-Haute-Saône 90-Belfort	25-Besançon 25-Montbéliard 90-Belfort		
Pays-de-Loire	44-Loire Atlantique 49-Maine et Loire 53-Mayenne 72-Sarthe 85-Vendée	44-Nantes 44-Saint-Nazaire 49-Angers 53-Laval 72-Le Mans		49-Cholet (0,7)
Bretagne	22-Côte d'Armor 29-Finistère 35-Ille et Vilaine 56-Morbihan	29-Brest 29-Quimper 35-Rennes 35-Saint-Malo 56-Lorient 56-Vannes		22-Saint-Brieuc (0,7)
Poitou-Charentes	16-Charente 17-Charente Maritime 79-Deux-Sèvres 86-Vienne	16-Angoulême 17-La Rochelle 86-Poitiers		79-Niort (24,2)
Aquitaine	24-Dordogne 33-Gironde 40-Landes 47-Lot-et-Garonne 64-Pyrénées Atlantique	24-Périgueux 33-Arcachon 64-Bayonne 64-Pau		24-Bergerac (0) 33-Bordeaux (45,8)
Midi-Pyrénées	12-Aveyron 31-Haute-Garonne 46-Lot 65-Hautes Pyrénées 81-Tarn 82-Tarn et Garonne	31-Toulouse 81-Albi 81-Castres 82-Montauban	09-Ariège (0,2) 32-Gers (0)	65-Tarbes (0)
Limousin	19-Corrèze 23-Creuse 87-Haute Vienne	19-Brive-la-Gaillarde 87-Limoges		
Rhône-Alpes	01-Ain 07-Ardèche 26-Drôme 38-Isère 42-Loire 69-Rhône 73-Savoie 74-Haute-Savoie	01-Bourg-en-Bresse 26-Romans-sur-Isère 26-Valence 38-Grenoble 42-Saint-Etienne 69-Lyon 69-Villefranche-sur-Saône 73-Chambéry 74-Annecy 74-Annemasse 74-Cluses		42-Roanne (23,5) 42-Saint-Chamond (28,1) 74-Thonon-les-Bains (43,7)
Auvergne	03-Allier 15-Cantal 43-Haute-Loire 63-Puy de Dôme	03-Montluçon 63-Clermont-Ferrand		03-Vichy (44,7)
Languedoc-Roussillon	11-Aude 30-Nîmes 34-Hérault 48-Lozère 66-Pyrénées orientales	30-Nîmes 34-Montpellier 66-Perpignan		30-Alès (12,7) 34-Béziers (0,5) 34-Sète (13,1)

	Représentativité acceptable (>60%)		Représentativité insuffisante	
	Départements	Agglomérations	Départements	Agglomérations
Provence Alpes Côte d'Azur	04-Alpes de Haute Provence 05-Hautes Alpes 06-Alpes Maritimes 13-Bouches du Rhône 83-Var 84-Vaucluse	06-Menton 06-Nice 83-Fréjus 83-Toulon 84-Avignon		13-Arles (5,8) 13-Marseille (21,6) 13-Salon-de- Provence (12,5)
Corse			2a-Corse du Sud (52,4) 2b-Haute Corse (0)	2a-Ajaccio (9,8) 2b-Bastia (0)
DOM	971-Guadeloupe 972-Martinique 973-Guyane 974-Réunion	974-Le Port 974-Saint-Denis 974-Saint-Paul 974-Saint-Pierre		971-Pointe-à- Pitre (0) 972-Fort-de- France (0) 973-Cayenne (0)

Pour les départements correspondant au premier cas de figure (absence d'agglomération et ensemble du département dans la même zone de prix), nous avons, pour le parc HLM (et SEM) une cohérence entre les données de l'enquête OPS et PLS. 19 départements correspondent à ce cas de figure⁴.

Pour les départements correspondant au deuxième cas de figure (superposition entre agglomération et zone de prix), les résultats sont jugés :

- satisfaisants pour 17 départements et 14 agglomérations,
- pas satisfaisants pour 3 départements et 5 agglomérations.

Dans les autres cas, les résultats sont jugés :

- satisfaisants pour 49 départements et 60 agglomérations,
- pas satisfaisants pour 5 départements et 30 agglomérations.

Notons que les corrections effectuées ont permis d'améliorer le taux de représentativité. On peut citer le cas de l'agglomération toulousaine où les manipulations évoquées précédemment ont permis de passer d'un taux de représentativité de 33% à près de 92%.

⁴ Auquel s'ajoute le département 32 qui manque.

ANALYSE DE LA COHERENCE INTERNE DES DONNEES DE L'ENQUETE OPS

TESTS LOGIQUES

□ Les tests de sommation

Nous avons détecté les cas où pour une même variable le total pour l'ensemble des logements était inférieur à la somme des ZUS et des ZRR. Les quelques cas détectés correspondaient à des décalages dans les colonnes ou à des erreurs d'enregistrements très voyantes (100 au lieu de 10, 222 au lieu de 22...).

Exemple de test de cohérence interne dit de « sommation ».

Thème	Tests
nombre de logements sociaux	total zone >= total ZUS + total ZRR
nombre de logements sociaux conventionnés	total zone >= total ZUS + total ZRR
nombre de logements sociaux vacants	total zone >= total ZUS + total ZRR

□ Les tests intégrés au questionnaire

Nous avons appliqué les tests intégrés dans l'application informatique de collecte des résultats de l'enquête. Une série d'enregistrements ont été corrigés :

- soit la lecture des autres données de l'enregistrement permettait de repérer facilement la valeur erronée et elle a pu être remplacée par la bonne valeur déduite d'un calcul effectué à partir des autres variables ;
- soit l'erreur n'était pas facilement détectable et les valeurs ont été remplacées par la moyenne des enregistrements appartenant au même territoire et à la même catégorie de bailleurs, ceci pour l'ensemble de l'enregistrement ou seulement la partie affectée par l'erreur.

Exemple de test de cohérence interne intégré au questionnaire.

Tests
total occupés = total logements – vacants (total)
total occupés = total logements – vacants (ZUS)
total occupés = total logements – vacants (ZUR)
nb de ménages occupants ayant répondu = nb de logements occupés - nb de ménages n'ayant pas répondu (total)
nb de ménages occupants ayant répondu = nb de logements occupés - nb de ménages n'ayant pas répondu (ZUS)
nb de ménages occupants ayant répondu = nb de logements occupés - nb de ménages n'ayant pas répondu (ZUR)

TRAITEMENT DES NON-REPONSES

Après avoir évalué la représentativité de l'enquête OPS en rapprochant les effectifs de logements identifiés par l'enquête OPS des autres sources fournissant les effectifs des logements concernés par cette enquête, nous nous intéressons ici aux réponses manquantes pour l'ensemble ou une partie du questionnaire.

Les tableaux qui suivent présentent les taux de réponse pour l'ensemble du questionnaire et par bloc de variables. Le taux de réponse global est le rapport du nombre de ménages ayant répondu à l'enquête sur le nombre de logements occupés, donnés en gestion ou en location. Ensuite, pour chaque bloc de variables, nous avons additionné l'effectif de chacune des modalités (par exemple les effectifs des différentes tranches d'âge) et rapporté au nombre de ménages ayant répondu à l'enquête. Ces taux sont calculés à partir d'une agrégation des données à l'échelon des départements d'une part, des agglomérations d'autre part. A ce stade de l'exploitation des résultats et pour les étapes qui suivent, le parc géré par les organismes d'HLM et SEM est traité séparément du parc géré par les autres bailleurs (autres bailleurs sociaux et bailleurs privés).

Les écarts observés entre le total des répondants et le total des ménages ayant répondu à l'enquête ont été observés pour un pourcentage faible d'enregistrements. Lorsque le total des ménages ayant répondu à une question est supérieur au total des répondants figurant en début de questionnaire, les écarts ne sont de quelques unités. Les valeurs de la base de données n'ont pas été modifiées car n'ayant pas d'impact significatif lorsque les données sont agrégées à l'échelon d'un territoire (département ou agglomération). Les cas où le total des ménages ayant répondu à une question est inférieur au total des répondants sont, en revanche plus nombreux. Les valeurs de la base de données restent, dans ce cas, inchangées : les caractéristiques des locataires présentées dans le chapitre suivant sont présentées sous formes de pourcentages calculés à partir du total des ménages d'un territoire pour lesquels cette caractéristique est renseignée et non pas à partir de l'ensemble des répondants.

Avec cette façon de faire, nous avons considéré que les non répondants avaient un profil identique aux répondants, ceci en considérant séparément les sous-ensembles suivants :

- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle du département ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle des agglomérations ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle de la région ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle des ZUS de la région ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle des ZRR de la région ;
- parc géré par les autres bailleurs à l'échelle du territoire français ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle des ZUS du territoire français ;
- parc géré par les organismes d'HLM et SEM à l'échelle des ZRR du territoire français ;

CORRECTIONS APORTEES POUR LES THEMES OU LES TAUX DE REPONSES SONT PLUS FAIBLES

L'analyse des taux de réponses par items (tranche d'âge, ressources, composition familiale...), fait apparaître des taux plus faibles pour ce qui concerne les minima sociaux et l'activité professionnelle.

Les calculs effectués sur ces deux thèmes ont confirmé toute la mesure à prendre sur l'analyse de la répartition des personnes de référence des ménages qui résident dans le parc social. Des tris ont donc été effectués afin de ne pas prendre en compte les données fournies quand les taux de réponse sont trop faibles ou quand des données sont incohérentes entre elles.

LES MINIMA SOCIAUX

- Les réponses aux questions sur les minima sociaux ont posé des problèmes. Les taux de non-réponses à ces questions risquaient d'entraîner la sous-estimation des bénéficiaires. Les résultats ont donc été calculés en fonction du nombre de ménages ayant effectivement répondu à cet item.

Dans la recherche de cohérence des résultats, on a pris soin d'éliminer les lignes où les taux de réponse étaient faibles (les lignes pour lesquels le taux de réponse est inférieur à 60% ont été éliminées) et les lignes où les taux de réponses étaient particulièrement incohérents (les lignes pour lesquels le taux de réponse est supérieur à 110% ont été éliminées).

- Dans une seconde étape, on a choisi d'extraire les lignes pour lesquelles les informations étaient aberrantes risquant d'altérer la représentativité des données exploitées.

Les lignes où la part des ménages percevant au moins une allocation atteignaient des valeurs extrêmes supérieures (plus de 50% de la population répondant à cette série de questions) ont été supprimées. Les lignes correspondant à des bailleurs disposant de plus de 20 logements et pour lesquels la part des ménages percevant au moins une allocation atteignait des valeurs extrêmes inférieures (0%) ont été éliminées (on a choisi de ne pas agir sur les petits bailleurs, souvent des collectivités locales, pour lesquels il est admissible qu'ils ne comprennent pas de ménages percevant de minima sociaux).

L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

- Les réponses aux questions sur l'activité professionnelle ont posé des problèmes. Les taux de non-réponses pour ces questions risquaient de surestimer la part des inactifs dans la population locataire. Les résultats sont donc calculés en fonction des ménages ayant effectivement répondu à cet item.

Dans le même souci de cohérence des résultats, on a aussi pris soin d'éliminer les lignes où les taux de réponse étaient faibles (les lignes pour lesquels le taux de réponse est inférieur à 60% ont été éliminées) et les lignes où les taux de réponses étaient particulièrement incohérents (les lignes pour lesquels le taux de réponse est supérieur à 110% ont été éliminées).

- Dans une seconde étape, on a choisi d'extraire les lignes pour lesquelles les informations étaient aberrantes et dont la présence risquait d'altérer la représentativité des données exploitées.

Les lignes correspondant à des bailleurs disposant de plus de 20 logements et pour lesquels la part des inactifs atteignait des proportions extrêmes ont été éliminées (0% ou 100%).

Comme pour les minima sociaux, on a choisi de ne pas opérer cette sélection sur les petits bailleurs (dans ces cas particuliers, souvent des collectivités locales, il est admissible que les répartitions des personnes de référence des ménages selon l'activité professionnelle soient concentrées sur quelques catégories).

ANNEXE 2

CIRCULAIRE DU 29 MARS 2003 RELATIVE A L'ENQUETE OPS

CIRCULAIRE N°2003-24/UHC/OE/7 DU 29 MARS 2003 RELATIVE AUX RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES CONCERNANT L'OCCUPATION DES LOGEMENTS SOCIAUX.

N° NOR : EQUU0310057C

La présente circulaire a pour objet de vous apporter des précisions complémentaires sur la réalisation de l'enquête sur l'occupation des logements sociaux dont l'arrêté du 6 mars 2003 n°EQUU0300446A paru au Journal Officiel du 29 mars 2003 fixe les conditions de réalisation.

Ces précisions portent sur les conditions de recueil, les modalités d'enregistrement et de transmission des données.

Les articles L.442-5, R.442-13 et R.442-14 du code de l'habitation et de la construction imposent aux organismes d'HLM et aux autres personnes morales propriétaires de logements conventionnés, de transmettre au préfet des renseignements statistiques après avoir réalisé une enquête auprès de leurs ménages locataires. Ces données sont destinées à élaborer un rapport national sur l'occupation du parc locatif social et son évolution que le gouvernement doit remettre au parlement.

La modification de l'art.L.442-5 par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 rend nécessaire un nouveau décret en Conseil d'Etat pour assurer la lisibilité des dispositions réglementaires. Néanmoins, ce décret ne s'impose pas pour la réalisation de l'enquête.

L'enquête à réaliser en 2003 est marquée par trois innovations majeures : l'extension du champ de l'enquête au parc conventionné des collectivités publiques et des organismes privés personnes morales, l'assouplissement des conditions d'application de la pénalité de retard à l'encontre des ménages n'ayant pas répondu à l'enquête et enfin l'obligation de transmission des données pour chaque unité urbaine de plus de 50000 habitants.

De plus, depuis la réforme du financement du logement social, cette enquête doit également vous permettre de vérifier les engagements d'occupation des organismes bailleurs dans le cadre de la convention passée entre l'Etat et le maître d'ouvrage en contrepartie de la décision de financement des opérations bénéficiaires d'un prêt locatif à usage social (PLUS).

1- Les conditions de recueil de l'information

Les informations demandées concernent la situation des logements et des occupants à la date du 1er janvier 2003. A cette date, les logements comptabilisés peuvent être loués, sous- loués ou vacants.

1.1. Le champ d'application de l'enquête

Les logements locatifs sociaux entrant dans le champ de l'enquête sont définis dans la partie « B » du formulaire d'enquête, annexé à l'arrêté n°EQUU0300446A du 6 mars 2003. Dans cette définition, le parc soumis à l'enquête est recensé sous l'angle du financement en distinguant notamment selon que les logements sont ou non conventionnés et selon qu'ils sont situés en métropole ou dans les départements d'outre mer.

Jusqu'en 2000, seuls les organismes à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte étaient soumis à l'enquête. La loi n°2002-73 de modernisation sociale du 17 janvier 2002 a élargi le champ de l'enquête aux autres personnes morales propriétaires de logements conventionnés.

1.2. Les renseignements statistiques à communiquer

La liste des renseignements statistiques que les organismes bailleurs ont obligation de transmettre au préfet est donnée par le formulaire annexé à l'arrêté du 6 mars 2003. Ce formulaire est disponible sur les sites Internet et Intranet du ministère dont le chemin d'accès est indiqué au point 2.2.

En dehors des adaptations nécessaires à la prise en compte de l'élargissement des organismes à d'autres catégories que les organismes d'HLM et les SEM, et d'un type d'agrégation supplémentaire, la structure et le contenu du formulaire ont été reconduits à l'identique par rapport à l'année 2000. Ce questionnaire est divisé en quinze thématiques répertoriées de «A» à «O» qui portent sur les renseignements suivants :

- Partie «A» : Identification du bailleur :
 - Dénomination du bailleur
 - Numéro SIRET du bailleur
 - Statut juridique du bailleur
- Partie «B» : Caractéristiques du parc locatif social
- Partie «C» : Taux de réponse à l'enquête auprès des ménages
- Parties «D» à «H» : Caractéristiques des ménages et situation par rapport aux plafonds de ressources, aides au logement et minima sociaux perçus,
- Parties «I» à «J» : Caractéristiques des occupants : âge et situation professionnelle,
- Parties «K» à «O» : Les emménagés récents (les locataires ou occupants actuels du logement ayant emménagé depuis le 1er janvier 2000) : situation par rapport aux plafonds de ressources, aides au logement et minima sociaux perçus, situation professionnelle des occupants.

Les informations que les organismes doivent communiquer proviennent, soit de l'extraction d'informations qu'ils détiennent (patrimoine soumis à l'enquête, logements conventionnés à l'APL, logements vacants, logements donnés en location à des fins de sous-location et bénéficiaires des aides au logement), soit des résultats de l'enquête auprès des locataires réalisée en application de l'article R.442-13 du code de l'habitation et de la construction.

1.3. Informations à transmettre aux organismes

1.3.1. Les sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés

Pour éviter un travail fastidieux de repérage de ces sociétés qui sont les seuls organismes privés personnes morales exclus du champ de cette enquête, je vous recommande de définir précisément dans le courrier destiné aux organismes, le champ d'application de l'enquête et de mentionner explicitement les logements qui en sont exclus. De cette manière, ces sociétés bien que destinataires du courrier relatif à la réalisation de l'enquête, comprendront qu'elles n'ont pas à donner suite à la demande du préfet.

1.3.2. Les logements gérés par les organismes d'HLM

Une partie des logements conventionnés appartenant aux catégories de bailleurs soumis à l'enquête pour la première fois en 2003 est donnée en gestion à des organismes d'HLM. Hormis les logements pour lesquels un mandat de gestion locative a été signé après le 1^{er} janvier 2000, la plupart de ces logements entraient déjà dans le champ des enquêtes précédentes.

Je vous rappelle, conformément au point 3 de l'instruction du 7 janvier 2003, qu'il appartient au gestionnaire des logements ou au locataire en cas de sous-location de réaliser l'enquête auprès des ménages et au propriétaire de ces logements de transmettre au préfet l'ensemble des renseignements statistiques définis sur le formulaire.

Néanmoins, pour ne pas imposer la réalisation de l'enquête à des organismes limités en moyens logistiques, ce qui pourrait être préjudiciable à la qualité des réponses, je vous laisse apprécier l'opportunité de déroger ponctuellement à cette règle, et de permettre aux organismes d'HLM de répondre à l'ensemble de l'enquête, sous réserve d'un accord passé entre les deux parties concernées. Dans ce cas, et pour éviter les doubles comptes, vous devez exiger un document signé du propriétaire et du gestionnaire attestant que le premier habilite le second à transmettre les renseignements statistiques en application de l'article R.442-14 du code de l'habitation et de la construction.

1.3.3. Pénalités de retard

La loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer de solidarité prévoit que les locataires n'ayant pas répondu à l'enquête sur l'occupation du parc social dans un délai d'un mois sont redevables à l'organisme bailleur d'une pénalité de retard.

Si le montant de cette sanction fixée à 7,62 euros majorée du même montant par mois entier de retard est resté stable, en revanche les conditions d'application de cette pénalité ont été assouplies par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 : passé le délai d'un mois, il revient désormais à l'organisme chargé de l'enquête auprès des ménages d'apprécier si l'absence de réponse du locataire ou sous-locataire peut être relié à des *difficultés particulières*. Dans ce cas, l'organisme est tenu de mettre en oeuvre *des moyens adaptés* aux obstacles constatés pour recueillir les renseignements demandés.

Aussi je vous demande de rappeler aux organismes leur obligation de prise en compte des difficultés du ménage avant l'application de ces mesures coercitives. De plus, pour mettre un terme à des pratiques abusives de la part de certains bailleurs consistant en l'application

immédiate d'une sanction reconduite sur une période parfois longue laissée à la libre appréciation de l'organisme et sans effet sur la réponse attendue, je vous encourage à définir précisément les situations justifiant ou non le recours aux sanctions financières:

- à travers un recensement des situations justifiant la mise en place d'une démarche adaptée aux réalités sociales ; les situations de ce type sont nombreuses : barrières linguistiques, situation d'illettrisme ou problème d'alphabétisation, ménages titulaires d'un plan d'apurement, faisant l'objet d'un suivi social lourd, d'un suivi thérapeutique etc...
- en fixant une période d'application de la pénalité de retard dont le terme ne pourra être postérieur à la date du 31 décembre 2003, cette date ayant été définie en concertation avec les représentants nationaux des principaux organismes bailleurs.

1.4.Le niveau géographique d'agrégation des données

Chaque bailleur est tenu de remplir un formulaire pour le patrimoine locatif social qu'il détient ou qu'il gère, pour chaque zone géographique définie à l'arrêté du 26 avril 2002 publié au J.O. du 3 mai 2002 (arrêté du 17 mars 1978 modifié) et pour chaque agglomération de plus de 50000 habitants. Ainsi, un organisme dont les logements soumis à l'enquête se répartissent sur deux zones géographiques et trois agglomérations, devra vous transmettre cinq questionnaires. L'agglomération s'entend ici au sens d'unité urbaine de l'INSEE (recensement de 1999). La composition communale de ces agglomérations est transmise en accompagnement du logiciel de saisie sur le site Intranet du ministère (cf 2.2).

1.5.Dispositions particulières aux ensembles immobiliers financés à l'aide d'un prêt locatif à usage social (PLUS)

Conformément aux termes de la convention signée par l'État et le maître d'ouvrage pour chaque opération financée à l'aide d'un prêt PLUS, l'enquête sur l'occupation du parc social et son évolution doit être l'occasion pour les services de l'Etat, de vérifier le respect des engagements d'occupation du bailleur au regard des objectifs de mixité sociale définis dans la convention ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement. Vous devez donc exiger dans le cadre de cette enquête une transmission des éléments vous permettant de vérifier le respect de ces objectifs. Cet état des lieux doit vous être adressé pour chaque ensemble immobilier mis en location avant le 1^{er} juillet 2002, couvert par une convention. Néanmoins, ces données à caractère de contrôle, doivent être dissociées de celles ayant une finalité statistique. Elles sont destinées à l'unité chargée du suivi de l'application de ces conventions et ne doivent en aucun cas être transmises à la DGUHC. Les sanctions prévues à l'égard des organismes qui ne transmettent pas cet état des lieux ou qui n'honorent plus leur engagement d'occupation, sont précisées dans la convention de conventionnement.

2-Les modalités d'enregistrement et de transmission des données

2.1. Le calendrier de recueil des données

La date de clôture de transmission des renseignements statistiques par les organismes bailleurs, a été fixée au 31 mai 2003.

Vous devrez communiquer à la DGUHC, les données collectées agrégées par catégorie de bailleurs pour chaque zone géographique et pour chaque unité urbaine de plus de 50000 habitants au plus tard le 1^{er} juillet 2003 soit par la messagerie à «enquete.oe1@equipement.gouv.fr» soit sur disquette par voie postale adressée sous le timbre DGUHC/OE1.

2.2. Les conditions informatisées de saisie des données

Le module «1» de l'application informatique de saisie des données, destiné aux organismes bailleurs, est disponible depuis mi décembre sur le site Internet du ministère à l'adresse www.logement.equipement.gouv.fr, chemin d'accès *logement\dossier\enquête occupation parc social*. Ce module génère un fichier au format Texte que vous pouvez importer directement dans votre application. Les fichiers d'installation sont accompagnés d'une notice d'installation et d'une notice d'utilisation.

Le module «2» de cette même application, vous permet de collationner les réponses transmises par les organismes et d'exporter un fichier au format Texte que vous communiquerez à la DGUHC dans les conditions mentionnées au point 2.1. Les fichiers d'installation et une documentation d'accompagnement comprenant notamment les notices d'installation et d'utilisation, le formulaire destiné aux bailleurs et la liste des compositions communales des unités urbaines de plus de 50000 habitants, sont accessibles sur le site Intranet du ministère, chemin d'accès *ac.I2\dguhc\dguhc en actions\Etudes\Résultats données\Enquête « Occupation du Parc Social »*.

Les modules de l'application destinés à l'Ile de France où un dispositif spécifique a été mis en place, sont également disponibles sur ces sites.

Vous me saisirez sous le timbre UHC/OE1 de toute difficulté que vous pourriez rencontrer dans la réalisation de cette enquête.

signé

ANNEXE 3
QUESTIONNAIRE LOCATAIRE

Référence locataire :

**ENQUÊTE RESSOURCES
ET SITUATION DES OCCUPANTS**

La communication des informations ci-dessous est strictement obligatoire.

La loi vous fait obligation de répondre dans le délai d'un mois.

A défaut de réponse, vous vous exposeriez aux sanctions prévues par la loi

SITUATION DE FAMILLE

① LOCATAIRE	② CONJOINT - CONCUBIN
Titre : M. <input type="checkbox"/> Mlle <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/>	Titre : M. <input type="checkbox"/> Mlle <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/>
Nom :	Nom :
Nom de jeune fille :	Nom de jeune fille :
Prénom :	Prénom :
Né(e) le :	Né(e) le :

③ **Votre situation familiale au 1er janvier 2003**

Vous êtes mariés, concubins ou titulaires d'un pacs Oui Non

④ **Nombre total de personnes vivant au foyer :**

L'enfant de parents séparés est considéré comme vivant au foyer de l'un et de l'autre parent.

⑤ **ENFANT(S) ET AUTRE(S) OCCUPANT(S) DU LOGEMENT**

Nom	Prénom	Né(e) le	Lien de parenté avec le locataire ou son conjoint
		jour mois année	
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Une ou plusieurs de ces personnes sont-elles invalides ? Oui Non
si oui, lesquelles ?

Les renseignements contenus dans le présent questionnaire faisant l'objet d'un traitement informatisé, vous disposez, conformément à la Loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978, d'un droit d'accès et de rectification que vous pourrez exercer à notre siège (agence ou antenne). Ces informations nominatives sont exclusivement à l'usage de notre organisme et ne peuvent être communiquées à des tiers sauf à des organismes publics pour répondre à des obligations

**⑥ ACTIVITE ACTUELLE DES OCCUPANTS MAJEURS (18 ans et plus)
DU LOGEMENT**

Cochez une case pour chaque personne	Vous exercez un emploi		Vous n'exercez pas d'emploi	
	Stable (1)	Précaire (2)	Personne sans emploi inscrite à l'ANPE	Autre personne sans emploi (3)
Locataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conjoint-concubin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Colocataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres adultes vivant au foyer				
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- (1) Travailleur indépendant, salarié avec un contrat à durée indéterminée du secteur privé ou public, fonctionnaire.
 (2) Salarié avec un contrat à durée déterminée, intérimaire, apprenti, stagiaire, titulaire d'un contrat aidé.
 (3) Au foyer, retraité ou préretraité, invalidité, étudiant, etc...)

⑦ NATURE DES REVENUS						⑧ BENEFICE D'UNE AIDE AU LOGEMENT	
Cochez une case pour chaque personne:	Revenus minimums				Autres cas	Aide personnalisée au logement APL (1)	Allocation logement sociale ou familiale AL (1)
	Revenu Minimum d'Insertion - RMI -	Minimum vieillesse	Allocation parent isolé - API -	Allocation Adulte Handicapé - AAH -	Aucun des revenus minimums mentionnés ci-contre		
Locataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Conjoint-concubin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Colocataire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres adultes vivant au foyer							
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	(1) <i>L'information sur le bénéfice de l'APL peut être soit demandée aux locataires, soit extraite directement des fichiers de quittancement</i>
...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
.....	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Occupiez vous ce logement au 1^{er} janvier 2000 : oui non

Je soussigné(e), certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date : _____ **Signature :** _____

Joindre impérativement à la présente déclaration :

1 - Photocopie de votre avis d'imposition ou de non imposition 2001

N.B. *Si votre revenu a baissé d'au moins 10 % par rapport à l'année 2001, fournir également toutes pièces justificatives pour les 12 derniers mois, telles que bulletins de salaire, attestations des ASSEDIC.*

2 - Le cas échéant, les photocopies des avis d'imposition ou de non imposition 2001 de toutes les personnes (ascendants, descendants, autres) occupant le logement au 1er janvier 2003, qui ne figurent pas sur votre avis.

3 - Le cas échéant, la photocopie de la carte d'invalidité des personnes autres que le locataire occupant le logement.

4 - En cas de changement de votre situation familiale par rapport à celle figurant sur l'avis d'imposition, photocopie des pièces justificatives

ANNEXE 4

REGLES DE DETERMINATION DES PLAFONDS DE RESSOURCES

Cette note a pour objet de préciser les règles de détermination des plafonds de ressources selon les catégories de ménages afin d'aider les organismes nouvellement soumis à l'enquête sur l'occupation du parc locatif social, notamment les collectivités locales, à répondre aux questions relatives aux revenus des ménages (partie « F » et « L » du questionnaire).

• Plafonds de ressources applicables dans le cadre de l'enquête sur l'occupation des logements sociaux

Ces plafonds correspondent aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les HLM et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif. Ils sont fixés par l'annexe 1 de l'arrêté du 29 juillet 1987 (plafond « PLA-PLUS ») pour la métropole et par l'article 1^{er} de l'arrêté du 13 mars 1986 (plafond des logements LLS) pour les départements d'outre mer. Ces plafonds sont révisés chaque année en fonction de l'évolution du salaire minimum de croissance visé à l'article L.141.2 du code du travail.

Les plafonds en vigueur au 1^{er} janvier 2003 ont été définis par l'annexe 1 de la circulaire n°2002-69 du 14 novembre 2002 publiée au journal officiel n°2002-22. Ils figurent dans l'annexe 2 de la présente note.

- ⇒ *Dans les départements d'outre mer, les ressources des locataires des logements LLS sont à comparer aux plafonds « autres régions » minorés de 10% applicables en métropole qui sont définis à l'annexe I de l'arrêté n°2002-69 du 14 novembre 2002.*
- ⇒ *En métropole, les ressources des locataires des logements PLA-I, PLA-TS, PLS sont à comparer aux plafonds de l'annexe I et non à ceux de l'annexe II applicables pour l'attribution de ces logements.*
- ⇒ *Dans les secteurs faisant l'objet d'un arrêté préfectoral dérogeant aux conditions de ressources pour l'attribution, les ressources sont également à comparer aux plafonds de l'annexe I et non à ceux de l'annexe II applicables pour l'attribution de ces logements.*

• Déterminer le plafond de ressources applicable à un ménage

Le montant du plafond dépend de la situation géographique des immeubles, de la taille et de la composition du ménage. Trois zones de référence doivent être prises en compte pour répondre aux parties « F » et « L » du questionnaire destiné aux organismes. Pour chaque catégorie de ménage, les plafonds varient suivant trois zones géographiques :

- Paris et les 29 communes qui lui sont limitrophes : Aubervilliers, Bagnolet, Boulogne-Billancourt, Charenton-le-Pont, Clichy, Fontenay-sous-Bois, Gentilly, Issy-les-Moulineaux, Ivry-sur-Seine, Joinville-le-Pont, Le Kremlin-Bicêtre, Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Levallois-Perret, Malakoff, Montreuil, Montrouge, Neuilly-sur-Seine, Nogent-sur-Marne, Pantin, Puteaux, Saint-Cloud, Saint-Denis, Saint-Mandé, Saint-Maurice, Saint-Ouen, Suresnes, Vanves, Vincennes.
- l'Île-de-France hors Paris et les communes limitrophes.
- Les autres régions.

La taille et la composition du ménage déterminent la catégorie

Règle : déterminer dans l'ordre, si le ménage est un "jeune ménage" ou une personne seule avec des personnes à charge. Dans tous les autres cas, la catégorie de ménage est

simplement donnée par le nombre de personnes composant le ménage, c'est-à-dire par le nombre d'occupants réguliers du logement.

Pour ce calcul, l'enfant de parents séparés est considéré comme vivant au foyer de l'un et de l'autre parent (arrêté du 19 novembre 2001 modifiant l'arrêté du 29 juillet 1987). On notera que cette séparation peut faire suite aussi bien à une situation de concubinage qu'au mariage, et qu'il n'est pas nécessaire de justifier de la garde de l'enfant ou de son rattachement fiscal pour qu'il soit considéré comme vivant au foyer. La déclaration des parents suffit.

Catégorie de ménage	Nombre de personnes et composition du ménage
1	Une personne seule,
2	Deux personnes ne comportant aucune personne à charge, à l'exclusion des jeunes ménages.
3	Trois personnes : - ou une personne seule avec une personne à charge, - ou jeune ménage sans personne à charge.
4	Quatre personnes : - ou une personne seule avec deux personnes à charge.
5	Cinq personnes : - ou une personne seule avec trois personnes à charge.
6	Six personnes : - ou une personne seule avec quatre personnes à charge
Une majoration est prévue par personne supplémentaire	

Pour le classement dans une catégorie, les trois cas possibles sont les suivants :

1er cas : jeune ménage sans personne à charge

L'article 2 de l'arrêté du 29 juillet 1987 considère comme jeune ménage le couple marié dont la somme des âges des deux conjoints le composant est au plus égale à 55 ans. Son article 9 assimile au conjoint « la personne vivant maritalement avec le candidat locataire et cosignataire du contrat de location ». Depuis, le code civil s'est enrichi à partir de la loi sur le PACS qui définit par ailleurs le concubinage. Dès lors il est nécessaire d'inclure dans la catégorie des jeunes ménages les couples titulaires d'un pacs et ceux vivant en concubinage.

Ce ménage est classé dans la catégorie 3 du tableau ci-dessus.

⇒ Au 1er janvier 2003, âge en années révolues = 2002 - année de naissance.

2ème cas : personne seule avec personnes à charge

Toutes les personnes vivant au foyer sont à la charge de la personne seule :

⇒ Le nombre d'occupants du logement est majoré de 1
exemple : isolé + 3 enfants à charge = 4 personnes + 1 : catégorie 5

Si un ou plusieurs occupants du logement ne sont pas à charge de la personne seule, la condition n'est pas remplie. **Dans ce cas, c'est** le nombre de personnes vivant au foyer qui détermine la catégorie de ménage (cf 3ème cas).

Définition des "personnes à charge"

- Enfants du bénéficiaire ou de son conjoint qui n'ont pas établi une déclaration au titre de l'impôt sur le revenu en leur nom propre,

⇒ L'enfant peut être rattaché au foyer fiscal du demandeur et apparaître sur l'avis d'imposition de 2001. Il est une personne à charge.

⇒ L'enfant peut également, si les parents sont séparés, être rattaché au foyer fiscal de l'autre parent. L'enfant sera alors considéré comme à la charge du demandeur, au sens de la réglementation des plafonds de ressources. Une preuve formelle du rattachement au foyer de l'autre parent ne peut être exigée et la déclaration du locataire ou du candidat à l'attribution du logement doit être considérée comme suffisante.

- Ascendants du bénéficiaire, âgés d'au moins 65 ans ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail, et dont les ressources ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu (cf. avis d'imposition de 2001) ;
- Ascendants, descendants ou collatéraux au 2° ou 3° degré du bénéficiaire, titulaires d'une carte d'invalidité et dont les ressources ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu.

3ème cas : toutes les autres situations

C'est le nombre de personnes vivant au foyer qui détermine la catégorie de ménage.

- ⇒ Exemples : couple + 2 enfants = 4 personnes : catégorie 4
- 2 personnes sans lien de parenté : catégorie 2
- 1 personne seule avec 2 enfants dont un seul à charge : catégorie 3.

• **Les ressources prises en compte**

Le montant des ressources à prendre en compte pour répondre à l'enquête sur l'occupation du parc social en vue de les comparer aux plafonds de ressources "est égal à la **somme des revenus imposables à l'impôt sur le revenu de chaque personne composant le ménage**, au titre de l'avant-dernière année".

- ⇒ Pour 2003, le revenu imposable de 2001 pris en compte figure sur l'avis d'imposition qui a été adressé fin 2002 à chaque membre du ménage ayant fait une déclaration ;
- ⇒ Les ressources de l'enfant de parents séparés ne sont prises en compte qu'au titre du ménage au foyer duquel il est rattaché fiscalement.
- ⇒ Pour les ménages composés de plusieurs personnes en situation d'activité, le revenu imposable de référence est la somme de celui de toutes les personnes occupant le logement, **que ces personnes soient, ou non, à charge du locataire.**

ANNEXE 1

ARRETE DU 29 JUILLET 1987, relatif aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif. (1)

Vu le CCH, notamment ses articles L 441-1, L 441-3, L 443-1, R 331-20, R 441-1 (1°) et R 443-1 ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1969 modifié fixant les plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1980 modifié relatif aux plafonds de ressources des bénéficiaires des nouvelles aides de l'Etat,

Arrêtent :

Article premier - Les plafonds de ressources prévus aux articles L 441-3, R 331-12 et R 441-1(1°) du code de la construction et de l'habitation sont définis en annexe au présent arrêté. Toutefois, pour les logements financés à l'aide de prêts prévus à l'article R 331-17 du code de la construction et de l'habitation, ces plafonds sont majorés de 30 %.

Les plafonds sont fixés pour l'ensemble des personnes vivant au foyer, compte tenu des personnes à charge et en fonction de la catégorie du ménage, ainsi que de la région d'implantation du logement.

Pour ce calcul, l'enfant de parents séparés est considéré comme vivant au foyer de l'un et de l'autre parent.

Art. 2 - Les catégories de ménages, au sens du présent arrêté, sont les suivantes :

Catégorie de Ménage	Nombre de personnes composant le ménage
1	Une personne seule
2	Deux personnes ne comportant aucune personne à charge, à l'exclusion des jeunes ménages.
3	Trois personnes : - ou une personne seule avec une personne à charge, - ou jeune ménage sans personne à charge
4	Quatre personnes : - ou une personne seule avec deux personnes à charge.
5	Cinq personnes : - ou une personne seule avec trois personnes à charge.
6	Six personnes : - ou une personne seule avec quatre personnes à charge

Le couple marié dont la somme des âges révolus des deux conjoints le composant est au plus égale à cinquante-cinq ans constitue un jeune ménage au sens du présent arrêté.

Art. 3 - Sont réputées personnes à charge :

1° Les enfants du bénéficiaire ou de son conjoint qui n'ont pas établi une déclaration au titre de l'impôt sur le revenu en leur nom propre ;

2° a) Les ascendants du bénéficiaire ou de son conjoint qui sont âgés d'au moins soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'incapacité au travail et dont les ressources ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu ;

b) Les ascendants, descendants ou collatéraux au deuxième ou troisième degré du bénéficiaire ou de son conjoint titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale et dont les ressources ne sont pas passibles de l'impôt sur le revenu.

Art. 4 - Pour apprécier la situation de chaque ménage requérant au regard du plafond de ressources défini en annexe au présent arrêté, le montant des ressources à prendre en considération au cours d'une année donnée est égal à la somme des revenus imposables à l'impôt sur le revenu de chaque personne composant le ménage, au titre de l'avant-dernière année précédant celle de la signature du contrat de location.

Les ressources de l'enfant de parents séparés ne sont prises en considération qu'au titre du ménage au foyer duquel il est rattaché fiscalement.

Chaque personne imposable du ménage candidat doit produire l'avis d'imposition qui lui a été délivré par le directeur des impôts pour l'acquit de l'impôt sur le revenu au titre de l'année visée à l'alinéa ci-dessus à l'organisme bailleur avant la signature du contrat de location.

Les candidats non imposables à l'impôt sur le revenu doivent produire un avis délivré par le directeur des impôts.

Toutefois, les revenus imposables perçus au titre de la dernière année civile ou au cours des douze derniers mois précédant la date de la signature du contrat de location sont pris en compte à la demande du ménage requérant, qui justifie que ses revenus sont inférieurs d'au moins 10 % aux revenus mentionnés au premier alinéa du présent article. Le ménage requérant est tenu d'apporter les justificatifs nécessaires à l'organisme

baillieur qui doit s'assurer par tous moyens appropriés, à l'exception d'attestations sur l'honneur, du montant des revenus déclarés par le ménage.

Art. 5 - Les plafonds de ressources annuelles imposables fixés en annexes I et II au présent arrêté sont révisés chaque année le 1er janvier en fonction de l'évolution du salaire minimum de croissance visé à l'article L 141-2 du code du travail publié au journal officiel de la République; cette variation est appréciée entre le 1er octobre de l'antépénultième année et le 1er octobre de l'année précédente.

Art. 6 - Les sommes perçues au titre du supplément de loyer prévu à l'article L. 441-3 du Code de la construction et de l'habitation demeurent affectées à l'exploitation.

Les sommes ayant été employées à la constitution de capitaux destinés au financement complémentaire de nouveaux programmes, à la réalisation d'équipements collectifs ou sociaux ou à la constitution de réserves foncières restent affectées à l'investissement. Dans ce cas, le compte spécial ouvert dans la comptabilité de chaque organisme d'habitations à loyer modéré est débité par le crédit du compte de « réserves diverses » (compte 10-688). Les offices publics d'HLM et les OPAC, dans l'attente du changement de plan comptable, maintiennent le supplément de loyer au crédit du compte spécial (compte 1-121). Les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à partir de l'exercice comptable ouvert après le 31 décembre 1986.

Art. 7 - Les dispositions du présent arrêté se substituent, en ce qui concerne les logements locatifs, aux dispositions ayant le même objet de l'arrêté du 31 décembre 1980 modifié relatif aux plafonds de ressources des bénéficiaires des nouvelles aides de l'Etat.

Art. 8 - L'arrêté du 24 décembre 1969 modifié fixant les plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré est abrogé, sauf en ce qui concerne les articles 1er, 2, 3 et 10 qui demeurent applicables aux bénéficiaires des opérations d'accession à la propriété prévues à l'article L. 443-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Art. 9 - Pour l'application du présent arrêté est assimilée au conjoint la personne vivant maritalement avec le candidat locataire et cosignataire du contrat de location.

(1) *Modifié par le 2e arrêté du 28 février 1990 (J.O. du 21 mars), les arrêtés du 12 août 1992 (J.O. du 3 sept.), du 10 novembre 1993 (J.O. du 1er déc.), du 11 mars 1994 (J.O. du 12 mars), du 26 juin 1998 (JO du 28 juin), du 11 décembre 1998 (J.O du 17 décembre), et du 12 août 1999 (J.O. du 25 août), du 3 mai 2001 (J.O. du 12 mai), du 19 novembre 2001 (J.O. du 27 novembre), du 28 décembre 2001 (J.O. du 1er janvier 2002).*

ANNEXE 2

Plafonds de ressources annuelles en locatif HLM au 1^{er} janvier 2003 à comparer aux revenus imposables des locataires pour répondre à l'enquête sur l'occupation du parc social en application de l'article L.441-5 du CCH

Annexe I de l'arrêté du 27 juillet 1987 modifié
Montant à comparer au revenu imposable de 2001

CATÉGORIE DE MÉNAGE	Paris et communes limitrophes	Ile de France hors Paris et communes limitrophes	Autres régions
Une personne seule	15 248 €	15 248 €	13 257 €
Deux personnes ne comportant aucune personne à charge à l'exclusion des jeunes ménages.	22 788 €	22 788 €	17 703 €
Trois personnes ou une personne seule avec une personne à charge ou jeune ménage sans personne à charge.	29 874 €	27 393 €	21 290 €
Quatre personnes ou une personne seule avec deux personnes à charge	35 666 €	32 813 €	25 701 €
Cinq personnes ou une personne seule avec trois personnes à charge	42 435 €	38 844 €	30 234 €
Six personnes ou une personne seule avec quatre personnes à charge	47 751 €	43 710 €	34 071 €
Par personne supplémentaire	5 321 €	4 870 €	3 800 €

ANNEXE 5

EVOLUTION DES PLAFONDS DE RESSOURCES DEPUIS 1998

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT
DU TOURISME ET DE LA MER
PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2004
Assemblée Nationale
Commission des affaires économiques

Budget urbanisme et logement
QUESTION N° 46

Libellé de la question : Le bilan des PLUS et des PLAI.

f) Faire le point sur l'évolution des plafonds de ressources depuis 1998 et les comparer avec l'évolution du revenu moyen des ménages. Indiquer l'évolution du pourcentage des ménages pouvant accéder au logement locatif social (PLUS et PLAI).

Réponse :

L'arrêté modifié du 29 juillet 1987 fixe les plafonds de ressources des bénéficiaires des logements HLM. Ces plafonds étaient variables jusqu'en 1997 selon la catégorie de ménage, le nombre d'actifs du ménage et la localisation de la construction. Depuis le 1^{er} juillet 1998, le barème est identique quel que soit le nombre d'actifs du ménage.

Après avoir été indexés sur l'indice du coût de la construction, ils ont été révisés, à partir du 1^{er} janvier 1995, en fonction de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages. Depuis le 1^{er} janvier 1999, ils sont désormais révisés en fonction de l'évolution du SMIC. Outre cette évolution générale prévue par les textes, des mesures spécifiques de revalorisation pour diverses catégories de ménages ont été prises en juillet 1998 et en août 1999.

Par ailleurs, concernant les PLA d'intégration, les modifications apportées par l'arrêté interministériel du 13 juin 2000 applicables aux PLA d'intégration (PLA-I) concernent, d'une part, l'unification des zones avec celles de l'annexe I du même arrêté (plafonds PLUS) et, d'autre part, le relèvement du niveau des plafonds pour l'ensemble des catégories de ménages.

A la suite de ces modifications, les valeurs des plafonds de ressources PLA-I se situent à 55 % des plafonds PLUS pour les catégories de ménages 1, 4, 5, 6 et à 60 % pour les catégories de ménages 2 et 3. L'accessibilité des ménages se trouve améliorée avec un relèvement variant suivant les catégories de ménages et les zones de 1,24 % (correspondant à l'augmentation du SMIC sur la période octobre 1998/octobre 1999) à 20 %. Le pourcentage de ménages pouvant accéder aux logements financés en PLA I par rapport à la population totale passe de 27,5 % à 28,4 %.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des plafonds de ressources PLA.

1 ^{er} janvier 1997	+ 1,5 %
1 ^{er} janvier 1998	+ 1,1 %
1 ^{er} juillet 1998	Relèvement (toutes catégories de ménage et toutes zones géographiques) sur le barème plus élevé de conjoint actif
	Revalorisation de 5% en province pour les ménages de 2 et 3 personnes, et en Ile de France de 12% pour les ménages de 2 personnes et 8% pour ceux de 3 personnes
1 ^{er} janvier 1999	+ 2 %
Août 1999	Simplification du zonage Relèvement du plafond des personnes seules de 10% en Ile de France et de 15% en province
1 ^{er} janvier 2000	+ 1,24 %
1 ^{er} janvier 2001	+ 3,19 %
1 ^{er} janvier 2002	+ 4,05%
1 ^{er} janvier 2003	+ 2,4%

Comparaison avec l'évolution du revenu moyen des ménages

L'évolution du revenu disponible brut par habitant (selon la définition de la comptabilité nationale) s'est effectuée à un niveau légèrement supérieur à l'augmentation générale des plafonds de ressources PLA pour la période 1997-2002. Mais les mesures spécifiques de revalorisation prises en 1998 et en 1999 décrites précédemment ont entraîné pour la grande majorité des ménages un relèvement des plafonds beaucoup plus important que celui du revenu moyen des ménages.

Evolution annuelle du revenu disponible brut des ménages par habitant

1997	1998	1999	2000	2001	2002
2,6 %	3,1 %	2,8 %	4,2 %	4,3 %	3,3 %

Source : Insee, Comptes nationaux

Evolution du pourcentage des ménages pouvant accéder aux PLA/PLUS

La proportion des ménages pouvant accéder aux logements PLA/PLUS est directement fonction de la catégorie de ménage, et de la localisation de la construction.

En 1990, 59,1 % des ménages ont des revenus inférieurs aux plafonds de ressources PLA. En 1994, ce pourcentage a baissé de 1,9 % et se situe à 57,2 %.

Avec les mesures de revalorisation intervenues au 1^{er} juillet 1998, (pour l'ensemble des ménages alignement de la catégorie de ménage «conjoint inactif» sur celle de «conjoint actif» et augmentation du plafond pour ceux composés de 2 et 3 personnes) et au 1^{er} janvier 1999 (revalorisation des plafonds de ressources en fonction de l'évolution du SMIC), ce pourcentage est remonté à 61,2 % des ménages.

La simplification du zonage et la majoration du plafond pour les personnes seules, intervenue en 1999, ont porté à 64,4 % le nombre de ménages susceptibles d'accéder au parc de logements PLA/PLUS.

Début 2003, la part des ménages se situant en dessous des plafonds PLUS est estimée à 63,9 % d'après l'enquête logement 2001-2002.

Les plafonds de ressources pour le logement social PLUS créé à la fin de l'année 1999 sont inchangés par rapport aux plafonds des PLA. Cependant, la possibilité est ouverte désormais que 10% au maximum des ménages occupant un programme PLUS dépassent les plafonds de ressources dans la limite de 20 %. Dans ce contexte, 75 % des ménages deviennent éligibles à un logement PLUS.

ANNEXE 6

COMPARAISON DU CHAMP DES ENQUETES OPS, PLS, CONVENTIONNEMENT ET SRU

L'ENQUETE OPS 2003 : LES DONNÉES DE RÉFÉRENCE SUR LE PATRIMOINE

Ce tableau présente, dans les cellules de la diagonale, l'ensemble du champ de chacune des enquêtes. Les autres cellules du tableau présentent les logements entrant dans le champ d'une enquête et pas de l'autre.

	OPS	PLS	Conventionnement	Inventaire SRU
OPS	<p><u>DONNEES OPS</u> Logements ordinaires (hors logements-foyer) construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat, gérés ou appartenant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Office HLM ou OPAC, - SA ou fondation HLM, Coopérative ou autre bailleur HLM, -logements ordinaires non conventionnés appartenant aux SEM des DOM et les ILM 28 des SEM en métropole <p>Logements ordinaires conventionnés appartenant aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SEM, - Organismes agréés pour le logement des personnes défavorisées (assoc, fondation, UES...), 	<p><u>DONNEES PLS ET HORS OPS</u> Logements ordinaires construits après 77, améliorés ou acquis et améliorés sans le concours financier de l'Etat gérés ou appartenant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - offices HLM ou OPAC, - Sa ou fondation HLM, - Coopérative ou autre bailleur HLM, - Les logements ordinaires non conventionnés appartenant aux SEM de métropole- logements ordinaires non conventionnés appartenant ou gérés par les filiales de la CDC - logements conventionnés correspondant à la catégorie 3 de la loi SRU 	<p><u>DONNEES ENQUETE CONVENTIONNEMENT ET HORS OPS</u> - Logements ordinaires conventionnés appartenant à des particuliers ou à des SCI familiales</p> <ul style="list-style-type: none"> - logements-foyer et résidences sociales conventionnées 	<p><u>DONNEES INVENTAIRE ET HORS OPS</u> Les logements-foyers, les résidences sociales, les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), les logements de fonction, - les logements conventionnés appartenant à des personnes physiques ou à des SCI familiales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Logements non conventionnés appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais

	OPS	PLS	Conventionnement	Inventaire SRU
	<ul style="list-style-type: none"> - SCI filiale de la CDC, - autre SCI (hors SCI familiale), - administration publique (coll. Locale, EPA, Etat), - Autre personne morale 			
PLS	<p><u>DONNEES OPS ET HORS PLS</u> Logements conventionnés appartenant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SCI filiales de la CDC - autre SCI (hors SCI familiale et filiale de la CDC) - administration publique (coll. locale, EPA, Etat), Autre personne morale 	<p><u>DONNEES PLS</u> Logements ordinaires appartenant ou gérés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les organismes d'HLM - les SEM - les logement appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais - les organismes agréés 	<p><u>DONNEES ENQUETE CONVENTIONNEMENT ET HORS PLS</u> Les logements conventionnés appartenant et gérés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - autre SCI (hors SCI familiale et filiales de la CDC), - administration publique (coll. locale, EPA, Etat), -autre personne morale <p>Les logements- foyer et les résidences sociales</p>	<p><u>DONNEES INVENTAIRE ET HORS PLS</u> - les logements- foyer et les résidences sociales - Les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale visées à l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale</p> <p>- Les logements conventionnés appartenant et gérés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les SCI (autres que les filiales de la CDC), * les administrations publiques (coll. locale, EPA, Etat), * Les autres personnes morales
Conventionnement	<p><u>DONNEES OPS ET HORS CONVENTIONNEMENT</u> Logements ordinaires non conventionnés et construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'Etat, gérés ou appartenant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Office HLM ou OPAC, 	<p><u>DONNEES PLS ET HORS CONVENTIONNEMENT</u> Logements ordinaires non conventionnés appartenant ou gérés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les organismes d'HLM - Les SEM - Les organismes agréés- 	<p><u>DONNEES ENQUETE CONVENTIONNEMENT</u> Logements conventionnés ordinaires, logements-foyer et résidences sociales appartenant aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organismes d'HLM - SEM 	<p><u>DONNEES INVENTAIRE HORS CONVENTIONNEMENT</u> - les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale visées à l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale - les ILM 28 des SEM en métropole - Les logements appartenant aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer</p>

	OPS	PLS	Conventionnement	Inventaire SRU
Inventaire SRU	<p><u>DONNEES OPS HORS INVENTAIRE SRU</u></p> <p>Tous les logements entrant dans le champs OPS et situés en dehors des agglomérations concernées par l'article 55 de la loi SRU*</p> <p>- Logements ILM 28 non conventionnés</p> <p>- Logements conventionnés privés financés en PCL construction ou amélioration</p>	<p><u>DONNEES PLS HORS INVENTAIRE SRU</u></p> <p>■ Logements situés en dehors des agglomérations concernées par l'article 55 de la loi SRU*</p> <p>■ dans les agglomérations concernées par l'article 55 de la loi SRU</p> <p>- Les logements non conventionnés financés après 77 et gérés ou appartenant à un organisme d'HLM</p> <p>- Les logements non conventionnés appartenant à une SEM de métropole</p>	<p><u>DONNEES CONVENTIONNEMENT HORS INVENTAIRE SRU</u></p> <p>- Logements conventionnés situés en dehors des agglomérations concernées par l'article 55 de la loi SRU*</p>	<p><u>DONNEES INVENTAIRE SRU</u></p> <p>Dans les agglomérations concernées par l'article 55 de la loi SRU* :</p> <p>1° Les logements locatifs appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré, à l'exception, en métropole, de ceux construits, ou acquis et améliorés à compter du 5 janvier 1977 et ne faisant pas l'objet d'une convention définie à l'article L. 351-2 ;</p> <p>2° Les autres logements conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont l'accès est soumis à des conditions de ressources ;</p> <p>3° Les logements appartenant aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer, les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais</p> <p>- Le logements non conventionnés gérés ou appartenant à : Office HLM ou OPAC, - SA ou fondation HLM, Coopérative ou autre bailleur HLM,</p>
	<p>- SA ou fondation HLM, - Coopérative ou autre bailleur HLM,</p> <p>Logements ordinaires non conventionnés appartenant aux SEM en métropole (ILM 28) et SEM des DOM</p>	<p>- Les logements appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais</p>	<p>- administrations publiques</p> <p>- organismes agréés</p> <p>- autres personnes morales</p> <p>- personnes physiques</p>	<p>- Les logements non conventionnés appartenant à l'Entreprise minière et chimique et aux sociétés à participation majoritaire de l'Entreprise minière et chimique, les logements appartenant aux houillères de bassin, aux sociétés à participation majoritaire des houillères de bassin ainsi qu'aux sociétés à participation majoritaire des Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais</p> <p>- Le logements non conventionnés gérés ou appartenant à : Office HLM ou OPAC, - SA ou fondation HLM, Coopérative ou autre bailleur HLM,</p>

	OPS	PLS	Conventionnement	Inventaire SRU
				<p>Charbonnages de France et à l'établissement public de gestion immobilière du Nord - Pas-de-Calais ;</p> <p>4° Les logements ou les lits des logements-foyers de personnes âgées, de personnes handicapées, de jeunes travailleurs, de travailleurs migrants et des logements-foyers dénommés résidences sociales, conventionnés dans les conditions définies au 5° de l'article L. 351-2 ainsi que les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale visées à l'article 185 du code de la famille et de l'aide sociale.</p> <p>Les lits des logements-foyers et les places des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont pris en compte dans des conditions fixées par décret.</p>

* Communes concernées par l'article 55 de la loi SRU : communes dont la population est au moins égale à 1 500 habitants en Ile-de-France et 3 500 habitants dans les autres régions qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants (cf. article 55 de la loi SRU)

ANNEXE 7
QUESTIONNAIRE
DE L'ENQUETE D'OCCUPATION DU PARC SOCIAL 2003

A - IDENTIFICATION DU BAILLEUR

- **nom ou raison sociale du bailleur :**
n° SIRET

<i>0a</i>	
<i>0b</i>	chiffre à 14 positions

- **statut du bailleur :**
 (X en vis à vis du statut approprié)

<i>0c</i>	Office HLM ou OPAC
<i>0d</i>	SA ou fondation d'HLM
<i>0e</i>	Coopérative ou autre bailleur HLM
<i>0f</i>	SEM
<i>0g</i>	Organisme agréé pour le logement des personnes défavorisées (assoc, fondation, UES...)
<i>0h</i>	SCI filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations
<i>0i</i>	Autre Société civile immobilière
<i>0j</i>	Administration publique (Col. locale, EPA, Etat)
<i>0k</i>	Autre personne morale

B - PATRIMOINE LOCATIF SOCIAL DU BAILLEUR

On complètera les logements sociaux du bailleur dans la zone tels que définis ci-après :

- **Logements sociaux conventionnés à la PL en application des 2, 3, 4 ou 6^e de l'article L.351-2 du CCH**
 - ce sont les logements conventionnés appartenant aux organismes d'HLM ou gérés par eux, appartenant aux SEM, appartenant aux collectivités publiques, aux organismes privés personnes morales ayant bénéficié d'un PLA-CD (ordinaire, TS ou LM), d'un PLUS, d'un PLAI, d'un PCL, d'un PLA-CFF, d'un PLS, d'un PLS, de la PALULOS, d'un PAP, d'un PAP, d'un PAP, de la PALULOS, de la PALULOS ou ayant été conventionnés sans travaux ;

- Logements sociaux non conventionnés à l'APL

- en métropole : ce sont les logements IM 28 non conventionnés appartenant aux SEM, les logements non conventionnés appartenant aux organismes d'HLM ou gérés par eux, lorsqu'ils ont été construits, aménagés ou acquis et aménagés avec le concours financé de l'Etat (PSR, PLR, HLMO, IM) ;
- dans les départements d'outre-mer : ce sont tous les logements appartenant aux organismes d'HLM ou gérés par eux, les logements appartenant à une SEM de la loi du 30 avril 1946 ou à une SEM locale lorsqu'ils ont été construits, acquis ou aménagés avec le concours financier de l'Etat (PSR, PLR, HLMO, LLS, LLS, immeubles àoyer moyen).
Sont exclus les logements appartenant aux SEM financés sans concours financier de l'Etat ;

- ne seront pas comptés :

les logements-foyers, les résidences sociales, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), les logements de fonction, les logements appartenant à des personnes physiques ou à des Familiales, les logements financés sans concours financier de l'Etat, notamment les LNI et les logements intermédiaires, les PLS de 92 et 93 et les PLI.

Les habitants seront mentionnés en distinguant deux niveaux géographiques : les zones de prix et les agglomérations. Les agglomérations correspondent aux unités urbaines définies par l'INSEE, de 50 000 habitants et plus (source : RGP 99).

Pour chacune des variables, le nom bre de logements situés dans une zone urbaine sensible (ZUS) ou dans une zone de revitalisation rurale (ZRR) sera précisé.

■ **code du département**

code dépt

■ **agglomération**

Si le niveau d'agrégation est l'agglomération, remplir les cases *Om* et *On* et passer directement à la question 1.
Répéter l'opération pour chaque agglomération.

nom agglomération

code insee agglo

■ **zone de prix**

Si le niveau d'agrégation est la zone de prix, indiquer la zone de prix correspondante et poursuivre le questionnaire.
Répéter l'opération pour chaque zone de prix.

Op	zone de prix
----	--------------

- **zone 1 bis** : communes du 1er item du 2° de l'article R.441-21, Paris et les communes limitrophes
- **zone 1 hors 1 bis** : communes du 2ème item du 2° de l'article R.441-21, figurant dans la liste de la zone 1 de l'arrêté du 17 mars 1978 modifié par l'arrêté du 26 avril 2002, hors Paris et communes limitrophes
- **zone 2** : communes du 3ème item du 2° de l'article R.441-2, figurant dans la liste de la zone 2 de l'arrêté du 17 mars 1978 modifié par l'arrêté du 26 avril 2002.
- **zone 3** : communes de métropole du 4ème item du 2° de l'article R.441-2, hors zone 1 et 2.
- **DOM** : communes des DOM du 4ème item du 2° de l'article R.441-2, soit toutes les communes des DOM.

	total	dont en ZUS	dont en ZRR
1 - nombre de logements locatifs sociaux répondant à la définition ci-dessus,	1-x	1-y	1-z
2 - dont nombre de logements conventionnés à l'APL	2-x	2-y	2-z
3 - dont nombre de logements vacants	3-x	3-y	3-z
4- dont nombre de logements occupés, donnés en gestion ou en location (4) = (1) - (3)	4-x	4-y	4-z
5- parmi les logements locatifs sociaux, nombre de logements donnés en location à des organismes tiers à des fins de sous-location à des ménages défavorisés	5-x	5-y	5-z

C - ENQUETE SUR L'OCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

6- parmi les ménages occupant les logements de la rubrique **(4)**, nombre de ménages n'ayant pas répondu à l'enquête sur l'occupation des logements locatifs sociaux. Par ménage, on entend l'ensemble des personnes occupant le logement

total		dont en ZUS	dont en ZRR
6-x		6-y	6-z

7 - parmi les ménages occupant les logements de la rubrique **(4)**, nombre de ménages ayant répondu à l'enquête sur l'occupation des logements locatifs sociaux

7-x		7-y	7-z

$$(7) = (4) - (6)$$

D - COMPOSITION DES MENAGES (TOUS MENAGES)

On comptera ici les ménages de la rubrique (7) selon leur type

8 - personnes seules

total	dont en ZUS	dont en ZRR
8a-x	8a-y	8a-z

9 - familles monoparentales

On comptera ici le nombre de ménages constitués principalement d'une famille monoparentale répondant à la définition suivante : ménage comportant un parent et ses enfants mineurs ou majeurs (avec ou sans autre adulte occupant le logement).

nombre de familles monoparentales

- avec 1 ou 2 enfants
- avec 3 enfants ou plus
- nombre total de familles monoparentales

$$(9c) = (9a) + (9b)$$

total	dont en ZUS	dont en ZRR
9a-x	9a-y	9a-z
9b-x	9b-y	9b-z
9c-x	9c-y	9c-z

10 - couples

On comptera ici les ménages constitués de deux adultes vivant en couple (mariés, en concubinage, bénéficiant d'un pacs ou vivant maritalement) et le cas échéant de leurs enfants mineurs ou majeurs (avec ou sans autre adulte occupant le logement).

nombre de couples

- sans enfant
- avec 1 ou 2 enfants
- avec 3 enfants ou plus
- nombre total de couples

$$(10d) = (10a) + (10b) + (10c)$$

total	dont en ZUS	dont en ZRR
10a-x	10a-y	10a-z
10b-x	10b-y	10b-z
10c-x	10c-y	10c-z
10d-x	10d-y	10d-z

11 - autres ménages

(ménages ne comportant pas de famille)

total	dont en ZUS	dont en ZRR
11a-x	11a-y	11a-z

E-REPARTITION DES MENAGES PAR ÂGE DU TITULAIRE DU CONTRAT DE LOCATION

On comptera ici les ménages de la rubrique (7) selon l'âge du locataire

12 - nombre de ménages selon l'âge du locataire en titre

(pour se rapprocher de la définition INSEE de la personne de référence, dans un couple prendre l'âge de l'homme)

- moins de 30 ans
- de 30 à 39 ans
- de 40 à 49 ans
- de 50 à 64 ans
- 65 ans et plus

total	dont en ZUS					dont en ZRR				
12a-x	12a-y					12a-z				
12b-x	12b-y					12b-z				
12c-x	12c-y					12c-z				
12d-x	12d-y					12d-z				
12e-x	12e-y					12e-z				

F - RESSOURCES DES MENAGES (TOUS MENAGES)

On comptera ici les ménages de la rubrique (7) en tenant compte de leurs ressources et de leur plafond de ressources :

- Les ressources d'un ménage sont la somme des revenus de l'année 2001 nets imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de chaque personne composant le ménage, c'est-à-dire la somme des revenus nets imposables de l'ensemble des personnes vivant au foyer ;
- En métropole, le plafond de ressources pris en compte est, pour l'ensemble des ménages, celui fixé pour l'année 2003 par l'annexe I de la loi n° 29 juillet 1987 (c'est-à-dire le plafond **PLUS**). Il ne sera en aucun cas fait usage du plafond de l'annexe II de la loi n° 2003 (plafond PUA) ou d'un quelconque autre plafond ;
- Dans les départements d'outre-mer, le plafond de ressources pris en compte est, pour l'ensemble des ménages, celui fixé pour l'année 2003 par l'article premier de la loi n° 13 mars 1986 (c'est-à-dire le plafond des logements LLS). Il ne sera en aucun cas fait usage du plafond de l'article 7 de la loi n° 7 de la loi n° 1986 (plafond des logements LLS) ou d'un quelconque autre plafond.

13 - nombre de ménages dont les ressources représentent :

pour les ménages en-dessous des plafonds

- jusqu'à 19,99% du plafond
- de 20 à 39,99% du plafond
- de 40 à 59,99% du plafond
- de 60 à 79,99% du plafond
- de 80 à 99,99% du plafond

pour les ménages au-dessus des plafonds

- de 100 à 119,99% du plafond
- de 120 à 139,99% du plafond
- de 140 à 159,99% du plafond
- de 160 à 179,99% du plafond
- 180% du plafond et plus

total	dont en ZUS					dont en ZRR				
13a-x	13a-y					13a-z				
13b-x	13b-y					13b-z				
13c-x	13c-y					13c-z				
13d-x	13d-y					13d-z				
13e-x	13e-y					13e-z				
13f-x	13f-y					13f-z				
13g-x	13g-y					13g-z				
13h-x	13h-y					13h-z				
13i-x	13i-y					13i-z				
13j-x	13j-y					13j-z				

G - AIDES AU LOGEMENT PERÇUES (TOUS MENAGES)

Parmi les ménages de la rubrique (7), on comptera ici les ménages percevant l'une des allocations suivantes :

14 - nombre de ménages percevant l'aide personnalisée au logement (APL)*	14-x	14-y	14-z	dont en ZRR
15 - Nombre de ménages percevant l'allocation de logement (AL)*	15-x	15-y	15-z	

H - MINIMA SOCIAUX PERÇUS (TOUS MENAGES)

Parmi les ménages de la rubrique (7), on comptera ici les ménages percevant l'une des allocations suivantes :

16 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI)	16-x	16-y	16-z	
17 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse (minimum vieillesse)	17-x	17-y	17-z	
18 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API)	18-x	18-y	18-z	
19 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)	19-x	19-y	19-z	
20 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête n'être bénéficiaires d'aucune des allocations mentionnées aux questions 16 à 19	20-x	20-y	20-z	
21 - nombre de ménages percevant au moins une des allocations mentionnées aux questions 16 à 19	21-x	21-y	21-z	
22 - nombre de ménages ayant répondu lors de l'enquête aux questions 16 à 19	22-x	22-y	22-z	

(*) Se référer si possible aux informations détenues par les bailleurs

I - EFFECTIF ET AGE DES OCCUPANTS DES LOGEMENTS (TOUS MENAGES)

On comptera ici l'ensemble des personnes physiques constituant les ménages de la rubrique (7) en tenant compte de leur âge.

23- nombre de mineurs (moins de 18 ans)	total 23-x	dont en ZUS 23-y	dont en ZRR 23-z
24 - nombre de majeurs	24a-x 24b-x 24d-x 24-x	24a-y 24b-y 24d-y 24-y	24a-z 24b-z 24d-z 24-z
- nombre de majeurs de 18 à 24 ans			
- nombre de majeurs de 25 à 64 ans			
- nombre de majeurs de 65 ans et plus			
- nombre total de majeurs $(24) = (24a)+(24b)+(24c)$			
25 - nombre d'occupants des logements $(25) = (23)+(24)$	25-x	25-y	25-z

J - NATURE DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DES OCCUPANTS (TOUS MENAGES)

On ne dénombrera ici que les **personnes majeures** décomptées à la rubrique (24)

26 - nombre de personnes ayant un emploi stable (travailleurs indépendants, salariés avec un contrat à durée indéterminée y compris fonctionnaires et salariés de la fonction publique)	total 26-x	dont en ZUS 26-y	dont en ZRR 26-z
27- nombre de personnes ayant un emploi précaire (salariés avec un contrat à durée déterminée, intérimaires, apprentis, stagiaires, titulaires de contrats aidés, ...)	27-x	27-y	27-z
28 - nombre de personnes sans emploi inscrites à l'ANPE	28-x	28-y	28-z
29 - nombre des autres personnes majeures sans emploi (au foyer, retraité ou préretraité, invalidité, étudiant, etc..)	29-x	29-y	29-z
30 - nombre de ménages ayant répondu lors de l'enquête aux questions 26 à 29	30-x	30-y	30-z

K - NOMBRE D'EMMENAGES RECENTS

Parmi les ménages de la rubrique (7), on comptera les ménages ayant emménagé depuis le **1er janvier 2000**

- 31** - nombre de ménages ayant emménagé dans leur logement actuel depuis le **1er janvier 2000**
 (on prendra comme date d'emménagement la date de mise à disposition du logement figurant dans le contrat de location)

31-x	total	31-y	dont en ZUS	31-z	dont en ZRR
------	-------	------	-------------	------	-------------

L - RESSOURCES DES MENAGES (EMMENAGES RECENTS)

On comptera ici les ménages de la rubrique (31) en tenant compte de leurs ressources et de leur plafond de ressources :

- Les ressources d'un ménage sont la somme des revenus de l'année 2001 nets imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de chaque personne composant le ménage, c'est-à-dire la somme des revenus nets imposables de l'ensemble des personnes vivant au foyer;
- En métropole, le plafond de ressources pris en compte est, pour l'ensemble des ménages, celui fixé pour l'année 2003 par l'annexe I de l'arrêté du 29 juillet 1987 (c'est-à-dire le plafond PLUS). Il ne sera en aucun cas fait usage du plafond de l'annexe II de l'arrêté (plafond PLA-I) ou d'un quelconque autre plafond ;
- Dans les départements d'outre mer, le plafond de ressources pris en compte est, pour l'ensemble des ménages, celui fixé pour l'année 2003 par l'article premier de l'arrêté du 13 mars 1986 (c'est à dire le plafond des logements LLS). Il ne sera en aucun cas fait usage du plafond de l'article 7 de l'arrêté (plafond des logements LLS) ou d'un quelconque autre plafond.

- 32** - nombre de ménages dont les ressources représentent :
 pour les ménages *en-dessous des plafonds*

- jusqu'à 19,99% du plafond
- de 20 à 39,99% du plafond
- de 40 à 59,99% du plafond
- de 60 à 79,99% du plafond
- de 80 à 99,99% du plafond

pour les ménages *au-dessus des plafonds*

- de 100 à 119,99% du plafond
- de 120 à 139,99% du plafond
- de 140 à 159,99% du plafond
- de 160 à 179,99% du plafond
- 180% du plafond et plus

32a-x	total	32a-y	dont en ZUS	32a-z	dont en ZRR
32b-x		32b-y		32b-z	
32c-x		32c-y		32c-z	
32d-x		32d-y		32d-z	
32e-x		32e-y		32e-z	
32f-x		32f-y		32f-z	
32g-x		32g-y		32g-z	
32h-x		32h-y		32h-z	
32i-x		32i-y		32i-z	
32j-x		32j-y		32j-z	

M - AIDES AU LOGEMENT PERÇUES (EMMENAGES RECENTS)

Parmi les ménages de la rubrique (31), on comptera ici les ménages percevant l'une des allocations suivantes :

33 - nombre de ménages percevant l'aide personnalisée au logement (APL)*	total	33-x	33-y	33-z
			dont en ZUS	dont en ZRR

34 - Nombre de ménages percevant l'allocation de logement (AL)*

34-x	34-y	34-z
------	------	------

N - MINIMA SOCIAUX PERÇUS (EMMENAGES RECENTS)

Parmi les ménages de la rubrique (31), on comptera ici les ménages percevant l'une des allocations suivantes :

35 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires du revenu minimum d'insertion	35-x	35-y	35-z
---	------	------	------

36 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse (minimum vieillesse)

36-x	36-y	36-z
------	------	------

37 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API)

37-x	37-y	37-z
------	------	------

38 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête être bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)

38-x	38-y	38-z
------	------	------

39 - nombre de ménages ayant déclaré lors de l'enquête n'être bénéficiaires d'aucune des allocations mentionnées aux questions 35 à 38

39-x	39-y	39-z
------	------	------

40- nombre de ménages percevant au moins une des allocations mentionnées aux questions 35 à 38

40-x	40-y	40-z
------	------	------

41- nombre de ménages ayant répondu lors de l'enquête aux questions 35 à 38

41-x	41-y	41-z
------	------	------

(*) Se référer si possible aux informations détenues par les bailleurs

O - NATURE DE L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DES OCCUPANTS (EMMENAGES RECENTS)

On ne dénombre ici que les **personnes majeures** parmi l'ensemble des personnes physiques constituant les ménages de la rubrique (31)

42 - nombre de personnes ayant un emploi stable (travailleurs indépendants, salariés avec un contrat à durée indéterminée y compris fonctionnaires et salariés de la fonction publique)

total	dont en ZUS	dont en ZRR
42-x	42-y	42-z

43 - nombre de personnes ayant un emploi précaire (salariés avec un contrat à durée déterminée, intérimaires, apprentis, stagiaires, titulaires de contrats aidés, ...)

43-x	43-y	43-z
------	------	------

44 - nombre de personnes sans emploi inscrites à l'ANPE

44-x	44-y	44-z
------	------	------

45- nombre des autres personnes majeures sans emploi (au foyer, retraité ou préretraité, invalidité, étudiant, etc...)

45-x	45-y	45-z
------	------	------

46 - nombre de ménages ayant répondu lors de l'enquête aux questions 42 à 45

46-x	46-y	47-z
------	------	------